

هكزان الأهل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13828 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 12 JUILLET 1989

Une poignée de dollars pour la Pologne

Généreux en paroles, le président Bush a chichement compté son soutien financier à Varsovie. Même prévenu de la « modestie » de la manne américaine, certains Polonais ne cachent pas leur frustration. Une enveloppe de 115 millions de dollars, voilà qui paraît sans commune mesure avec le traitement de choc qu'exige, selon tous les économistes, la situation du pays, dont la dette extérieure atteint 39 milliards de dollars, ce qui limite singulièrement sa marge de manœuvre. Les priorités, multiples, paraissent vite inabordable. Restructurer une industrie, remettre les gens au travail, introduire la vérité des prix sans renforcer le cycle infernal de l'inflation sur fond de pénuries persistantes à un coût redoutable sur le plan non seulement économique et social, mais aussi financier.

Les États-Unis, eux-mêmes en proie à de sérieuses difficultés budgétaires, s'en sont malgré tout tenus à leur nouvelle théorie : aide-toi et l'Amérique t'aidera à obtenir le soutien... des autres. En s'engageant à plaider la cause polonaise lors du « sommet » de l'Arche, puis au sein de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, le président Bush offre à bon compte l'appui occidental.

Nul n'ignore qu'un plan d'assainissement est actuellement en discussion avec le FMI. Une mission polonaise devrait se rendre, la semaine prochaine, à Washington dans l'espoir qu'une estampille du Fonds en bonne et due forme débloquent 350 millions de dollars de prêts qui dorment dans les tiroirs de la Banque mondiale depuis des mois et un nouveau rééchelonnement, par le Club de Paris, des crédits garantis par l'Ouest.

Cet espoir a peu de chance de se concrétiser avant l'automne. Car si chacun est pressé d'aller de l'avant pour encourager les réformes polonaises, un préalable de taille devra être levé : l'élection d'un président et la formation d'un gouvernement. Sans l'engagement formel d'une nouvelle équipe dirigeante, les organismes multilatéraux et les amis occidentaux de la Pologne n'accepteront pas de jouer le jeu délicat de l'aide à l'assainissement.

C'est dans cette optique que le président Bush a fait passer un double message à Varsovie. Le temps de l'autodiscipline est venu, après les errements du passé et la mauvaise utilisation des crédits octroyés, à tout va, au début des années 70. Il appartient désormais aux Polonais d'apporter la preuve de leur nouveau sens des responsabilités avant que ne se mette vraiment en place un filet de sécurité financier. Un filet qui pourrait, comme naguère pour la Turquie, être installé par un consortium international.

Accompagner à pas prudents la Pologne aujourd'hui, la Hongrie demain dans leur poursuite entre la démocratisation de la vie politique et le redressement économique sera du goût des électeurs de M. George Bush. Il en faudrait bien davantage pour répondre à l'attente des futurs dirigeants de Varsovie ou de Budapest.

(Lire page 6 le reportage de JAN KRAUZE à Varsovie)

M 0147-07120-4,50 F
3790147004500 07120

Le projet d'élections dans les territoires occupés

Les divisions gouvernementales aggravent le malaise en Israël

Le malaise s'aggrave en Israël, après la décision du bureau politique du Parti travailliste, qui a suivi, le 10 juillet, M. Shimon Pérès, en recommandant la dissolution du gouvernement, à la suite des « amendements » apportés par le Likoud au plan de paix approuvé par le cabinet et prévoyant des élections dans les territoires occupés, où la tension ne cesse de croître.

Tout en estimant que, « dans les circonstances actuelles », la coalition Likoud-travailliste n'a plus de raison d'être, les membres du bureau politique de la formation de M. Pérès ont laissé la porte ouverte à une éventuelle « réconciliation » avec le parti de M. Itzhak Shamir.

M. Itzhak-Rabin, ministre de la défense et ardent défenseur d'un plan de paix que les travaillistes estiment « défiguré » par le Likoud, a ainsi préché la modération et demandé qu'aucune décision ne soit prise trop hâtivement.

En tout état de cause, l'initiative de rompre avec la droite et de quitter le « gouvernement d'union nationale » — ce qui déboucherait sur des élections — revient au comité central. Or aucune date pour la réunion de cet organe, souverain en la matière, n'a encore été fixée, et on laisse entendre qu'elle pourrait intervenir que d'ici trois à cinq semaines.

(Lire nos informations page 2.)

L'INSEE révisé ses prévisions à la hausse pour 1989

La croissance permettra de faire reculer le chômage

La forte croissance économique que connaît la France depuis la mi-87 semble ne plus devoir prendre fin. En prévoyant dans sa note de conjoncture rendue publique mardi 11 juillet un taux d'expansion de 3,5 % pour 1989, l'INSEE annonce qu'aucun ralentissement de l'activité ne se produira d'ici à la fin de l'année, ce qui permettra de faire reculer le chômage.

Cette nouvelle est excellente pour les chefs d'entreprise et les demandeurs d'emploi qui, les uns et les autres, vont bénéficier de la très bonne conjoncture actuelle. Elle confirme à nouveau la solidité d'une reprise que les pouvoirs publics, comme presque tous les observateurs professionnels, ont largement sous-estimée depuis deux ans, ne voyant pas qu'elle est assise sur la phase ascendante d'un cycle conjoncturel, mais aussi sur une sortie de crise structurelle favorisée par des progrès techniques intenses dans le domaine de l'électronique et de l'informatique, notamment.

A la fin de 1987, le gouvernement prévoyait une croissance de seulement 2,2 % pour 1988. Tout compte fait, l'INSEE annonce maintenant un taux d'expansion de 3,8 %. A la fin de 1988, le gouvernement tablait pour 1989 sur un taux de 2,7 %. En 1989, nous en sommes déjà selon l'INSEE à 3,5 %.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 39.)

Mme Aquino à Paris

TIENS ? VOUS ICI ?
ON AVAIT FAIT PAR CROIRE
QU'ON ÉTAIT INVITÉES
PAR RENAUD !

■ « Le bon élève du FMI », par Françoise Crouigneau, page 7.
■ BICENTENAIRE
■ Un entretien avec Daniel Cohn-Bendit, page 15.
■ Les problèmes de circulation et de sécurité à Paris, page 17.

Un entretien avec le président de la Serbie

En Yougoslavie, le système économique et politique « fait tout à l'envers »

Président de la Serbie, la plus importante des six républiques de la fédération yougoslave, M. Slobodan Milosevic est aujourd'hui la personnalité politique la plus forte — et la plus controversée — d'un pays aux prises avec de graves problèmes économiques et des tensions entre les différentes nationalités qui composent cette fragile mosaïque.

« Inflation galopante, désorganisation complète de l'économie, tensions ethniques croissantes... Comment et pourquoi la Yougoslavie en est-elle arrivée là ? »

— La crise dans laquelle nous nous trouvons a été engendrée par notre système de gouvernement. A l'heure où le monde entier entre dans un processus d'intégration, la Yougoslavie, elle, est entrée dans un processus de désintégration. Au lieu d'aborder les problèmes au niveau global, notre système fait tout à l'envers, il crée des divisions, des confrontations, l'atomisation des capitaux. En fractionnant l'économie en une multitude de prétendus « organismes de base de travail associés » supposés se concerter, parvenir à des accords, on a créé une administration mastodontique et ce système a produit une énorme bureaucratie que personne ne peut payer et dont on n'a pas besoin.

» A première vue, cette prétendue économie de concertation peut avoir une connotation démocratique ; en réalité elle recèle sous un vernis démocratique un système bureaucratique très rigide.

» Voilà pourquoi nous avons besoin d'une réforme fondamentale et il ne peut pas y avoir de réforme économique sans réforme politique. Nous sommes favorables à la réhabilitation de la loi du marché car le marché est le seul mécanisme démocratique qui permette d'évaluer le travail.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC.
(Lire la suite pages 6 et 7.)

Sursis pour le docteur Benveniste

Le directeur général de l'INSERM a décidé, mardi 11 juillet, de confirmer pour l'instant dans ses fonctions le docteur Jacques Benveniste à la tête de l'unité 200 de cet institut. L'auteur des travaux contestés sur la « mémoire de l'eau » devra renoncer à s'exprimer sur ce sujet « en dehors des revues scientifiques de haut niveau ». Pour sa part, le docteur Benveniste, qui avait été menacé de sanctions par le conseil scientifique de l'INSERM, maintient ses conclusions et estime dans un texte adressé au Monde que « la sagesse et le courage ont prévalu ».

(Lire page 10 l'article de Jean-Yves Nau et Franck Nouché.)

Presse : l'avenir des régionaux

La puissance de ses 6,3 millions d'exemplaires diffusés quotidiennement ne met pas la presse régionale à l'abri des convoitises. Souvent dirigés par des personnalités en place depuis la Libération, nombre de quotidiens régionaux doivent affronter en même temps érosion du lectorat, modernisation et successions difficiles. Handicapés par un capital insuffisant et morcelés, ces quotidiens sont surveillés de près par des groupes industriels ou de communication importants.

(Lire page 19 l'article de Michel Colonna d'Istria et Yves-Marie Labé.)

Notre langue face à l'Europe

I. — De l'hégémonie au déclin

par Maurice Allais
prix Nobel d'économie

C'est un fait que depuis la dernière guerre mondiale la langue française n'a cessé de connaître dans les pays les plus développés un recul accéléré.

Alors qu'avant la première guerre mondiale le français était la et parlé dans une grande partie du monde et qu'entre les deux guerres mondiales il en était encore ainsi pour près de la moitié, sinon plus, des élites intellectuelles, non seulement en Europe, mais également dans tout le bassin méditerranéen et en Amérique latine, on constate aujourd'hui que de 10 à 15 % au plus des nouvelles générations dans des pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, la Norvège, et même l'Italie, lisent et parlent le français. L'anglais est devenu pour les élites la langue universelle, le seul

soutien pour la transmission de la pensée scientifique dans le monde.

Cette évolution apparaît comme d'autant plus significative que la langue commune de l'Europe au dix-huitième siècle était le français. Depuis le traité de Rastadt en 1714, le français s'était substitué au latin comme langue diplomatique jusqu'aux confins de l'Asie. Les princes et la noblesse de toute l'Europe, toutes les élites intellectuelles parlaient et écrivaient le français.

La Révolution française, les guerres qu'elle a entraînées jusqu'en 1815, et leurs séquelles, l'apogée de l'empire britannique au dix-neuvième siècle, les deux guerres mondiales, le prodigieux essor économique et politique des États-Unis au vingtième siècle, ont progressivement ébranlé, puis finalement détruit l'hégémonie de

la langue française. On peut regretter que la domination du français dans l'Europe du dix-huitième siècle ait graduellement été remplacée par celle de l'anglais ; mais c'est là une évolution universelle qu'il est aujourd'hui totalement impossible de renverser.

Aux Nations unies, le français et l'anglais sont les deux seules langues de travail, parallèlement aux quatre autres langues officielles que sont l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe ; mais une évolution inexorable, résultant de multiples causes, tend à réduire de plus en plus le rôle effectif du français. En fait, 90 % de la documentation préparée par les secrétariats des organisations internationales sont actuellement rédigés en anglais.

(Lire la suite page 2.)

Entendre de mes propres oreilles un ancien ministre ou un savant mondialement connu, lauréat du prix Nobel, ou un professeur de la Sorbonne, la Légion d'honneur à la boutonnière, ou encore un écrivain célèbre prêter serment, puis affirmer qu'il n'y avait pas eu de camps de concentration en U.R.S.S., produit sur moi une des impressions les plus fortes de ma vie.

NINA BERBEROVA
C'est moi qui souligne

AUTOGRAPHES TRADUITES PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN

UNE ŒUVRE SUPERBE
DÉCOUVERTE AVEC
50 ANNÉES DE RETARD

ACTES
SUD

DEUXIÈME PARTIE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 1 000 L. ; Japon, 4,50 ¥ ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,50 \$; USA (extér.), 2 \$.



Débats

BICENTENAIRE

Vers un nouvel ordre international ?

par EDWIGE AVICE (*)

LE principal mérite du Bicentenaire est de nous faire prendre conscience de l'actualité et de la vitalité des idéaux démocratiques dans le monde, deux siècles après leur première consécration.

Alors que s'effritent systèmes et modèles, la question de la démocratie n'est-elle pas la grande affaire de cette fin de siècle, qui pourrait devenir celle de la Démocratie, comme le dix-huitième fut celui des Lumières ?

Edgar Morin n'a-t-il pas raison d'écrire dans *Le Monde* que la trinité liberté-égalité-fraternité « c'est, pour le vingtième siècle, l'étoile du futur » ?

En France, ce peut être une réponse mobilisatrice à une recherche — et même aux doutes — sur les finalités de la politique. Nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir pour que la démocratie s'identifie pleinement à la lutte contre les exclusions, à la justice sociale. Pour qu'elle permette enfin que s'exercent, dans la société, les responsabilités des femmes, la citoyenneté des jeunes. Pour que l'action internationale soit neuve et généreuse.

« Dès que possible »

Dans le monde, où les idées de 1789 ont cheminé en forme d'espoir, *égalité* veut dire d'abord développement ; *liberté*, droits de l'homme ; et *fraternité*, désarmement. C'est en tout cas de cette manière que de nombreux pays attendent de la France qu'elle défende et soutienne les idéaux attachés à son image.

En Europe, un phénomène me paraît avoir été peu souligné. C'est le retour à l'esprit de la déclaration sur l'Europe libérée, contenue dans les accords de Yalta du 11 février 1945. La déclaration portait l'intention de « créer les conditions de la paix (...) ; secourir les peuples en détresse (...) ; constituer des autorités gouvernementales provisoires, largement représentatives de tous les éléments démocratiques des populations de l'Europe libérée, et qui s'engageront à établir, dès que possible, par libres élections, des gouvernements qui soient l'expression de la volonté des peuples ; enfin faciliter partout où cela sera nécessaire de telles élections ».

Les changements et les élections intervenus récemment en Pologne et en Hongrie, l'abandon officiel de la « doctrine Brejnev » par l'Union soviétique, ne permettent-ils pas de penser que, quarante-quatre ans après, le « dès que possible » commence enfin en Europe de l'Est ?

Les révolutionnaires de 1789 ne sont pas les maîtres de leur postérité. Aujourd'hui, leurs idées trouvent à des milliers de kilomètres de la France un terrain fertile — particulièrement dans les démocraties récentes. Au Brésil ou ailleurs, on les invoque encore, deux cents ans plus tard, et on met au crédit de la France ce qui apparaît, à distance, comme l'immense mouvement d'un peuple porté par sa jeunesse. Il nous faut maintenant justifier ce crédit. Le président Alfonsín ne m'a-t-il pas confié : « Vous, les démocrates,

vos solidarités pour nos démocraties ne sont souvent que post-mortem ».

Dans un monde dur, violent, un océan de pauvreté avec quelques îlots de richesse, la paix ne saurait résulter du seul désarmement, bien qu'il en soit l'une des conditions essentielles. C'est pourquoi les trois axes de notre politique : développement, droits de l'homme, désarmement (les 3 « D »), sont étroitement liés. Sur ces trois terrains, la France a pris des initiatives marquantes.

Notre pays a fait du développement une dimension majeure de sa politique étrangère. Il s'est attaché à pousser la communauté internationale à être plus agissante, à l'amener à une remise en cause. A son initiative, une réflexion sur les devoirs des pays les plus riches a été lancée.

Le drame de la dette

Comment ne pas voir que l'endettement provoque un décalage économique catastrophique pour des pays soumis à des pressions démographiques insupportables, à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et à la recrudescence des grandes endémies ?

Il convient de rappeler avec quelle persévérance le président de la République s'est attaqué à ce drame international, en proposant d'alléger l'endettement, qui atteint en 1989 le montant astro-

nomique de 1 300 millions de dollars.

La décision prise à Toronto, en 1988, à l'initiative de la France, a constitué un progrès important pour les pays les plus pauvres : une dizaine de pays d'Afrique sub-saharienne ont depuis lors obtenu du Club de Paris un aménagement de leur dette.

A Dakar, François Mitterrand a proposé une remise inconditionnelle de la totalité de la dette publique des trente-cinq pays les plus pauvres d'Afrique.

En ce qui concerne les pays à revenu intermédiaire, le président de la République a lancé, devant l'Assemblée générale des Nations unies, l'idée de créer un fonds multilatéral garantissant le paiement des rémunérations dues aux banques.

Le prochain sommet des pays industrialisés permettra à la France de souligner encore l'urgence d'une action commune et de proposer à ses partenaires d'aller plus loin.

La célébration du Bicentenaire et du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle a fait de notre pays un grand carrefour de manifestations et de débats.

La présence d'André Sakharov, Elena Bonner, Lech Wałęsa et de tant d'autres à Paris, le 10 décembre 1988, n'était pas une coïncidence. La venue, en juin dernier, de tant de femmes illustres par leur courage, lors des

(*) Ministre délégué aux affaires étrangères.

états généraux organisés par la Fédération internationale des droits de l'homme et la Fondation France-Liberté, marque elle aussi la considération que l'on a dans le monde pour le travail de la France.

Nous avons fait des propositions novatrices. Elles ont été adoptées à l'unanimité. Elles ont valu à notre pays d'être réélu en tête des candidats à la commission des droits de l'homme des Nations unies.

Champs nouveaux

Bien sûr, beaucoup reste à faire : droits des femmes, de l'enfant, droit à l'environnement et à une meilleure gestion des ressources de la planète, droit à l'établissement d'une éthique pour nous protéger mieux contre certains abus des techniques et des sciences. Ces champs nouveaux des droits de l'humanité, il nous faut les définir, les concrétiser et les garantir.

Il s'agit là d'une priorité internationale dans laquelle nous cherchons à prendre toute notre part : conférence de Paris sur le désarmement chimique de janvier 1989 ; poursuite de l'action en faveur d'un désarmement conventionnel.

La France, avec sa proposition de conférence sur le désarmement en Europe, puis par son action à Madrid et à Stockholm, est largement à l'origine de l'approche retenue en la matière, à savoir la prise en considération dans les négociations d'une zone couvrant

l'ensemble du continent européen, de l'Atlantique à l'Oural.

Nous attachons une grande importance à ce que cette entente de désarmement soit inscrite dans le cadre plus large de la CSCE, processus à long terme visant à surmonter la division actuelle de l'Europe.

Enfin, nous avons voulu lier notre réflexion sur un désarmement général, progressif et contrôlé, à la réflexion sur le développement. La France a pris l'initiative de la première conférence des Nations unies qui se soit tenue sur ce thème, en 1987. L'analyse des relations complexes entre désarmement et développement mérite d'être reprise et prolongée.

Sur ces trois sujets essentiels pour le vingt et unième siècle, les perspectives sont ouvertes. A nous maintenant de les traduire d'une manière suffisamment claire et convaincante pour qu'elles soient comprises et partagées, d'abord, par les générations nouvelles.

Il est vrai qu'il faut compter avec le temps. La démocratie est une idée globale et un long processus. Même dans notre pays, nous n'avons pas encore tiré toutes les conséquences de cette idée-là. A un moment où certains se félicitent de la fin des idéologies, plaident plutôt pour le retour des idéaux. Nous les avons implicitement à l'esprit quand nous dénonçons la faim, la torture, la guerre. Exprimons-les sur un mode positif.

Le nouvel ordre international ne peut s'accomplir sans la démocratie, c'est-à-dire sans un souffle de liberté, de justice et de paix.

Notre langue face à l'Europe

(Suite de la première page.)

Il serait tout aussi vain aujourd'hui de s'opposer à l'utilisation internationale de l'anglais qu'il l'eût été de s'opposer à l'utilisation internationale du français au XVIII^e siècle. Il faut voir le monde tel qu'il est, et non tel qu'on désirerait qu'il fût.

Il semble bien que les défenseurs de la langue française n'aient pas une conscience claire de la situation actuelle et de ce qu'il conviendrait réellement de faire.

Ce serait tout d'abord une erreur que d'essayer de développer l'usage du français en simplifiant son écriture, en le « modernisant », comme on ne cesse de le suggérer. La langue française forme un tout, et la première condition de sa survie est de lui conserver sa complexité et ses subtilités. Ce n'est pas en l'appauvrissant et en l'abaissant au niveau des capacités des moins dotés qu'on la consolidera.

Il est également illusoire de soutenir qu'après tout le français se porte bien en soutenant son développement en Afrique. Ce développement ne saurait compenser l'extraordinaire récession du français en Europe occidentale

et en Amérique latine. « La condition de base du développement du français comme langue scientifique », a déclaré le professeur Jean Bernard en 1987, est le progrès de la recherche en France et dans les pays d'expression française. » Mais, dans sa réponse, M. Moïse Oliveira, recteur de l'université Bongo au Gabon, soulignait justement : « la pauvreté de l'Afrique dans le domaine scientifique et sa difficulté ou son incapacité à apporter sa pleine contribution à un partenariat efficace » (1).

Handicap scientifique

Il est encore, si on l'analyse, une prétention qui paraît quelque peu exagérée, sinon injustifiée, c'est que la langue française aurait un génie particulier, celui de la clarté, de la logique, de sa capacité à exprimer des idées très complexes de façon simple et suggestive, que sa littérature véhiculerait un incomparable trésor d'observations et d'idées, et qu'il vrait dire elle serait réellement irremplaçable.

Cette sorte d'admiration narcissique me paraît quelque peu

excessive. La vérité est que chaque langue a son génie particulier, et le fait qu'une langue détermine s'impose à une période donnée tient beaucoup plus aux conditions politiques et économiques du moment qu'à ses qualités propres. Tel a été le cas du grec dans le monde hellénistique, du latin à l'apogée de l'Empire romain et durant tout le Moyen Âge et la Renaissance, du français au XVIII^e siècle, puis de l'anglais aujourd'hui.

Il est encore un argument dont la candeur, si bien intentionnée qu'elle puisse être, est pour le moins étonnante. Ainsi par exemple, le professeur Pomerleau déclarait à Montréal voici quelques années à un auditoire de trois cents savants francophones : « Publier en français : si vos travaux sont bons, ils seront lus. » Une telle déclaration se heurte en fait à une réalité incontestable. Ainsi, aucun économiste américain n'a appris le français pour lire les travaux de Walras ou les ouvrages de Pareto publiés initialement en français, bien qu'ils soient jugés universellement aux Etats-Unis comme d'une exceptionnelle valeur. Les économistes américains se sont contentés des

commentaires de la littérature anglo-saxonne sur ces ouvrages, si mauvais que trop souvent ces commentaires aient pu être. Les *Eléments d'économie pure* de Walras n'ont été traduits en anglais que soixante-quinze ans après leur parution. Il n'a pas fallu moins de soixante ans pour que le *Manuel d'économie politique* de Pareto paraisse en langue anglaise.

C'est le même argument que m'a présenté un ambassadeur de France, d'ailleurs très remarquable par sa culture, en me disant qu'après tout le fait que j'ai obtenu le prix Nobel pour des travaux publiés en langue française est la meilleure preuve qu'il n'est pas besoin d'écrire en anglais pour être reconnu. Mais c'est là méconnaître que les vingt-cinq lauréats Nobel qui m'ont précédé depuis 1969 (quinze Américains, cinq Anglais, un Norvégien, un Néerlandais, deux Suédois et un Russe) ont reçu ce prix prestigieux pour des travaux publiés en langue anglaise, et qu'en tout état de cause et de l'avis unanime le fait d'avoir écrit en français a considérablement compromis la diffusion internationale de mon œuvre.

Sur le plan scientifique, publier en français est incontestablement un très lourd handicap, comme en témoignent en ce qui me concerne les déclarations de Paul Samuelson, le plus célèbre économiste américain d'après-guerre et Prix Nobel 1970 (2).

Au total, à vouloir s'obstiner à défendre la langue française, on finit par empêcher la diffusion de la pensée française.

L'affaire de l'Institut Pasteur

Une affaire récente, celle des publications de l'Institut Pasteur, a quelque peu sensibilisé l'opinion, et elle illustre bien le conflit entre la défense de la langue française et la défense de la pensée française.

De quoi s'agit-il ? L'Institut Pasteur a pris au début de cette année la décision de remplacer ses *Annales* par une nouvelle publication entièrement rédigée en anglais avec un titre en anglais.

Au regard des protestations indignées qui ont fusé de toutes parts à tous les échelons du monde politique, et notamment dans les pays francophones et au Québec, le directeur de l'Institut Pasteur, le professeur Maxime Schwartz, s'en est expliqué dans un entretien publié par *Le Monde* (3), dont il me paraît tout à fait essentiel de reproduire ici quelques éléments tant ils sont pertinents et éclairants :

1) En 1988, les *Annales* ont reçu 249 manuscrits dont 50 % venaient de pays francophones. Pourtant 6 % d'entre eux seulement étaient rédigés en français ;

2) En 1988, les *Annales* avaient environ 1 000 abonnés, dont 35 pour le Canada, et 8 seulement pour le Québec ;

3) Pour les chercheurs de l'Institut Pasteur, de l'INSERM et du CNRS, les *Annales* ne sont pas considérées comme offrant les mêmes possibilités de diffusion que les revues anglo-saxonnes. Dans son rapport d'activité de 1988, l'Institut Pasteur indique que, sur les 500 communications de l'an dernier, 24 seulement ont été publiées dans les revues pastoriennes ;

4) Si un Français publie en France quelque chose d'intéressant (que ce soit en français ou en anglais), et que quelqu'un publie ultérieurement en anglais la même chose dans une revue anglo-saxonne, c'est la publication dans une revue anglo-saxonne, et

elle seule, qui sera ensuite citée et recommandée.

Si atterrantes qu'elles puissent paraître à première vue, ces déclarations de M. Maxime Schwartz correspondent à une réalité indiscutable, valable pour toutes les disciplines, et que je n'ai cessé de souligner pendant des décennies dans la commission du CNRS où je siégeais, mais en vain :

La solution, peut-être désagréable, mais inévitable, est que nous ayons des revues scientifiques en langue anglaise, ainsi que des maisons d'édition publiant en anglais, comme il en existe déjà dans les pays scandinaves et aux Pays-Bas. Pour ne pas pénaliser les francophones, il convient de doubler ces publications en langue française. C'est coûteux, mais c'est le prix à payer pour défendre la langue française tout en sauvegardant la pensée française.

En fait, et plus encore, la défense de la pensée française implique que la traduction en anglais des meilleurs ouvrages publiés en français, ce qu'elle ne fait généralement pas au nom de la prétendue défense de la langue française.

Il me faut encore ajouter que la plupart des revues françaises appliquent une doctrine tout à fait néfaste, celle de l'acceptation de publications en français que d'articles non publiés parallèlement ou antérieurement dans une revue anglo-saxonne. Une telle doctrine n'a qu'un résultat, c'est que tous les travaux d'un niveau international des chercheurs français sont publiés dans des revues anglo-saxonnes, puisqu'elles seules peuvent réellement offrir une très large audience internationale. Une telle doctrine des revues françaises est suicidaire pour la francophonie.

Au regard de ces réalités incontestables, il nous faut complètement repenser la défense de la langue française et la défense de la pensée française. Tel sera l'objet de mon prochain article.

MAURICE ALLAIS.

(1) Gérard Courtois, « L'université de la francophonie se met en place », *Le Monde*, 6 juin 1987.

(2) « How Allais' earliest writings been in English, a generation of economic theory would have taken a different course », *Wall Street Journal* du 19 octobre 1988.

(3) *Le Monde* du 14 avril 1989.

Prochain article :
Repenser la « défense »

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des locataires du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.
Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.
Correspondant en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE BELGIUM SUISSE AUTRES
PAYS
en francs

3 mois 345 F 399 F 504 F 700 F
6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F
9 mois 1 030 F 1 080 F 1 404 F 2 040 F
1 an 1 300 F 1 380 F 1 800 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande dans des lettres
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

كتاب النحل

ISRAËL

Les travaillistes recommandent une rupture avec le Likoud sans exclure une « réconciliation »

Six Palestiniens sont morts, lundi 10 juillet, dans les territoires occupés, où les heurts les plus violents entre manifestants et militaires se sont déroulés près de Ramallah, au nord de Jérusalem. Trois Palestiniens ont été tués par balles tandis que trois autres ont succombé à des blessures reçues au cours des jours précédents.

Par ailleurs, trois combattants anti-Israéliens ont été tués lors d'une tentative d'infiltration dans la « zone de sécurité » établie par Israël dans le sud du Liban et à la suite de laquelle l'armée israélienne et ses alliés de l'Armée du Liban sud (ALS) ont mené une opération de rattrapage. Deux soldats israéliens ont été légèrement blessés.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le monde politique israélien entre sans doute dans une période de plusieurs semaines de « psychodrame » dont personne ne se risque à prévoir le dénouement : une crise gouvernementale avec, à la clé, de nouvelles élections ou une « réconciliation » entre les deux principaux partenaires de la coalition d'union nationale, le Likoud et le Parti travailliste, autour d'une « réaffirmation » de l'initiative de paix fondée sur un projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza.

En effet, le bureau du Parti travailliste, qui s'est réuni lundi 10 juillet, moins d'une semaine après l'approbation par le comité central du Likoud des « quatre amendements » de M. Ariel Sharon à l'initiative de paix, n'a pas définitivement tranché. Il s'est contenté de recommander à l'instance supérieure du Parti travailliste — le comité central — de se prononcer pour la « discussion du gouvernement d'union nationale » car, « dans les circonstances actuelles, ce gouvernement n'a plus de raison d'être ».

En fait, on a eu l'impression tout au long de la journée de lundi d'assister à une sorte de décrochage de la position des travaillistes. Le

« intransigent » du Likoud. Mais il se servait aussi — tous les sondages le prouvent — qu'en cas de crise, les perspectives électorales sont loin d'être roses. M. Pèrès y a d'ailleurs fait lui-même allusion dans son discours devant le bureau du parti, lorsqu'il a déclaré : « Il est possible que nous représentions aujourd'hui une minorité dans le peuple. Eh bien, nous serons alors une minorité fidèle à ses principes ».

Cependant, avant de s'en remettre au verdict des élections, le Parti travailliste a préféré recueillir la balle dans le camp du Likoud. Ou, plus exactement, il laisse au premier ministre, M. Itzhak Rabin, la possibilité de prouver, comme il ne cesse de l'affirmer, que les quatre amendements du comité central du Likoud sont une affaire intérieure qui ne modifie en rien le plan de paix du gouvernement.

Rassurer les États-Unis

La présidence du conseil a d'ailleurs réagi elle aussi par un autre décrochage aux décisions du Parti travailliste. Elle a d'abord qualifié ces décisions d'« erronées », en accusant les travaillistes « de faire le jeu des Arabes en les dispensant de répondre à l'initiative de paix du gouvernement ». Toutefois, dans l'entourage de M. Shamir, on a ensuite insisté entendre que le premier ministre était prêt à « relever le défi des travaillistes ». Et le moyen envisagé pour démontrer que le plan de paix n'est en rien modifié serait de le faire réapprouver par le gouvernement, sans les amendements Sharon, au cours d'un des prochains conseils des ministres.

Une telle démarche de M. Shamir aurait aussi pour effet de rassurer les États-Unis. Une déclaration à Varsovie de M. James Baker est à la une de tous les journaux israéliens : « Les quatre amendements du



comité central du Likoud, disait le secrétaire d'État américain, soulève des questions sur le sérieux des intentions [du gouvernement israélien] pour continuer à soutenir l'idée d'élections [en Cisjordanie et à Gaza]. Nous voulons être certains que les Israéliens sont toujours engagés par cette proposition autant que nous le sommes nous-mêmes ».

M. Baker a confirmé que c'est dans ce but qu'une délégation du département d'État se rendra la semaine prochaine à Jérusalem. Obtiendra-t-elle de M. Shamir les garanties voulues ? Réussira-t-elle à sauver le plan de paix du gouvernement israélien et, par la même occasion, la coalition d'union nationale Likoud-travaillistes ? Le suspense sera sans doute bien entretenant jusqu'à la réunion, dans un mois environ, du comité central du Parti travailliste. — (Interim.)

LIBAN : le blocus des côtes chrétiennes

La marine syrienne coule un petit pétrolier

Beyrouth
de notre correspondant

En dépit des efforts de médiation arabes, le blocus imposé par Damas aux côtes chrétiennes du Liban s'est encore durci. Les vedettes syriennes qui, depuis une semaine, croisent au large des ports tenus par le général Michel Aoun, chef du cabinet militaire en secteur chrétien, ont coulé dimanche 9 juillet un petit pétrolier battant pavillon maltais, l'*Alot*. Celui-ci avait réussi à se faufiler, malgré obus et navires de guerre, jusqu'à Jounieh et à y décharger près de 1 000 tonnes de mazout.

Mais, au retour et alors qu'il se trouvait à 10 milles de la côte, il a été pris pour cible par une vedette syrienne.

Les Lloyd de Londres, qui ont rapporté l'incident lundi 10 juillet, précisent qu'un cargo a été empêché de porter secours au pétrolier en perdition. Les huit hommes d'équipage ont tout de même pu être recueillis. Un bateau de plaisance ayant six Libanais à bord ainsi qu'un cargo ont également été arraisonnés. Après ces incidents, il sera d'autant plus difficile, même en payant de 3 000 à 10 000 dollars le passage, de trouver des capitaines pour forcer le blocus.

De plus, le passage entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth se fait de plus en plus dangereux. Services et incidents se sont multipliés ces jours derniers : on compte déjà un mort et un blessé ainsi que seize séquestrations et trois fermetures ponctuelles. Enfin, une piste de fortune en territoire chrétien, baptisée « aéroport de Halat », qui a permis à des avions de tourisme de faire passer quelque trois mille personnes, en quatre mois de blocus, de Beyrouth à Chypre est maintenant inutilisable. Les autorités chypriotes viennent, en effet, de refuser l'autorisation d'atterrir

aux avions en provenance de cet « aéroport ».

Le général Aoun, tirant la conclusion de la récente mission à Beyrouth du représentant du Comité arabe tripartite (Algérie, Arabie saoudite et Maroc), M. Lakhdar Ibrahim, a reconnu qu'elle était ardue et a souligné qu'il continuerait à se montrer coopératif. Mais il a estimé que M. Ibrahim était porteur de « conditions syriennes réductrices ». Il a, en outre, qualifié de « dupes » l'affaire des fusées Frog dont la Syrie demande le retrait et de « pirates » les patrouilles des vedettes syriennes.

Une « piraterie », a-t-il estimé, dont les Israéliens sont complices, laissent brusquement la marine de Damas opérer impunément au large du Liban. Refusant de révéler si ses forces ont réellement des Frog, le général Aoun a affirmé qu'il n'accepterait un quelconque contrôle de son armement qu'en cas de retrait syrien et israélien.

LUCIEN GEORGE.

● LOCKERBIE : les Américains auraient identifié les auteurs de l'attentat. — Selon le *Sunday Telegraph* du 9 juillet, les services secrets américains auraient identifié quatre terroristes responsables de l'attentat contre le vol Pan Am 103 qui s'était écrasé le 21 décembre 1988 à Lockerbie (Ecosse), faisant 270 morts. A la tête du commando terroriste, Hafez Kasseem el-Dallat, quarante-trois ans, membre du Front populaire de libération de la Palestine, Commandement général (FPLP-CG), actuellement détenu en RFA pour détention d'explosif. Un autre membre du commando, Khalid Jassaf, vingt et un ans, qui a péri à bord de l'avion, était libanais. Les deux autres terroristes appartenant eux aussi au FPLP-CG « se trouveraient dans un pays scandinave ». — (AP.)

POINT DE VUE

Israël-Palestine : la guerre qui ne dit pas son nom

par Marie-Claire Mendes France,
présidente du Comité français
du Centre international
pour le paix au Proche-Orient

MES cousins sont martyrisés, certains de mes frères sont devenus fous. On ne choisit pas sa famille. Après ce que j'ai vu et entendu en Israël et dans les territoires occupés, j'ai besoin de dire pardon aux premiers.

Cette guerre qui va crescendo doit cesser, sinon Israël perdra non seulement son âme mais son existence. Il y a heureusement près de la moitié des Israéliens qui partagent ma conviction, cela ne suffit pas. Les responsables gouvernementaux sont atteints de machiavélisme.

● Grève de la faim de la sœur de Jacqueline Valente. — Jacqueline Valente, la sœur de Jacqueline Valente — dont l'arrestation, en novembre 1987, en Méditerranée a été revendiquée par le groupe terroriste palestinien Abou Nidal — ainsi que son mari André ont été enterrés, mardi 11 juillet, une grève de la faim à Lyon pour obtenir une prise de position officielle de M. Mitterrand sur le sort de la jeune femme. Le Mèlart ont installé une petite caravane blanche place Bellecour, près de l'Esplanade où se déroulent, vendredi, les festivités du 14 juillet.

En Cisjordanie ils ont fermé les écoles pour faire pression sur les parents afin d'arrêter l'intifada, les enfants n'ayant plus en classe sont livrés à eux-mêmes. On en fait des « orphelins ».

En Israël, on brise, on brime, on tire, on rend infirme à vie, on peut tuer, on escorte la haine. De l'autre côté, on prédit un cas dans un revêt où des civils sont tués.

La violence entraîne la violence. On croit montrer sa force alors que l'on ne montre que sa peur et sa faiblesse. Aux amis, on est en droit de dire qu'ils font fausse route. Il y a parfois des risques qu'il faut avoir le courage de prendre. Ce n'est pas simple dans une affaire palestinienne.

J'en appelle à la conscience du peuple juif — tant en diaspora qu'en Israël — afin qu'il ne devienne pas complice de violations intolérables des droits d'un peuple.

La solution juste pour que cette féroce meurtrière cesse : — reconnaître les résistants à l'occupation militaire en leur restituant les territoires occupés pour essayer de vivre enfin en paix dans cette région du monde.

Le temps presse maintenant au risque de débordements des extrémistes des deux bords. Israël peut encore redevenir, en cessant d'être un occupant, ce qu'il était jadis : un pays où les droits de l'homme et la dignité de l'autre sont respectés.

ARABIE SAOUDITE : un mort et seize blessés à la suite de deux explosions

Les incidents de La Mecque relancent la polémique entre Ryad et Téhéran

L'armée saoudienne a pris position, dans la nuit du samedi 10 au dimanche 11 juillet, autour de la grande mosquée de La Mecque, après que deux explosions se soient produites dans l'avenue principale conduisant au sanctuaire. Ces deux explosions, dont l'origine demeure inconnue, auraient fait, selon un bilan provisoire saoudien, un mort et seize blessés.

NICOSIE
de notre correspondante
au Proche-Orient

Les deux explosions, à deux jours de la fête du sacrifice qui marque la fin du pèlerinage, ont eu lieu à l'endroit même où, le 31 juillet 1987, des affrontements avaient opposé les pèlerins iraniens aux forces de sécurité saoudiennes, faisant, selon un bilan saoudien, quatre cent deux morts, dont deux cent soixante-quinze Iraniens. Près d'un million et demi de pèlerins sont actuellement à La Mecque. Pour la deuxième année consécutive, l'Iran boycotte le pèlerinage pour protester contre la limitation à quarante-cinq mille (Téhéran exige cent cinquante mille) du nombre de ses pèlerins et l'interdiction faite par Ryad de

toute manifestation à caractère politique pendant les célébrations.

La question de la participation iranienne au pèlerinage avait relancé la guerre verbale entre Ryad et Téhéran, interrompue sept mois plus tôt par le roi Fahd, qui avait alors donné l'ordre aux ministres de cesser toute campagne hostile à l'Iran. Ryad, qui a rompu ses relations diplomatiques avec Téhéran en avril 1988 à la suite de plusieurs attentats dans les provinces à majorité chiite de l'est du royaume et de la découverte du transport d'explosifs dans les valises diplomatiques iraniennes, avait, après la prise de position du roi, multiplié les déclarations de bonnes intentions à l'égard de Téhéran.

Contacts secrets

L'Iran avait participé dans la capitale saoudienne, en mars, à la session ministérielle de la conférence islamique et n'avait pas alors — il est vrai que l'affaire Ruschdie était sa principale préoccupation — soulevé la question du quota imposé en 1988 aux pèlerins à la suite d'une décision prise à la demande de Ryad par l'Organisation de la conférence islamique.

A la demande de Téhéran, d'ailleurs, le sultan d'Oman puis le Pakistan menaient des tentatives de

réconciliation entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Ces deux pays ont, parallèlement, engagé à Londres des négociations discrètes. Celles-ci ont toutefois échoué sur l'affaire du Libanais, notamment à cause de l'interdiction absolue de toute manifestation décelée par Ryad (qui avait cependant accepté de relever jusqu'à cinquante-trois mille le nombre des pèlerins iraniens). L'Iran avait alors boycotté en mai à Ryad la quarante-neufième conférence des ministres des affaires religieuses des pays islamiques.

Depuis lors, la campagne d'accusations contre Téhéran s'était poursuivie, ne marquant qu'une très brève pause à la mort de l'imam Khomeiny. A cette occasion, l'Arabie saoudite avait été le seul pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) — qui groupe aussi le Koweït, les Émirats arabes unis, Qatar, Bahreïn et Oman — à ne pas avoir adressé de message de condoléances ou envoyé d'ambassadeur pour les obsèques de Khomeiny à Téhéran.

Les autorités saoudiennes n'avaient pas non plus réagi à la publication du testament de l'imam qui les qualifiait de « valets des Américains ». Téhéran, pour sa part, multiplie les gestes de bonne volonté à l'égard de tous les autres pays du Golfe et a même récemment invité leurs dirigeants à se concerter

avec l'Iran sur les moyens d'améliorer la sécurité dans la région.

A quelques jours du début du pèlerinage, l'Iran a haussé le ton : le successeur de l'imam Khomeiny, l'ayatollah Ali Khamenei, a lancé un appel solennel aux pèlerins les invitant à respecter les vœux de l'imam et à conserver au pèlerinage son caractère politique. Dénonçant « les dirigeants sans personnalité de certains pays islamiques », l'ayatollah Khamenei a accusé « la main de l'oppression d'avoir, pour la deuxième fois, barré le chemin aux fidèles iraniens ».

Lundi, lors de manifestations organisées en Iran pour marquer le deuxième anniversaire du massacre de La Mecque, des slogans ont appelé à « libérer les lieux saints de l'islam des dirigeants saoudiens ».

En l'absence d'information sur l'origine de ces explosions, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions. Mais il est certain que cet incident risque de relancer encore la polémique. Téhéran accuse Ryad d'incapacité dans la gestion des lieux saints. Et, dès mardi matin, l'Iran a rejeté sur Ryad la responsabilité des explosions. Tout en condamnant cet « acte criminel », M. Rafsanjani a suggéré qu'il avait pu être commis par les Saoudiens eux-mêmes.

FRANÇOISE CHIFFAUX.

Amériques

CUBA

La grâce est refusée au général Ochoa

La grâce a été refusée, dimanche 9 juillet, par le Conseil d'État cubain, sorte de direction collective de vingt-neuf membres, que préside M. Fidel Castro, au général Arnaldo Ochoa et à trois autres officiers impliqués dans un trafic de drogues en direction des États-Unis et qui venaient d'être condamnés à mort par une cour martiale (nos dernières éditions du 11 juillet). Le « commandant en chef de la révolution » devait, d'ailleurs, mardi 11 juillet, en soirée, à ses compatriotes, peut-être pour annoncer que les quatre hommes ont déjà été fusillés.

Une déclaration du nouveau ministre de l'Intérieur, le général Abelardo Colomé, autre « héros cubain », a, cependant, surpris, à La Havane, lundi 11 : « Combien de honte et d'amertume, combien de profond a été blessé Fidel, combien de mal lui ont-ils fait, combien ils l'ont fait souffrir

— y compris le crime, cela laisse une marque indélébile sur sa santé ».

Dix peines de prison de trente à dix ans ont par ailleurs été prononcées contre les autres inculpés au procès ; elles ont été ratifiées à l'unanimité par le Conseil d'État. Les quatorze étaient convaincus, outre de « trafic de drogue », d'« actes hostiles contre un État étranger » (les États-Unis), de « trahison » de la révolution et d'« abus de pouvoir ».

Le général Ochoa avait commandé l'assaut des blindés cubains lors de la bataille victorieuse de l'Opagan, en 1978, et avait été nommé en chef le contingent de cinquante mille hommes en Angola, notamment lors de la décisive bataille de Cuito Cuanavale contre l'apartheid du Sud, de fin 1987 à mars 1988. Le colonel Antonio de la Guardia, l'autre condamné le plus notoire, dirigeait une cellule secrète du

ministère de l'Intérieur chargée de tourner l'embargo américain, notamment pour les produits de haute technologie ; il avait, à ce titre, pleins pouvoirs sur les mouvements de vedettes et de certains avions ; il était principalement en relation avec Panama. — (AFP, AP, Reuters, UPL.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Juillet formidable chez NEUBAUER

Prix spéciaux sur les derniers modèles 89 en livraison immédiate !

205 GTI, 205 automatique, 405 Mi16, 309 Diesel.

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

* en fonction des options choisies, sur présentation de cette annonce

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

Afrique

Après les affrontements ethniques entre le Sénégal et la Mauritanie

Les témoignages des réfugiés sont accablants pour Nouakchott

THIES (Sénégal)
de notre envoyé spécial

« Je suis Mauritanien : on n'a pas le droit de me priver de mon pays, de mon mari et de mon enfant à cause de la couleur de ma peau... » A la porte du hangar surchauffé qui sert d'abri provisoire à plusieurs centaines de réfugiés, Djénaba H. exprime sa colère. Mais, pour elle comme pour les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants expulsés au Sénégal, le droit n'a pas changé grand-chose à l'affaire.

Djénaba a trente ans et la peau noire. Fonctionnaire à la Banque centrale de Mauritanie, elle a été interpellée en juin dernier par la police à son bureau. Après un contrôle d'identité, l'officier a dit : « Trois jours dans un poste de police, avec une centaine de personnes », affirme-t-elle. Sa fille aînée a pu lui apporter à boire et à manger. « On l'a expulsée avec moi. Mais on m'a empêchée de revoir mon mari et mon bébé de six mois... Les policiers m'ont dit : nous le gardons, c'est un enfant de la nation. » Transportée par camion jusqu'au fleuve Sénégal, Djénaba a été mise sur un bac et déportée fin mai.

Après les événements (1), les soldats sont venus chez moi, raconte Moussa H., chef d'exploitation dans une mine. Ils ont vérifié l'état civil de toute la famille, remontant jusqu'à mes parents. J'avais les documents prouvant que nous sommes bien mauritaniens ; mais, à chaque fois, ils disaient : « tu n'as rien fait pour nous ». Les policiers m'ont dit : nous le gardons, c'est un enfant de la nation. » Transportée par camion jusqu'au fleuve Sénégal, Djénaba a été mise sur un bac et déportée fin mai.

Aminata D., infirmière, a été déportée avec cinq enfants. Mais son mari, fonctionnaire, et trois autres enfants, ont été épargnés. Ses papiers d'identité ont été confisqués. A l'aéroport, lorsqu'elle a vu les policiers « prendre tous les bijoux, chaînes, bagues et boucles d'oreilles », elle a mis les siens, avec sa carte professionnelle, dans un sac en papier et a dit : « Je suis mauritanienne, j'ai l'ordre de m'enlever que des Sénégalais, est-ce dit. Mais les policiers ont répondu : nous aussi, on a des ordres ! Et ils nous ont forcés à embarquer. »

« J'ai vu des soldats qui ont pris des photos de nous, dit une jeune fille. Ils ont dit : nous le gardons, c'est un enfant de la nation. » Transportée par camion jusqu'au fleuve Sénégal, Djénaba a été mise sur un bac et déportée fin mai.

Après une série d'entrevues avec des réfugiés, que le gouvernement sénégalais a réunies à Thiès, au nord de Dakar, certaines évidences s'imposent : 1) tous les expulsés sont des Négro-Africains (pas de Berbère-Maures dans le lot) ; 2) tous affirment être citoyens mauritaniens et avoir été en possession de documents établissant clairement leur nationalité ; 3) les bannières représentant à peu près toutes les catégories socio-professionnelles, avec une part notable de fonctionnaires, de militaires et d'universitaires ;

La Ligue des sociétés de Croix-Rouge vient de lancer un appel pour une aide alimentaire et médicale d'urgence en faveur des dizaines de milliers de Sénégalais et de Mauritanien, rapatriés à la suite des émeutes raciales d'avril dernier. Dans certaines régions de Mauritanie, où les rapatriés faisaient vivre des milliers de familles, la situation semble particulièrement difficile. Des foyers d'épidémies ont fait leur apparition. Par ailleurs, les secours s'organisent sur la rive gauche du fleuve Sénégal où ont trouvé refuge des milliers de Mauritanien expulsés par les autorités de Nouakchott. A Paris, un collectif d'organisations caritatives (Cimade, Terre des hommes, Médecins du monde, Justice et Paix, etc.) a également lancé un appel à l'aide des populations affectées dans la région du fleuve.

confligés. Avant de traverser, on nous a dépouillés de tout, y compris de nos chapelets de prière.

Brutalités

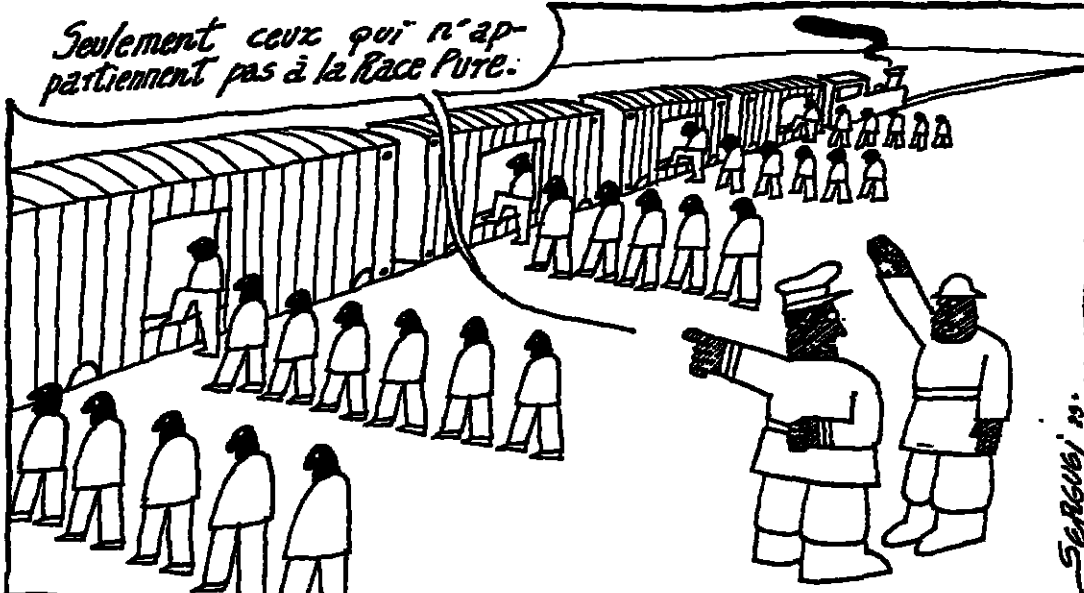
Ceux qui ont été expulsés par voie terrestre - la majorité - font état de brutalités, de vols, et même de viols de la part des policiers, militaires et douaniers mauritaniens. On parle de villages incendiés et de troupeaux confisqués dans le Sud. On raconte l'histoire de Houlimata S., une étudiante en philosophie devenue « à moitié folle ». Pour lui faire avouer son appartenance supposée au mouvement d'opposition

4) contrairement aux affirmations mauritaniennes, faisant état de « départs volontaires », tous affirment avoir été déportés sans motif, sans garantie d'aucune sorte et sans respect pour l'unité familiale ; 5) tous semblent avoir été, à divers degrés, dépouillés de leurs biens.

Au-delà de ces constatations, deux questions reviennent, obsédantes : pourquoi ces expulsions, et jusqu'où iront-elles ? Les « massacres d'avril » (1) sont souvent mis en avant pour expliquer la suite des événements. Mais les réfugiés font état de causes moins conjoncturelles. Toutes sortes de tensions et de contradictions : raciales, ethniques,

sence d'une volonté extrémiste, panarabe, de « déségrégation » ? Ancien ministre sénégalais, Cheik Hamidou Kane nous a déclaré : « Pour moi, tous les Noirs sont visés ; car ce qui se passe aujourd'hui est l'aboutissement d'un processus amorcé depuis longtemps. Sous prétexte d'arabisation, les Noirs ont été progressivement écartés des responsabilités, et des populations entières déplacées à la suite de la mise en valeur des terres dans le Sud. » Proche du président Diouf, Cheik Hamidou Kane se prononce pour une solution négociée. « Mais il faudra que les Maures s'engagent à régler la question nationale et qu'ils donnent aux Négro-Africains la place qui leur revient dans le gouvernement et l'administration de la Mauritanie. » Faut-il de quel côté s'écarter ?

Tous les Noirs (près d'un million de personnes) sont-ils visés ? Pour le moment, certains groupes ethniques négro-africains de Mauritanie - ceux qui ont des liens avec les FLAM et avec le Sénégal - et certains villages des bords du fleuve



des FLAM (Forces de libération africaines de Mauritanie), les policiers, après lui avoir fait croire qu'ils avaient fait brûler ses parents, avaient menacé de l'arrêter d'urgence. Finalement, réunie avec ses parents, la jeune fille a été expulsée.

Après une série d'entrevues avec des réfugiés, que le gouvernement sénégalais a réunies à Thiès, au nord de Dakar, certaines évidences s'imposent : 1) tous les expulsés sont des Négro-Africains (pas de Berbère-Maures dans le lot) ; 2) tous affirment être citoyens mauritaniens et avoir été en possession de documents établissant clairement leur nationalité ; 3) les bannières représentant à peu près toutes les catégories socio-professionnelles, avec une part notable de fonctionnaires, de militaires et d'universitaires ;

politiques, culturelles, démographiques et économiques semblent s'être combinées pour former un mélange particulièrement explosif (le Monde du 18 mai).

D'autant que l'héritage du passé esclavagiste, qui subsiste à ce jour, pèse encore lourd. En effet, c'est seulement en 1980 que la Mauritanie, dernière de toutes les nations, a aboli formellement l'esclavage. « Il n'y a rien à faire, c'est dans la nature du Maure ; pour lui, le Noir, c'est avant tout l'esclave », remarquait un réfugié. Il ajoutait : « Des enfants, établis une ségrégation raciale de fait. »

Le gouvernement de Nouakchott a-t-il frappé de manière indiscriminée ? Certains responsables nationaux et provinciaux ont-ils pris prétexte des violences d'avril pour se débarrasser d'opposants et de citoyens à la nationalité douteuse ? Serait-on en pré-

sentiment plus visés que d'autres. Force est de constater que les hermites, esclaves affranchis qui constituent une bonne part du groupe noir, sont, dans cette affaire, aux côtés de leurs anciens maîtres contre leurs « frères de race ».

Dernier point : ce délicat dossier fait ressortir, depuis plus d'un mois, l'embarras des gouvernements africains et la difficulté d'organisations telles que la Commission africaine des droits de l'homme. Elle vient pourtant, à la mi-juin, d'inaugurer en grande pompe son quartier général, en Gambie, pays voisin du Sénégal.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) Les violences et les massacres dont ont été victimes, en avril dernier, des centaines de Sénégalais résidents en Mauritanie et de Mauritanien établis au Sénégal.

ZAIRE : de l'Angola au Mozambique

Le maréchal Mobutu joue le commis-voyageur de la paix

Le maréchal Mobutu n'est pas homme à taire par modestie ses prouesses diplomatiques. Il faut que cela se sache. Il a donc profité du déjeuner que lui offrait, lundi 10 juillet à Paris, l'Académie diplomatique internationale pour décrire par l'ennemi les négociations qui, sous sa houlette, ont conduit, le 22 juin, à Gbadolite au Zaïre, au cessez-le-feu en Angola et à « la paix de main historique et pacifique » entre M. Eduardo dos Santos, le président angolais, et M. Jonas Savimbi, chef de l'UNITA. « Nous avons maintenant atteint le point de non retour », a assuré avec confiance le médiateur zairois.

De méchantes langues avaient qualifié d'« opération bidon » l'accord de Gbadolite et jugé que le maréchal Mobutu avait, en cette affaire, agi avec précipitation en forçant la main des parties en présence. A preuve, les violations du cessez-le-feu qui ont abouti à la suspension des discussions à peine engagées entre adversaires angolais.

Dénouant « les campagnes de presse qui ont cherché à minimiser ce qui s'est décidé », le chef de l'Etat zairois a affirmé que l'accord de Gbadolite a demandé « quatre mois de travail avec des nuits sans sommeil ». A l'en croire, tout a commencé, le 22 février dernier à Tokyo, lors des funérailles de l'empereur du Japon, lorsque l'a rencontré pendant deux heures, à sa demande, le ministre angolais des affaires étrangères. « C'est à ce moment-là que mon plan de paix est né », a-t-il précisé. Il a fallu ensuite faire avaliser par MM. dos Santos et Savimbi non seulement le cessez-le-feu, la création de commissions ad hoc, mais encore... la fameuse poignée de mains entre frères ennemis.

Le sort de M. Savimbi

Au départ, il était question de se réunir à trois à Gbadolite pour conclure l'accord. En définitive, vingt chefs d'Etat africains assisteront à cette « fête de famille ». Le maréchal Mobutu n'a guère apprécié que « la Côte d'Ivoire n'ait même pas daigné envoyer un délégué ». « Même malade, je serais venu sur un brancard pour participer à cet événement », lui aurait confié l'un de ses pairs.

Des violations du cessez-le-feu ? Le chef de l'Etat zairois n'y attache pas trop d'importance. « Après quatorze ans de guerre, il est inévitable qu'il y en ait », a-t-il expliqué. Mais, nous allons reprendre les discussions-échanges Angola-les mon retour à Kinshasa, le 18 juillet. »

Le sort de M. Jonas Savimbi ? « J'avais obtenu de lui qu'il s'abstienne de son pays pendant un ou deux ans », a confié le maréchal Mobutu. Mais, au lendemain du sommet de Gbadolite, M. Kenneth Kaunda, le président zambien, a clairement que ses pairs avaient exigé le départ d'Angola du chef de l'UNITA, si bien que celui-ci, choqué par ces paroles maladroites, serait revenu sur sa décision. « Mais ce n'est pas tellement grave », a ajouté le chef de l'Etat zairois. Je vais continuer ma tâche de médiateur. Il faut éviter qu'aucun des acteurs du conflit ne perde la face. »

« Ce qui reste à faire en Angola, c'est maintenant l'affaire des Angolais eux-mêmes, a-t-il souligné. Comme les deux parties m'ont demandé de continuer ma médiation, je leur donnerai des conseils. »

D'une médiation à l'autre, le maréchal Mobutu a rappelé qu'il était intervenu naguère dans le conflit schadien, en août 1988 au Burundi, lors des troubles ethniques, plus récemment encore dans le différend sénégal-mauritanien au sujet duquel il a remis un rapport à M. Moussa Traoré, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Le succès appelant le succès, voilà qu'un peu partout en Afrique, on sollicite son concours. Ainsi, M. Joaquim Chissano, son homologue mozambicain, lui a-t-il demandé « instantanément » lors du sommet de Gbadolite, de jouer les conciliateurs dans son pays avec le même bonheur qu'en Angola. « Ce ne va pas être facile », a-t-il reconnu, car la chose a été rendue publique et qu'en la matière, il faut un peu de discrétion. »

Même le Soudan a fait appel au président zairois pour l'aider à régler ses querelles intestines. « Mon intervention avait été demandée par l'ancien gouvernement de M. Sadek El Mahdi, a indiqué le président zairois. Je ne sais pas comment m'y prendre maintenant qu'il y a eu un coup d'Etat. »

JACQUES DE BARRIN.

AFRIQUE DU SUD : après la rencontre entre le président Botha et le chef de l'ANC

Les Etats-Unis soulignent le « rôle important » de Nelson Mandela

Le chef historique de l'ANC, Nelson Mandela, rendra bientôt publique une déclaration qui replacera sa récente rencontre avec le président sud-africain Pieter Botha « dans un contexte approprié », ont déclaré, lundi 10 juillet, des responsables du mouvement anti-apartheid (le Monde du 11 juillet). Cette annonce a été faite après un entretien entre les responsables anti-apartheid et M. Winnie Mandela consacré à la visite que celle-ci venait de rendre à son mari, qui se trouve en résidence surveillée près du Cap.

De leur côté, les Etats-Unis ont salué comme une reconnaissance du rôle de Nelson Mandela l'entretien

que celui-ci a eu avec le président Botha. « Nous nous félicitons de la reconnaissance symbolique du rôle important que Nelson Mandela a joué dans la recherche d'une solution négociée pacifiquement des problèmes de l'Afrique du Sud », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher.

L'ANC a, d'autre part, annoncé son intention d'ouvrir un bureau de représentation aux Etats-Unis, a rapporté la télévision zambienne. Le porte-parole de l'ANC, M. Tom Sebe, a déclaré qu'un représentant avait été désigné, mais qu'il ignorait à partir de quand il occuperait son poste. (AFP, Reuters.)

SOMALIE

Assassinat de l'évêque catholique de Mogadiscio

L'évêque de Mogadiscio, Mgr Salvatore Colombo, a été assassiné dimanche 9 juillet, dans sa cathédrale, à 90 ans après un siège milanais de l'ordre des franciscains, auquel appartenait le prélat. Mgr Colombo, soixante-sept ans, se trouvait dans le cloître de la cathédrale lorsqu'un inconnu a tiré un coup de feu, le tuant. L'homme a pu prendre la fuite. On ignore les raisons de ce meurtre.

Supérieur de la Mission franciscaine, Mgr Colombo était devenu provincial ecclésiastique après sa consécration épiscopale en 1976, évêque de Mogadiscio, entouré de sept missionnaires. Dans ce milieu à forte majorité musulmane - la Somalie ne compte que deux mille catholiques - l'évêque n'avait jamais exprimé d'inquiétude ni eu la moindre difficulté dans ses rapports avec les musulmans. Il s'occupait plus particulièrement des réfugiés de l'Ogaden, région trouble entre la Somalie et l'Ethiopie.

Le pape a reçu un message de condoléances du président somalien Siad Barre. L'assassinat de l'évêque de Mogadiscio est « un nouveau maillon de la longue chaîne des missionnaires qui ont récemment donné leur vie pour servir l'Eglise dans des conditions difficiles », a écrit, lundi, l'Observateur romain. Mgr Colombo est le quatre-vingt-huitième religieux catholique « victime de la violence aveugle » depuis 1980, a précisé le quotidien du Vatican. (AFP.)

CAMBODGE : une déclaration du général Man

Les derniers soldats vietnamiens quitteront le pays avant le 29 septembre

Après avoir été reçu, mardi 11 juillet, par M. Mitterrand, quarante-huit heures après son arrivée en France, le prince Sihanouk a annoncé que la Conférence de Paris sur le Cambodge débaterait le 30 juillet. Il a indiqué qu'il serait présent « à tous les entretiens » de ce forum, mais que la désignation de son parti serait présidée par son fils, Norodom Ranariddh. Il a promis que la Chine, malgré les récents événements, y serait « très coopérative ».

HANOI
de notre envoyé spécial

Les derniers soldats vietnamiens quitteront le Cambodge entre le 26 et le 29 septembre, nous a déclaré le général Tim Cong Man, rédacteur en chef du quotidien de l'armée Quen Doi Nhan Dan. Des sources militaires à Hanoi affirment que le retrait de l'équipement lourd et des blindés a commencé en juin. « Les chars ont été rassemblés à proximité de Phnom-Penh et des provinces environnantes et quittent le Cambodge par voie fluviale », déclare encore le général Man. L'ensemble de la campagne du Cambodge, depuis les premières attaques des forces khmères rouges contre les provinces frontalières vietnamiennes en 1977, aura coûté aux forces de Hanoi plus de trente-cinq mille morts et quelque quatre-vingt

mille blessés, a indiqué le général Man. Au cours d'un récent discours à l'Assemblée nationale, le général Doan Kme, membre du bureau politique, avait révélé que quelque sept mille hommes avaient été tués ou blessés, dans la zone frontalière, entre 1977 et 1988. La majorité des blessés ont été victimes des mines qui, aujourd'hui encore, font des ravages parmi les soldats et la population civile du Cambodge.

Plusieurs sources militaires vietnamiennes nous ont en outre affirmé que les autorités de Phnom-Penh souhaitent un retrait aussi rapide que possible, pour avoir le temps de mettre en place un dispositif suffisant pour se protéger des attaques de la résistance, et tout particulièrement des Khmers rouges.

De violents combats se déroulent depuis plusieurs semaines dans la région de Pailin, dans l'Ouest cambodgien, opposant près de deux mille soldats khmers rouges aux forces de Phnom-Penh. Le contrôle de cette ville assure une source importante de revenus, la région étant particulièrement riche en pierres précieuses. Pailin constitue en outre un jalón crucial sur la route de Battambang, la seconde ville du Cambodge.

« Une fois le retrait vietnamien terminé, les Khmers rouges vont sans doute tout faire pour prendre la ville », estime le général Man, ajoutant que ce sera là « un coup psychologique très dur pour les autorités de Phnom-Penh ».

JACQUES BEKAERT.

CORRESPONDANCE

La crise indo-népalaise

A la suite de l'article de Laurent Zechin sur la crise indo-népalaise (le Monde du 20 juin), M. Dilli Raj Uprety, ambassadeur du Népal à Paris, nous écrit :

Depuis le 1^{er} mars 1989, quand on a appris la décision unilatérale de l'Inde de ne pas renouveler le traité de commerce, le Népal a sollicité le gouvernement indien pour renouer le dialogue et, entre-temps, la négociation des accords préexistants sur une base ad hoc. La continuation ad hoc fut vigoureusement refusée par l'Inde.

Le peuple népalais est jaloux de son indépendance et comprend très bien sa réalité géopolitique. Depuis plusieurs siècles, les Népalais ont su sauvegarder leur indépendance avec vigilance en suivant une politique d'impartialité. Le seul désir du peuple népalais est de rester en paix et de développer son pays.

« CHINE : la tolérance envers les opposants, une « erreur historique ». — La tolérance envers les participants actifs au printemps de Pékin serait une « erreur historique », a déclaré lundi 10 juillet, dans un éditorial fleuve, le Quotidien du peuple. Il faut choisir tous les organisateurs afin de « débarrasser le mal à la racine ». D'autre part, le journaliste tibétain arrêté la semaine dernière a été libéré mardi et « déporté » par les autorités chinoises. — (AFP.)

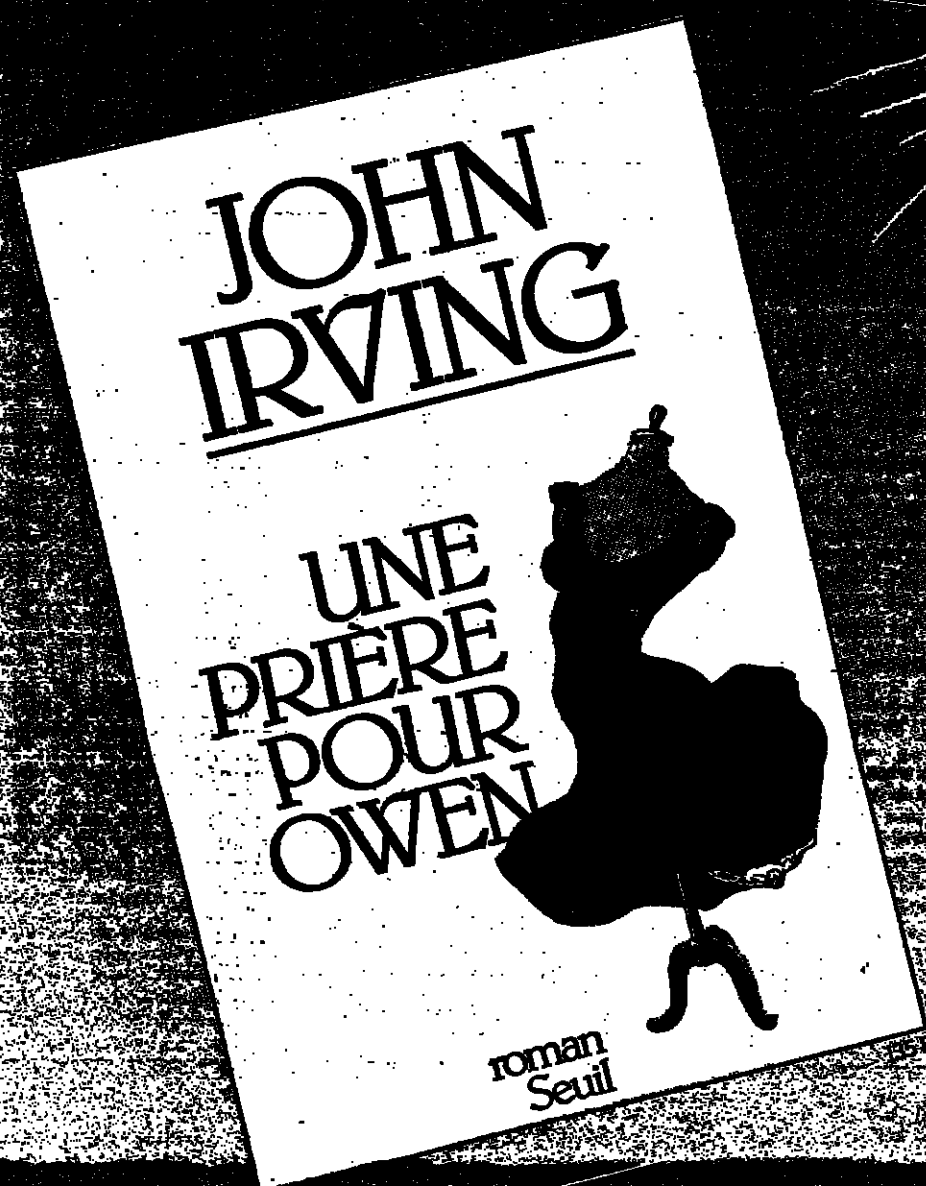
Le Monde
microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

pp research publications
P.O. Box 45, Avenue P21 SHF, Champs-Élysées
Tél. 01 47 35 55 00 / Tél. 01 47 35 55 01

مكتبة العالم



Diplomatie

La visite de M. George Bush en Pologne

Le président américain a rencontré M. Lech Walesa à Gdansk

Après une visite de quarante-huit heures en Pologne, M. George Bush s'est rendu, mardi 11 juillet, à Gdansk, où il a rencontré M. Lech Walesa. Le président américain était attendu à Budapest en fin de journée.

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Le général Jaruzelski, en chemise à manches courtes, souriant et presque détendu au milieu des opposants qu'il envoie regarder en prison, et à deux pas du président des Etats-Unis : l'image illustre à merveille les beautés du petit théâtre polonais, et puis, comme le dit le général, c'est « un signe des temps ». Il habite depuis seize ans à 100 mètres de la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis et jamais il n'y avait mis les pieds avant ce chaud jour de juillet que M. Bush honore de sa présence.

Autre signe, autre « symbole » mis en valeur par les officiels polonais eux-mêmes, c'est pour entendre le président des Etats-Unis que les deux Chambres du nouveau Parlement de la République populaire de Pologne se réunissent pour la première fois en séance conjointe.

Deux mois plus tôt, M. Gorbatchev était lui aussi venu parler aux députés polonais, mais des députés qui n'avaient d'élus que le nom. Entre-temps ce Parlement a été réorganisé par les premières élections partielles libres en quarante-cinq ans de régime socialiste. Un Sénat a été créé, totalement dominé par Solidarnosc, et c'est depuis les rangs de cette opposition que résonne la chanson traditionnelle de bienvenue à l'adresse de M. Bush : « Sto lat » (qu'il vive cent ans) à laquelle le général Jaruzelski lui-même joint un moment sa voix.

Petites choses, petits gestes, tout comme seront relativement « petites », modestes, les mesures d'aide économique qu'annoncera M. Bush un peu plus tard. Mais tout cela, qui semblait insignifiant il y a encore quelques mois, suffit à rendre crédible l'affirmation du général Jaruzelski : « Un chapitre de l'histoire de la Pologne est terminé. Les réformes engagées sont irréversibles », poursuit le premier secrétaire, tout tendu à l'égard de son hôte dans un discours où il ne prononce même pas le mot de socialisme. Et il ajoute, comme si cela suffisait à tout expliquer, « nous avons tous beaucoup changé ».

M. Bush n'est bien sûr pas en reste qui souligne que « nous vivons des temps extraordinaires, enthousias-

nants ». « Un profond cycle de tourments et de grands changements balade le monde, de la Pologne au Pacifique. Parfois, c'est inspirant, comme ici à Varsovie, et parfois c'est douloureux comme aujourd'hui en Chine ». M. Bush rappelle les propos de M. Gorbatchev : « Chaque nation a le droit de choisir entre le capitalisme et le socialisme, c'est son droit souverain », mais il ajoute que c'est « du peuple de cette nation » de choisir, manière sans doute de demander au numéro un soviétique de lever certaines ambiguïtés de ses discours.

Eloge
de la démocratie

En somme, M. Bush joue son rôle de président américain, il fait l'éloge de la démocratie, suscitant des applaudissements dans toutes les arènes de l'hémicycle, y compris donc de la part des députés communistes désagréés à l'annonce.

Puis il passe aux choses concrètes, annonce une série de mesures d'encouragement, d'aide économique et, comme on s'y attendait, ce n'était pas la lune mais ce n'est pas rien non plus. Les Etats-Unis vont apporter 100 millions de dollars d'aide au développement du secteur privé en Pologne : il s'agit d'un don pur et simple et M. Bush invite les autres grands pays à suivre cet exemple.

M. Bush ajoute une petite surprise, très appréciée par les députés parce qu'elle touche un sujet sensible, la dégradation de ce qui reste des rares monuments de l'histoire polonaise épargnés par les guerres : le président demandera au Congrès 15 millions de dollars pour lutter contre la pollution qui ronge les pierres de Cracovie.

Enfin un centre culturel américain sera ouvert à Varsovie. Au total, c'est plutôt un peu mieux que ce à quoi on s'attendait, même si c'est bien sûr moins qu'on l'espérait. Dans les couloirs de la Diète, plusieurs représentants de l'opposition nous ont exprimé leur satisfaction. Les discours de M. Bush a été accueilli avec une grande chaleur, tempérée seulement par un sonnet de dignité. En tout état de cause, il s'agissait de bien autre chose que de remercier pour quelques dollars.

« L'émigration des juifs soviétiques en forte hausse. — L'émigration des juifs soviétiques connaît une hausse spectaculaire. Selon les chiffres publiés début juillet par le comité intergouvernemental pour les migrations à Genève, trois mille neuf cent soixante-cinq juifs ont quitté l'URSS et sont arrivés à Vienne en juin. Depuis le début de l'année, vingt mille cent soixante-dix juifs soviétiques ont émigré, soit déjà plus qu'en 1988 (vingt mille quatre-vingt-deux départs).

Depuis Gdansk, Lech Walesa, qui devait accueillir à son tour M. Bush mardi 11 juillet, a déclaré à l'AFP que les mesures annoncées par le président américain ne constituaient pas « le traitement de choc » requis par la situation polonaise. Mais la plupart estiment que ce traitement de choc ne peut venir de l'extérieur, et au cours des entretiens bilatéraux, les Polonais ont eux-mêmes admis qu'ils devaient l'abord « s'écarter eux-mêmes », condition d'une aide efficace plus importante.

Commentant les mesures annoncées, le porte-parole du général Jaruzelski, le colonel Gancinski, un ancien journaliste qui avait redécouvert les vertus de l'uniforme après la proclamation de l'état d'urgence en décembre 1981, s'est livré à une étrange prestation devant la presse. Après avoir beaucoup soupiré son ignorance en matière économique, il a également insisté sur la minceur des sommes offertes par M. Bush tout en affirmant la fin que la partie polonaise n'était nullement déçue mais au contraire très reconnaissante.

Le porte-parole du général Jaruzelski s'est félicité de l'esprit de « coopération » manifesté par M. Bush, de l'absence de toute rhétorique de « confrontation » dans ses propos. L'ambiance naturelle du président américain a aussi été appréciée. Mais c'est surtout la considération manifestée par le président Bush au numéro un polonais qui a été lourdement mise en valeur, aussi bien par le porte-parole du général Jaruzelski qui par les journaux télévisés. Les propos tenus à l'aéroport par M. Bush, qui évoquaient « le courage et le courage » de son hôte, ont été très largement cités, qu'il soit ou non le contexte de la phrase : le courage dont M. Bush avait fait état, c'était celui d'avoir engagé des négociations avec l'opposition.

Elections
le 18 juillet ?

Cette insistance n'est-elle que le travail « autorégulateur » d'une propagande habituelle à vanter les vertus du chef, ou bien le général Jaruzelski espère-t-il trouver dans la visite de M. Bush le moyen de redorer sa propre image aux yeux de la population ? C'est peut-être à sa seule chance de sauver sa candidature à l'élection au nouveau poste de « président de la République ». Il a laissé entendre à plusieurs reprises, avant la visite de M. Bush, qu'il n'envisageait pas d'être candidat — surtout bien à quel point sa

personne était liée, dans l'esprit des gens, à l'imposition de l'état de guerre et aux années grises qui ont suivi.

Mais l'atmosphère de réconciliation nationale que M. Bush a voulu promouvoir pourrait lui permettre de préserver ses chances auprès des membres des petits partis alliés depuis des décennies au Parti communiste mais qui se sentent soudainement des ailes depuis qu'il est officiellement question de transition vers une « démocratie parlementaire ». Le vote, indigne-t-on officiellement, aura lieu le 18 juillet et tout semble plus incertain que jamais, y compris l'attitude de l'opposition dont les membres se disputent sur l'opportunité de participer ou non au gouvernement.

M. Bush devait quitter mardi matin Varsovie pour Gdansk, où l'attendent M. Walesa et peut-être des foules qui, dans la capitale, n'ont pas très souvent vu le président américain. Mais aller applaudir le président américain n'est plus aussi nécessaire depuis qu'on peut manifester légalement par un bulletin de vote son opposition au régime. Ainsi la visite de M. Bush consacre à sa manière une certaine « normalisation » de la Pologne, mais pas forcément celle que le général Jaruzelski avait en tête lorsqu'il décida de remettre de l'ordre dans la capitale.

JAN KRAJICE

Aide à la privatisation

Voici les principaux points du plan d'aide à la Pologne émis par le président Bush :

- 1) M. Bush demandera à ses partenaires européens et japonais lors du sommet de Paris des sept pays les plus industrialisés de soutenir les réformes polonaises, en aidant notamment à la privatisation de l'économie de ce pays.
- 2) Un « fonds américano-polonais pour l'entreprise » devrait être créé et, pour cela, M. Bush demandera 100 millions de dollars au Congrès pour alimenter ce fonds, les autres pays industrialisés étant invités à prendre des initiatives similaires. Ce fonds, qui sera géré par des Américains et des Polonais, pourra débloquer des prêts pour le développement du secteur privé ou la privatisation d'entreprises d'Etat.
- 3) A la Banque mondiale, dont les Etats-Unis sont les principaux contributeurs, M. Bush demandera le déblocage de deux prêts « viables », d'un montant total de 325 millions de dollars, l'un pour la restructuration indus-

trielle (250 millions), l'autre pour le développement agro-industriel (75 millions).

4) Les Etats-Unis soutiendront, au sein du Club de Paris des pays créanciers, un rééchelonnement « rapide et généreux » de la dette extérieure polonaise (39 milliards de dollars, dont 2,2 milliards dus aux Etats-Unis). Washington, pour sa part, a déjà accepté le rééchelonnement des paiements d'une partie de cette dette pour 1985 et 1987. Les Etats-Unis demanderont au Club de Paris un rééchelonnement du service de la dette envers les autres pays pour 1989, ce qui permettrait de reporter des versements d'un montant d'environ 5 milliards de dollars.

5) Pour la défense de l'environnement, M. Bush, qui avait appelé, dans un discours à Mayence (RFA) en mai dernier, à la coopération Est-Ouest, demandera au Congrès 15 millions de dollars pour trois projets antipollution en Pologne, le principal étant destiné à la sauvegarde de la ville médiévale de Cracovie, menacée par les fumées des usines à charbon. (AFP.)

En présence d'Adam Michnik et d'Andrzej Wajda

Happening polonais au Festival du cinéma de Moscou

L'arrivée inopinée d'Adam Michnik, l'un des principaux dirigeants de Solidarnosc au beau milieu d'une rencontre entre le cinéaste polonais Andrzej Wajda et des cinéastes soviétiques, au Festival du cinéma de Moscou, a provoqué lundi 10 juillet un véritable happening polonais.

Adam Michnik était à Moscou pour participer à un colloque organisé notamment par le Comité soviétique pour la paix. Il s'exprimait assez facilement en russe, langue oubliée après l'école et reprise « en lissant vos dissidents et notamment l'archipel de Goulag, a-t-il précisé sous les bravos de la salle enthousiaste. Je suis pour la première fois de ma vie à Moscou, je n'y crois pas encore, et me comme prisonnier mais comme invité ! » Eclats de rire dans la salle.

Adam Michnik, quarante-trois ans, est historien. Député du syndicat Solidarnosc, il est aussi directeur de Gazeta, premier quotidien de l'opposition autorisée en Pologne. Interrogé sur Solidarnosc, il a donné cette précision aux Sovié-

ques médiatisés : « C'est un phénomène tellement spécifique que nous ne pouvons le décrire. C'est un mouvement des ouvriers et des intellectuels, des catholiques et des athées, des conservateurs et des radicaux, de la gauche et de la droite en même temps ».

A propos de la collaboration entre le syndicat et les autorités communistes, Adam Michnik a estimé qu'il faut s'organiser indépendamment de l'appareil mais il faut être souple, savoir résister et aller aussi au compromis.

Après avoir, dans une interview chaleureuse et cordiale, Andrzej Wajda avait répondu à « quarante-cinq questions en quarante-cinq minutes », des questions politiques qui fusaient de partout dans les salles du Festival.

« Non je ne fais pas de film sur la perestroïka. C'est à un cinéaste soviétique de le faire. Je ne suis pas un spécialiste du documentaire, je ne fais pas de film sur Gorbatchev mais par contre j'en

fais un sur Katyn. (1) C'est mon devoir, bon ou mauvais je le fais ».

« Mon héros ? Lech Walesa. »

« Je crois à une évolution pacifique des événements chez nous ou en Hongrie. En ce qui concerne les autres pays, je le souhaite. »

« J'ai donné trente-cinq ans au cinéma, je puis donner maintenant une partie de mon temps à Solidarnosc. »

« La perestroïka ? La plus dangereuse, c'est de faire du sur place. J'espère que ce mouvement va se poursuivre... », a conclu Andrzej Wajda, tout heureux, comme l'a souligné Adam Michnik, de pouvoir parler directement aux Soviétiques, sans l'intermédiaire d'un comité pour l'amitié entre les peuples. — (AFP.)

(1) Localité de Biélorussie où près de quinze mille officiers et sous-officiers polonais, prisonniers de l'Armée Rouge ont été massacrés au début de la deuxième guerre mondiale.

Europe

Un entretien avec M. Slobodan Milosevic

(Suite de la première page.)

« Si ce n'est pas le marché, l'arbitre restera la bureaucratie, qui fixe les prix, décide de votre valeur, et de celle des autres, de votre activité et qui nous conduit dans une impasse. »

Le système yougoslave, qui a créé la crise, a aussi encouragé la séparation. Pas seulement dans les républiques mais aussi à l'intérieur des entreprises, dans les fameux « organismes de base de travail associé », parmi les communes, les régions. Ce séparatisme est surtout nocif dans les relations entre les républiques qui sont pratiquement des Etats et qui ont des structures nationales extrêmement différentes. Ce séparatisme a contaminé l'ensemble de notre société.

C'est particulièrement clair si on étudie la question des capitaux : ils ont été atomisés entre les républiques et n'atteignent plus cette masse critique nécessaire à toute expansion économique.

Historiquement, la première raison de la crise réside-t-elle dans la question des nationalités ou dans la bureaucratie ?

Dans cette dernière. L'intérêt des nationalités, par la nature des choses, est de vivre en paix car l'intérêt de tous est de vivre mieux son pays de s'affranchir. Or la bureaucratie a exploité la question des nationalités, profitant des déficiences du système, pour renforcer sa propre position.

Comment jugez-vous aujourd'hui les responsabilités de Tito dans ce processus ?

Positivement.

Mais c'est quand même lui qui a créé la Constitution de 1974, dans laquelle est inscrite l'atomisation du pouvoir.

Je ne le dirai pas. Cette Constitution a été rédigée vers la fin de sa vie et il n'a pas pu imaginer

dans quelle mesure un tel système détruirait le pays. Et du fait de sa grande autorité, on ne s'est pas rendu compte de son vivant que ce système était pratiquement insupportable. Avant même sa mort, ce n'est pas le système qui fonctionnait, c'est Tito qui fonctionnait. Et depuis sa mort, plus rien ne fonctionne et on ne peut pas se mettre d'accord sur quoi que ce soit.

Pensez-vous que Tito avait légué une telle Constitution par mégarde à l'égard des Serbes et que c'est précisément pour cette raison qu'il avait créé à l'intérieur de la Serbie les deux provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine ?

Pensez-vous que Tito avait légué une telle Constitution par mégarde à l'égard des Serbes et que c'est précisément pour cette raison qu'il avait créé à l'intérieur de la Serbie les deux provinces autonomes du Kosovo et de Voïvodine ?

Depuis qu'il a pris, en 1987, la direction du parti serbe, M. Milosevic a fait preuve de ses capacités : bon orateur, Serbe convaincu, il a su mobiliser la population de sa république, de même la faire descendre dans la rue, pour obtenir au printemps dernier une modification non négligeable de la Constitution de 1974 qui avait créé deux provinces autonomes au sein de la

Tito n'avait historiquement, et personnellement aussi, je crois, aucune raison de se méfier de la Serbie. Car enfin, c'est ici, en Serbie, qu'a commencé l'insurrection contre les nazis et les communistes serbes ont été aux premières lignes de la lutte de la résistance contre la guerre. Ils ont été et pendant toute la durée de la résistance contre le fascisme et aussi à la résistance contre le Komintern. Non, du point de vue historique, il n'y a aucune justification pour soupçonner la Serbie de quoi que ce soit.

S'il faut chercher des coupables pour la condition humiliante faite longtemps à la Serbie, c'est finale-

ment du côté des politiciens serbes qu'il faut regarder. Préoccupés uniquement de leurs intérêts et de leurs positions, ils ont foulé aux pieds l'intérêt de leur peuple, fait preuve d'une mentalité de vasaux et d'un comportement servile. Ce sont eux qui ont développé la thèse selon laquelle les Serbes étant les plus nombreux, ils se devaient d'être les moins visibles, les moins présents dans la vie politique pour ne pas irriter les nations plus petites. Cela, aucun peuple ne peut l'accepter. Tito a vaincu le fascisme sous le slogan « fraternité unité ». Ce n'est que sur une telle base que la Yougoslavie pourra survivre.

En obtenant une réunion à la maison des pouvoirs des provinces du Kosovo et de Voïvodine, vous avez obtenu réparation pour ce qui avait été fait contre la Serbie en 1974. Vous êtes très populaire dans votre république, mais vous évitez beaucoup de craintes alliées. Croyez-vous que la reconstruction de la Yougoslavie tout entière puisse se faire à partir d'une seule république ?

Non. Il est dans l'intérêt de toutes les républiques et de tous les peuples yougoslaves que la Yougoslavie existe, et il faut reconstituer le pays ensemble, sur un pied d'égalité. On a tous besoin de la Yougoslavie même s'il est exact de dire, si on veut être tatillon, que c'est la Serbie qui en a le moins besoin, car elle est la plus grande des républiques. Mais j'ajoute que nous sommes d'accord pour trancher cette question sur un pied d'égalité, sans tenir compte de la taille des républiques.

Pensez-vous pouvoir obtenir l'accord des dirigeants des cinq autres républiques pour réformer la Constitution de 1974 ? Et quel calendrier avez-vous en tête ?

Je suis convaincu que nous finirons tous par être d'accord : la Yougoslavie doit survivre. Cela dit, si nous n'arrivons pas à une plate-forme commune pour la réforme de la Constitution pendant le congrès du parti prévu pour la fin de l'année, nous nous engagerons dans une phase interminable et stérile de disputes et de logomachie qui ne pourra qu'aggraver la crise.

De son côté, la Serbie va bientôt proposer des idées de réforme : multiplicité des candidatures, suffrage direct, indépendance de la justice. Nous comptons publier ces propositions d'ici trois semaines au plus tard et j'espère alors qu'on quittera le terrain des accusations idéologiques pour celui des arguments.

J. A.

L'homme qui monte en Yougoslavie

BELGRADE
de notre envoyé spécial

M. Slobodan Milosevic, quarante-huit ans, est l'homme qui monte en Yougoslavie. Mais il est serbe avant tout, et comme il a bâti son pouvoir sur le thème de la réhabilitation de la Serbie, il inquiète : non seulement les musulmans du Kosovo — une province de la Serbie qui fut le foyer national serbe, mais qui est aujourd'hui peuplée en grande majorité d'Albanais — mais aussi les Croates, les Slovènes.

Depuis qu'il a pris, en 1987, la direction du parti serbe, M. Milosevic a fait preuve de ses capacités : bon orateur, Serbe convaincu, il a su mobiliser la population de sa république, de même la faire descendre dans la rue, pour obtenir au printemps dernier une modification non négligeable de la Constitution de 1974 qui avait créé deux provinces autonomes au sein de la



Serbie, le Kosovo et la Voïvodine. D'ailleurs, c'est Belgrade qui fait la loi dans l'une comme dans l'autre, et cette réduction des pouvoirs a entraîné au Kosovo des troubles qui se sont soldés par plus de vingt morts, tout en laissant intact l'insoluble problème démographique que pose la population albanaise.

كتاب النظم

Diplomatie

Mme Corazon Aquino en visite officielle à Paris

Hôte officiel de la France, la présidente des Philippines était attendue mardi 11 juillet à 16 heures à Paris. Au cours d'une brève visite au programme chargé, sa première en qualité de chef de l'Etat dans la capitale française, Mme Corazon Aquino devait être reçue à l'Élysée mardi par

M. François Mitterrand et mercredi par M. Michel Rocard. Elle aura en outre des entretiens avec le président de la République et le premier ministre, sera reçue par les présidents des deux Assemblées, rencontrera MM. Dumas et Bérégovoy, ainsi que des

hommes d'affaires français; le CNPF offrira un déjeuner en son honneur. Le 13 et la matinée du 14, « Cory » se joindra au programme prévu pour les hôtes de la France à l'occasion du Bicentenaire avant de s'enlever pour Bruxelles et Moscou.

Un « bon élève » du FMI

En lever de rideau à un sommet des nations industrielles largement consacré au problème de la dette, la visite de Mme Aquino prendra valeur d'exemple. Tout autant que le Mexique, les Philippines ont gagné leurs galons de « bon élève » méritant de voir leur démocratie mais aussi leur croissance confortées par un effort international. La réunion, à Tokyo la semaine dernière, de vingt pays et de sept organisations internationales dans le cadre d'un « groupe consultatif » avait permis de dégager une promesse de soutiens financiers de 3,5 milliards de dollars pour 1989.

Un « mini-plan Marshall », dont l'idée, lancée en 1987 par les États-Unis, a été reprise sous la bannière, plus neutre, de la Banque mondiale. Sans être le principal pourvoyeur d'aide de Manille, la France entend préciser la portée d'une contribution qui doit atteindre 1 milliard de francs pour la période 1989-1992. Une première tranche de crédits de 150 millions de francs sera solennellement attribuée sur l'enveloppe de 370 millions prévue au titre de 1989. Un net progrès sur les 250 millions octroyés en 1988. Symbole de la renaissance de relations longtemps léthargiques, l'annonce d'une reprise des crédits garantis par la COFACE devrait engager les industriels français à s'intéresser de plus près à ce pays de soixante millions d'habitants.

Les discussions avec le Mexique, dans leur dernière ligne droite, sont suivies avec la plus grande attention par les Philippines qui espèrent bien jouer les tests en second de cette nouvelle approche. Réduire le poids de l'endettement et attirer les investissements étrangers constitue une nécessité vitale pour ce pays, où le revenu par habitant, 590 dollars, est l'un des plus bas d'Asie du Sud-Est. Les progrès réalisés plaident en faveur d'une réponse positive.

En trois ans, Mme Aquino a réussi, en appliquant une politique très orthodoxe, à rattraper une part du terrain perdu durant les dernières années de l'ère Marcos : une chute du produit national brut de 18% entre 1981 et 1986 accompagnée d'un doublement des prix durant la période 1983-1985. Une politique mise en place par deux anciens hommes d'affaires, le gouverneur de la banque centrale José Fernandez et le ministre des finances Vicente Jaima. Si elle ne fait pas l'unanimité des Philippines confrontées à d'impres-

sionnantes disparités de revenus - 20% d'entre eux s'arrogent 50% du revenu national, - elle a eu l'avantage de rassurer les investisseurs... et les créanciers.

La reprise a commencé par être forte, 5,9% de croissance en 1987, 6,7% un an plus tard. L'inflation a semblé se calmer et le boom des investissements est venu répondre aux premières attentes. Mais le processus reste fragile. Après avoir annoncé une expansion économique de 6,5% pour 1989, le gouvernement a dû revoir à 6% ses prévisions. L'inflation risque fort de tourner autour de 10% après la hausse du salaire minimum et de l'essence intervenues en juin. Au-delà d'un discours jugé « cohérent » par un expert français et d'une politique « intelligente » de privatisation, le plan philippin entériné par le FMI paraît bien ambitieux aux économistes. Le plaidoyer de Mme Aquino en faveur du décollage d'un des rares pays asiatiques à la traîne ne devrait pas en pâtir, le temps des rencontres de Paris tout au moins.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Tokyo demeure sceptique sur la politique de M. Gorbatchev

TOKYO
de notre correspondant

Représenté au sommet de l'Arche par un premier ministre en suris, le Japon s'est employé, au cours des réunions préparatoires, à rassurer ses partenaires sur la continuité de sa politique économique et de sa diplomatie quel que soit le sort de M. Uno. « Nos partenaires savent ce que nous avons accompli dans le passé et je pense que c'est la meilleure assurance de continuité : un changement d'administration ne modifiera pas le contexte de la coopération internationale », a communiqué un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères. « Les sommets sont, depuis 1983, une place privilégiée où le Japon peut réaffirmer son appartenance au camp occidental ainsi que le caractère indivisible de la sécurité de celui-ci, et je pense qu'il en sera de même cette fois-ci », poursuit-il. On peut se demander cependant si une telle association entre le représentant du Japon et une politique dont il ne sera en quelque sorte que le porte-parole ne risque pas d'affaiblir la position nipponne dans cet exercice hautement personnalisé qu'est un sommet.

En ce qui concerne les questions politiques, les Japonais pensent que la question de la Chine sera l'un des grands thèmes de discussion. « S'il existe des différences d'approche entre nos partenaires et le Japon, dues à des facteurs géographiques, historiques et culturels, nous arrivons aux mêmes conclusions. Ce qui a été fait en Chine est inacceptable du point de vue humanitaire, et la répression est incompatible avec les valeurs de démocratie auxquelles nous sommes attachés. Mais nous pensons qu'il faut néanmoins éviter d'isoler la Chine », souligne-t-on au ministère des affaires étrangères. Assigné à l'idée d'une mention directe de la Chine dans un document dont la nature reste à préciser, le Japon s'oppose en tout cas à des sanctions « qui, comme le problème de l'Afghanistan l'a montré, sont contre-productives ».

Plus sceptiques que leurs partenaires quant à l'évolution de l'URSS, les Japonais n'excluent pas un scénario de rapprochement entre Moscou et Pékin « si, à moyen terme, le Kremlin revient sur sa politique d'ouverture à l'Ouest », a estimé notre interlocuteur. Handicapés par leur différend territorial avec les Soviétiques, les Japonais souhaitent avoir des échanges de vues avec leurs partenaires sur les développements en Europe de l'Est afin de coordonner leur politique. Le Japon suit d'un oeil favorable le processus de réformes politiques dans

les pays de l'Est tout en soulignant la nécessité d'une « approche rationnelle » de la part du camp occidental afin d'éviter un « emballement » qui pourrait être préjudiciable aux économies de marché.

Premier dossier d'aide mondiale

Dans le domaine économique, le Japon entend, comme il l'a fait ces dernières années, ne pas se contenter de répondre aux demandes de ses partenaires mais de faire preuve d'initiative. Tout en réaffirmant la poursuite de sa politique de stimulation de la demande interne et de réforme de sa machine productive (des références aux questions des prix financiers et de la distribution au Japon, deux obstacles selon les Occidentaux à un réajustement des échanges, devraient figurer dans la déclaration économique), le Japon compte présenter un projet de programme de protection de l'environnement.

Les Japonais n'entendent pas seulement contribuer financièrement à un tel projet mais participer activement à l'élaboration d'un accord international. Cinq points ont été retenus par Tokyo : mise en place d'un système international de contrôle de l'environnement; création d'un réseau international d'observation; diffusion des techniques de protection; contribution active aux politiques des pays en voie de développement en matière de protection de l'environnement; prise en considération de ces questions dans les programmes d'aide au développement. Le Japon propose une participation financière au « fonds pour les forêts » préconisé par l'Organisation internationale des bois tropicaux.

Soucieux de mettre l'accent une nouvelle fois sur les « images » que représentent les risques de protectionnisme, le Japon entend aussi souligner l'importance des négociations multilatérales telles que l'Uruguay Round comme moyen efficace d'y pallier. Premier donneur mondial d'aide, le Japon pourrait annoncer un nouveau programme de recyclage de son surplus commercial vers les pays du tiers-monde dont le montant n'a pas encore été précisé. Le programme précédent de recyclage de 30 milliards de dollars de fonds publics et privés engagé depuis 1986 a été réalisé à 85% en termes d'engagement. Le plan en faveur de l'Afrique subsaharienne et de la Birmanie (500 millions de dollars) a été mis en oeuvre pour près des deux tiers.

PHILIPPE PONS.

Les invités aux cérémonies du Bicentenaire

La littérature et la lutte pour les droits de l'homme seront représentées de façon prestigieuse

La liste des invités aux cérémonies du Bicentenaire s'est allongée lundi 10 juillet. M. Jacques Attali, conseiller du président de la République, a, d'une part, confirmé la présence de M. Mobutu. Le chef de l'Etat zairois, actuellement en visite privée à Paris et qui ne figurait pas à l'origine parmi les invités de qualité de la France, a vraisemblablement fait savoir lui-même, comme plusieurs de ses homologues africains, qu'il s'agit bien d'être de la fête. (Lire nos informations pages 15 et 16.)

M. Jacques Attali a, d'autre part, annoncé la venue à Paris d'un groupe prestigieux de personnalités non gouvernementales représentant les lettres et le combat pour la démocratie, parmi lesquelles trois prix Nobel de littérature : MM. Gabriel García Márquez (Colombie), Wole Soyinka (Nigeria) et Elie Wiesel (États-Unis). Seront également à Paris : Bronislaw

Geremek (le numéro deux de Solidarnosc en Pologne), Oliver Tambo (président de l'African National Congress sud-africain), Enrique Iglesias (Uruguayen, directeur de la Banque interaméricaine de développement), Ricardo Lagos (du Parti de la démocratie au Chili), Jose Francisco Peña Gómez (chef du PRD dominicain et président de l'Internationale socialiste), ainsi que les écrivains Yasser Kemal (Turquie), Ismail Kadare (Albanie), Octavio Paz (Mexique) et William Styron (États-Unis).

Enfin, le programme que nous avons publié dans nos éditions du 11 juillet a été modifié sur un point, le dîner du 14 juillet, pour des raisons qui ne sont peut-être pas que de commodité matérielle. On avait ironisé sur le fait que les « riches » et les « pauvres » allaient dîner dans deux lieux différents ce soir-là. M. Attali a précisé qu'ils seraient

tous reçus dans l'Hôtel de la Marine, place de la Concorde, et qu'ils assisteraient tous à partir de 22 heures, du balcon de ce bâtiment, au spectacle de Jean-Paul Goude. Ils n'en diront pas moins dans deux pièces séparées, mais M. Attali a souligné avec insistance qu'ils auraient à ce moment-là passé presque quarante-huit heures « tous ensemble » et pris déjà quatre repas « tous ensemble ».

Il a rappelé que le dîner dit « des riches » est un dîner de travail qui s'inscrit dans le cadre du sommet des sept pays les plus industrialisés, lequel commencera dans l'après-midi du vendredi. Il a fait remarquer enfin qu'il y avait quelque abus de langage à parler du « dîner des pauvres » puisque prendront place parmi ces derniers les dirigeants de plusieurs pays européens ainsi que les conjoints des dirigeants des Sept, dont M. Bush et Mitterrand.

Europe

président de la Serbie

nous avons neuf banques centrales, une fédération et huit des républiques et des provinces ? Et comment créer un espace économique unique yougoslave sans un système fiscal unifié ?

Pour un « espace économique unique »

« De telles demandes ne procèdent pas d'une volonté unificatrice. Il s'agit simplement de créer les conditions élémentaires pour assurer, dans une économie de marché, des conditions économiques égales pour tous. Il faut pouvoir influencer l'offre et la demande, contrôler la politique monétaire et trouver des recettes pour satisfaire les besoins de l'Etat. Sans espace économique unique, il ne peut pas y avoir de Yougoslavie. C'est pourquoi je pense que, quand ces trois fonctions fédérales auront été créées, on ne pourra pas, pour chaque décision, exiger le consensus.

« A quelles autres dispositions pensez-vous ?
« Il me serait difficile de les énumérer toutes ; en fait il s'agit non pas d'élaborer un document mais d'écrire une nouvelle Constitution à partir des concepts d'économie de marché, de production marchande ; il faut aussi intégrer les institutions démocratiques qu'impliquent ces concepts. La Yougoslavie doit quitter sa tour d'ivoire, s'inscrire dans un environnement mondial comme un pays libre et indépendant et pour ce faire nous devons parler le langage économique de cet environnement : cours d'échange réels, profits réels, prix réels...
« Certains Yougoslaves vous reprochent d'être plus étroitement lié à la démocratisation des institutions ?

« Je ne sais vraiment pas d'où vient cette impression. Je viens de vous dire que nous ne pourrions pas maîtriser la crise économique sans modification du système politique. La démocratisation des relations sociales représente une condition nécessaire pour utiliser au mieux toutes les forces de la société. Et comment pourrait-on sortir de la crise sans créer les conditions d'une mobilisation de toutes ces forces ?
« Êtes-vous favorable au multipartisme ?
« Je le dis avec une certaine ironie : on serait en train de découvrir le pluralisme en Yougoslavie ! Le pluralisme, en fait, est une vieille réalité. Comment parler d'organisation politique raisonnable et ne pas respecter l'existence du pluralisme d'opinions, d'intérêts, etc. ?
« Cela dit, la question de savoir s'il faut un ou plusieurs partis a été idéologisée. Résultat : celui qui veut plusieurs partis tout de suite est qualifié de démocrate, celui qui exprime des réserves est un autocrate. Personnellement, j'estime que dans la situation présente de la Yougoslavie, avec les confrontations nationales créées par le système, l'existence de plusieurs partis ne réglerait rien, aboutirait au contraire à de nouvelles confrontations et renforcerait les éléments qui veulent détruire la Yougoslavie.

« Une approche pluraliste ? Oui, bien sûr, mais faut-il et quand, créer plusieurs partis ? La question est plus complexe. Même les démocraties occidentales sont en train de dépasser graduellement le multipartisme en s'efforçant de mobiliser leurs citoyens pour certains objectifs, sans égard pour leur appartenance politique. L'avenir de l'organisation démocratique d'une société n'est sans doute pas seulement dans l'inscription des citoyens dans des

partis. La question n'est sans doute pas un seul ou plusieurs partis mais faut-il un système sans partis ? C'est pourquoi nous allons proposer que des groupes de citoyens - et pas des partis - puissent présenter des candidats aux élections. Tous les citoyens votent et leur appartenance ou non à un parti n'a rien à voir avec le poids de leur suffrage. Les partis ne sont qu'une fraction de l'organisation possible de la société ; ils ne peuvent pas la représenter tout entière.

« Il reste que le multipartisme est égalitariste...
« Oui, dans un certain sens et c'est pourquoi nous préférons un système sans partis. Si la gestion de la société est entre les mains d'un parti, qui représente toujours une minorité, une telle société sera toujours privée de forces créatives, intellectuelles.

« Communiste par conviction »

« Êtes-vous communiste par devoir, par nécessité ou par conviction ?
« Je suis communiste par conviction et je le suis devenu à l'âge de dix-sept ans.

« Croyez-vous qu'on puisse encore parler d'une classe ouvrière cohérente, défendant les mêmes intérêts, dans la Yougoslavie d'aujourd'hui ?
« La classe ouvrière yougoslave est unifiée dans la recherche d'un seul but, mais c'est le plus important : se libérer de l'exploitation, conquérir le pouvoir économique et politique. Toutes ces autres caractéristiques sont différentes et ça doit rester ainsi.

« L'ancien communiste existant n'est pas l'incarnation d'une conviction communiste. Un régime change, évolue : la conviction profonde de la volonté de lutter pour une société sans exploitation, une société démocratique, libre et riche. C'est tout. Les différences qui existent entre les régimes communistes indiquent seulement que les sociétés concernées en sont au début du choix socialiste et que cela n'existe que depuis quelques décennies. Le capitalisme, lui, existe depuis plusieurs siècles. La France d'aujourd'hui n'est pas celle de la Révolution française. Le socialisme ne sera pas non plus le même dans deux cents ans. La déformation la plus grave de la société socialiste est le bureaucratisme mais ce n'est pas pour cela qu'il faut renoncer à une société sans exploitation. Au contraire, c'est une raison de plus de lutter contre le bureaucratisme, contre la négation de la liberté.

« Pensez-vous que l'armée soit un des rares secteurs de cohésion existant encore en Yougoslavie ?
« Sans aucun doute. Par son histoire, sa tradition, par sa composition, l'armée yougoslave est la seule institution à n'avoir pas été « démantée ». Il est aussi évident qu'on n'a pas besoin d'une armée pour elle-même : une armée doit

« BULGARIE : promotion pour le fils de M. Jivkov. — M. Vladimir Jivkov a été nommé directeur du nouveau conseil pour la science, l'éducation et la culture au sein du Parti communiste bulgare. Cette nomination, qui, selon le Financial Times du 10 juillet, n'aurait pas fait l'unanimité au bureau politique, est généralement considérée comme un « aversissement » aux intellectuels libéraux favorables à une démocratisation du régime.

avoir un pays et c'est l'intérêt de tous les Yougoslaves de voir leur pays survivre. Ce serait injuste d'imputer à l'armée des pressions.

« Est-il exact que les Serbes sont très influents dans l'armée ?
« C'est une affaire de statistiques. Les Serbes sont les plus nombreux en Yougoslavie, alors il est tout à fait logique que la même proportion existe dans l'armée. Mais notre armée n'est pas divisée selon les nationalités ; elle est vraiment restée une institution yougoslave.

« En luttant pour la Serbie, vous avez fait appel jusqu'à la passion. Allez-vous maintenant faire appel à la raison ?
« Je n'ai pas l'impression d'avoir eu recours jusqu'à présent à un langage passionné, d'avoir exagéré les émotions. Je crois au contraire avoir été tout à fait raisonnable dans l'affaire serbe, rationnel et c'est bien

pour cela que nous avons obtenu des résultats. Nous avons dû pourtant vaincre des résistances durables. D'autant plus qu'une certaine propagande hostile nous a nui, notamment à l'étranger.

« Il s'empêche : il est plus facile de mobiliser des gens sur le thème de l'identité nationale que pour la réforme d'un système politique.

« Vous avez raison. Mais je pense, compte tenu de la gravité et de la durée d'une crise injuste et injustifiée, qu'un programme cohérent de réformes devrait tout autant mobiliser les Yougoslaves que la défense de leur territoire. A long terme, le chaos actuel ne peut convenir à personne. Pas une république, pas un peuple ne peut en profiter même si certains individus croient pouvoir tirer un profit personnel, dans le cadre bureaucratique, de la situation existante.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC.

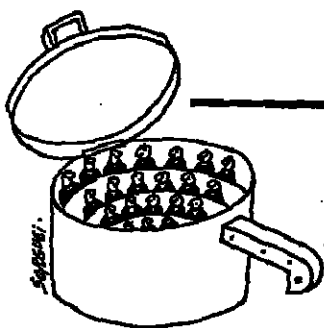
CORRESPONDANCE

L'anniversaire de la bataille de Kosovo

A la suite de notre article sur le six centième anniversaire de la bataille de Kosovo-Polje (le Monde du 27 juin), M. Ydris Busha, Novoséj, président de l'Union des Albanais libres, nous écrit notamment :

Ce n'est pas seulement l'armée serbe, mais celle de tous les princes chrétiens qui prirent part à la bataille de Kosovo en 1389. En effet, l'historien allemand von Hammer, qui mit trente ans pour écrire l'Histoire de l'Empire ottoman depuis son origine jusqu'à nos jours (Paris 1840-1843), écrit : « En face des Turcs, l'armée des infidèles était composée

de Serbiens, de Bulgares, de Bosniaques, d'Albanais, de Valaques, de Polonais et même de Hongrois. » Mais il est vrai que le romantisme serbe a fait de cette défaite une formidable épopée, non sans prudence de sérieuses libertés avec la réalité historique. Pour parler de l'actualité, il nous semble que l'organisation de la cérémonie commémorative par les Serbes ne trompe personne. C'est une manifestation du nationalisme grand-serbe dont le président S. Milosevic, à des fins personnelles, exploite dangereusement la sensibilité populaire.



Politique

Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat

II. - La recherche d'une thérapie

Que faire pour rendre vie au Parlement ? De quel moyen user pour lutter contre l'absentéisme ? Faut-il réviser la Constitution ? Agir plus modestement ? Beaucoup de questions, beaucoup de réponses, à ce point dispersées que semble venir, à l'aube du troisième millénaire, le temps d'une réflexion collective sur l'avenir des deux chambres du Parlement français.

Le président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Belorgey (PS), se désolait que le député soit simplement chargé d'entendre la politique du gouvernement. A quand le jour où le Parlement pourra « élaborer une pensée autonome » ? se demande-t-il en rêvant sans doute d'une autre République. Comment pourrait-il en être ainsi alors qu'aujourd'hui un président de commission parlementaire ne fait pas le poids face à un cabinet ministériel ? « Je n'ai aucun moyen d'influencer, je ne peux même pas passer commande à des universitaires pour telle ou telle recherche qui pourrait nous aider dans notre travail législatif. Il n'y a pas de support matériel suffisant pour autre chose que de faire passer les textes du gouvernement », explique M. Belorgey en précisant qu'il n'a pour l'aider dans sa tâche que sept administrateurs de l'Assemblée. La confrontation ne se fait pas à armes égales entre le législatif et l'exécutif. D'où le souhait des présidents de commission d'utiliser leurs maigres moyens pour tenter de renforcer leur position face au gouvernement.

Le président de la commission des finances, M. Dominique Strauss-Kahn (PS), a ainsi constitué au Palais-Bourbon des missions parlementaires d'information (sur la fiscalité de l'épargne par exemple) de façon à permettre aux commissions des finances de faire des propositions au gouvernement lors de la préparation du budget. Les députés ne sauraient dicter leurs choix, mais ils peuvent engager le dialogue avant de se retrouver devant un projet de budget tout ficelé. La commission des finances vient d'ailleurs de lancer une « lettre » destinée à mieux informer ses membres de l'avancée d'un certain nombre de dossiers. L'opposition y a accédé comme la majorité. Le premier numéro publie deux tribunes, l'une d'un député centriste, l'autre d'un député communiste.

Au Sénat, M. Christian Poncelet, le président RPR de la commission des finances, a mis en place des groupes de réflexion sur un thème auquel ses collègues sont particulièrement sensibles : la fiscalité locale. D'ores et déjà, un rapport sur la révision des valeurs locatives est prêt, rédigé par un spécialiste, M. Jacques Descombes. Ce rapport a servi à un ample débat avec M. Michel Charasse avant que ce dernier ne présente un projet de loi, à l'automne. La discussion en amont est indéniablement une voie que le Parlement pourrait emprunter avec plus de détermination pour peser sur les orientations législatives du gouvernement.

Les commissions manquent de moyens mais les groupes parlementaires sont parfois les artisans de leur propre affaiblissement. Ainsi chaque député socialiste contribue au fonctionnement de son parti en plaçant à sa disposition une partie de la force de travail de son second assistant parlementaire. Les élus socialistes ont récemment demandé que cette pratique disparaisse. Certains parlementaires ont aussi une curieuse façon d'utiliser leurs droits en matière de collaborateurs : ils choisissent des membres de leur famille dont les compétences affectées sont plus évidentes que les connaissances législatives.

Les groupes eux-mêmes bénéficient de l'appui de permanents qui contribuent à la préparation du travail parlementaire : quelle que soit leur qualité, ils peuvent difficilement rivaliser avec un cabinet ministériel ou une administration. S'il doit y avoir revalorisation du travail parlementaire, cela passe sans aucun doute par un accroissement des moyens financiers et humains des commissions et des groupes. Le député et le sénateur de base, souvent dépassés par la complexité et la technicité des textes, pourraient y trouver une aide, voire une stimulation efficace... sans pour autant copier le modèle américain, où les membres du Sénat et de la Chambre des représentants sont à la tête de véritables cabinets de spécialistes et de conseillers multiples.

Cumul des mandats

Indirectement, la décentralisation a contribué à accentuer le phénomène de l'absentéisme. Nombre de ceux (maires, présidents et vice-présidents de conseil général ou régional, etc.) qui ont vu ces dernières années leur pouvoir local se renforcer considèrent leur mandat national plus comme un appoint politique que comme une fonction à plein temps. L'électeur s'aperçoit parfois, le mercredi après-midi à la télévision, son député qui même s'il ne vient que rarement à l'Assemblée n'en a pas moins repéré les angles des caméras, et les places idéales, derrière tel ou tel orateur, qui permettront d'apparaître fugacement sur le petit écran. Une fois par mois, les sénateurs ont aussi droit de cité sur les petits écrans pour une séance de questions au gouvernement... mais, le goût de la nouveauté s'étant dissipé, ils sont de moins en moins nombreux à y participer.

Une autre catégorie d'élus forme le gros des absents : les apparatchiks qui cumulent leur mandat avec une fonction importante dans leur parti. Une fois éliminées ces catégories et celle des parlementaires de base, qui ont du mal à se retrouver dans les méandres législatifs, il ne reste plus que les plus investis, donc les plus spécialisés, sur les épaules desquels repose l'essentiel des tâches. Contraints parfois de déléguer leur tâche, ces parlementaires ne sont pas toujours certains d'être relégués... Il est souvent

Le Parlement connaît une crise d'identité. Les insatisfactions sur leur pouvoir législatif déçoivent députés et sénateurs de tous les camps. L'absentéisme est le signe le plus visible de ce malaise (le Monde du 11 juillet).

Alors, le Palais-Bourbon et au Palais de Luxembourg, des parlementaires ne veulent plus se contenter d'un aménagement de leur rôle. Les solutions pour y remédier ne manquent pas. Certaines envisagent et proposent des réformes d'ordre constitutionnel, d'autres plus pragmatiques, ont pris des initiatives pour rénover de l'intérieur. Toutes les expériences ne sont pas concluantes mais toutes montrent une indéniable volonté de réinventer un Parlement moderne.

plus jouant, électoralement parlant, de jouer les assistants sociaux sur le terrain que de discuter en séance de nuit des amendements à un projet.

Pour remédier à cela, certains élus proposent de revenir sur la loi limitant le cumul des mandats pour la durée de façon à exclure la possibilité de détenir un mandat national et un important mandat local (un sénateur centriste, M. Georges Lormand, vient même de présenter une proposition visant à rendre incompatible un mandat législatif et celui de représentant à l'Assemblée des Communautés européennes). Cela, estiment-ils, permettrait de lutter contre l'absentéisme et donnerait la possibilité aux députés de faire un vrai travail d'intérêt général plutôt que de s'occuper dans l'hémicycle que de ne s'occuper que de la préoccupation locale.

Plus drôlement encore, M. Claude Estier, président du groupe socialiste du Sénat, envisage des pénalités financières : les absents chroniques verraient leurs indemnités de secrétariat réduites. De façon générale, les consignes que tous les présidents de groupe lancent en début de séance pour exiger de leurs troupes plus de présence... se soldent par des échecs, au point que, encore récemment, M. Charles Pasqua a écrit à chaque membre du groupe RPR, qu'il préside, pour l'inviter avec fermeté à un peu plus de discipline. Le pire est atteint pendant la discussion budgétaire, qui oblige les secrétaires des groupes à jongler avec les emplois du temps des uns et des autres pour assurer un « tour de tête » en séance.

Le contrôle des lois

Des initiatives ont été prises pour tenter d'ouvrir un peu plus l'Assemblée nationale sur l'extérieur tout en la transformant en un lieu de débats plus dynamique. C'était l'objet des propositions de M. Laurent Fabius : permettre à la presse d'assister à certaines réunions des commissions, créer une séance de questions libres pour qu'un ministre débattre avec les députés, pendant une heure, de son action. Ces initiatives ont révélé un peu l'Assemblée sans vraiment permettre de modifier en profondeur sa physionomie générale, du moins ce qui en est perçu par l'opinion publique. A tel point que l'on est en droit de se demander si le principal problème de l'Assemblée nationale, ce n'est pas... le député lui-même.

Gramsci pourrait élaborer aujourd'hui une théorie de l'« absence » du député français qui, après plus de trente ans de V^e République, a intégré son état de dépendance à l'égard de l'exécutif à tel point qu'il ne songe plus à exploiter les instruments qui lui sont offerts pour faire de l'hémicycle du Palais Bourbon un lieu productif de confrontation.

Pour tenter de briser cette « atonie », le président de la commission des lois, Michel Sapin (PS), propose de réviser deux missions du député qu'il juge tombées en désuétude : le contrôle et l'évaluation des lois. Le vote définitif d'un texte n'est que le début d'un processus, les décrets d'application pris par le gouvernement doivent suivre. Le contrôle de l'application des lois est donc essentiel. Cette mission est aujourd'hui peu assurée par les députés. Il est vrai que les administrations ne collaborent pas toujours avec un grand enthousiasme. L'aspect évaluation constitue également un volet important, surtout ces dernières années, avec la multiplication des grands trains législatifs. Aussi M. Sapin propose-t-il que des missions parlementaires soient chargées de faire le point sur telle ou telle réforme, après un certain temps d'application. Le législateur pourrait ainsi mesurer l'adaptation à la réalité des textes qu'il a votés et proposer les modifications qui s'imposent ; le gouvernement pourrait les reprendre à son compte ou accepter d'inscrire une proposition de loi à l'ordre du jour.

Ces propositions se heurtent souvent à un obstacle majeur : la durée des sessions, fixée par la Constitution (deux fois quatre-vingt-dix jours). Ce rythme, entrecoupé d'élections, perturbe le bon déroulement d'un travail parlementaire de fond (missions parlementaires, enquêtes, etc.). Aussi constate-t-on ces dernières années un désinvestissement au profit de commissions de sages d'un certain nombre de recherches qui pourraient être parfaitement du ressort des commissions permanentes.

L'organisation des séances publiques est également quelque chose d'absurde : la généralisation des séances de nuit (rendues obligatoires par le petit nombre d'heures disponibles dans la semaine, compte tenu de la présence des élus en province du vendredi au lundi, des réunions de commission le matin, etc.) donne une image catastrophique (la France est un des très rares pays au

monde à pratiquer cette démocratie nocturne). Que pensent les visiteurs qui, par le plus grand des hasards, sont encore présents en séance de nuit quand ils voient une poignée de députés voter en tournant les clés de leurs collèges absents, ou de sénateurs déposer dans les urnes des poils peignés de bulletins multicolores comme si leur assemblée était au complet ? Différentes solutions sont avancées : le vote personnel (une seule procuration comme pour le vote à la tribune), le vote par tête et non plus par ordre (les centristes y sont favorables et ont commencé à le mettre en œuvre), l'application des sanctions financières prévues par le règlement en cas d'absences répétées, etc.

Le poids de l'Europe

Pour l'amélioration du travail parlementaire, il faudrait que les commissions siègent toute l'année, ne serait-ce que pour rendre les débats de session plus efficaces. Les députés et les sénateurs le souhaitent-ils ? M. Jean-Michel Belorgey propose que les commissions permanentes ne soient plus que des « plaques tournantes » à partir desquelles se constitueraient de plus petites commissions (de dix à quinze députés), pluralistes politiquement, qui pourraient se mettre au travail plus facilement et plus rapidement. Le pouvoir d'expertise des commissions devrait être renforcé.

Bref, les propositions ne manquent pas. Mais à savoir si la classe politique aura le courage de s'imposer des règles d'urgence. Elles sont d'autant plus nécessaires que le poids de l'Europe sur les Parlements nationaux s'accroît dans les années qui viennent, et que députés et sénateurs devront intégrer cette nouvelle donne dans leur activité. Ils ont commencé à le faire en adoptant une proposition de loi de M. Louis Mermaz et Pierre Méhaignerie destinée à insérer dans chaque rapport de proposition de loi ou de projet de loi une annexe décrivant la législation en vigueur dans les autres pays de la Communauté économique européenne sur le sujet traité. Au Sénat, M. Jean-François Poncet, président de la commission des affaires sociales, a encouragé ses collègues à organiser des colloques et à préparer des rapports spécifiques sur les conséquences de l'entrée en vigueur de l'Acte unique. Son homologue de la commission des finances, M. Christian Poncelet, a fait venir des parlementaires européens pour débattre de l'harmonisation des fiscalités de l'épargne. La construction de l'Europe peut être une chance de réveil du Parlement français aussi bien qu'un facteur supplémentaire d'endormissement.

Un intérêt supplémentaire des parlementaires pour leurs travaux aurait à coup sûr un effet d'entraînement sur l'opinion. L'absentéisme est, à sa façon, une manifestation de l'abandon des électeurs. Le danger réside dans la coupure entre mandats

et mandats. Si les parlementaires reprochent l'absence de publicité donnée à leurs travaux, encore faut-il qu'ils trouvent, sans tomber dans la caricature, la façon d'arriver les médias, notamment la presse quotidienne régionale. Le temps est passé où il suffisait d'intervenir en séance pour que les propos d'un parlementaire soient repris à destination de ses électeurs-lecteurs. Les sénateurs, plus encore que les députés, se plaignent de ce déficit médiatique dans lequel ils voient à terme une menace sur leur existence électorale.

Deux d'entre eux ont signé un texte élaboré avec quelques-uns de leurs collègues soucieux de rénovation (le Monde du 1^{er} juillet). De son côté la commission des lois a approuvé une proposition de loi constitutionnelle due à son président, M. Jacques Larché. Ce dernier souhaite conférer « une véritable stabilité institutionnelle » à son assemblée, dont, estime-t-il, le mode de scrutin, fragile juridiquement, est devenu « une véritable anomalie depuis l'intervention des grandes lois de décentralisation ». Il demande donc que par référendum, occasion qui serait donnée aux Français de « montrer leur attachement indéfectible au bicamérisme », soit décidé qu'une loi organique (pour cela l'accord des deux Chambres est requis alors que, pour une loi simple, le dernier mot appartient à l'Assemblée nationale) définit les conditions dans lesquelles le Sénat assure la représentation des collectivités territoriales.

Stimuler les injonctions

Un tel souhait appartient aux réformes « lourdes » du système. D'une certaine façon, il répond à des vœux plus modestes dans la forme, mais si, sur le fond, leurs objectifs ne sont pas négligeables. Les socialistes sont en pointe : une réforme du mode de désignation des sénateurs représentant les Français de l'étranger est annoncée, et M. Estier a encore récemment déposé un mode d'élection qui n'assure guère la représentation des rapports de forces politiques dans le pays.

Les socialistes n'ont mille envie de laisser dériver le Sénat. L'un d'eux plaide pour que sa « légitimation » soit renforcée par un élargissement du collège des grands électeurs, qui désignent les sénateurs, notamment pour donner plus de poids aux grosses communes, ou encore par un réajustement du nombre de sénateurs par département. Tous cela relève d'une loi simple, alors que d'autres suggestions sont du ressort d'une loi organique, comme, par exemple, l'abaissement de trente-cinq à trente ans de l'âge d'éligibilité pour les sénateurs et l'augmentation de leur nombre pour modifier la répartition du nombre de sièges par département. A l'évidence, les interrogations que font naître les dysfonctionnements internes du Sénat stimulent l'imaginaire.

ANNE CHAUSSEBOURG et PIERRE SERVANT.

M. Georges Hage (PC, Nord) : le Ch'timi à l'imparfait du subjonctif

Georges Hage a la langue de bois fleurie. On peut défendre les « travailleurs contre le patronat » en citant La Boétie et son Discours sur la servitude volontaire, dénoncer « l'Europe des riches » et la « télévision-tric » avec Montaigne, militer pour le pardon et la réintégration des « dix » de Rensselaer au nom de Ponce Pilate et de Barabbas et s'emporter contre la « culture de classes » à l'imparfait du subjonctif.

Un jour de 1957, au retour d'un voyage en URSS, Georges Hage, alors professeur de gymnastique, a transgressé l'interdit paternel en adhérant au Parti communiste. Militant de base, syndicaliste acharné au sein de l'éducation nationale, ce fils de petit commerçant anarchoïste est devenu conseiller général en 1970, député en 1973 dans l'ancienne circonscription d'Arthur Ramette (aujourd'hui réélu depuis), enfin conseiller régional en 1974. En juillet 1988, le groupe communiste a désigné « Joe » Hage à la vice-présidence de l'Assemblée, « l'honneur » mais vaguement inquiet de « l'honorabilité » politique que lui confère cette fonction. Georges Hage confie pudiquement l'émotion ressentie lorsqu'il a prononcé pour la première fois les traditionnels mots : « La séance est ouverte. »



Dans son bureau de vice-président, plus vaste, plus coquet que ceux des députés de base, Georges Hage n'a pas voulu trop céder à cette dangereuse « honorabilité ». En cette année du Bicentenaire, il en a fait la seule « bureau révolutionnaire » du Palais-Bourbon. Robespierre y côtoie Saint-Just et Rousseau. Le Nuit du 4 août ne peut échapper à l'œil du visiteur, et un cadre vide attend depuis quelques mois un portrait de Toussaint Louverture, promis

par le bibliothécaire de l'Assemblée.

Quatre jours sur sept pendant les sessions, il alterne les séances au « perchoir », rappelle régulièrement les uns et les autres au respect de leur temps de parole, et celles où il dépasse allègrement le sien, à son banc de député. Président bonhomme, il maîtrise l'art de désamorcer les querelles naissantes entre les orateurs des différents groupes, tout en s'ennuyant un peu quand elles sont absentes du débat parlementaire. « Quand on préside, observe-t-il, il faut avoir l'attention papillonnaire du portier d'hôtel. Rien ne doit nous échapper de ce qui se passe dans l'hémicycle. Et puis on voit les gens un peu différemment. »

Mais ses meilleurs souvenirs parlementaires, Georges Hage les trouve dans ses « batailles » de député de base, comme la discussion du projet de loi transformant Renault en société anonyme - « J'ai parlé pendant deux heures quarante cinq et j'ai déposé près de trois mille amendements » - ou dans son intervention contre la loi Séguin sur la flexibilité du travail.

« Stalinière sympathique et bolcho intransigeant », comme il se définit lui-même, Georges Hage charme les ministres et désarme

ses adversaires. Il le sait, il en joue. La tête coiffée de cheveux blancs, enfoncée dans les épaules, la voix lente, l'accent ch'timi à couper au couteau, le regard malicieux roulant sous des paupières mi-closées, il s'entend l'écouter bienveillamment de ses interlocuteurs. Mais nulle séduisante digression littéraire ou philosophique ne lui fera oublier in fine de dispenser la plus orthodoxe des discours communistes.

Car, pour l'œil du Nord fier de sa circonscription de mineurs, de « métaux » et de cheminots, un mandat de député offre avant tout une « tribune », un « moyen de légiférer pour changer cette société mal faite, sans jamais trahir ceux qui se battent, ceux qui sont dans le dénuement ». Une intervention en séance, la défense d'un amendement, une explication de vote, sont autant de mots qui seront consignés pour l'histoire dans les journaux officiels de la République. Alors, sur les handicaps, le droit de licenciement, l'audiovisuel, le dopage chez les sportifs, la Sécurité sociale, Georges Hage parle, aussi longtemps que l'y autorise le règlement... « Être l'avocat du peuple, voilà ce que ça veut dire, observe-t-il. Un bon discours dans l'hémicycle, finalement, c'est un tract recto verso. »

PASCALE ROBERT-DIARD.

Prochain article :

LES RICHES HEURES DU PARLEMENT

Au sommaire de «Dossiers et Documents»

Les droits des enfants

L'Organisation des Nations unies (ONU) devrait voter, cet automne, un projet de convention sur les droits des enfants à travers le monde. Ce texte tire sa nécessité de terribles réalités : d'abord, la violence armée, la prison, la torture qui touchent des milliers d'enfants acteurs, victimes et spectateurs d'un monde de conflits, mais aussi toutes les conséquences de l'extrême pauvreté : chaque jour, quarante mille enfants meurent, victimes de carences alimentaires et de maladies facilement évitables, et des millions d'autres sont exploités, économiquement, sexuellement, physiquement.

Bien sûr, les pays riches respectent mieux, dans l'ensemble, les droits de leurs enfants, mais ils ne sont pas toujours à la hauteur des exigences posées par la convention : là encore surgit une enfance privable, malheureuse, mal aimée, maltraitée. Et si les mauvais traitements à enfants consistent en une bonne part des faits divers, d'autres droits sont bafoués, et des problèmes spécifiques se posent : choc des cultures, intolérance, négligence, inconscience. En France, de nou-

velles dispositions sont en cours d'adoption : protection de l'enfance maltraitée, défense et audition des mineurs en justice, prise en considération des particularités des mineurs délinquants.

Ce numéro de Dossiers et Documents dresse ainsi le constat des situations alarmantes dans lesquelles vivent les enfants, précédé d'un résumé qui commente les grands points de la convention : droits de base (un nom, une nation, une famille), droits indispensables à l'épanouissement (éducation, loisir, santé, sécurité sociale, niveau de vie), droit d'être protégé, en particulier dans certaines situations particulières (enfants handicapés, réfugiés, membres d'une minorité, habitant une région d'extrême pauvreté) et les abus (travail, sexe, drogue, vente, enlèvement, guerre, plans judiciaires et administratifs), droits de bénéficier des libertés fondamentales : information, pensée, opinion, religion, etc.

Le Numéro spécial juillet-août 1989, 8 p., 8 F. En vente dans tous les kiosques.

هكذا من النحل

Politique

A Amiens

Le premier adjoint (UDF-CDS) accuse un socialiste de malversations

AMIENS
de notre correspondant

A la suite des élections municipales de mars dernier qui ont permis à M. Gilles de Robien (UDF-PR) de succéder à M. René Lampe (PC) à la mairie d'Amiens, M. Jean-Claude Broutin (UDF-CDS), premier adjoint, a remplacé M. Serge Delignières (PS) à la tête de l'Office public d'aménagement et de constructions (OPAC). S'intéressant aux comptes de l'office, le nouveau président a constaté que le 18 juin 1988 le président de l'époque et son directeur général, M. Richard Rutkowski (PS), avaient demandé au conseil d'administration de l'OPAC l'autorisation de contracter un emprunt de 126,5 millions de francs à 7,2 % destiné à rembourser des emprunts antérieurs faits à des taux plus élevés. Un intermédiaire chargé des démarches devait être rémunéré à 0,08 % du montant de l'emprunt.

Premier étonnement de M. Broutin : les emprunts ont été signés au taux de 9,5 %, ce qui n'était pas infé-

ressant. Ce sont l'agence d'Amiens de la BNP et la succursale d'Amiens de la Banque française du commerce extérieur qui ont fourni les fonds. Il n'était donc pas besoin, assure M. Broutin, de faire appel à un commissionnaire qui, selon lui, n'a pas touché 0,08 % mais 1,75 %, soit 2,2 millions de francs. Cet intermédiaire était identifié sous le nom de société Calais 4, rue Charles-Bonnet à Genève. M. Broutin poursuit son enquête et ne trouve à Genève aucune société Calais. Le numéro de téléphone indiqué est celui d'un avocat genevois, M. Ighart, qui, interrogé, affirme connaître une société Calais dont le siège est à Panama City.

D'autre part, le nouveau président de l'OPAC assure que la facture de la société Calais est fautive car elle a été tapée à l'office d'ELM à la demande du directeur financier de l'époque qui a ensuite tiré l'argent sur le compte suisse, le 14 novembre 1988.

M. Broutin, avocat, a l'intention de porter l'affaire devant la justice mais pas seulement contre l'un des

responsables de l'OPAC. Il se propose d'engager aussi des poursuites contre l'Etat en la personne du préfet de la Somme, préfet de la région Picardie, auquel il reproche d'avoir, par son silence, couvert l'opération.

M. Alain Ohrel, préfet de région, affirme que le taux de la commission versée à la société Calais n'est pas de 1,75 % mais de 1,17 %. Il indique par ailleurs que, le 22 décembre dernier, le conseil d'administration de l'OPAC a décidé d'inscrire les crédits destinés à rembourser l'intermédiaire, décision acquiescée par 17 voix contre 2 et 4 abstentions. Cette somme était normalement inscrite dans le budget de l'organisme HLM, la préfecture n'ayant pas de raison de ne pas donner son accord. M. Ohrel affirme qu'il n'a jamais été contacté par le chef comptable de l'OPAC, celui-ci dépendant du trésorier payeur général.

Enfin, le préfet ne se prononce pas sur une malversation éventuelle : « C'est à la justice de se prononcer s'il y a lieu », dit-il.

MICHEL CURIE.

A Vichy

M. Rocard rend hommage aux parlementaires qui s'étaient opposés au maréchal Pétain

MOULINS
de notre correspondant

M. Michel Rocard a rendu hommage, lundi 10 juillet à Vichy (Allier), aux quatre-vingts parlementaires qui, le 10 juillet 1940, refusèrent de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain. Accueilli par M. Claude Malhuret (PR), maire de Vichy, le premier ministre s'est recueilli devant la plaque commémorative apposée dans l'enceinte du grand casino où avait été organisé le vote.

Reprenant les propos de Léon Blum, M. Rocard a qualifié les 57 députés et 23 sénateurs « d'hommes de courage et de droiture ».

Parmi eux, il y avait 36 socialistes, 14 sénateurs de la gauche démocratique, 13 radicaux, 9 indépendants et 8 élus de la droite. La diversité n'étonne pas Michel Rocard qui, dans son hommage, associe « ceux qui avaient précédé », en particulier le général de Gaulle, Pierre Mendès France ou Jean Zay.

« D'où venait le sursaut ? Ni l'idéologie, ni la foi religieuse, ni les choix philosophiques, ni les engagements politiques ne constituaient un critère discriminant, a-t-il dit. C'est dans le cœur qu'il faut rechercher le ressort du refus (...). Dans les grandes crises, les choix ne se font pas sur les idées, mais sur les événements. »

M. Rocard avait déjeuné, auparavant, avec deux des députés qui avaient refusé les pleins pouvoirs, MM. Emile Fouchard, quatre-vingt-sept ans, et Maurice Montel, quatre-vingt-neuf ans.

J.-Y. V.

M^{me} Laguiller ne fait pas la différence entre Staline et M. Gorbatchev

La photo de une présente MM. François Mitterrand et Mikhaïl Gorbatchev passant les troupes en revue. « De la visite de Gorbatchev à la célébration du bicentenaire, les Tartuffes occupent la scène », titre, en marge de cette iconographie, l'hebdomadaire trotskiste *Lutte ouvrière*. Comme chaque semaine, M^{me} Arlette Laguiller signe l'éditorial dans la dernière livraison de l'organe de LO qui, cette fois-ci, loue « le communisme avec lequel Gorbatchev n'a rien à voir », ainsi que l'indique le titre :

« Ce n'est pas d'hier que les dirigeants de l'URSS font tout ce qu'ils peuvent pour imiter ceux des pays capitalistes riches, et ce n'est pas

par hasard qu'ils y parviennent toujours mieux », écrit la candidate trotskiste aux élections présidentielles de 1974, 1981 et 1988. Car eux aussi sont les représentants de privilégiés qui sucent la sueur et le sang de leur peuple. Car, de communisme, il n'en existe pas plus à l'Est qu'à l'Ouest. La dirigeante de LO estime qu'il est vain de s'interroger, comme tous ces politiciens ou tous ces journalistes des pays occidentaux, pour savoir si la perestroïka est ou n'est pas la fin du communisme en URSS. Pour la simple raison que, de communisme, il n'y en a eu et il ne pouvait y en avoir ni sous la botte de Staline ni

sous celle des Khrouchtchev, Brejnev ou encore Gorbatchev. »

Après avoir renvoyé dos à dos « les régimes qui usurpent l'étiquette communiste, tels que l'URSS ou la Chine » et tous les pays « Argentine, Venezuela, Afrique du Sud, etc. » « où l'on emprisonne, on torture, on tue les opposants politiques, bien que dans tous ces pays règne sans partage la pureté du capitalisme occidental », M^{me} Laguiller conclut : « Pas plus les dirigeants des pays capitalistes que Gorbatchev ne parviendront cependant à empêcher que l'espoir du communisme ne renaisse dans le cœur des exploités du monde entier. »

1939/1940

L'ANNÉE TERRIBLE

L'HISTOIRE DE TRAGIQUE
DE L'EFFONDREMENT
DE LA FRANCE

par Jean-Pierre AZEMA



Chaque jour, pendant tout l'été, *Le Monde* raconte la drôle de guerre et l'Occupation : la déclaration de guerre, les premiers affrontements, les allemands à Paris, l'exode, l'appel du 18 juin, Pétain et le gouvernement de Vichy, les Juifs hors la loi, la collaboration avec l'occupant.

Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 17 JUILLET (NUMÉRO DATÉ MARDI 18)
CHAQUE JOUR DANS LE MONDE

Selon la SOFRES

Le programme
des écologistes
est jugé réaliste
mais très coûteux

77 % des Français se sentent en accord avec les thèses défendues par le mouvement écologiste, selon les résultats d'un sondage réalisé par la SOFRES et publié, le 11 juillet, dans un groupe de journaux de province. Seuls 23 % des mille personnes interrogées du 29 juin au 1^{er} juillet (dont 38 % de sympathisants) estiment que les écologistes présentent un projet de société tandis que 65 % (dont 61 % de partisans) constatent qu'il s'agit d'un programme limité à l'environnement. Si 48 % des interviewés jugent « réalistes » les idées défendues par les Verts, 38 % pensent qu'elles sont utopiques. Leur programme est jugé « très coûteux » par 35 % des sondés, 31 % l'estimant, au contraire, « d'un prix raisonnable ».

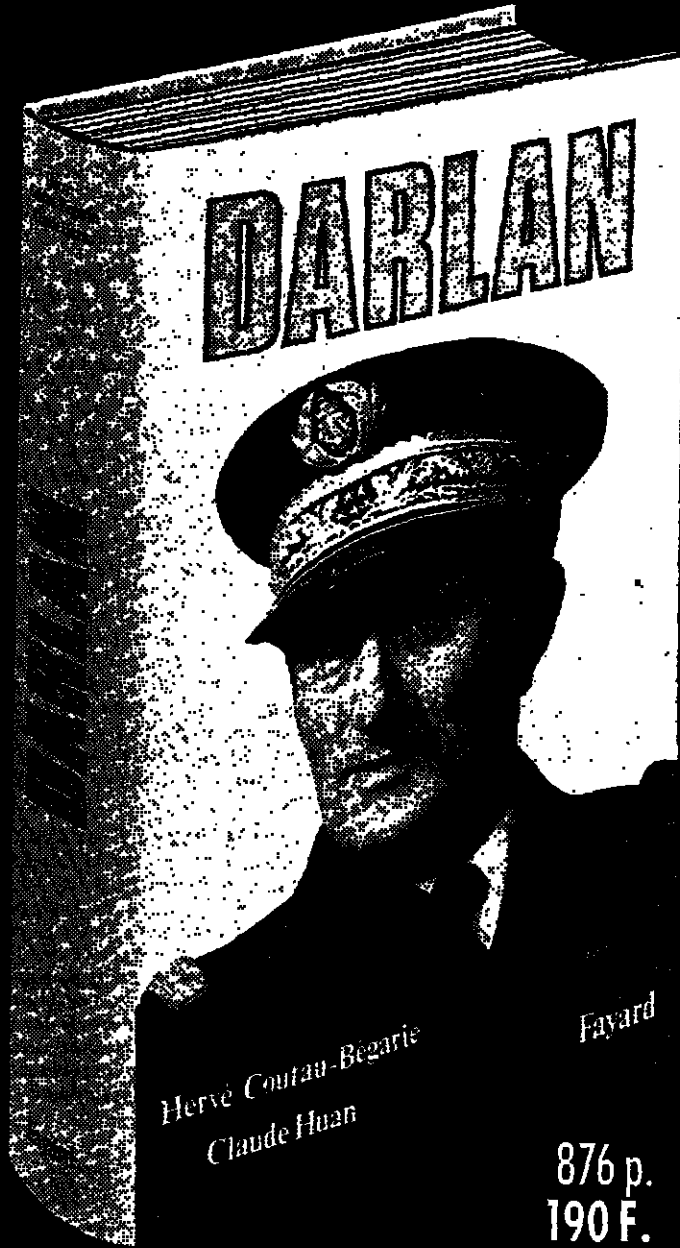
A égale distance politique des uns et des autres pour 49 % des personnes consultées, les écologistes apparaissent plus proches des partis de la gauche aux yeux de 36 % des sondés, et plus proches des mouvements de droite pour... 3 % des interviewés. 22 % des Français (dont 39 % de sympathisants socialistes) souhaitent voir se constituer, dans les prochaines années, une coalition gouvernementale entre PS et écologistes. 19 % se déclarent, au contraire, favorables à un gouvernement RPR-UDF associé à quelques socialistes et 16 % (dont 31 % de partisans socialistes) espèrent une union du PS avec le centre.

EN VUE CRÉATION
CLUB :

AMIS de RAISSA
et MIKHAIL
GORBATCHEV

Écrire sous n° 10243
le Monde publicité
5, rue Montessuy 75007 Paris.

L'INCONNU LE PLUS CÉLÈBRE DE LA FRANCE DE VICHY.



On attendait avec impatience la grande biographie que méritait cette destinée hors catégorie. La voici. Fondée sur de nombreuses pièces d'archives inédites, elle fera date.

Eric Roussel, *Le Figaro*

FAYARD

SCIENCES

Les suites de la controverse sur la « mémoire de l'eau »

Le docteur Benveniste est maintenu pour le moment dans ses fonctions à l'INSERM

M. Philippe Lazar, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), a décidé, lundi 10 juillet, de « maintenir l'unité 200 » de cet institut, dirigée par le docteur Jacques Benveniste, jusqu'au 30 juin 1992. Dans une lettre en date du 11 juillet, adressée à l'auteur des études contestées sur la « mémoire de l'eau » (1), M. Lazar écrit : « Je souhaite pouvoir continuer à vous en confier la direction à l'issue de votre mandat, le 31 décembre prochain. Je ne prendrai toutefois de façon formelle cette éventuelle décision qu'à une date ultérieure, avant la fin de l'année en cours. »

La décision de Lazar fait suite à une motion adoptée par le

conseil scientifique de l'INSERM (le Monde du 8 juillet) recommandant au directeur de l'INSERM « de différer le renouvellement du mandat du directeur en raison du caractère insuffisamment structuré du programme et des perspectives scientifiques, et de l'insuffisance des réponses données aux objections scientifiques graves qui ont été opposées ».

Après l'appel au calme lancé par M. Hubert Curien, ministre de la recherche (le Monde du 12 juillet), la prise de position de M. Lazar pourrait relancer la polémique déjà très vive dans le monde scientifique autour de la « mémoire de l'eau ».

« Il m'apparaît d'abord nécessaire, écrit M. Lazar, de réaffirmer clairement que, sous réserve de la qualité scientifique de leurs travaux, la liberté des chercheurs dans le choix de leurs hypothèses et de leurs modalités de travail ne saurait être limitée que par les règles du droit commun et par le respect de l'éthique et de la déontologie. Il faut, dès lors, que nous acceptions d'assumer les conséquences éventuelles de ce refus délibéré de toute censure idéologique, garant irremplaçable de toute réelle créativité. Il me paraît non moins nécessaire de rappeler qu'un directeur de formation de recherche publique exerce une responsabilité collective qui l'engage au-delà de son rôle personnel de chercheur et qui, inévitablement, engage aussi la communauté scientifique à laquelle il appartient. »

Pour M. Lazar « il est clair que les deux instances scientifiques qui ont successivement examiné — avec, pour la seconde, le concours d'experts étrangers — les travaux de l'unité 200 ont émis les plus expresses réserves sur [ses] travaux concernant les « hautes dilutions ». Ces réserves portent sur le fond de ces travaux, sur l'analyse insuffisamment critique de leurs résultats, sur leur interprétation aventureuse,

sur la forme de leur expression publique et sur les conséquences préoccupantes de la publicité qui leur a ainsi été donnée vis-à-vis du renforcement infondé de la crédibilité de certaines formes de pratiques thérapeutiques ».

Des conditions

Selon le directeur général de l'INSERM, « la publication conditionnelle, par une grande revue scientifique internationale, d'un article insuffisamment étayé et le comportement pour le moins surprenant de cette revue après cette publication — la décision sans précédent d'organiser une visite de l'unité par des représentants de la revue, l'étrangeté de la composition du comité des visiteurs, le contenu désobligeant de la mise au point publiée consensuellement à cette visite, les justifications ultérieures douteuses de la revue sur ses motivations réelles — constituent des circonstances atténuantes à l'égard de l'équipe concernée de l'unité 200 et de son directeur. Elles ne dégagent toutefois pas leur responsabilité propre ».

Après avoir abordé le problème des rapports entre les scientifiques et les médias, M. Philippe Lazar poursuit : « Me fondant sur l'autorité scientifique qui vous est reconnue, je vous demande en conséquence d'assumer, au cours de la période qui s'ouvre, pour reprendre pleinement votre place dans une communauté scientifique qui ne cherche pas, par principe, à vous rejeter — comme en témoignent les avis émis par nos instances d'évaluation — mais qui attend légitimement de vous des preuves de votre désir de ne pas vous marginaliser définitivement par rapport à elle. Je ne vous demande pas de renoncer à vos idées et aux travaux qui en résultent. Un tel acte d'autorité contraindrait gravement au principe de liberté que j'ai énoncé plus haut. Je comprends parfaitement de surcroît qu'un chercheur qui pense

avoir mis en évidence un phénomène nouveau ne puisse accepter de classer le dossier sans tirer au clair les raisons de ses observations. Mais si vous voulez vraiment parvenir à cette clarification, acceptez de consacrer désormais en priorité votre réflexion dans ce domaine à rechercher systématiquement les biais expérimentaux qui vous auraient jusqu'à présent échappé et qui peuvent, selon toute vraisemblance, expliquer vos constatations insolites : vous retrouverez ainsi un comportement qui ne saurait être critiqué par vos pairs puisque conforme à l'essence même de la pensée scientifique. Il n'est au demeurant pas exclu que la mise en évidence de tels biais puisse présenter, en soi, un intérêt scientifique. »

« La ligne de conduite que je vous recommande suppose en particulier que vous renonciez, pour un temps, à vous exprimer sur ce sujet en dehors de revues scientifiques de haut niveau — le temps nécessaire pour que vous puissiez reconstituer le capital de confiance que vous avez aujourd'hui, que vous l'admettiez ou non, en grande partie dissipé aux yeux de vos collègues. »

M. Lazar conclut :

« J'espère très sincèrement être entendu de vous, observer les signes prochains d'un changement significatif d'attitude, pouvoir ainsi donner suite avant le 31 décembre à l'intention dont je vous ai fait part au début de cette lettre en ce qui concerne la reconduction de votre mandat, et par là même assurer la viabilité de votre laboratoire. Je serais tout à fait désolé de devoir y renoncer. »

(1) Les résultats obtenus à l'unité 200 de l'INSERM concernant une série de travaux portant sur les hautes dilutions. Ils tendent à démontrer qu'une eau pure ayant été en contact de molécules immunologiquement actives peut conserver la « mémoire » de ces molécules, en déclenchant les mêmes phénomènes biologiques que ceux observés en leur présence.

Mise à l'épreuve

APRÈS avoir posé au grand jour le problème du pouvoir et du rôle des revues scientifiques d'audience internationale, l'affaire de la « mémoire de l'eau » soulève, aujourd'hui, celui des limites et des ambiguïtés de l'évaluation des activités scientifiques. Un phénomène a priori insaisissable peut-il être pris en compte et jugé par des scientifiques qui n'ont pas participé à sa découverte ?

L'affaire de la « fusion froide » a montré comment la communauté scientifique spécialisée pouvait procéder à une évaluation et à une vérification rapide de résultats qui étaient d'emblée apparus comme totalement impossibles. Avec la mémoire de l'eau, les choses sont plus complexes et plus passionnelles. La perspective d'une validation théorique des convictions homéopathiques, les querelles entre diverses chapelles immunologiques et menderisales, mais aussi la personnalité du docteur Benveniste et les extrapolations qu'il avait faites, notamment dans nos colonnes, au lendemain de ses premières observations avaient conféré à cette affaire une dimension hors du commun.

La polémique s'était amplifiée avec le comportement des responsables de la revue *Nature*, aujourd'hui sévèrement critiquée par la direction de l'INSERM, qui s'était jusqu'à présent gardée de tout commentaire à leur sujet.

Un livre de M. Lazar

Coincidence ou non, le directeur général de l'INSERM évoque longuement l'affaire Benveniste dans un livre à paraître (1). M. Philippe Lazar s'y interroge notamment sur la validité du système d'évaluation en vigueur dans l'institut qu'il dirige. Ce système, dit-il, devrait théoriquement « favoriser le choix d'orientations véritablement originales ». En principe, ajoute-t-il, il est demandé aux commissions scientifiques chargées de juger les laboratoires et de classer les chercheurs « de favoriser au maximum l'émancipation, à l'initiative des individus

comme des laboratoires, de travaux véritablement innovants ». Mais, estime-t-il, « lorsqu'on sort des sentiers battus, on prend de véritables risques, à commencer par celui de ne pas pouvoir rapidement publier des résultats, et cela pour deux raisons. La première est que les voies nouvelles n'ont guère de chances, en règle générale, d'être immédiatement productives ; la seconde est qu'on ne trouve pas toujours de grandes revues scientifiques prêtes à accepter sans arrière-pensée le pari de l'originalité vraie ».

Dès lors, s'interroge M. Lazar, « comment faire en pratique pour briser les chances de laisser échapper des propositions d'orientation innovantes ? Faut-il faire plus que de recommander clairvoyance et audace aux instances d'évaluation ? J'ai l'intention, écrit-il, d'essayer de mettre sur pied une procédure qui permettrait, à titre expérimental, de financer : chaque année, hors contingent, un petit nombre de projets reconnus à haut risque ».

L'initiative est intéressante. Pourrait-elle se concrétiser un jour ? L'évaluation des travaux effectués au sein de l'unité 200 de l'INSERM a montré à quel point cet institut pouvait être sensible à l'image qu'il entend donner de lui-même. C'est à mettre un terme à tout ce qui serait de nature à nuire à cette image et, au-delà, à celle de la recherche française.

A cet égard, l'affaire de la « mémoire de l'eau » — pour laquelle, plus d'un an après les premières publications, on ne dispose encore d'aucune certitude de nature scientifique — constitue un parfait révélateur des difficultés que peut rencontrer l'institution médico-scientifique pour évaluer certains des travaux menés en son sein. Dans ce contexte, la décision du directeur général pour être intervenue comme une forme de désaveu des diverses évolutions dont l'unité 200 a déjà fait l'objet. Pour sa part, M. Lazar préfère parler de « ruses » entre un position et celle de son conseil scientifique. « Un savant isolé n'a pas d'autorité, explique-t-il, et la science est une

DÉFENSE

Impliquée dans l'affaire Greenpeace

Dominique Prieur promue commandant

Le capitaine Dominique Prieur, trente-neuf ans, a été promu commandant dans le corps des officiers du cadre spécial de l'armée de terre. Cette promotion a pris effet à compter du 1^{er} juillet.

Epouse Prieur, le capitaine Dominique Maire est plus connue sous le surnom de Turenga, inventé par les auteurs du plan « Oxygène » qui devait permettre au service « action » de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de mettre hors d'état de servir, en juillet 1985, le navire *Rainbow Warrior* dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande. Dans cette opération ratée, Dominique Prieur était cotée du commandant Alain Mafart, qui a été promu, depuis, lieutenant-colonel.

Un nouveau « Rainbow Warrior »

La capitaine Prieur et le commandant Mafart avaient été condamnés par la justice néo-zélandaise à dix ans de réclusion, peine commuée ensuite en trois ans de résidence surveillée sur l'atoll d'Hao en Polynésie française.

quais. Ils avaient été rapatriés en métropole en 1988 avant l'expiration de leur peine.

Quatre ans jour pour jour après le minage du *Rainbow Warrior*, un nouveau bateau portant le même nom a été lancé, lundi 10 juillet à Hambourg (RFA), par le mouvement écologiste Greenpeace. Celui-ci a réaffirmé sa volonté de poursuivre ses missions de protestation contre les essais nucléaires français dans le Pacifique.

Une minute de silence, un rappel de l'attentat qui a coûté la vie au photographe portugais Fernando Pereira et l'installation symbolique de la cloche de l'ancien *Rainbow Warrior* sur le pont du nouveau ont marqué la cérémonie de lundi à laquelle participaient environ deux cents personnes.

Le nouveau navire de Greenpeace, dont le coût total est de 3,7 millions de dollars, a été financé grâce aux 8 millions de dollars de dommages-intérêts versés par la France. Il est plus grand et plus performant que son prédécesseur. L'équipage de ce trois-mâts est composé de douze personnes, de diverses nationalités, sous le commandement de l'Américain Peter Willcox.

Mort du scénariste de BD Jean-Michel Charlier

De Buck Danny à Blueberry

Le scénariste belge de bandes dessinées Jean-Michel Charlier est décédé à l'âge de soixante-quatre ans, dans la nuit du 9 au 10 juillet à l'hôpital de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), des suites d'une infection rénales.

Buck Danny, Tanguy et Laverdure, Barbe-Rouge et le lieutenant Blueberry, héros et aventuriers qui ont bercé, charmé, captivé de nombreuses générations d'enfants et d'adolescents, sont aujourd'hui orphelins.

Né à Liège le 30 octobre 1924, Jean-Michel Charlier se tourne dès l'âge de vingt ans vers la bande dessinée. Docteur en droit, avocat, il abandonne très vite le pénal de Liège pour tenir, dans l'hebdomadaire *Spyrou*, qui vient de repartir après la guerre, la rubrique du chef pilote où il enseigne les rudiments du pilotage et du maniement. Sa première bande dessinée publiée à partir d'un scénario de Charlier est *l'Agonie du Bismarck*. On y remarque déjà la richesse de ses documents, la précision de ses détails et le respect de la réalité.

L'aviation le subjuguait. Il passe son brevet de pilote. Cette passion le conduit à lire les exploits de Steve Canoyon, de Milton Caniff et de Johnny Hazard de Frank Robbin. Nourri de ces bandes dessinées américaines, il inverse avec son ami, le dessinateur Vic Habinon, les aventures d'un jeune pilote américain durant la guerre du Pacifique. Le 2 janvier 1947, Buck Danny fait son apparition dans *Spyrou* avec *Les Japs attaquent*. Ainsi commence une longue épopée qui conduira le pilote de Pearl-Harbor au Vietnam en passant par la Chine et la Corée.

Jean-Michel Charlier participe au lancement, le 29 octobre 1959, de l'hebdomadaire *Pilote* avec, notamment, René Gordini. Il y publie le *Démon des Caraïbes*, devenu *Les Aventures de Barbe-Rouge* et d'*Eric*.

ALAIN FOURMENT.

REPÈRES

Environnement

7 millions de francs pour la qualité de l'eau

Le secrétariat d'Etat à l'environnement et la Société lyonnaise des eaux ont signé, lundi 10 juillet, un accord de recherche sur l'amélioration de la qualité de l'eau. D'une durée de trois ans, cette convention de recherche, qui succède à un premier accord contracté pour la période 1982-1987, représente un effort de 8,8 millions de francs, auquel le gouvernement contribuera à hauteur de 1,7 million.

Quatre axes prioritaires ont été retenus : l'identification des matières organiques contenues dans l'eau et l'évaluation de leur toxicité ; le traitement biologique des eaux usées urbaines ; la protection du milieu marin contre le rejet d'eaux usées sur le littoral et la réduction des déchets provenant des stations d'épuration. Principale société de distribution d'eau française avec la Générale des eaux, la Lyonnaise consacre plus de 110 millions de francs par an à la recherche-développement dans le domaine de l'eau.

Pollution

L'oxyde de carbone ennemi numéro un

Les émissions d'oxyde de carbone dues à la combustion du charbon et du pétrole ne vont cesser d'augmenter durant vingt ans et demeureront l'ennemi numéro un en matière de pollution atmosphérique. Tel est l'avertissement lancé par les experts de l'International Energy Workshop sur l'énergie. Les rejets d'oxyde de carbone passeront de 5,6 milliards de tonnes en 1985 à plus de 9 milliards en 2010, ont-ils calculé. Ils sont dus à une consommation croissante d'énergie. Les pays de l'OCDE sont actuellement les plus gros consommateurs d'énergie et les plus gros pollueurs mais, chez eux, l'augmentation ne dépasse pas 1 % par an.

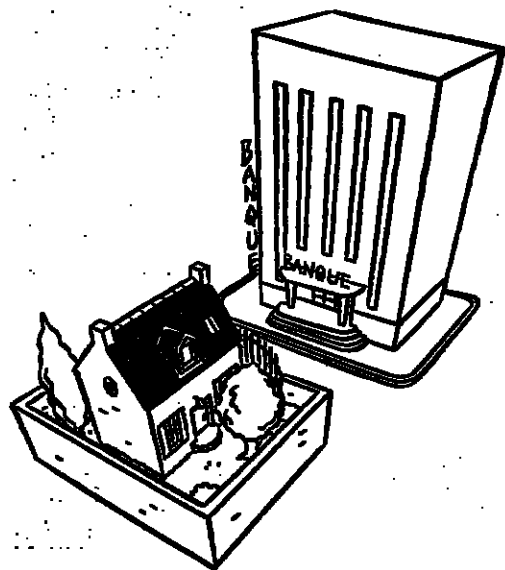
Le Monde DE L'EDUCATION

DOSSIER SPECIAL : LES PREMIERES INSCRIPTIONS EN FAC

- ▷ PARIS-PROVINCE : OU ET QUAND S'INSCRIRE. Province : les modes d'inscription. Paris : fac par fac, la liste des places disponibles.
- ▷ LES PIÈGES A ÉVITER. Les méthodes de sélection des facs, selon les filières et les disciplines.
- ▷ EXCLUSIF : LE PALMARÈS DES DEUG. Les résultats en droit, sciences éco, AES, LEA, sciences des structures et de la matière, sciences de la nature et de la vie.
- ▷ LE FONCTIONNEMENT DES PREMIERS CYCLES.
- ▷ ENQUÊTE. Les mirages de la communication.

NUMERO DE JUILLET/AOÛT 132 PAGES
En vente chez votre marchand de journaux

LAQUELLE DE CES RAISONS VOUS SEMBLE DÉTERMINANTE DANS LE CHOIX D'UNE BANQUE?



La proximité.



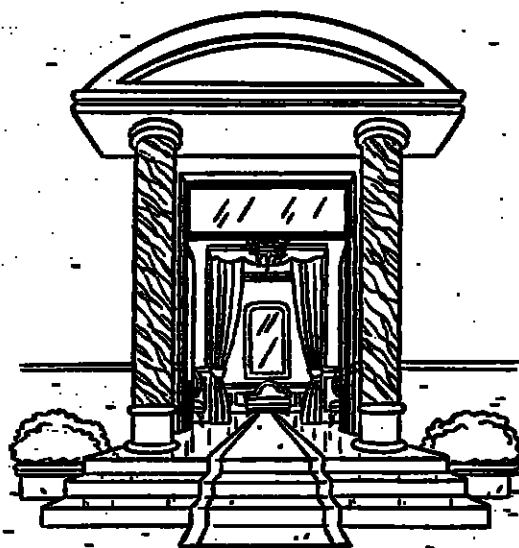
L'accueil.



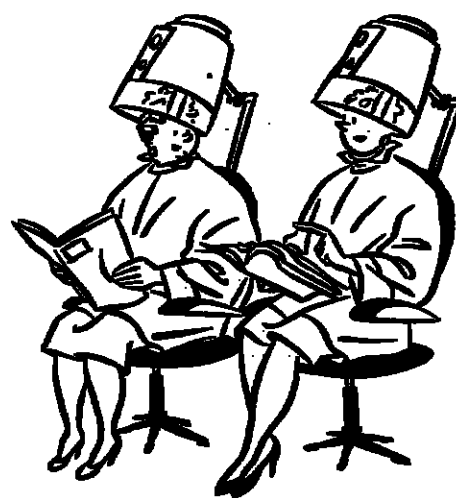
Le flair.



La tradition familiale.



Le cadre.



Les conseils d'une amie.

SI VOUS ATTENDEZ PLUS D'UNE BANQUE,
TOURNEZ LA PAGE.

**VOUS POUVEZ AUSSI CHOISIR
VOTRE BANQUE SUR UN CRITÈRE QUI
A DÉJÀ FAIT SES PREUVES :
"EST-CE QUE J'EN AI POUR MON ARGENT?"**

COMPAREZ LES PRIX

*Depuis quelque temps, vous pouvez plus facilement
prendre connaissance – par affiche ou dépliant – des tarifs
de 25 produits et services bancaires les plus indispensables :*

*virement, gestion d'un portefeuille titres,
taux d'intérêt des crédits...*

*Vous pouvez constater que les prix diffèrent
d'une banque à l'autre.*

COMPAREZ LA QUALITÉ

*Si la concurrence joue sur les prix,
elle joue aussi sur la qualité du service et du conseil.*

Ils sont différents selon les banques.

Vous pouvez juger.

De plus en plus, la banque est le cœur de l'économie.



Le Monde

BICENTENAIRE

Renouveler l'idée de démocratie

Un entretien avec Daniel Cohn-Bendit (*)

Symboles 1789
La guillotine
par Jacques REVEL (*)

VICTOR HUGO, en 1820 : « Pour nos pères, la Révolution, c'est la plus grande chose qu'il ait pu faire le génie d'une Assemblée... Pour nos mères, la Révolution, c'est la guillotine. » La guillotine est plus qu'un symbole. Elle est, pendant deux ans, de 1792 à 1794, inséparable d'une forme politique qui s'épure en même temps qu'elle se fait plus impérieuse. Avant de devenir l'instrument de la peur, la guillotine a d'abord été une innovation humanitaire et rationnelle. Lorsque le docteur Guillotin propose à l'Assemblée de réformer les exécutions, il s'inscrit dans une tradition déjà nourrie de réflexion sur la peine capitale. Son propos reste modeste. Il entend substituer à l'exécution des châtiments d'Ancien Régime un mode de mise à mort qui soit le même pour tous, efficace, rapide, et, si possible, débarrassé de la dramatisation qui s'attachait aux supplices traditionnels. Bref, une mort simple et propre.

Pour le reste, Guillotin n'est nullement l'inventeur de la machine à laquelle son nom reste associé, et qui d'ailleurs était en usage dans plusieurs pays d'Europe depuis le seizième siècle. C'est le docteur Louis, secrétaire perpétuel de l'Académie de chirurgie, qui est chargé, au printemps 1792, de dresser en technicien les plans de celle que l'on appelle parfois aussi la « Louisette ». Entre-temps, l'Assemblée a décidé, après un long débat, de conserver la peine de mort et que tout condamné aura la tête tranchée.

La machine est inaugurée le 25 avril 1792 pour l'exécution d'un droit commun en place de Grève. Élégante, géométrique, elle fait merveille. Et pourtant elle déçoit son public. Il n'y a plus grand-chose à voir, désormais, au spectacle de la mort. Tout est trop simple, trop assés, trop rapide.

De ce triomphe mécanique, un malaise naît, en outre. Quoi ? La mort pourrait n'être que cela ? Guillotin avait vu dans cette instantanéité de la décapitation le premier mérite de sa réforme : « La tête vole, l'homme n'est plus. » A l'épreuve de la pratique, cette efficacité engendre une inquiétude. Ne réduit-elle pas le corps-au-corps, en tranchant sans appel dans du vivant ? L'assurément qui devait humaniser le passage la rend impensable, partant insupportable.

Comme l'a rappelé Daniel Aron, la mort soudaine des suppliciés est à l'origine d'un vaste débat métaphysique sur les rapports du corps et de l'âme. Elle nourrit aussi toute une série de fantasmes promus à un bel avenir : la conscience ne survit-elle pas à la chute du cou ? Le condamné ne peut-il être le spectateur de sa propre mort ? On interroge les têtes coupées, on scrute les signes d'une reconnaissance.

Très vite, la guillotine devient aussi une machine de gouvernement. Les premières exécutions politiques ont lieu après le 10 août 1792. L'échafaud est alors durablement installé dans Paris. Mais c'est la mort de Louis XVI qui lui donne son vrai statut. Le 21 janvier 1793, la guillotine cesse d'être l'instrument de la loi pour en devenir l'incarnation prééminente. Du corps sacré du roi, décapité, à la mécanique qui impose à chacun la volonté collective, un transfert de sacré s'opère. La haute silhouette baigne surplombe Paris, qu'elle rassure et menace tout ensemble. Elle résume dans son fonctionnement les principes du gouvernement révolutionnaire, qui deviendront en essence ceux de la Terreur : ceux d'une politique dont la volonté et la rationalité ne seraient pas celles d'individus, mais s'imposeraient d'elles-mêmes, abstraitement. Mme de Staël l'a dit, lumineusement : « La guillotine rassemble à l'effort instrument qui donnait la mort : on y voyait la hache plutôt que la main qui la faisait mouvoir. »

La machine peut-elle encore s'approprier ? Une gravure de l'an III donne à voir Robespierre, au milieu d'une forêt de guillottes, « guillotinant le bourgeois après avoir guillotiné tous les Français ». La redondance du thème et des mots suggère l'embellissement d'un système qui se gouverne seul et dont l'incorruptible doit être la dernière victime. Le spectacle abstrait de la loi et de la vertu atteint pourtant très vite ses limites. L'échafaud où l'on exécute la volonté du peuple attire la foule, qui vient assister à la justice égalitaire rendue en son nom. C'est le revanche de la passion, dont on avait voulu débarrasser les victimes de son propre succès. Elle n'a pas su tenir son rang. La guillotine est à son tour promise à l'infamie.

(*) Jacques Revel a notamment publié *Logiques de la force. L'affaire des événements de Paris, 1792-1793*, Hachette, 1988, (avec A. Farge). Voir aussi *La Grande Peur de 1789*, de Georges Lefebvre, A. Colla, 1988.

Daniel Cohn-Bendit, quarante-quatre ans, a été installé le 15 juin dans ses nouvelles fonctions : adjoint au maire de Francfort-sur-le-Main, chargé des questions multiculturelles. La peinture de son bureau est à peine sèche, et l'ancien leader de la révolte étudiante de 1968 ne cache pas sa jubilation de se trouver ici, à la tête d'une administration qui fut, jadis, l'objet de ses attaques et de sa dérision.

« La célébration de deux cent-trente ans de la Révolution française a relancé le débat sur les rapports de la révolution et de la démocratie. Pensez-vous que les événements qui se sont produits il y a deux siècles ont une importance pour votre action et votre réflexion d'aujourd'hui ? »

« Il y a un quiproquo fondamental lorsque l'on dit que la Révolution française a inventé la démocratie. La démocratie est une idée qui a fait son chemin dans l'histoire, et il y a eu des moments d'invention : la Magna Charta en Angleterre, la Révolution américaine, etc. Ce qui est fondamental pour moi dans la Révolution française, c'est qu'elle a affirmé l'idée que ce sont les peuples qui font l'histoire, et que celle-ci n'est déterminée ni par un Dieu ni par je ne sais quel être extraterrestre. »

« Ces idées de la Révolution française avaient une vocation universelle. Nous sommes ici en République fédérale, une jeune démocratie à peine quinquagenaire. Pensez-vous que les valeurs issues de la Révolution française sont adaptables à un pays comme la RFA ? »

« Il y a dans tous les pays un problème d'adaptation des principes issus de la Révolution, liés à l'histoire et au contexte social du pays. L'Allemagne aujourd'hui est un pays qui n'a ni plus ni moins de problèmes que les autres avec la démocratie. Il y a des couches sociales, des secteurs politiques qui ont des problèmes avec la démocratie, et ce en ce sens l'Allemagne se trouve en parfaite concordance avec d'autres pays comme la France, l'Angleterre, etc. »

La tentation de l'autoritarisme

« Il n'y a pas si longtemps, dans les années 70, vous critiquiez vivement la RFA pour son déficit démocratique. Les interdictions professionnelles étaient l'exemple le plus souvent cité. En devenant un politicien établi dans un parti établi - les Verts - avez-vous modifié votre point de vue ? »

« Les critiques que l'on formulait à l'époque n'étaient pas exagérées. Une partie de la société allemande a réagi alors à des phénomènes sociaux qui étaient inadéquats à l'idée de démocratie. »

Ce qui me dérangeait alors dans les critiques formulées vis-à-vis de la RFA par certains intellectuels français, c'était le sous-entendu que « l'âme allemande » réapparaîtrait sous ces procédés antidémocratiques. Pour moi, un Etat qui a des problèmes a toujours la tentation de se structurer de manière autoritaire.

« Ce qui s'est passé en 1969, lorsque Willy Brandt a pris le pouvoir avec son fameux mot d'ordre « Oser plus de démocratie », c'est que, par peur de n'être pas en mesure de maîtriser la situation, il a pris à contre-pied son propre mot d'ordre. C'est un problème classique des sociaux-démocrates au pouvoir : lorsqu'ils sont attaqués par la droite, ils se croient obligés de démontrer qu'ils sont de meilleurs patriotes, de meilleurs administrateurs et surtout des penseurs de l'Etat tout-puissant, et ainsi ils prennent à contre-pied leurs propres idées de démocratie. »

« Lorsque en 1968 vous avez quitté la France pour des raisons indépendantes de votre volonté, vous vous êtes installé à Francfort au sein d'un mouvement politique qui se définissait comme l'opposition extraparlamentaire. Depuis, avec l'apparition des Verts, cette mouvance a fait son entrée dans les institutions. L'opposition extraparlamentaire jugait que l'important c'était les mouvements sociaux ; aujourd'hui les Verts dans le Parlement jouent le jeu de la démocratie représentative. Comment expliquez-vous cette évolution ? »

« Je continue de penser que, pour le vécu de la démocratie, les mouvements sociaux, les discours sociaux, sont fondamentaux pour l'existence d'une vie démocratique. Le fait que le parti des Verts soit maintenant partie prenante du gouvernement, dans des villes ou des régions aujourd'hui, à l'échelon fédéral peut-être demain, ne contredit pas cela : il faut néanmoins que nous trouvions un nouveau rapport entre la vie démocratique quotidienne et l'administration de cette démocratie au quotidien. »

« Aujourd'hui, les Verts ne sont pas l'avant-garde des mouvements sociaux à l'intérieur de l'administration, mais leurs représentants au sein des gouvernements ont une sensibilité à ces mouvements ; donc ils comprennent ou devraient comprendre l'opposition qui existera toujours entre gouvernants et gouvernés. Il faut permettre le développement de structures qui puissent gérer cette contradiction. »

« Cela signifie quoi concrètement ? »

« Prenons l'exemple du nucléaire. Le schéma habituel de la démocratie fonctionne de la manière suivante : une majorité décide quelque chose ; si les gens ne sont pas d'accord, ils peuvent

élire quatre ans plus tard une nouvelle majorité qui prendra d'autres décisions. Avec le nucléaire, ce n'est plus possible. Une fois que l'on a une centrale nucléaire, même si on décide de la fermer, la machine est en route pour cent, cent cinquante ans ou plus à cause

pour l'introduction de processus irréversibles au niveau municipal.

« Est-ce cela, la nouvelle manière de faire de la politique dont les Verts se prévalent ? »

« C'est une nouvelle manière de faire de la politique et aussi une

deviement de plus en plus techniques, la tâche des hommes politiques, c'est de les formuler de telle façon qu'il puisse y avoir un dialogue et une confrontation sociale. Si on n'est pas capable de traduire la technicité en un langage politique social, il faut faire autre chose... »

« Un autre aspect de la démocratie moderne est celui que l'on désigne du nom de médiatisation. Le pouvoir des médias produit un autre type d'homme politique, comme en France le phénomène Tapie. Cela vous paraît-il dangereux ? »

« Là encore je suis prudent, parce que l'on peut aussi estimer que la médiatisation de la vie politique peut être un moyen d'initier un dialogue. Cela ne me gêne pas s'il y a une « tapisation » de la vie politique, si les autres se dirigent vers une autre tendance. Cela correspond aussi au développement de la société. Je suis contre la liaison antidémocratique des hommes politiques qui, dès qu'ils ont formulé une phrase, courent vers la première caméra. La politique a besoin des médias et réciproquement. Les médias ont un rôle autonome de critique sociale, c'est très bien comme cela. »

« La démocratie a beaucoup à faire pour s'imposer dans le monde. Ne sentez-vous pas une certaine impuissance des démocraties occidentales à aider les peuples qui veulent se libérer du joug totalitaire ? Ne commentez pas d'innombrables petits Minsch au nom de la raison d'Etat ? »

« On ne peut pas en même temps avoir une conscience démocratique et agir selon le mot d'ordre que les affaires, le commerce, prennent tout. Je prends un exemple : nous sommes des démocrates et nous disons : il faut que les pays du tiers-monde remboursent la dette. Tout le monde sait que le prix de l'insaturation de la démocratie en Argentine ou au Brésil vaut que l'on raye la dette de ces pays. Il faut dire : nous sommes pour une ouverture de ces pays vers le monde sur la base d'un minimum de démocratie et de respect des droits de l'homme. Cela vaut aussi bien pour l'Est que pour l'Ouest. »

« Dans ces conditions, nous pouvons intervenir sans ambiguïté. Ainsi, une de nos premières décisions, à la municipalité de Francfort, a été d'annuler une Semaine chinoise organisée avec la ville de Canton, à laquelle nous sommes jumelés. Il n'est pas question de faire aujourd'hui un petit jeu officiel avec les Chinois. Il faut isoler politiquement et économiquement les pays antidémocratiques, l'Afrique du Sud comme la Chine. »

Propos recueillis par LUC ROGENZWEIG.

(*) Adjoint au maire de Francfort (écologiste).



du problème des déchets. Ainsi, on prend aujourd'hui des décisions qui ne peuvent pas être remises en cause par une opposition prenant le pouvoir...

manière d'introduire à une plus vaste échelle tout ce que nous avons expérimenté comme critique dans les années 60.

Un moyen d'initier un dialogue

« Un autre aspect de ce renouvellement de la vie démocratique est celui, fort débattu par les Verts, de la « professionnalisation » des hommes et des femmes politiques. Ne pensez-vous pas qu'un raisonnement de ce genre pose des problèmes posés par la gestion de la cité aujourd'hui une certaine professionnalisation est inévitable ? »

« Je ne le nie pas. Mais il faut remettre en cause le statut de l'homme ou de la femme politique *ad vitam aeternam*. Entre le vieux discours des Verts exigeant la rotation après deux ans d'exercice de mandat et le statut de l'homme politique à vie, il y a encore une discussion à développer. Mais, même si les problèmes politiques

TF 1-«LE MONDE» : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

Boris Eltsine : « Il faut humaniser les rapports dans chaque société »

En collaboration avec TF1, le Monde publie les réponses à trois questions posées aux responsables politiques. Aujourd'hui, M. Boris Eltsine, député de Moscou, membre du Soviet suprême.

« Qu'est-ce que la Révolution française a apporté au monde ? »

« Ce n'est pas par hasard que nous appelons la Grande Révolution, car elle a influencé tous les processus démocratiques et révolutionnaires dans le monde entier. Pour la première fois, on a affirmé - dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen - les principes éternels de la liberté : celle de l'individu, de la presse, liberté de parole, de conscience, de sécurité pour chacun, le droit de lutter pour défendre ses droits... Ces principes ont été à la base de toutes les démocraties occidentales, et ils continuent de l'être. Il n'y a donc aucune raison d'appeler, comme on le fait souvent chez nous, la démocratie occidentale

« démocratie pourrissante », car elle repose justement sur ces principes proclamés par la Grande Révolution française. »

« Qu'est-ce que la Révolution française a apporté plus précisément à votre pays ? »

« D'abord, elle a fortement démocratisé les processus d'évolution du dix-neuvième siècle : ce sont notamment les réformes de Catherine II, et bien sûr toutes celles qui ont suivi 1812 ; c'est également l'éducation de la partie progressiste de l'intelligentsia du pays, selon les principes de la Révolution française et de sa culture, de la liberté, et la démocratie. La deuxième étape, c'est la tentative de libéralisation de l'Etat à partir d'Alexandre I^{er}. Par exemple, la fin de la censure, la création de l'Université de Tharokovo-Selo, en 1811, le professeur et philosophe Moussine prononçant son discours devant le tsar sans citer une seule fois son nom, et

l'empereur le remercia en le décorant de l'ordre de Vladimir. »

« Il s'est donc produit une libéralisation qui, ensuite, bien sûr, conduisit aux événements de 1917, à la révolution socialiste. Et de nombreux principes du socialisme s'inscrivent dans les idées de la Révolution française. »

« Faut-il, à l'aube de l'an 2000, lancer un nouveau message universel ? »

« Bien qu'il soit difficile de prédire l'avenir, je pense qu'effectivement il faudrait proclamer un message d'humanisation : humanisation des rapports au sein de chaque société et entre les sociétés de la communauté mondiale. On devrait également proclamer le principe du niveau le plus bas d'armement pour la sécurité de chaque Etat et celui de la transparence maximum des frontières entre tous les Etats. »

Propos recueillis par ULYSSE GOSSET.

Il y a deux cents ans

« La Révolution est consommée et l'autorité royale anéantie »

Ivan Simoline (1720-1789), diplomate de carrière, fut ambassadeur en France de 1765 à 1782. Il mena les pourparlers qui se sont achevés par la signature d'un accord franco-russe en 1787 sur le commerce et la navigation maritime. En 1782, il était rappelé tout en conservant sa fonction. Les années suivantes il fut agent diplomatique auprès des forces armées de la coalition anti-française, en Belgique et en Allemagne.

Paris du 8 au 19 juillet 1789. Extraits d'une dépêche de M. Simoline, envoyé de Russie près le Roy de France, adressée au vice-chancelier, comte Osterman.

« La Révolution, en France, est consommée et l'autorité royale anéantie. La rébellion de la ville de Paris, à laquelle les esprits paraissent avoir été préparés, a éclaté le lendemain du départ de M. Necker. Elle n'a fait qu'accroître les jours suivants, comme Votre Excellence le verra par ce journal, c'est-à-dire, de ce qui

s'est passé depuis samedi jusqu'à vendredi (...). Cette insurrection a été accompagnée de massacres qui font frémir, et les circonstances prouvent l'innocence de plusieurs victimes (...).

« Le soir, ces têtes ont été plantées au jardin du Palais Royal, et les femmes et les enfants ont dansé autour, poussant des regrets qu'il n'y en avait pas mille. On mit à prix les têtes de M. le comte d'Artois, du prince de Lambesc et de Madame la duchesse de Polignac (...).

Bicentenaire

Les dispositions pratiques pour les cérémonies et le sommet des Sept

Paris en état de fête

La semaine « folle » a commencé dans la capitale, et les Parisiens ne s'en sont pas encore véritablement aperçus. Pour un certain nombre d'entre eux, la célébration du Bicentenaire avait pris le tour d'une inquiétude majeure sur les problèmes de circulation et de stationnement. Le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, a de nouveau été invité à donner, lundi 10 juillet, des précisions devant le Conseil de Paris sur son plan, qu'il a déclaré « assumer complètement ».

Certains Parisiens ayant visiblement préféré fuir devant « l'apocalypse » annoncée, la circulation a été particulièrement fluide dans la capitale

en début de semaine. Les prophéties alarmistes, renforcées cette fois par l'annonce de la fermeture du Musée du Louvre jusqu'au 16 juillet, ont eu un autre effet : des tours-opérateurs ont craint que les autocars ne puissent traverser Paris et ont purement et simplement annulé leur circuit cette semaine. Résultat, selon le syndicat français de l'hôtellerie : le taux d'occupation des hôtels parisiens ne dépasse pas 50 à 60 % pour le mois de juillet. Pour la période du 12 au 16 juillet, il reste encore un grand nombre de chambres, surtout dans les neuvième, dixième, douzième arrondissements et près des portes de la capitale.

Entouré de M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du Bicentenaire, de M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat chargé des transports, et de M. Pierre Verbrugghe, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a inauguré, lundi, un nouveau PC « informations services » qui fonctionnera durant toutes les festivités. Installé dans les locaux du Théâtre Renaud-Barrault, jouxtant les Champs-Élysées, le PC est le fruit de la collaboration des services du ministère de l'intérieur (circulation, transmissions, police de l'air et des frontières, information

et relations publiques), de la RATP et de la SNCF.

Vers lui convergeront les informations disponibles sur l'état de la circulation à Paris et en régions parisiennes et, plus généralement, sur tout ce qui est susceptible d'intéresser les spectateurs de la fête. Ce PC a pour fonction de transmettre à la presse, quasi instantanément, par télex, téléphone, bulletins d'informations et téléx, l'ensemble de ces renseignements. Une soixantaine de personnes y travailleront, quasiment vingt-quatre heures sur vingt-quatre à partir du 13 juillet.

La nouvelle salle de commandement de la préfecture de police

Tout voir, tout prévoir

L'idée était ancienne, mais le Bicentenaire et le sommet des Sept auront été un « accélérateur » exceptionnel : en quelques mois, pour faire face aux difficultés que soulèvent ces deux événements, la préfecture de police de Paris s'est offert une nouvelle salle de commandement dotée des derniers perfectionnements de l'électronique. Plus tard viendra le tour de la salle de circulation qui, contiguë à la précédente, règle le flux automobile dans les rues de Paris.

Située dans les sous-sols bétonnés et ingubres de la préfecture, dans l'île de la Cité, derrière un sas de sécurité surveillé par des caméras de télévision, la salle de commandement centralise toutes les informations sur l'état des forces de police disponibles sur le terrain. Les simples patrouilles comme les grosses unités, lors notamment d'opérations de maintien de l'ordre, rendent compte en permanence à la salle de commandement. De là les spécialistes de la direction de la sécurité publique, entourés des officiers de liaison de la gendarmerie et des CRS, observent la progression d'un cortège officiel comme l'importance d'un rassemblement. De là aussi, partent les ordres lorsqu'il s'agit d'écarter ou de disperser une manifestation. La salle de commandement voit tout, doit tout voir.

Les quelques soixante-dix caméras réparties dans la capitale (au sommet des monuments, aux carrefours importants, aux alentours des bâtiments officiels les plus sensibles) tournent en permanence ; les policiers de la sécurité publique lui rendent compte par radio de toutes leurs initiatives.

Jusqu'à ces derniers jours, la salle de commandement était organisée autour d'une vaste table sur laquelle était collée un plan de Paris au 1/5000. Une image classique de « Kriegspiel » : installé devant la table, un commissaire de l'état-major de la sécurité publique pousse

à l'aide d'un ratelier de bois des figurines qui symbolisent les forces de police en cours d'opération. Vers lui convergent toutes les informations disponibles, transmises par la radio ou la télévision par les gardiens qui l'entourent, installés devant un micro en liaison avec les unités.

La nouvelle salle de commandement est désormais organisée autour de deux écrans de télévision de 1 mètre de diagonale, qui seront aux mêmes hauteurs remplacés par un écran unique, de 2 mètres sur 3. Fabriquée aux Etats-Unis, cette coûteuse merveille technologique - il n'en existe que deux autres exemplaires, au Pentagone et à l'état-major de l'armée de l'air américaine - remplacera la carte d'état-major classique. Cet écran de haute définition est l'élément le plus visible d'un système d'aide à la décision intégrant bases de données et outils de télécommunication.

Râtelier de bois et petites figurines

Conçu par la Préfecture de police en collaboration avec Alcatel, le système fait apparaître sur l'écran, en quelques secondes, la carte d'importance quel quartier de Paris. Ce dernier peut, à son tour, être découpé en plusieurs sous-quartiers, un morceau étant isolé et les autres disparaissant ; à volonté s'affichent ou s'effacent, sur un plan d'une finesse remarquable, les noms de rues, les lignes de métro et les bouches des stations, les passages souterrains et leur hauteur, les bâtiments importants - bâtiments officiels, représentations diplomatiques, lieux de culte, théâtres, etc. - sélectionnés selon de multiples critères, et même les bouches d'égout.

Complète à une base de données, la recherche d'un bâtiment sur le plan fait apparaître sur un écran voisin son descriptif (nombres d'étages,

mesures de sécurité habituelles, voies d'accès voisines, etc.) et, sur un autre écran, les photos aériennes du bâtiment ainsi que différents angles et accompagnées d'éventuelles incrustations qui apparaissent en commentaires. Comme nous avons pu le constater, les bâtiments du Monde, comme ceux d'autres journaux, font partie de la base de données. Tout Paris, les autoroutes qui en sortent et les aéroports sont ainsi en cours d'archivage sur supports magnétiques et vidéo-disques. La base cartographique, à elle seule, contient quinze millions d'unités d'informations et le fichier des bâtiments sensibles devrait, dans un an, lorsque sera terminée la saisie de toutes les données, rassembler trois mille références.

Mais la souplesse du système montre toutes ses capacités lorsqu'il s'agit de faire évoluer des forces de police lors de manifestations ou de cérémonies officielles. Rapidement apparaissent sur l'écran les unités en service, leurs indicateurs et leurs paramètres administratifs, le plan prévu, les modifications possibles en fonction de l'évolution de la situation, les barrages mis en place. Le système prévoit, propose des solutions et des mouvements, en gère les conséquences. Cette intervention policière assistée par ordinateur est enregistrée durant tout le déroulement de l'événement. En cas de « pépin », il sera ainsi possible de revoir le film et de détecter l'erreur.

Opérationnel depuis une quinzaine de jours, le nouveau système de commandement ne sera utilisé qu'avec modération lors de ces prochains jours. De fait, toutes les cérémonies du Bicentenaire et du sommet seront gérées « à l'ancienne », devant le plan classique, avec râtelier de bois et petites figurines. Les données ne seront mobilisées qu'après, lorsque les chefs d'état auront quitté Paris. Préfète préfère...

GEORGES MARION

Une semaine dans la capitale

• Mercredi 12 juillet : Arrivée de chefs d'Etat.

• Jeudi 13 juillet : Arrivée de chefs d'Etat.

• 12 h : célébration des Droits de l'Homme sur le parvis du Trocadéro (cérémonie réservée aux chefs d'Etat et de gouvernement et aux deux cents invités du président de la République qui ont « fait progresser les Droits de l'Homme dans le monde »).

• 19 h : inauguration de l'Opéra Bastille : soirée de prestige, spectacle de Bob Wilson, sous la direction de Georges Prêtre, avec Jane Anderson, Teresa Berganza, Plácido Domingo, Barbara Hendricks, Ruggero Raimondi.

• Soirée : dîner de gala au Musée d'Orsay.

• 21 h : grands bals traditionnels de la mairie de Paris, place Gambetta (20^e arrondissement), place

d'Italie avec André Verchuren (19^e), place du Havre (gare Saint-Lazare), porte d'Auteuil avec Aimable et place de la Bastille avec Yvette Horner.

• Bais des sapeurs-pompiers dans les casernes parisiennes.

• 22 h 30 à l'aube : Grand bal des libertés place de la République, avec, notamment, Manu Dibango et Zouk Machine.

• Vendredi 14 juillet : 10 h 30 à 11 h 45 : défilé militaire sur les Champs-Élysées ; thème : « L'Armée et la nation ».

• Fin de la matinée : garden-party à l'Élysée et déjeuner des chefs d'Etat.

• 17 h : réception des chefs d'Etat des Sept à la Pyramide du Louvre et concert gratuit à l'Opéra Bastille : « Te Deum » de Berlioz.

• 21 h 40 à minuit : de l'Etoile à la Concorde, grand opéra-ballet la

Marseillaise, conçu par Jean-Paul Goude, avec 6 000 participants français, américains, britanniques, sénégalais... L'hymne national sera chanté par Jessye Norman et plusieurs centaines de choristes.

• Minuit : double feu d'artifice à la Concorde et à l'Etoile.

• Samedi 15 juillet : A la Défense : sommet des Sept (jusqu'au lundi 17).

• 22 h 20 : jardin du Trocadéro, gigantesque feu d'artifice de la Ville de Paris sur le thème de la naissance du drapeau français (40 minutes).

• Lundi 17 juillet : Départ des chefs d'Etat.

• Mardi 18 juillet : 18 h : inauguration de la Grande Arche de la Défense, qui sera ouverte au public le lendemain avec une exposition : « La traversée de Paris ».

Comment se déplacer ?

La RATP devra fermer certaines stations de métro et déplacer des arrêts de bus au cours de la semaine. En revanche, elle fera circuler des rames toute la nuit du 14 juillet, réalisant, selon ses responsables, « une véritable première dans l'histoire de l'entreprise : l'appel à des volontaires ».

Voici les principales modifications de service (pour tout renseignement plus précis sur les bus, métros et le RER, voir le numéro du Centre d'informations téléphoniques) :

• Du mercredi 12 au jeudi 17 juillet : 9 lignes de bus (24, 72, 94, 52, 68, 73, 84, 42 et le Noctambus A) seront déviées ou auront leur terminus déplacé.

• Les 13, 14 et 15 juillet : Certaines stations de métro seront fermées pendant quelques

heures : Trocadéro et Bastille le 13 juillet ; Charles-de-Gaulle-Etoile, Concorde, Tuileries, Franklin-Roosevelt, Champs-Élysées-Clemenceau, George-V, Madeleine, Palais-Royal, Musée-du-Louvre et Assemblée-Nationale le 14 juillet ; Passy, le 15 juillet.

• Du 12 au 15 juillet : Des navettes gratuites desserviront les parkings spéciaux qui sont mis à la disposition des automobilistes dans les principales voies du bois de Boulogne et du bois de Vincennes, dans l'hippodrome de Longchamp (5 000 places) et dans celui de Vincennes (3 000 places). Ces navettes fonctionneront de 7 h 30 à 1 heure du matin et, exceptionnellement, jusqu'à 3 h 30 du matin la nuit du 14 au 15 juillet.

• Nuit du 14 au 15 juillet : Sur toutes les lignes du métro le service sera prolongé d'une demi-heure, jusqu'à 1 h 45 (au lieu de 1 h 15 arrivée au terminus).

• La ligne A et la ligne B du RER prolongeront leur service toute la nuit sur certains tronçons.

• Cinq lignes de métro fonctionneront toute la nuit : 1 (Château-de-Vincennes - Pont-de-Neuilly) ; 2 (Nation - Porte-dauphine) ; 6 (Nation - Charles-de-Gaulle-Etoile) ; 9 (Mairie-de-Montreuil - Pont-de-Stevens) ; 12 (Porte-de-la-Chapelle - Mairie-d'Issy).

• Il y aura quatre fois plus de Noctambus à la fréquence d'une toutes les 15 minutes au départ du Châtelet. Mais le Noctambus A (la ligne des Champs-Élysées) sera fermé toute la nuit.

L'ensemble des transports parisiens seront gratuits le 14 juillet et dans la nuit du 14 au 15 jusqu'à 5 h 30.

La SNCF a décidé de renforcer son service sur ses lignes de banlieue le 14 juillet. Ce jour-là, le service assuré sera celui des dimanches

mais toutes les rames seront doubles ou à deux niveaux. Dans la nuit du 14 au 15, le service sera prolongé par des trains omnibus sur toutes les lignes RER qui dépendent de la SNCF jusqu'à 3 heures (3 h 2 à 3 h 35 selon les lignes). Le 15 juillet, le service sera celui des samedis. Dans la nuit du 15 au 16 juillet, sur la ligne C du RER, les trains circuleront jusqu'à 2 heures, à raison d'un train toutes les vingt minutes dans chaque sens. La gare du Musée d'Orsay (ligne C du RER) sera fermée du jeudi 13 juillet à 18 heures au samedi 15 à 16 heures.

SERVICE « BATOBUS ». - Un système de navettes fluviales a été mis en service lundi 10 juillet. Il fonctionnera jusqu'au 17 juillet inclus. Trois bateaux desserviront, toutes les trente-cinq minutes, de 10 heures à 19 h 35, les trois escales Bois-de-Boulogne, Stèves et Ile-aux-Cygnes, près du pont de Bir-Hakeim. Tarif : 5 F. Gratuit pour les enfants de moins de quatre ans. Des parkings sont prévus près des escales de banlieue et Bois-de-Boulogne.

TAXIS. - Deux syndicats de taxis parisiens ont décidé, à leur façon, de célébrer le Bicentenaire. Le syndicat FO, qui regroupe environ 2 000 adhérents sur les 14 000 chauffeurs parisiens avait lancé un mot d'ordre de grève, deux heures par jour dans la capitale, du 10 au 16 juillet, mais le finalement annulé. La fédération des artisans taxis a, pour sa part, annoncé avoir obtenu du ministère des finances l'application du tarif dimanche et jour de fête pour toute la période du mercredi 12 au dimanche 16 inclus. L'augmentation sera de 15 % par rapport au tarif normal, la prise en charge et l'heure d'attente demeurant inchangées, mais le prix du kilomètre passant de 2,58 F à 4,02 F.

Circulation et stationnement

Devant le Conseil de Paris, lundi 10 juillet, le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe, a donné quelques précisions sur le plan de circulation et de stationnement dans la capitale pendant la semaine. Il a confirmé que, les chefs d'Etat arrivant pratiquement tous à Orly, seuls le tronçon ouest-du périphérique et les voies montantes seront fermées « ponctuellement » lors du passage des cortèges du 11 au 13 juillet, puis du 15 au 17 juillet. Au cours de l'après-midi du jeudi

13 juillet, la voie sur berge rive droite sera fermée mais la voie haute restera ouverte à la circulation.

Aucune restriction ne s'imposera aux piétons ni aux deux-roues, sauf le 14 juillet où « c'est une mesure traditionnelle qui les empêche de prendre la rue de Rivoli ».

Enfin, le préfet de police a expliqué que des panneaux de stationnement interdit ont été posés, masqués, dans le « grand périmètre A ».

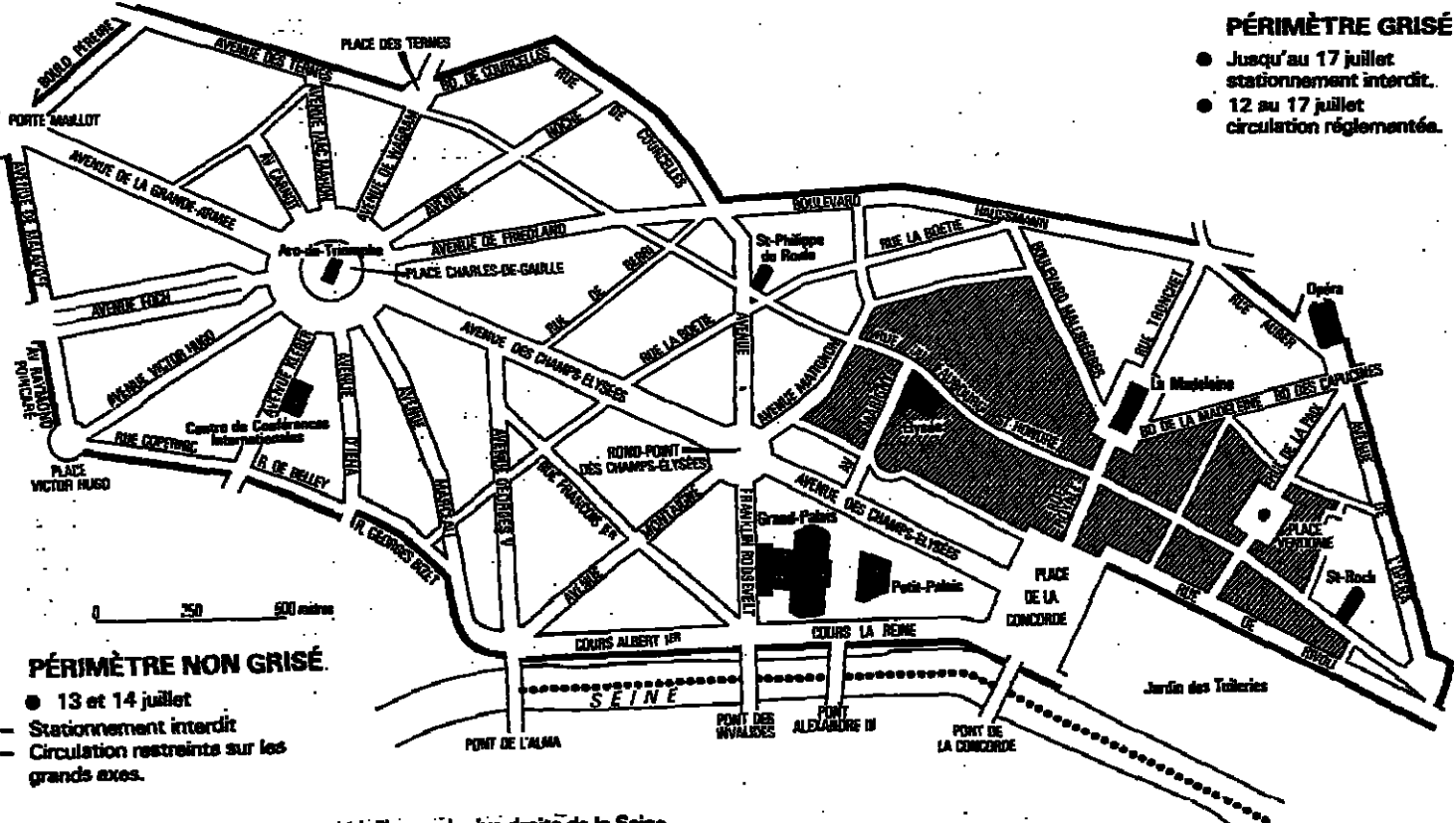
Il ne seront déviés que si le besoin s'en fait sentir, l'affluence exacte, en particulier pour la grande parade sur les Champs-Élysées, le soir du 14 juillet, étant, a-t-il déclaré, difficile à évaluer pour l'instant.

La carte que nous publions illustre les périmètres dans lesquels la circulation et le stationnement sont réglementés. Dans le « grand périmètre A » (non grisé), de la porte Maillot aux Tuileries, qui englobe les Champs-Élysées, le stationnement sera interdit des 13 et 14 juillet. Dans le « petit périmètre B » (grisé), autour de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, le stationnement a été interdit dès le lundi 10 juillet ; il le sera jusqu'au lundi 17 inclus ; la circulation sera réglementée, certains sens inversés ; les riverains, riveraines, etc. qui voudraient y accéder peuvent encore demander un laissez-passer dans les commissariats des 1^{er} et 8^e arrondissements.

PÉRIMÈTRE GRISÉ

• Jusqu'au 17 juillet : stationnement interdit.

• 12 au 17 juillet : circulation réglementée.



• • • Acoustage interdit les 13 et 14 juillet sur la rive droite de la Seine.

Quelques numéros de téléphone utiles

RATP : 43-46-14-14 ou Minitel 36-15 RATP.
SNCF : tous les jours, de 7 h à 23 h : 45-82-60-60.
Circulation routière, n° vert : 06-00-63-06 ; Minitel 36-15 Route ou magazine Antiope.
Centre d'informations routières : 48-94-33-33. Ile-de-France centre : 48-99-33-33 ; chambre de commerce et d'industrie, de 9 h à 18 h : 05-39-93-99.
Objets perdus : 45-31-14-90.
Les préfectures : Les Halles, de 8 h à 20 h : 42-21-44-63 ; Bercy, de 6 h 30 à 20 h 30 : 43-46-69-38 ;

Mouchette, de 8 h à 20 h 30 : 43-20-65-24 ; Foch, de 8 h à 20 h 30 : 45-01-90-13 ; Pantin, de 6 h 30 à 20 h 30 : 42-00-70-98 ; Pouchet, de 6 h 30 à 19 h 45 : 42-63-37-58 ; Balard, de 8 h à 20 h : 45-54-20-31 ; Europe, de 6 h 30 à 20 h : 42-93-61-30 ; Taxis, taxis bleus : 42-02-42-02 ; La G7 : 47-39-47-39 ; Taxis Radio-Etoile : 42-07-41-41 ; Taxis Ile-de-France : 48-37-69-69.

Culture

La Très Grande Bibliothèque

Un avenir bancal

La décision de transférer à Tolbiac, dans la future Bibliothèque de France, les imprimés entreposés rue de Richelieu depuis 1945 provoque de sérieux remous.

Lorsqu'il fut annoncé, il y a quelques mois, que la TGB serait installée à Tolbiac et que la douzaine d'architectes choisis pour planifier la future bibliothèque devraient remettre esquisses et maquettes début août, la décision de déménager vers le nouveau centre tous les imprimés, depuis 1945, en laissant sur la rue de Richelieu, en attendant la fin de l'opération, les imprimés entreposés, a provoqué de sérieux remous.

La coupure est bien sûr au centre de ses interrogations. Krzyzstof Pomian, dans un article paru dans le *Le Monde* en 1985, ne voit pas la future Bibliothèque de France, coupée de son passé, comme à la Bibliothèque nationale, figée dans une fonction muséale. L'historien redoute que la TGB ne devienne ainsi « la Bibliothèque de la mémoire », et le BN, « une caravane » d'où l'on extrait des matériaux pour l'édification de sa rivalité. « Une fois cette perspective adoptée, soumet-il, le démembrement de la BN apparaît comme inévitable. » Pour éviter cette dramatique erreur, une seule solution : le transfert du département imprimés dans son entier, depuis la Bibliothèque de France, coupée de son passé, comme à la Bibliothèque nationale, figée dans une fonction muséale.

Une lettre ouverte des usagers

Les usagers, effectivement, se plaignent de ne pas avoir été consultés. « Le désappointement des utilisateurs est d'autant plus grand que le projet a été discuté et mis au point avec la plus grande discrétion à l'intérieur d'un groupe de travail dans lequel les représentants des usagers de la BN et les associations de lecteurs n'ont pas été convoqués », indiquent les présidents de l'Association des lecteurs de la BN et de la Société de défense des bibliothèques de France dans une lettre ouverte au président de la République. Celle-ci est signée par des chercheurs français et étrangers de toutes disciplines comme Gilles Deleuze, André Castelot, François Jacob, Paul Milieu, André Lwoff, Jean Fourastié ou Françoise Chameroy.

La date couverte est, à l'heure, remise en cause : dans la future Bibliothèque de France, « la situation qui sera ainsi faite à tous ceux qui déploient une activité de recherche sera plus mauvaise encore qu'elle ne l'est actuellement où, de fait, la BN ne dispose pas de moyens financiers à la hauteur de ses missions, mais rassemble au moins l'ensemble de la documentation dont elle dispose dans un espace unique. A cela il conviendrait d'ajouter que le partage des ouvrages au moment de l'installation de la nouvelle bibliothèque posera des problèmes énormes et coûtera infiniment plus cher que le déménagement pur et simple de l'ensemble des fonds ».

Appelés encore au président de la République qui, en dépit des fêtes du Bicentenaire, ressemble de plus en plus à Saint Louis sous son chapeau. Cette fois-ci, ils viennent de l'Institut. Cette nouvelle lettre à François Mitterrand est signée de Danielle Le Nan et de Nicole Simon, toutes deux conservatrices en chef à la BN. La

première au département des périodiques et la seconde à celui des entrées étrangères. Elles ont reçu le soutien de nombreux collègues. Pour elles aussi, la coupure chronologique retient la pire des solutions : « C'est un non-sens du point de vue de la démarche intellectuelle d'un chercheur, affirment-elles, et d'une telle difficulté de mise en œuvre à la BN même que nous risquons de cogiter avec l'opération. »

Casse-tête

Rue de Richelieu, sur une moindre échelle, le gène est déjà manifeste pour le lecteur expérimenté qui doit jongler avec deux départements voisins : celui des imprimés et celui des périodiques. On imagine le casse-tête quand le malheureux chercheur devra consulter un ouvrage dont la publication débordait la date charnière. L'*Histoire littéraire de la France*, par exemple, dont le premier volume date de 1814 et les derniers sont parus tout récemment. On quand il devra comparer les éditions différentes d'une même œuvre. Les *Mémoires de Saint-Simon* dans le texte présenté par Bouffé (1928) ou dans celui qui publie actuellement Yves Coirault.

En outre, affirment nos deux conservatrices, la coupure induit des dépenses considérables. Il va falloir acquiescer en double des ouvrages plus nombreux qu'on ne le pense. Parce qu'ils sont indivisibles, comme les encyclopédies, par exemple. Ou parce que ce sont des ouvrages de référence. Parmi eux (trente mille peuplent les salles d'usuels et d'imprimés), beaucoup sont uniques. Pas question de couper ces collections en deux selon un critère chronologique. Il faudra retrouver ces outils sur les deux sites. Donc les acheter quand ils sont disponibles (le prix de ces ouvrages est élevé, 400 F en moyenne) ou les reproduire quand ils sont épuisés. Il faut savoir, enfin, que le système de classement n'est pas, à la BN, chronologique, mais effectif en grande partie par formats et matières. C'est là un héritage du dix-neuvième siècle. Le repérage des livres demande à lui seul plus de cent mille heures de travail, et perturbera pendant de longs mois les recherches des lecteurs. Le déménagement global des douze millions de volumes, affirment les conservatrices, serait donc plus facile et moins coûteux que celui des trois à quatre millions de volumes sélectionnés selon le critère chronologique retenu. La TGB est une louable ambition, mais « si on ne fait pas attention, nous aurons deux bibliothèques bancalées, l'une qui penchera vers le passé et l'autre vers l'avenir », remarque Elizabeth Vilatte, directrice du service des acquisitions à la BN.

EMMANUEL DE ROUX.

CINÉMA

Deux disparitions

Le comédien Andrex

Le comédien Andrex est décédé lundi 10 juillet à Paris d'une infection cardiaque. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

[Andrex fut tout d'abord un chanteur de revue et d'opérette à l'Alcazar de Marseille. Il se rendit célèbre à Paris, au Concert Mayol, grâce à ses interprétations de *Rue de Lappe* et de *la Plus-Belle des Javies*. Au début des années 30, il découvre le cinéma, devient parolier, l'accent marseillais des héros de Pagnol. Il commence alors une carrière de comédien et incarne des rôles de petit truand ou de truand sans-culotte de Farinelli, Raimu, Michel Simon ou Arletty. Andrex a notamment joué dans *la Marseillaise*, de Jean Renoir, *Prio-Prac*, de Maurice Lehmann, *Hôtel du Nord*, de Marcel Carné, ou *Cromwell*, de Henri-Georges Clouzot. Il a effectué sa dernière apparition au cinéma dans *Cap Canaille* en 1982.]

Mel Blanc, la « voix » de Bugs Bunny

Mel Blanc, l'homme qui a prêté sa voix à Bugs Bunny, est mort lundi 10 juillet à Los Angeles. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

[Joueur de tuba à l'origine, Mel Blanc se rend compte de son don vocal et se lance dans la radio en 1927. Dix ans plus tard, il découvre le monde du cinéma. En cinquante ans de carrière, Mel Blanc a participé à huit cent cinquante films américains de la Warner Bros. Surnommé « l'homme aux mille voix », il a prêté sa voix à Bugs Bunny, Woody Woodpecker, Speedy Gonzales ou au tueur Duffy. Refusant de prendre sa retraite, Mel Blanc avait récemment incarné quatre personnages dans *Qui veut le poste de Roger Rabbit*, son dernier film.]

Communication

Les quotidiens régionaux face à l'appétit des groupes

Successions à la « une »

Les récents événements survenus à la Voix du Nord ou à l'Est républicain annoncent d'autres turbulences. La plupart des bastions de la presse quotidienne régionale, dirigés souvent d'une main de fer par des personnalités en place depuis la Libération, présentent aujourd'hui des remparts lézardés et des machicolons qui s'effritent. Périodiquement, des rumeurs de rachat affectent des titres comme le *Midi Libre* (Montpellier), *Nice-Matin*, la *Dépeche du Midi* (Toulouse) ou la *Montagne* (Clermont-Ferrand), aussitôt démenties avec vigueur par leurs dirigeants. Les groupes de communication, français ou étrangers, sont pourtant aux aguets. Cela conduit les quotidiens régionaux à réfléchir à leur passé et à préparer leur avenir.

Les récents événements survenus à la Voix du Nord ou à l'Est républicain annoncent d'autres turbulences. La plupart des bastions de la presse quotidienne régionale, dirigés souvent d'une main de fer par des personnalités en place depuis la Libération, présentent aujourd'hui des remparts lézardés et des machicolons qui s'effritent. Périodiquement, des rumeurs de rachat affectent des titres comme le *Midi Libre* (Montpellier), *Nice-Matin*, la *Dépeche du Midi* (Toulouse) ou la *Montagne* (Clermont-Ferrand), aussitôt démenties avec vigueur par leurs dirigeants. Les groupes de communication, français ou étrangers, sont pourtant aux aguets. Cela conduit les quotidiens régionaux à réfléchir à leur passé et à préparer leur avenir.

Un « front » régional

Ces derniers lorgnent avec intérêt sur deux journaux régionaux particulièrement sensibles. Le rachat d'une partie des 60 000 actions de la Voix du Nord par un groupe d'actionnaires mené par Gustave Manigier a été évité par la création d'un holding (le *Monde* du 5 juillet). Cependant, derrière l'opération, se profile l'ombre de Robert Hersant, présent dans la région avec son groupe Nord (Nord-Eclair et Nord-Matin). « Plusieurs des ouvriers et des cadres de ces deux journaux sont des petits porteurs de la Voix du Nord : la tentation de leur racheter leur part est inévitable », affirme un observateur. Mais on évoque aussi, à Lille, l'intérêt du

Des « prédateurs » à l'affût

Le premier des « prédateurs », et longtemps le seul, fut Robert Hersant. Il a su d'ailleurs user avec profit des disputes familiales, de l'éparpillement du capital des journaux, ou de leur mauvaise gestion, pour se tailler un véritable empire. Même si ses journaux traversent actuellement une phase difficile et enregistrent des records de baisse de vente, le « papyvère » ne désarme pas. Ainsi, il s'intéresse à la *Dépeche du Midi* (qui a adopté récemment son sup-

plément de programmes de télévision). Il est vrai qu'un des importants actionnaires du quotidien toulousain, écarté de l'exercice du pouvoir par « le roi Jean » (Jean Baylet), est devenu un salarié du groupe Hersant. Mais le patron du *Figaro* a d'autres cibles : le *Midi Libre*, par exemple, dans lequel il détient au moins 10 % des parts.

TITRES	Diffusion totale 1988	Evolution Diffusion 1987-1988 (%)	Evolution Diffusion 1982-1988 (%)
OUEST-FRANCE	763 195	3,41	7,51
LA VOIX DU NORD	374 020	- 1,84	1,65
SUD-OUEST	366 387	- 0,48	0,22
LE PROGRES	303 795	7,28	1,22
LE DAUPHINÉ LIBRE	294 200	- 15,23	- 27,50
LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST	268 171	- 1,24	- 4,75
NICE-MATIN	256 104	- 0,82	- 2,27
LA MONTAGNE	252 691	0,89	- 1,48
L'EST RÉPUBLICAIN	248 347	- 1,16	- 2,72
LA DÉPÊCHE DU MIDI	241 514	Chiffre 1987 non communiqué	- 4,94
DERNIÈRES NOUVELLES D'ALSACE	221 196	- 0,34	1,16
LE RÉPUBLICAIN LORRAIN	194 178	- 1,92	- 4,04
MIDI LIBRE	185 817	3,35	- 2,98
LE TÉLÉGRAMME DE BRESE	181 305	1,59	5,01
LE PROVENCAL	162 389	- 6,37	- 3,46
L'ALSACE	124 485	- 0,89	- 2,82
PARIS-NORMANDIE	119 295	- 3,72	- 13,05
L'UNION	118 322	- 2,49	- 12,60
LE COURRIER DE L'OUEST	108 423	0,89	- 4,31

Source : OJD (Office de justification de la diffusion).

Crédit mutuel. Celui-ci n'a jamais accepté d'avoir été écarté de la solution de reprise du *Courrier picard* d'Amiens au bénéfice du Crédit agricole. Le même Robert Hersant pourrait aussi être à l'affût de l'*Est républicain*. Présent en Rhône-Alpes avec le *Dauphiné libéré* et le *Progrès*, également présent dans l'*Est* grâce à l'*Union* (Reims), qu'il contrôle depuis deux ans, le patron du *Figaro* n'a jamais caché son souhait de s'étendre en Lorraine. Mais dans cette région, il doit compter avec un concurrent sérieux, le groupe Hachette, qui contrôle déjà l'Alsace via les *Dernières Nouvelles d'Alsace*.

Ce ballet des grands groupes de communication autour de l'*Est républicain*... Gérard Lignac, le PDG du quotidien nançois, aurait rencontré des représentants de l'un et l'autre groupe, ce qu'il n'a pas démenti - pourrait être la clef du comportement de Claude Puhl, du *Républicain lorrain* (Metz). Décédé d'un cancer, le directeur du journal lorrain, le directeur général du *Républicain lorrain* aurait souhaité créer un « front régional » en offrant les 22 % de parts qu'il détenait dans l'*Est républicain* à Michel Bouriez, du groupe Cora-Revillon. Ce dernier n'est-il pas le principal annonceur de la région avec sa chaîne de grande distribution Cora et Gros, et, de ce fait, un partenaire incontournable du journal metzain ?

L'affaire a eu quelque écho dans le *Landes* de la presse régionale. « Il est extrêmement grave que Claude Puhl, président de la Fédération nationale de la presse française, et à ce titre garant de son identité, puisse vendre une partie importante d'un quotidien comme s'il s'agissait d'une industrie comme une autre », stigmatise une importante personnalité de la presse nationale.

La cession n'est pas avérée, Claude Puhl et Michel Bouriez se

Le premier groupe publicitaire français dément cependant toute volonté hégémonique, explique Philippe Santini, directeur général d'Havas : « Nous pourrions entrer comme partenaire minoritaire dans le capital d'un quotidien régional, pour l'aider à se défendre contre un prédateur, mais nous n'avons pas vocation à être opérateur. Le PQR doit chercher son salut dans des journaux indépendants, bien gérés, sachant se limiter dans leurs ambitions territoriales. »

L'irruption des grands groupes a soulevé le glas de la coexistence pacifique dans les zones de diffusion des grands titres régionaux. Le *Provençal* d'Hachette tente de gagner le rion à Nice-Matin en Corse ou au *Midi Libre* à Nîmes. « Le *Provençal* fait des efforts en Corse, admet Gérard Bavastro, directeur général du quotidien niçois, mais le rapport de forces n'a pas changé ; Corse-Matin vend toujours quatre à cinq fois plus que son concurrent. » Les groupes industriels et commerciaux qui se présentent aujourd'hui aux portes de la PQR semblent manifestement ne plus tenir compte des gentlemen agreements conclus après force luttes et querelles par les barons de la PQR. Et les lignes de démarcation des zones de diffusion semblent bien fragiles aujourd'hui.

Nouvelle donne

L'enjeu est de taille. En dépit de sa sous-capitalisation, de ses successions difficiles, la PQR demeure un secteur à fort potentiel de profit. Comme aux Etats-Unis, elle attire donc les groupes industriels. « Nous sommes en présence d'une nouvelle donne financière, industrielle et commerciale », fait remarquer Jean-François Lemoine, directeur général de Sud-Ouest.

La PQR, qui totalise trente millions de « contacts » publicitaires, sous-exploite encore le marché publicitaire local. La rentabilité des journaux régionaux britanniques, par exemple, est trois fois supérieure à celle de la PQR française. Mais la mise en place de nouvelles techniques commerciales, la création de nouveaux produits intégrant cahiers ou couleurs nécessitent une nouvelle politique industrielle. « J'espère une nouvelle évolution : compte tenu des retards accumulés, nous assistons à une révolution, regrette Jean-François Lemoine. Des accords qui semblaient inimaginables il y a quelques années se concluent aujourd'hui. » Ils concernent surtout la participation au capital d'acteurs étrangers à la presse que la définition d'alliance dans les secteurs de l'imprimerie ou de la publicité.

L'urgence est là. La PQR est signalonnée par des médias concurrents comme les télévisions et les radios locales et surtout les journaux gratuits - et l'horizon européen est proche. « Les quotidiens régionaux constituent le plus souvent chez nos voisins la forme la plus puissante et la plus dynamique de la presse, note Jacques Saint-Cricq, président du *Centre-Ouest* (Tours) et président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR). La PQR devra donc appuyer une partie de son développement en contribuant à structurer la future Europe des régions. »

Mais elle aura d'abord à regagner ses lecteurs perdus et à réussir son informatisation. Celle-ci a pris du retard, compte tenu des graves problèmes sociaux qu'elle pose. Les récentes grèves n'en sont que les signes avant-coureurs. Les turbulences observées sur le front du capital des journaux risquent de traverser bientôt les ateliers.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA et YVES-MARIE LABÉ.

Nouvel accord cadre sur la modernisation de la presse parisienne

Les éditeurs de la presse parisienne et le Syndicat du livre parisien CGT ont signé, vendredi 7 juillet, un accord cadre sur les conséquences sociales de la modernisation des imprimeries, qui prend le relais de l'accord de juillet 1976. Formation, indemnités d'adaptation, départs en préretraite des cinquante-cinq ans pour éviter les licenciements « secs » : les pouvoirs publics ont donné leur aval pour la période 1989-1992 à ce plan, salué par les deux parties comme « équilibré ».

En marge de cet accord, les deux parties ont évoqué le dossier de l'imprimerie de la presse-Société nouvelle (IPSN), reprise par le Livre CGT et dont les difficultés avaient déclenché une grève empê-

chant la parution de *Libération* et de *la Tribune de l'Expansion* (le *Monde* du 29 juin). Cette impasse devrait pouvoir se maintenir en vie, mais le programme d'investissements prévu va être réduit de 270 à 140 millions de francs. L'IPSN s'adressera aux journaux à faible ou moyen tirage n'ayant pas de rotatives, et sera équipée en deux formats, tabloïd ou berlinois. Actuellement, le Syndicat du Livre n'a pu réunir que 25 millions de francs, le fabricant allemand des nouvelles rotatives ayant en conséquence bloqué leur fabrication. Le Livre CGT espère que les pouvoirs publics soutiendront ce projet, afin que les banques débloquent les sommes nécessaires.

Spectacles

cinéma

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi.

Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (état jeudi).

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT

MERCREDI

Le Fantôme 47 (1937), de Fernand Rivers, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, 24 h, de Jean-Paul Lesclapart, 19 h, 21 h, 23 h, 25 h, de Jean-Paul Lesclapart, 21 h.

SALLE GARANCE

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

MERCREDI

Hommage à Anatole Dauman : les films de la série (1961), de Michel Rispail, 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30, 22 h 30, 24 h 30, 26 h 30, 28 h 30, 30 h 30, 32 h 30, 34 h 30, 36 h 30, 38 h 30, 40 h 30, 42 h 30, 44 h 30, 46 h 30, 48 h 30, 50 h 30, 52 h 30, 54 h 30, 56 h 30, 58 h 30, 60 h 30, 62 h 30, 64 h 30, 66 h 30, 68 h 30, 70 h 30, 72 h 30, 74 h 30, 76 h 30, 78 h 30, 80 h 30, 82 h 30, 84 h 30, 86 h 30, 88 h 30, 90 h 30, 92 h 30, 94 h 30, 96 h 30, 98 h 30, 100 h 30, 102 h 30, 104 h 30, 106 h 30, 108 h 30, 110 h 30, 112 h 30, 114 h 30, 116 h 30, 118 h 30, 120 h 30, 122 h 30, 124 h 30, 126 h 30, 128 h 30, 130 h 30, 132 h 30, 134 h 30, 136 h 30, 138 h 30, 140 h 30, 142 h 30, 144 h 30, 146 h 30, 148 h 30, 150 h 30, 152 h 30, 154 h 30, 156 h 30, 158 h 30, 160 h 30, 162 h 30, 164 h 30, 166 h 30, 168 h 30, 170 h 30, 172 h 30, 174 h 30, 176 h 30, 178 h 30, 180 h 30, 182 h 30, 184 h 30, 186 h 30, 188 h 30, 190 h 30, 192 h 30, 194 h 30, 196 h 30, 198 h 30, 200 h 30, 202 h 30, 204 h 30, 206 h 30, 208 h 30, 210 h 30, 212 h 30, 214 h 30, 216 h 30, 218 h 30, 220 h 30, 222 h 30, 224 h 30, 226 h 30, 228 h 30, 230 h 30, 232 h 30, 234 h 30, 236 h 30, 238 h 30, 240 h 30, 242 h 30, 244 h 30, 246 h 30, 248 h 30, 250 h 30, 252 h 30, 254 h 30, 256 h 30, 258 h 30, 260 h 30, 262 h 30, 264 h 30, 266 h 30, 268 h 30, 270 h 30, 272 h 30, 274 h 30, 276 h 30, 278 h 30, 280 h 30, 282 h 30, 284 h 30, 286 h 30, 288 h 30, 290 h 30, 292 h 30, 294 h 30, 296 h 30, 298 h 30, 300 h 30, 302 h 30, 304 h 30, 306 h 30, 308 h 30, 310 h 30, 312 h 30, 314 h 30, 316 h 30, 318 h 30, 320 h 30, 322 h 30, 324 h 30, 326 h 30, 328 h 30, 330 h 30, 332 h 30, 334 h 30, 336 h 30, 338 h 30, 340 h 30, 342 h 30, 344 h 30, 346 h 30, 348 h 30, 350 h 30, 352 h 30, 354 h 30, 356 h 30, 358 h 30, 360 h 30, 362 h 30, 364 h 30, 366 h 30, 368 h 30, 370 h 30, 372 h 30, 374 h 30, 376 h 30, 378 h 30, 380 h 30, 382 h 30, 384 h 30, 386 h 30, 388 h 30, 390 h 30, 392 h 30, 394 h 30, 396 h 30, 398 h 30, 400 h 30, 402 h 30, 404 h 30, 406 h 30, 408 h 30, 410 h 30, 412 h 30, 414 h 30, 416 h 30, 418 h 30, 420 h 30, 422 h 30, 424 h 30, 426 h 30, 428 h 30, 430 h 30, 432 h 30, 434 h 30, 436 h 30, 438 h 30, 440 h 30, 442 h 30, 444 h 30, 446 h 30, 448 h 30, 450 h 30, 452 h 30, 454 h 30, 456 h 30, 458 h 30, 460 h 30, 462 h 30, 464 h 30, 466 h 30, 468 h 30, 470 h 30, 472 h 30, 474 h 30, 476 h 30, 478 h 30, 480 h 30, 482 h 30, 484 h 30, 486 h 30, 488 h 30, 490 h 30, 492 h 30, 494 h 30, 496 h 30, 498 h 30, 500 h 30, 502 h 30, 504 h 30, 506 h 30, 508 h 30, 510 h 30, 512 h 30, 514 h 30, 516 h 30, 518 h 30, 520 h 30, 522 h 30, 524 h 30, 526 h 30, 528 h 30, 530 h 30, 532 h 30, 534 h 30, 536 h 30, 538 h 30, 540 h 30, 542 h 30, 544 h 30, 546 h 30, 548 h 30, 550 h 30, 552 h 30, 554 h 30, 556 h 30, 558 h 30, 560 h 30, 562 h 30, 564 h 30, 566 h 30, 568 h 30, 570 h 30, 572 h 30, 574 h 30, 576 h 30, 578 h 30, 580 h 30, 582 h 30, 584 h 30, 586 h 30, 588 h 30, 590 h 30, 592 h 30, 594 h 30, 596 h 30, 598 h 30, 600 h 30, 602 h 30, 604 h 30, 606 h 30, 608 h 30, 610 h 30, 612 h 30, 614 h 30, 616 h 30, 618 h 30, 620 h 30, 622 h 30, 624 h 30, 626 h 30, 628 h 30, 630 h 30, 632 h 30, 634 h 30, 636 h 30, 638 h 30, 640 h 30, 642 h 30, 644 h 30, 646 h 30, 648 h 30, 650 h 30, 652 h 30, 654 h 30, 656 h 30, 658 h 30, 660 h 30, 662 h 30, 664 h 30, 666 h 30, 668 h 30, 670 h 30, 672 h 30, 674 h 30, 676 h 30, 678 h 30, 680 h 30, 682 h 30, 684 h 30, 686 h 30, 688 h 30, 690 h 30, 692 h 30, 694 h 30, 696 h 30, 698 h 30, 700 h 30, 702 h 30, 704 h 30, 706 h 30, 708 h 30, 710 h 30, 712 h 30, 714 h 30, 716 h 30, 718 h 30, 720 h 30, 722 h 30, 724 h 30, 726 h 30, 728 h 30, 730 h 30, 732 h 30, 734 h 30, 736 h 30, 738 h 30, 740 h 30, 742 h 30, 744 h 30, 746 h 30, 748 h 30, 750 h 30, 752 h 30, 754 h 30, 756 h 30, 758 h 30, 760 h 30, 762 h 30, 764 h 30, 766 h 30, 768 h 30, 770 h 30, 772 h 30, 774 h 30, 776 h 30, 778 h 30, 780 h 30, 782 h 30, 784 h 30, 786 h 30, 788 h 30, 790 h 30, 792 h 30, 794 h 30, 796 h 30, 798 h 30, 800 h 30, 802 h 30, 804 h 30, 806 h 30, 808 h 30, 810 h 30, 812 h 30, 814 h 30, 816 h 30, 818 h 30, 820 h 30, 822 h 30, 824 h 30, 826 h 30, 828 h 30, 830 h 30, 832 h 30, 834 h 30, 836 h 30, 838 h 30, 840 h 30, 842 h 30, 844 h 30, 846 h 30, 848 h 30, 850 h 30, 852 h 30, 854 h 30, 856 h 30, 858 h 30, 860 h 30, 862 h 30, 864 h 30, 866 h 30, 868 h 30, 870 h 30, 872 h 30, 874 h 30, 876 h 30, 878 h 30, 880 h 30, 882 h 30, 884 h 30, 886 h 30, 888 h 30, 890 h 30, 892 h 30, 894 h 30, 896 h 30, 898 h 30, 900 h 30, 902 h 30, 904 h 30, 906 h 30, 908 h 30, 910 h 30, 912 h 30, 914 h 30, 916 h 30, 918 h 30, 920 h 30, 922 h 30, 924 h 30, 926 h 30, 928 h 30, 930 h 30, 932 h 30, 934 h 30, 936 h 30, 938 h 30, 940 h 30, 942 h 30, 944 h 30, 946 h 30, 948 h 30, 950 h 30, 952 h 30, 954 h 30, 956 h 30, 958 h 30, 960 h 30, 962 h 30, 964 h 30, 966 h 30, 968 h 30, 970 h 30, 972 h 30, 974 h 30, 976 h 30, 978 h 30, 980 h 30, 982 h 30, 984 h 30, 986 h 30, 988 h 30, 990 h 30, 992 h 30, 994 h 30, 996 h 30, 998 h 30, 1000 h 30, 1002 h 30, 1004 h 30, 1006 h 30, 1008 h 30, 1010 h 30, 1012 h 30, 1014 h 30, 1016 h 30, 1018 h 30, 1020 h 30, 1022 h 30, 1024 h 30, 1026 h 30, 1028 h 30, 1030 h 30, 1032 h 30, 1034 h 30, 1036 h 30, 1038 h 30, 1040 h 30, 1042 h 30, 1044 h 30, 1046 h 30, 1048 h 30, 1050 h 30, 1052 h 30, 1054 h 30, 1056 h 30, 1058 h 30, 1060 h 30, 1062 h 30, 1064 h 30, 1066 h 30, 1068 h 30, 1070 h 30, 1072 h 30, 1074 h 30, 1076 h 30, 1078 h 30, 1080 h 30, 1082 h 30, 1084 h 30, 1086 h 30, 1088 h 30, 1090 h 30, 1092 h 30, 1094 h 30, 1096 h 30, 1098 h 30, 1100 h 30, 1102 h 30, 1104 h 30, 1106 h 30, 1108 h 30, 1110 h 30, 1112 h 30, 1114 h 30, 1116 h 30, 1118 h 30, 1120 h 30, 1122 h 30, 1124 h 30, 1126 h 30, 1128 h 30, 1130 h 30, 1132 h 30, 1134 h 30, 1136 h 30, 1138 h 30, 1140 h 30, 1142 h 30, 1144 h 30, 1146 h 30, 1148 h 30, 1150 h 30, 1152 h 30, 1154 h 30, 1156 h 30, 1158 h 30, 1160 h 30, 1162 h 30, 1164 h 30, 1166 h 30, 1168 h 30, 1170 h 30, 1172 h 30, 1174 h 30, 1176 h 30, 1178 h 30, 1180 h 30, 1182 h 30, 1184 h 30, 1186 h 30, 1188 h 30, 1190 h 30, 1192 h 30, 1194 h 30, 1196 h 30, 1198 h 30, 1200 h 30, 1202 h 30, 1204 h 30, 1206 h 30, 1208 h 30, 1210 h 30, 1212 h 30, 1214 h 30, 1216 h 30, 1218 h 30, 1220 h 30, 1222 h 30, 1224 h 30, 1226 h 30, 1228 h 30, 1230 h 30, 1232 h 30, 1234 h 30, 1236 h 30, 1238 h 30, 1240 h 30, 1242 h 30, 1244 h 30, 1246 h 30, 1248 h 30, 1250 h 30, 1252 h 30, 1254 h 30, 1256 h 30, 1258 h 30, 1260 h 30, 1262 h 30, 1264 h 30, 1266 h 30, 1268 h 30, 1270 h 30, 1272 h 30, 1274 h 30, 1276 h 30, 1278 h 30, 1280 h 30, 1282 h 30, 1284 h 30, 1286 h 30, 1288 h 30, 1290 h 30, 1292 h 30, 1294 h 30, 1296 h 30, 1298 h 30, 1300 h 30, 1302 h 30, 1304 h 30, 1306 h 30, 1308 h 30, 1310 h 30, 1312 h 30, 1314 h 30, 1316 h 30, 1318 h 30, 1320 h 30, 1322 h 30, 1324 h 30, 1326 h 30, 1328 h 30, 1330 h 30, 1332 h 30, 1334 h 30, 1336 h 30, 1338 h 30, 1340 h 30, 1342 h 30, 1344 h 30, 1346 h 30, 1348 h 30, 1350 h 30, 1352 h 30, 1354 h 30, 1356 h 30, 1358 h 30, 1360 h 30, 1362 h 30, 1364 h 30, 1366 h 30, 1368 h 30, 1370 h 30, 1372 h 30, 1374 h 30, 1376 h 30, 1378 h 30, 1380 h 30, 1382 h 30, 1384 h 30, 1386 h 30, 1388 h 30, 1390 h 30, 1392 h 30, 1394 h 30, 1396 h 30, 1398 h 30, 1400 h 30, 1402 h 30, 1404 h 30, 1406 h 30, 1408 h 30, 1410 h 30, 1412 h 30, 1414 h 30, 1416 h 30, 1418 h 30, 1420 h 30, 1422 h 30, 1424 h 30, 1426 h 30, 1428 h 30, 1430 h 30, 1432 h 30, 1434 h 30, 1436 h 30, 1438 h 30, 1440 h 30, 1442 h 30, 1444 h 30, 1446 h 30, 1448 h 30, 1450 h 30, 1452 h 30, 1454 h 30, 1456 h 30, 1458 h 30, 1460 h 30, 1462 h 30, 1464 h 30, 1466 h 30, 1468 h 30, 1470 h 30, 1472 h 30, 1474 h 30, 1476 h 30, 1478 h 30, 1480 h 30, 1482 h 30, 1484 h 30, 1486 h 30, 1488 h 30, 1490 h 30, 1492 h 30, 1494 h 30, 1496 h 30, 1498 h 30, 1500 h 30, 1502 h 30, 1504 h 30, 1506 h 30, 1508 h 30, 1510 h 30, 1512 h 30, 1514 h 30, 1516 h 30, 1518 h 30, 1520 h 30, 1522 h 30, 1524 h 30, 1526 h 30, 1528 h 30, 1530 h 30, 1532 h 30, 1534 h 30, 1536 h 30, 1538 h 30, 1540 h 30, 1542 h 30, 1544 h 30, 1546 h 30, 1548 h 30, 1550 h 30, 1552 h 30, 1554 h 30, 1556 h 30, 1558 h 30, 1560 h 30, 1562 h 30, 1564 h 30, 1566 h 30, 1568 h 30, 1570 h 30, 1572 h 30, 1574 h 30, 1576 h 30, 1578 h 30, 1580 h 30, 1582 h 30, 1584 h 30, 1586 h 30, 1588 h 30, 1590 h 30, 1592 h 30, 1594 h 30, 1596 h 30, 1598 h 30, 1600 h 30, 1602 h 30, 1604 h 30, 1606 h 30, 1608 h 30, 1610 h 30, 1612 h 30, 1614 h 30, 1616 h 30, 1618 h 30, 1620 h 30, 1622 h 30, 1624 h 30, 1626 h 30, 1628 h 30, 1630 h 30, 1632 h 30, 1634 h 30, 1636 h 30, 1638 h 30, 1640 h 30, 1642 h 30, 1644 h 30, 1646 h 30, 1648 h 30, 1650 h 30, 1652 h 30, 1654 h 30, 1656 h 30, 1658 h 30, 1660 h 30, 1662 h 30, 1664 h 30, 1666 h 30, 1668 h 30, 1670 h 30, 1672 h 30, 1674 h 30, 1676 h 30, 1678 h 30, 1680 h 30, 1682 h 30, 1684 h 30, 1686 h 30, 1688 h 30, 1690 h 30, 1692 h 30, 1694 h 30, 1696 h 30, 1698 h 30, 1700 h 30, 1702 h 30, 1704 h 30, 1706 h 30, 1708 h 30, 1710 h 30, 1712 h 30, 1714 h 30, 1716 h 30, 1718 h 30, 1720 h 30, 1722 h 30, 1724 h 30, 1726 h 30, 1728 h 30, 1730 h 30, 1732 h 30, 1734 h 30, 1736 h 30, 1738 h 30, 1740 h 30, 1742 h 30, 1744 h 30, 1746 h 30, 1748 h 30, 1750 h 30, 1752 h 30, 1754 h 30, 1756 h 30, 1758 h 30, 1760 h 30, 1762 h 30, 1764 h 30, 1766 h 30, 1768 h 30, 1770 h 30, 1772 h 30, 1774 h 30, 1776 h 30, 1778 h 30, 1780 h 30, 1782 h 30, 1784 h 30, 1786 h 30, 1788 h 30, 1790 h 30, 1792 h 30, 1794 h 30, 1796 h 30, 1798 h 30, 1800 h 30, 1802 h 30, 1804 h 30, 1806 h 30, 1808 h 30, 1810 h 30, 1812 h 30, 1814 h 30, 1816 h 30, 1818 h 30, 1820 h 30, 1822 h 30, 1824 h 30, 1826 h 30, 1828 h 30, 1830 h 30, 1832 h 30, 1834 h 30, 1836 h 30, 1838 h 30, 1840 h 30, 1842 h 30, 1844 h 30, 1846 h 30, 1848 h 30, 1850 h 30, 1852 h 30, 1854 h 30, 1856 h 30, 1858 h 30, 1860 h 30, 1862 h 30, 1864 h 30, 1866 h 30, 1868 h 30, 1870 h 30, 1872 h 30, 1874 h 30, 1876 h 30, 1878 h 30, 1880 h 30, 1882 h 30, 1884 h 30, 1886 h 30, 1888 h 30, 1890 h 30, 1892 h 30, 1894 h 30, 1896 h 30, 1898 h 30, 1900 h 30, 1902 h 30, 1904 h 30, 1906 h 30, 1908 h 30, 1910 h 30, 1912 h 30, 1914 h 30, 1916 h 30, 1918 h 30, 1920 h 30, 1922 h 30, 1924 h 30, 1926 h 30, 1928 h 30, 1930 h 30, 1932 h 30, 1934 h 30, 1936 h 30, 1938 h 30, 1940 h 30, 1942 h 30, 1944 h 30, 1946 h 30, 1948 h 30, 1950 h 30, 1952 h 30, 1954 h 30, 1956 h 30, 1958 h 30, 1960 h 30, 1962 h 30, 1964 h 30, 1966 h 30, 1968 h 30, 1970 h 30, 1972 h 30, 1974 h 30, 1976 h 30, 1978 h 30, 1980 h 30, 1982 h 30, 1984 h 30, 1986 h 30, 1988 h 30, 1990 h 30, 1992 h 30, 1994 h 30, 1996 h 30, 1998 h 30, 2000 h 30, 2002 h 30, 2004 h 30, 2006 h 30, 2008 h 30, 2010 h 30, 2012 h 30, 2014 h 30, 2016 h 30, 2018 h 30, 2020 h 30, 2022 h 30, 2024 h 30, 2026 h 30, 2028 h 30, 2030 h 30, 2032 h 30, 2034 h 30, 2036 h 30, 2038 h 30, 2040 h 30, 2042 h 30, 2044 h 30, 2046 h 30, 2048 h 30, 2050 h 30, 2052 h 30, 2054 h 30, 2056 h 30, 2058 h 30, 2060 h 30, 2062 h 30, 2064 h 30, 2066 h 30, 2068 h 30, 2070 h 30, 2072 h 30, 2074 h 30, 2076 h 30, 2078 h 30, 2080 h 30, 2082 h 30, 2084 h 30, 2086 h 30, 2088 h 30, 2090 h 30, 2092 h 30, 2094 h 30, 2096 h 30, 2098 h 30, 2100 h 30, 2102 h 30, 2104 h 30, 2106 h 30, 2108 h 30, 2110 h 30, 2112 h 30, 2114 h 30, 2116 h 30, 2118 h 30, 2120 h 30, 2122 h 30, 2124 h 30, 2126 h 30, 2128 h 30, 2130 h 30, 2132 h 30, 2134 h 30, 2136 h 30, 2138 h 30, 2140 h 30, 2142 h 30, 2144 h 30, 2146 h 30, 2148 h 30, 2150 h 30, 2152 h 30, 2154 h 30, 2156 h 30, 2158 h 30, 2160 h 30, 2162 h 30, 2164 h 30, 2166 h 30, 2168 h 30, 2170 h 30, 2172 h 30, 2174 h 30, 2176 h 30, 2178 h 30, 2180 h 30, 2182 h 30, 2184 h 30, 2186 h 30, 2188 h 30, 2190 h 30, 2192 h 30, 2194 h 30, 2196 h 30, 2198 h 30, 2200 h 30, 2202 h 30, 2204 h 30, 2206 h 30, 2208 h 30, 2210 h 30, 2212 h 30, 2214 h 30, 2216 h 30, 2218 h 30, 2220 h 30, 2222 h 30, 2224 h 30, 2226 h 30, 2228 h 30, 2230 h 30, 2232 h 30, 2234 h 30, 2236 h 30, 2238 h 30, 2240 h 30, 2242 h 30, 2244 h 30, 2246 h 30, 2248 h 30, 2250 h 30, 2252 h 30, 2254 h 30, 2256 h 30, 2258 h 30, 2260 h 30, 2262 h 30, 2264 h 30, 2266 h 30, 2268 h 30, 2270 h 30, 2272 h 30, 2274 h 30, 2276 h 30, 2278 h 30, 2280 h 30, 2282 h 30, 2284 h 30, 2286 h 30, 2288 h 30, 2290 h 30, 2292 h 30, 2294 h 30, 2296 h 30, 2298 h 30, 2300 h 30, 2302 h 30, 2304 h 30, 2306 h 30, 2308 h 30, 2310 h 30, 2312 h 30, 2314 h 30, 2316 h 30, 2318 h 30, 2320 h 30, 2322 h 30, 2324 h 30, 2326 h 30, 2328 h 30, 2330 h 30, 2332 h 30, 2334 h 30, 2336 h 30, 2338 h 30, 2340 h 30, 2342 h 30, 2344 h 30, 2346 h 30, 2348 h 30, 2350 h 30, 2352 h 30, 2354 h 30, 2356 h 30, 2358 h 30, 2360 h 30, 2362 h 30, 2364 h 30, 2366 h 30, 2368 h 30, 2370 h 30, 2372 h 30, 2374 h 30, 2376 h 30, 2378 h 30, 2380 h 30, 2382 h 30, 2384 h 30, 2386 h 30, 2388 h 30, 2390 h 30, 2392 h 30, 2394 h 30, 2396 h 30, 2398 h 30, 2400 h 30, 2402 h 30, 2404 h 30, 2406 h 30, 2408 h 30, 2410 h 30, 2412 h 30, 2414 h 30, 2416 h 30, 2418 h 30, 2420 h 30, 2422 h 30, 2424 h 30, 2426 h 30, 2428 h 30, 2430 h 30, 2432 h 30, 2434 h 30, 2436 h 30, 2438 h 30, 2440 h 30, 2442 h 30, 2444 h 30, 2446 h 30, 2448 h 30, 2450 h 30, 2452 h 30, 2454 h 30, 2456 h 30, 2458 h 30, 2460 h 30, 2462 h 30, 2464 h 30, 2466 h 30, 2468 h 30, 2470 h 30, 2472 h 30, 2474 h

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

Les programmes de la pensée

L'informatique avait été enrichie par les sciences humaines. A son tour, elle contribue aux recherches sur le cerveau et la pensée.

EN 1986, il défrayait la chronique en écrivant, dans son ouvrage *L'Homme neuronal*, que le fonctionnement du cerveau est « *intégralement descriptible en termes moléculaires ou physico-chimiques* ». Trois ans plus tard, Jean-Pierre Changeux remet à Lionel Joseph et à Hubert Curien, respectivement ministre de l'éducation nationale et ministre de la recherche, un rapport sur « *Les sciences cognitives* » (1), dans lequel il prône une liaison étroite entre les neurosciences — son domaine — la psychologie, la philosophie, la linguistique, l'anthropologie, les mathématiques et l'informatique théorique, la physique et les sciences de l'ingénieur.

« *La force et l'originalité des sciences cognitives reposent sur l'étude non plus strictement cloisonnée, mais transversale, des facultés supérieures du cerveau de l'homme* », dit-il en introduction de ce document. Mieux : Jean-Pierre Changeux, titulaire de la chaire de biologie moléculaire au Collège de France, travaille aujourd'hui avec un jeune informaticien du laboratoire des sciences cognitives et psycholinguistiques de la Maison des sciences de l'homme, Stanislas Dehaene, pour simuler sur ordinateur le fonctionnement du cortex préfrontal, ou... l'apprentissage du chant chez les oiseaux !

Un virage à 180 degrés ? Pas vraiment. S'il mettait en cause, un peu provocateur, la notion même d'esprit dans son ouvrage, Jean-Pierre Changeux y estimait aussi que « *le clivage entre activités mentales et neuronales ne se justifie pas* ». Une manière de s'attaquer au lourd contentieux idéologique-culturel, et typiquement français, entre sciences « *dures* » et sciences « *molles* ». Chez nous, les psychologues étaient jusqu'à un passé récent, formés en facultés des lettres, et ne voyaient pas vraiment l'intérêt que peuvent présenter les mathématiques ou la biologie moléculaire pour leur discipline. L'inverse était évidemment vrai dans l'autre camp, celui des « *matheux* ».

Si la France possède de bons spécialistes dans tous les domaines concernés, ils ont donc tendance à travailler chacun dans son coin. Résultat, notre pays a pris un certain retard par rapport à l'étranger, notamment les pays anglo-saxons, où ces cloisonnements ne sont pas aussi étanches.

Du MIT à Carnegie Mellon ou à Stanford, de nombreux centres ou universités américaines mènent d'importants programmes de recherche en sciences cognitives. En Europe, les centres de pointe se trouvent surtout en Grande-Bretagne : Cambridge, Oxford, Edimbourg, Londres, Glasgow, mais aussi en RFA.

Il est donc urgent de rattraper le retard. Au CNRS, à l'INSERM, à la Maison des sciences de l'homme, à l'Ecole normale ou au CEA, plusieurs

enseignements comprenant plusieurs disciplines se rapportant aux sciences cognitives. Cela ne suffit pas. Il faudrait, estime Changeux, mettre en place un dispositif comprenant magistère, DEA et thèses, accompagné d'enseignements de complément et alliant une formation théorique solide à des travaux de laboratoire effectifs.

L'enjeu est de taille. Le rapport souligne ainsi que « *le programme de recherches japonais Human Frontiers a retenu pour thèmes principaux quatre domaines de psychologie cognitive, à savoir le langage et la pensée, le mouvement, la perception et la mémoire* ».

Cela ne signifie nullement que les Japonais ont perdu leur légendaire

machines qu'une tasse restait une tasse, qu'elle soit couchée ou retournée, bleue ou verte à pois rouges, que l'ense soit à droite ou à gauche, le meilleur moyen restait d'aller voir comment les jeunes enfants assimilaient ce genre de notion, du côté de la psychologie cognitive. C'est ainsi que des systèmes experts capables de prouesses étonnantes ont pu être mis au point. Hélas ! si ces machines « *raisonnent* » presque comme l'homme, elles sont encore incapables d'apprendre seules, de mettre leurs connaissances à niveau, de s'adapter rapidement à une situation inattendue, comme peut le faire... le cerveau humain.

Les neurosciences constituent le chemin obligé pour approcher, ne serait-ce que très imparfaitement,

autour du chant des oiseaux. Les deux hommes ont choisi ce sujet parce que c'est l'activité animale qui se rapproche le plus du langage humain. D'autre part, ses aspects neuronaux sont bien connus. Au point qu'un chercheur a pu identifier récemment certains neurones qui fonctionnent uniquement lors de la transition entre deux notes bien précises sifflées par l'oiseau.

« *Nous avons fait un travail de synthèse et de modélisation à partir de la littérature scientifique existant sur le sujet*, explique Stanislas Dehaene. *L'intérêt était de stimuler le plus précisément possible le lien entre les deux ensembles de données* », c'est-à-dire entre le comportement et sa traduction neurobiologique. Le résultat est un programme infor-

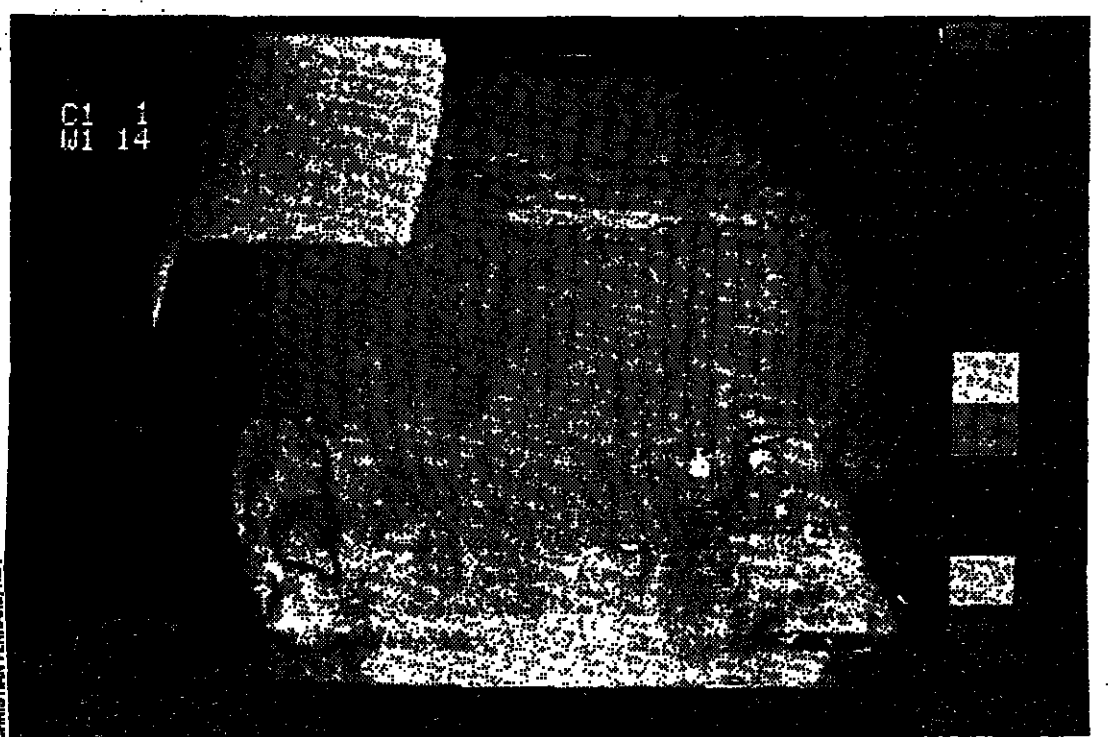
matique en réseau capable d'apprendre à chanter comme les oiseaux. Il passe par les mêmes phases que les oiseaux : mémorisation du chant de l'adulte, imitation très peu structurée, puis babillage où quelques syllabes peuvent être identifiées, enfin, « *cristallisation* » du chant de l'adulte après élimination progressive des notes superflues du babillage.

« *Evidemment, tout cela reste purement formel, à un niveau très élémentaire, et n'a pas grand-chose à voir avec le chant complet d'un rossignol* », précise Dehaene.

JEAN-PAUL DUFOUR.

(Lire la suite page 22.)

(1) De *cognition*, connaissance : sciences qui étudient les facultés supérieures de l'homme.



groupes de chercheurs ont déjà, eux aussi, effectué la jonction interdisciplinaire. Pour encourager cette tendance, le gouvernement a décidé de lancer dès cette année une « *action concertée* », comme cela a été fait pour certains secteurs de pointe (biologie, calculateurs et automatique). Le rapport Changeux préconise aussi la création d'une bibliothèque spécialisée, ainsi que de quelques centres pilotes dotés d'équipements lourds, notamment des super-ordinateurs. Ces centres, souhaite-t-il, pourraient à terme être transformés en « *instituts des sciences cognitives* », comme il en existe aux Etats-Unis, en Allemagne ou au Japon.

Reste la formation. Quelques DEA proposent, en France, un

diplôme sans pratique : les retombées industrielles sont prometteuses. Les premiers à avoir ressenti le besoin de rassembler en un tronc commun ces disciplines qui allaient devenir les sciences cognitives sont en effet les informaticiens. Quand ils ont voulu construire des ordinateurs capables de parler ou de comprendre ce qu'on leur disait, ils se sont aperçus très vite que le problème le plus ardu ne résidait pas dans les puces de silicium, mais dans le langage lui-même. Et les informaticiens les plus en pointe font depuis longtemps au moins autant de linguistique ou de sémantique que de mathématiques.

La reconnaissance des formes les force à explorer cette voie plus avant : pour apprendre à leurs

machines, ce rêve d'informaticien. C'est ainsi que la mode informatique est aujourd'hui aux « *réseaux neuronaux* », qui tentent de copier l'architecture du cortex. Au niveau du matériel, cela se traduit par un grand nombre de processeurs (les « *puces* ») chargées chacune d'une tâche très simple, mais toutes interconnectées, comme nos neurones. C'est ce que les informaticiens appellent le « *parallélisme massif* ». Mais ce concept peut aussi s'appliquer au logiciel (le programme).

Le lien étroit qui existe désormais entre l'informatique et les sciences cognitives trouve une illustration parfaite dans les travaux menés par Stanislas Dehaene et Jean-Pierre Changeux

L'ORDINATEUR DES LUMIERES

FINIE la querelle entre « *matheux* » et « *littéraires* » ? Pour stimuler la recherche sur les facultés supérieures de l'homme, le rapport Changeux préconise une coopération étroite entre des disciplines aussi différentes en apparence que la biologie moléculaire et la psychologie. La pluridisciplinarité figure parmi les points importants du plan de modernisation du CNRS (le Monde du 1^{er} juillet), et son directeur général, François Kourilsky, entend y « *associer les chercheurs* » entre les différents départements. La tendance actuelle dans le domaine scientifique est au démontage des cloisons trop hermétiques. Au centre du débat, souvent, l'ordinateur...

C'est arrivé insensiblement. Il y a déjà longtemps que des archéologues, par exemple, pourtant peu portés sur les chiffres, sinon pour dater leurs découvertes, emmènent sur le terrain de petits ordinateurs portables sur lesquels ils entrent les caractéristiques et l'emplacement de leurs trouvailles. Les banques de données jouent aujourd'hui un rôle important dans les sciences humaines. Certains médecins utilisent des systèmes experts d'aide au diagnostic. Les chimistes font désormais de l'« *ingénierie moléculaire* » et — avant de synthétiser une substance nouvelle — la mettent au point en construisant sa molécule sur écran informatique, exactement comme un ingénieur de chez Renault le ferait pour une pièce de moteur ou de carrosserie. La majorité des comptes-rendus d'expériences ou de thèses sont rédigés sur traitement de texte. Comme les jeunes écrivains — et les

journalistes, — les chercheurs ont compris que l'ordinateur permet de modéliser l'écrit comme de la glaise à l'infini, mais sans nature ou sans forme.

Une telle évolution n'est pas sans conséquences. Pour mieux adapter son nouvel outil à ses besoins, le chercheur le moins porté sur les mathématiques sera amené à dialoguer avec l'informaticien, donc à comprendre sa logique, à penser binaire. Certains sautent carrément le pas et rédigent eux-mêmes des logiciels sur mesure, comme Jean-Pierre Changeux et Stanislas Dehaene. Ou comme ce chirurgien qui a mis au point un système expert et dialogue (verbalement !) avec son ordinateur qui le guide pendant ses interventions, et rédige ensuite seul le rapport destiné au médecin traitant. A contrario, les informaticiens ont besoin, désormais, des sciences cognitives, éminemment humaines, pour perfectionner leurs machines.

Dans les années 70, on craignait que l'ordinateur n'asservisse l'homme, ne plie la société à sa logique binaire. Malgré quelques bavures, que la Commission informatique et libertés s'efforce de limiter, c'est plutôt le contraire qui se produit. On savait déjà que l'informatique peut aider le créateur ou le chercheur en le déchargeant de certaines tâches fastidieuses ou répétitives, et en « *accélérant* » sa pensée. On s'aperçoit aujourd'hui qu'elle le pousse aussi à aborder de nouveaux domaines, à multiplier ses centres d'intérêt. Bref, à retrouver l'esprit du Siècle des Lumières...

J.-P. D.

Enfants non désirés

Une étude tchécoslovaque met en lumière les handicaps multiples d'enfants dont les mères avaient voulu avorter.

CE sont les enfants du *pro life*. Ceux dont la naissance n'était pas désirée mais que leur mère, n'ayant pu recourir à l'avortement, a bien dû se résoudre à laisser vivre puisque telle était la volonté du législateur. Qui sont-ils ? Affrontent-ils l'existence à armes égales avec les autres enfants, désirés ceux-là ? Au moment où la Cour suprême des Etats-Unis vient de décider de restreindre les possibilités qu'ont les femmes américaines de pratiquer l'interruption de grossesse, il n'est sans doute pas inutile de s'interroger sur le devenir de ces enfants nés « *au nom de la loi* ».

Grâce à une extraordinaire étude menée en Tchécoslovaquie par des médecins de l'Institut d'éducation médicale de Prague en collaboration avec le Transnational Family Research Institute de Bethesda (Maryland), il est

possible aujourd'hui de tirer un certain nombre de conclusions quant aux handicaps multiples dont sont victimes ces enfants non désirés.

C'est en 1957 que l'avortement fut autorisé en Tchécoslovaquie. Seules conditions pour les femmes désireuses d'interrompre leur grossesse : recevoir l'aval d'une commission médicale et être enceintes de moins de trois mois. Dans les dix années qui suivirent la promulgation de cette loi, environ 2 % des femmes qui désiraient avorter ne purent le faire pour différentes raisons, médicales en particulier. Leur identité fut consignée dans le registre de la Prague Appellate Abortion Commission, et c'est à partir de ce registre que l'étude menée par les médecins praguais fut rendue possible.

Au total, deux cent vingt enfants — cent dix garçons et cent

dix filles — nés de mères qui auraient souhaité avorter ont été sélectionnés pour participer à cette étude prospective. Afin de disposer d'éléments de comparaison fiables, 220 autres enfants, désirés ceux-là, participèrent à l'étude. Celle-ci commença alors que les enfants avaient l'âge de neuf ans. Pour les médecins, il s'agissait avant tout de savoir si « *l'environnement dans lequel un enfant non désiré grandit est moins favorable du fait même qu'il est moins bien accepté par sa famille* ». Autres hypothèses qu'il s'agissait de vérifier : cet environnement pourrait-il avoir des effets nuisibles sur l'enfant ? Les garçons seraient-ils plus sensibles — et du fait même souffrirait-ils plus — que les filles à cet environnement défavorable ?

C'est en 1975 que furent publiés les premiers résultats de cette étude. Bien entendu, les médecins qui ont eu à examiner ces enfants ne savaient pas à quel groupe ils appartenaient. Pour chaque enfant, furent collectées des données psychologiques,

sociologiques et médicales fondées sur des interviews des enfants eux-mêmes, de leurs parents et de leurs professeurs. Au total, plus de quatre cents paramètres différents furent recueillis pour chaque enfant.

Première constatation : sans parler de différences considérables entre les enfants des deux groupes, les auteurs de l'étude ont constaté suffisamment de disparités pour pouvoir conclure que les enfants non désirés sont relativement désavantagés.

Contre-performances

Les plus grandes difficultés qu'ils rencontrent concernent à la fois leur niveau scolaire et leur intégration sociale et familiale. Dès l'âge de neuf ans, il apparaissait que les garçons étaient de ce point de vue plus handicapés que les filles. En outre, les médecins notaient que les enfants non désirés étaient plus souvent malades et hospitalisés que les autres. Restait à savoir ce qu'allait être le développement

ultérieur de ces enfants : ces différences allaient-elles s'accentuer ou, au contraire, s'estomper ?

En 1977 — les enfants avaient alors entre quatorze et seize ans, — l'étude fut reprise. Bien qu'aucune différence importante n'ait pu être notée concernant le degré d'intelligence des enfants des deux groupes, il apparaissait nettement que les performances scolaires des enfants non désirés continuaient à se détériorer par rapport à celles des autres enfants. Ceux dont les mères n'avaient pu avorter abandonnaient plus souvent leur cursus scolaire au niveau du secondaire. Interrogés sur leurs relations avec leurs parents, ils décrivaient souvent leur mère comme peu compréhensive à leur égard, leur père étant au contraire plus « *chaleureux* ».

En 1979, l'étude fut reprise une seconde fois (les enfants devenus adolescents avaient entre seize et dix-huit ans). A nouveau, il apparut que les enfants non désirés se sentaient plus négligés, voire rejetés, par leur mère que par leur père. Ces constatations étaient plus marquées s'agissant des gar-

çons, les filles ayant tendance avec le temps à stabiliser, voire améliorer, leurs relations avec leur mère. Les garçons non désirés disaient avoir souvent l'impression de décevoir leur mère. Ils disaient se sentir plus proches de la personnalité de leur père. Enfin, parmi les enfants non désirés, les garçons se reconnaissaient plus volontiers dans des valeurs conservatrices, les filles pour leur part étant plus libérales.

Sans doute ne faudrait-il pas, au vu des seuls résultats de ces trois études successives, tirer des conclusions hâtives. Mais force est de constater que le refus du *pro choice* (droit au libre choix) peut avoir pour la mère (ou le savant déjà), mais également pour l'enfant à naître, des effets néfastes.

FRANCK NOUCHI.

* Ces études ont été publiées par Z. Macejek, Z. Dytch et V. Schuller successivement dans *Acta Psychiatrica Scandinavica* (1976), *International Journal of Mental Health* (1979) et *International Journal of Behavioral Development* (1980).

La seconde révolution verte

En Asie comme en Amérique latine, l'impact des biotechnologies commence à se faire sentir. En Afrique, tout ou presque reste à faire.

« **NUTILE** d'attendre d'elles une nouvelle « révolution verte ». Ni baguette magique ni « sésame ouvre-toi » de l'agriculture, les biotechnologies n'ont pas permis et ne permettront pas de changer de façon spectaculaire la productivité dans les pays en développement. Mais si elles leur assurent une production régulière et équilibrée des cultures, ce ne sera déjà pas si mal ! »

L'analyse de Frederik Buttel, professeur de sociologie rurale à l'université américaine Cornell (New-York), n'aura sans doute pas convaincu l'ensemble des quelque cent cinquante scientifiques et agronomes venus du monde entier pour participer au colloque « Biotechnologies végétales et pays en développement », qui se tenait récemment à Luxembourg sous l'égide du Centre technique pour l'agriculture (CTA) (1) et de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). Mais le discours éloquent du professeur Buttel avait, à tout le moins, le mérite du pragmatisme.

Selon les dernières évaluations de la FAO, 22 % de la population des pays du tiers-monde est actuellement sous-alimentée. On estime, certes, que ce pourcentage diminuera à 15,6 % d'ici l'an 2000 (2). Mais, compte tenu de l'accroissement démographique, la population souffrant de malnutrition passera dans le même temps de 512 millions à 532 millions d'individus — parmi lesquels 194 millions en Afrique subsaharienne, qui réunit le plus grand nombre de pays parmi les plus pauvres du monde. C'est dire l'enjeu que constitue pour ces régions défavorisées l'apport des

biotechnologies végétales, que les plus optimistes n'hésitent pas à qualifier, à la fin des années 70, de nouvel âge d'or de l'agriculture.

Multiplication rapide en laboratoire, culture de cellules, production de plantes indemnes d'organismes pathogènes, plus résistantes et plus productives, conservation et échange de matériel génétique : dix ans à peine après le boom des biotechnologies, la maîtrise du vivant a bel et bien bouleversé la donne agronomique de la planète. Aux multinationales agrochimiques et semencières des pays industrialisés, elle impose de nouvelles stratégies, fondées sur la perspective de cultures hautement sélectionnées, moins dépendantes des pesticides et des engrais azotés. Aux pays en développement, elle offre l'espoir d'une agriculture plus autonome, plus économe et moins agressive pour l'environnement. A condition, toutefois, de ne pas se tromper de cible.

« Le mot « biotechnologie » est un mot magique, mais c'est aussi un mot qui fait peur aux pays du tiers-monde », précise M. Assoumon Mba, directeur du CTA. Il fait peur parce que ses applications dans les pays industrialisés, par la manipulation des ressources génétiques, l'appropriation des technologies ou la production de produits de synthèse, peuvent entraîner la substitution d'un volume considérable d'importations en provenance des pays en développement. »

D'ici la fin du siècle, plusieurs produits de consommation courante (sucre, beurre de cacao), qui entrent pour une large part dans l'économie des pays producteurs, pourraient en effet se prêter à un mode de production biotechnologique. Si l'on ajoute à cela la suprématie des pays industrialisés en matière de brevets, la production massive des semences par des sociétés privées et l'octroi

de plus en plus fréquent de brevets aux sélectionneurs en vue de protéger la création de nouvelles variétés végétales — toutes tendances qui ne peuvent qu'accroître la dépendance technologique et financière des pays en développement — on est en droit de s'interroger : plutôt qu'une panacée permettant de résoudre la faim dans le monde, les biotechnologies, essentiellement orientées vers les produits d'exportation au détriment des cultures vivrières, ne constituent-elles pas, au contraire, un facteur d'aggravation du fossé existant entre le Nord et le Sud ?

Les besoins des marchés internationaux d'abord

« La réalité est heureusement plus nuancée », affirme Albert Sesson, directeur de l'unité centrale d'évaluation de l'UNESCO. S'élevant contre un manichéisme par trop « tiers-mondiste archaïque », contre cette « psychanalyse du pauvre » qui prévalait dans les années 70, ce mondialiste des bio-industries rappelle que de nombreux pays en développement ont su, malgré tout, tirer profit des biotechnologies pour redresser leur économie agricole.

En Asie, où le succès de la révolution verte a été spectaculaire dans les années 60-70, les biotechnologies végétales sont d'ores et déjà rentables pour de nombreux pays : le Chine et l'Inde, où les gouvernements n'ont depuis quelques années une politique très volontariste en la matière, mais aussi la Corée du Sud, la Thaïlande ou la Malaisie (transformation du riz, du tapioca et du caoutchouc). De même en Amérique latine, où certains pays comme l'Argentine bénéficient d'une solide tradition scientifique, et où les techniques du vivant appliquées à l'agronomie commencent, bon an mal an, à prendre leur essor.

Reste l'Afrique... L'Afrique, seul continent sur lequel une paysannerie démunie, l'irrigation négligée et les troubles politiques ont empêché — à quelques exceptions près comme le Kenya ou le Zimbabwe — la « greffe » de la révolution verte. Malgré des res-

sources naturelles non négligeables, l'Afrique continue à être victime du fléau de la faim et de la famine. Malade d'avoir trop longtemps négligé les technologies traditionnelles, saura-t-elle prendre le virage des biotechnologies ?

« Dans de nombreux domaines, on peut avec des investissements, même modestes, utiliser les biotechnologies en s'appuyant sur les ressources naturelles et sur certaines traditions sociales »,

affirme le docteur Romain Masala (faculté des sciences de Brazzaville, Congo). A condition, toutefois, de définir des politiques appropriées, tenant compte à la fois des caractéristiques climatiques, techniques et socio-économiques des pays concernés.

« Or, sous l'influence des grands groupes alimentaires, les améliorations enregistrées aujourd'hui tendent surtout à répondre aux besoins des marchés internationaux plutôt

qu'aux besoins domestiques », constate Albert Sesson (3). La banane de dessert risque ainsi d'être favorisée par rapport à la banane plantain, tandis que l'amélioration du cocotier tendra à s'orienter vers une plus grande production d'huile destinée à la fabrication de margarine ou de savon plutôt que vers l'utilisation polyvalente des noix de coco dans l'économie locale. »

Pour inverser cette tendance et porter réellement les biotechnologies végétales au service de l'agriculture locale, les axes de recherche prioritaires sont connus : multiplication végétative et conservation du patrimoine génétique des plantes tropicales d'intérêt alimentaire ; production de métabolites utilisés dans la pharmacopée africaine par culture de cellules végétales ; utilisation de virus pathogènes comme insecticides biologiques contre les ravageurs des cultures n'en sont que quelques exemples.

Encore faut-il, pour développer ces programmes, s'en donner — et en recevoir — les moyens. Moyens financiers, et surtout humains. Et l'on mesure sans peine le chemin qu'il reste à parcourir lorsque l'on sait que le nombre d'experts nationaux en la matière se compte, dans les pays d'Afrique francophone, « sur les doigts de la main », comme le rappelle le docteur Balcary Touré (université d'Abidjan, Côte-d'Ivoire), pour qui « l'impact réel des biotechnologies au niveau des masses rurales et paysannes n'est pas à attendre, dans les pays les plus défavorisés, avant dix à vingt ans ».

CATHERINE VINCENT.

(1) Créé dans le cadre de la convention de Lomé entre les douze pays de la CEE et les soixante-six pays des ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), le CTA installé depuis 1984 à Edouard-Wageningen (Pays-Bas), a pour objectif de faciliter l'accès à l'information scientifique et technique en matière d'agriculture et de développement rural.

(2) Ces chiffres se fondent sur une population mondiale estimée à 6,22 milliards à la fin du siècle, pour une augmentation de la productivité agricole de 3 % par an entre 1985 et 2000.

(3) Quelles biotechnologies pour les pays en développement ? Éditions Bio-futur/UNESCO.



Culture de palmier in vitro.

Les programmes de la pensée

(Suite de la page 21.)

L'ordinateur ne lance d'ailleurs pas de trilles dans le laboratoire, mais se contente de reproduire sur son écran des courbes de plus en plus précises. Une abstraction qui suffit largement aux deux hommes. Leur but n'est pas, en effet, de construire des ordinateurs savants, mais d'utiliser l'informatique comme outil supplémentaire pour tenter de comprendre le fonctionnement du cerveau. Juste retour des choses, où l'ordinateur, en essayant d'imiter l'homme, aide à l'étude de son modèle et participe à la promotion de disciplines éminemment humaines. En effet, souligne Jean-Pierre Changeux dans son rapport, hormis les applications industrielles évidentes, « le développement des sciences cognitives est destiné à avoir un impact important sur les sciences sociales, sur les humanités et sur les sciences de l'éducation ».

Des exemples ? L'enseignement de la lecture ou des langues étrangères aux jeunes enfants pourrait être sérieusement amélioré si la pédagogie, au lieu de s'appuyer sur un pragmatisme intuitif, tenait compte des dernières connaissances en psychologie cognitive, en neurophysiologie et, évidemment, en linguistique. Le même raisonnement s'applique à l'ergonomie. Enfin, des retombées importantes sont prévisibles dans le domaine médical, notamment pour le traitement de certaines pathologies du système nerveux.

JEAN-PAUL DUFOUR.

Cancer du sein : la négligence maligne

Le cancer du sein, qui frappe des femmes de plus en plus jeunes, peut être guéri par un dépistage précoce. Affaire de moyens.

C'EST le plus fréquent et le plus meurtrier des cancers de la femme. Le cancer du sein, dont 25 000 cas sont dénombrés chaque année, tue 10 000 Françaises par an. Si rien n'est fait pour enrayer sa progression, on prévoit que, dans un proche avenir, une femme sur dix sera frappée par cette tumeur. Ce constat serait accablant s'il n'était possible, en instaurant une politique de dépistage, de réduire le nombre de ces décès. Le problème est, une fois de plus, à l'ordre du jour puisque un groupe d'experts vient de remettre au ministre de la santé un rapport qui propose l'organisation d'un dépistage systématique du cancer du sein en France. Les pouvoirs publics sauront-ils enfin répondre à cette nécessité ?

Il existe des femmes prédisposées au cancer du sein chez qui une surveillance précoce permet d'éviter l'évolution fatale de la maladie. Des femmes dont la mère, les sœurs ou les filles sont atteintes plus souvent que d'autres. Dans ces familles, grâce aux progrès de la biologie moléculaire, on peut aujourd'hui mettre en évidence des altérations

génétiques qui témoignent d'une sensibilité particulière à ce cancer.

Ces femmes se distinguent en effet par la présence d'un gène modifié, un oncogène baptisé HER-2/neu. Le dépistage de cet oncogène, s'il n'est pas encore entré dans la routine médicale, devrait, dans les années à venir, occuper une place croissante dans les familles où le cancer du sein est fréquent.

A cette prédisposition génétique et familiale s'ajoute l'influence de l'environnement qui, dans certains cas, augmente le risque d'apparition de cette tumeur : les facteurs alimentaires, comme l'abus de graisses animales ou d'alcool, des causes hormonales et, plus précisément, une imprégnation accrue en œstrogènes. Ainsi, les grossesses tardives, une puberté précoce et certaines pilules contraceptives fortement dosées en œstrogènes, de même que les traitements de la ménopause, sont pour les femmes prédisposées autant de facteurs de risques supplémentaires. Enfin, le stress quotidien, la vie des villes et les tourments affectifs, tels une rupture ou un veuvage, jouent un rôle non négligeable dans l'apparition de ce cancer.

C'est ainsi qu'on tente actuellement de cerner une population de femmes à hauts risques qui doivent impérativement faire l'objet d'une surveillance particulière. Il s'agit pas pour autant question de limiter la surveillance aux seules femmes à risques. Le dépistage systématique du cancer du sein concerne toutes les femmes à partir de quarante ans et, plus encore, de cinquante à soixante-dix ans, tranche d'âge dans laquelle sa fréquence est la plus élevée.

Mise à part l'autopalpation des seins, le dépistage précoce du cancer mammaire se résume à un exa-

men, la mammographie, dont l'efficacité a été largement démontrée. Bien réalisée et bien interprétée — ce qui est malheureusement loin d'être la règle — cette radiographie des seins dépiste les tumeurs d'un diamètre minimum de 8 mm, stade auquel la guérison du cancer est assurée. C'est pourquoi tous les spécialistes recommandent formellement la pratique régulière d'une mammographie chez toutes les femmes à partir de cinquante ans, voire de quarante ans.

« De fabriquer au moyen de l'abricot »

Or qu'en est-il actuellement ? Ce sont les femmes les plus jeunes et les mieux informées qui ont recours à la mammographie, a souligné le professeur Maurice Tubiana (Institut Joseph-Roussy, Villejuif) à l'occasion du dix-septième congrès international de radiologie, qui vient de réunir à Paris plus de dix-sept mille participants. Au contraire, les femmes de cinquante-cinq à soixante ans n'ont pas pris l'habitude de se faire examiner. A soixante ans, âge où cet examen est le plus nécessaire, moins de 15 % d'entre elles subissent une mammographie. Quant à la qualité des radiographies réalisées, elle est trop souvent insuffisante. A Leyde (Pays-Bas), au cours d'un séminaire d'enseignement, 40 % des participants ont été jugés inaptes à la lecture des clichés. La situation n'est guère plus brillante en France.

Le rapport récemment remis au ministre de la santé se propose de remédier à ces carences et d'instaurer, en même temps, un dépistage systématique du cancer du col de l'utérus. Selon la qualité des modalités adoptées, le coût des mesures envisagées se situe entre 300 et 700 millions de francs (1). Dans un premier temps, des expériences pilotes seront probablement mises en place avant l'organisation d'un dépistage à l'échelon national. La formation des radiologues à la lecture des mammographies devrait

nécessiter un laps de temps de cinq ans avant que le programme n'atteigne sa pleine efficacité. L'ensemble du corps médical s'accorde à reconnaître la nécessité de cette mesure qui, estiment les spécialistes, augmenterait de 30 % le nombre des guérisons et réduirait d'au moins mille le nombre annuel de décès.

Un diagnostic précoce n'offre pas seulement des chances supplémentaires de guérison. Il signifie aussi pour la patiente la possibilité de conserver intact le sein atteint. Aujourd'hui, en dépit des carences du dépistage, la mastectomie (ou ablation du sein) a pratiquement disparu, et on ne devrait théoriquement plus voir les grandes cicatrices thoraciques et les seins mutilés encore fréquents il y a une dizaine d'années.

« En dix ans, grâce à l'information du public, explique le professeur Claude Mayrin (hôpital Saint-Louis, Paris), on est passé de l'abricot au moyen de l'abricot, et il n'est pas utopique d'espérer arriver bientôt au noyau de cerise. » A cette diminution incontestable de la taille des tumeurs diagnostiquées s'associe

un recul substantiel de l'agressivité des traitements locaux. Une chimiothérapie plus systématique et plus précoce et une radiothérapie plus précise et performante autorisent maintenant le chirurgien à rester « conservateur » en évitant l'ablation du sein dont l'impact psychologique est souvent catastrophique. Le bénéfice n'est d'ailleurs pas uniquement esthétique puisque, dès à présent, chez les femmes correctement traitées, la survie à cinq ans a augmenté de 20 %. Mais, à l'avenir, c'est la combinaison du diagnostic précoce allié aux progrès de l'imagerie, à l'étude des facteurs prédictifs de la maladie et aux performances thérapeutiques qui permettra la guérison de la majorité des tumeurs malignes du sein. Et peut-être réalisera-t-on un jour le rêve de la cancérologie moderne : que la première cellule tumorale soit aussi la dernière. A condition, bien sûr, d'y mettre le prix.

BÉATRICE BANTMAN.

(1) A ce propos, on fait remarquer que 100 millions de francs sont actuellement dépensés chaque année pour des radiographies pulmonaires systématiques dont l'utilité est très contestée.

CORRESPONDANCE DÉPISTAGE A L'AVEUGLE

A la suite d'un article paru dans le Monde il y a près d'une vingtaine d'années et qui m'avait inquiété en raison de mes antécédents familiaux, je suis allée de spécialiste en spécialiste en recherche après année, de trente et un ans à quarante-deux ans. Ils n'ont alors rien remarqué, par manque de rigueur, et à quarante-deux ans, quand j'ai pris moi-même conscience du mal, il était trop tard. Onze ans de dépistage pour rien !

Depuis je suis dans une souffrance physique et morale journalière, ou plutôt, malgré l'hormonothérapie, la radiothérapie et la chimiothérapie, je meurs « à l'étouffée », selon la juste

expression de Matthieu Galley, et en toute connaissance de l'horreur à venir dont on ne fait pas grâce dans nos pays civilisés.

On m'a, par négligence, ôté toute chance de guérison, précipitée dans l'insupportable et surtout on a ravagé l'adolescence, la jeunesse de mes enfants, dont le vie a basculé si brutalement du bonheur au malheur.

C'est pour que d'autres jeunes femmes et leurs enfants ne connaissent jamais cette horreur que je vous supplie de continuer à lutter pour un dépistage précoce, obligatoire et rigoureux.

M^{me} S.C. (Paris).

Avec Le Monde sur Minitel

ESC Marseille et Montpellier
ESLSCA - INT GESTION

GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

مكتبة النور

L'EXPRESS

LA LIBERTÉ

PAR
**FRANÇOIS
MITTERRAND**

**JEUDI 13 JUILLET
NUMÉRO EXCEPTIONNEL**

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Catia, star de la CFAO. Le succès d'une équipe gagnante.

INGENIEURS DOCTORATS

Le succès de Catia, le logiciel de Conception Assistée par Ordinateur, est le fruit d'une équipe d'ingénieurs et de chercheurs de Dassault Systèmes.

CATIA est un système intégré et ouvert, composé de plus de vingt produits de dessin, conception 2D et 3D, robotique, commande numérique, simulation, schématisation, synthèse d'images...
Pour poursuivre sa croissance, DASSAULT SYSTEMES recherche des compétences dans tous ses secteurs d'activités : Génie Logiciel, Informatique Système, Bases de Données relationnelles, Applications Métier : Mécanique et Ingénierie, Support Technique et Technico-Commercial, Maintenance.
Ingénieurs généralistes ou informaticiens, écrivez-nous (lettre, photo et CV) sous référence ID/6-89, nous saurons vous proposer un poste à la hauteur de vos talents et de vos qualités personnelles, DASSAULT SYSTEMES SRH, 24/26 av. du Général de Gaulle, 92150 Suresnes.



dassault systemes

ASSOCIEZ-VOUS A NOTRE SUCCES

Doveurope

En Alsace, près de Saverne, à 40 kms par autoroute de Strasbourg, Doveurope S.A. vient de créer une unité de production de barres chocolatées glacées commercialisées à l'échelle européenne sous les marques "MARS" et "MILKY WAY".

Cette société fait partie du groupe international MARS qui emploie plus de 25000 personnes dans le monde.

Depuis le lancement de cette nouvelle activité en Mars de cette année, nos produits connaissent un vif succès.

Pour faire face à cette expansion et renforcer notre équipe Travaux Neufs, nous recherchons un

INGENIEUR de PROJET

270 - 350 KFr/an

Homme de système doté d'un "génie" mécanique et d'une bonne appréhension de l'automatisme, vous avez acquis une expérience dans l'étude, le développement et l'implantation de systèmes complets comportant des machines spéciales. Votre créativité est telle qu'elle peut rivaliser avec les souhaits de notre Marketing.

Nous vous offrons la responsabilité de développer, automatiser, optimiser nos salles d'emballage.

Merci d'adresser les dossiers de candidature complets (C.V., lettre manuscrite et photo) à Doveurope - Service du Personnel route de Saverne - 67790 STEINBOURG.

Doveurope, une société du groupe



amadeus
GLOBAL TRAVEL DISTRIBUTION

A LA POINTE DE LA TECHNOLOGIE, DEVELOPPEZ LA VERSION FRANCAISE DE NOTRE LOGICIEL DE GESTION D'AGENCES DE VOYAGES.

Crée à l'initiative d'Air France, Iberia, Lufthansa et la SAS, AMADEUS est un nouveau système informatique de réservation à vocation mondiale, répondant aux besoins des agents de voyage pour les années à venir.

La société AMADEUS FRANCE est chargée de sa commercialisation sur le marché français. Elle constitue actuellement son équipe et dans ce cadre recherche son

RESPONSABLE FONCTIONNEL

Vous serez chargé de définir les spécifications du logiciel de gestion d'agences de voyages pour le marché français. Vous piloterez la réalisation de certaines parties de ce logiciel qui seront développées sur micro-ordinateur.

Vous avez une excellente connaissance des problèmes de gestion des agences de voyage et une bonne pratique de l'informatique.

Vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise et vous êtes motivé pour vous investir pleinement dans le développement d'un produit d'avenir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions s'réf. 8074/M à Marie-Françoise ALETTI - CEGOS - Département Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE CEDEX.

cegos

Amadeus - Lufthansa - Iberia - SAS - Air France

COMPAGNIE FRANÇAISE DE PRODUITS INDUSTRIELS *la chimie des spécialités*

Nous sommes une société française de 800 personnes qui réalise un CA. de 763 millions de francs en Agrochimie et spécialités industrielles - dont 25% à l'exportation.

Nous recrutons pour notre

CENTRE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

INGENIEUR CHIMISTE ANALYSE

Vous avez une formation ENSC ou équivalent, ainsi qu'une expérience de 5 à 10 ans en analyse chimique et/ou physico-chimique.

Nous vous proposons de prendre en charge la responsabilité d'une équipe d'analystes travaillant en support de nos Laboratoires de Recherche et Développement dans les divers domaines d'activité de la société (principalement tensio-actifs, adhésifs, traitement de surfaces...).



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1494 à CFPI, Direction des Relations Humaines, 28 boulevard Camélinat, 92233 Gennevilliers Cedex.

EVOLUEZ SANS LIMITE DANS L'INDUSTRIE

INGENIEURS GRANDES ECOLES EXPERIMENTES

CENTRALE - MINES - AM

Résolument tournés vers l'avenir, nous sommes placés dans les tous premiers rangs de l'industrie française.

Largement implanté aux Etats-Unis, nous devons notre forte croissance à notre double politique de diversification de nos activités et d'investissements axés sur le développement et sur une grande automatisation de nos usines.

A 30/35 ans environ, diplômé d'une grande école et passionné par l'univers industriel, vous êtes prêt à vous investir à fond pour réaliser des objectifs de carrière ambitieux. Après une période d'intégration et de formation à nos méthodes comme à nos techniques, vous

prendrez des responsabilités opérationnelles de plus en plus importantes.

Aujourd'hui, c'est en effet un parcours professionnel complet que nous vous proposons tant en France qu'à l'étranger et, à terme, en fonction de vos talents et de vos motivations, au niveau du Groupe.

Vous l'avez compris, proche du terrain et manager de tempérament, vous êtes de ceux qui apprécient les challenges à leur juste valeur.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence 6201/LM à

47, rue de Bellevue - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

MEDABA

OPTIMISER L'INFORMATISATION DE NOTRE RESEAU DE CONCESSIONNAIRES : PROJET POUR UN HOMME COMPLET

Au sein de la Direction Informatique de VOLVO France, votre mission s'inscrit dans la définition d'une stratégie visant à harmoniser les applications proposées à notre réseau de concessionnaires.

Interlocuteur des Divisions produits et de la Société mère en Suède, vous faites l'analyse et la synthèse des besoins exprimés et proposez les solutions techniques les plus adaptées.

Vous contribuez à l'élaboration des cahiers des charges et animez une équipe de 8 collaborateurs chargés de développer et mettre en place les applications et de former les utilisateurs.

Vous possédez une solide expérience dans le domaine de l'informatique, une formation BAC + 4 et un excellent niveau d'anglais. Votre aisance relationnelle et votre aptitude à manager une équipe sont des qualités nécessaires pour vous imposer dans cette mission.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence 702/CP à : VOLVO France - Direction des Ressources Humaines - 49, avenue d'Iéna - 75116 Paris.

VOLVO

CAEN
HAUTES
TECHNOLOGIES

Nous sommes un des plus puissants groupes dans l'univers de l'électronique. Notre filiale française - 900 personnes - est spécialisée dans la communication automobile. Nous développons en permanence de nouveaux produits et nous recherchons pour notre Bureau d'Etudes un jeune

Ingénieur en électronique

Rattaché au Chef de Département, vous développerez les applications HARDWARE SOFTWARE.

Vous évoluerez vers la prise en charge d'études globales, du cahier des charges au prototype.

Votre environnement CAO : VAX 780-750, RESEAU ETHERNET, MATRA-HARRIS, IBM PC AT..., Soft de communication, SODESIGN + SCICARDS.

Vous êtes ingénieur électronicien et vous souhaitez valoriser votre première expérience dans un contexte évolutif. Vous connaissez l'anglais et/ou l'allemand.

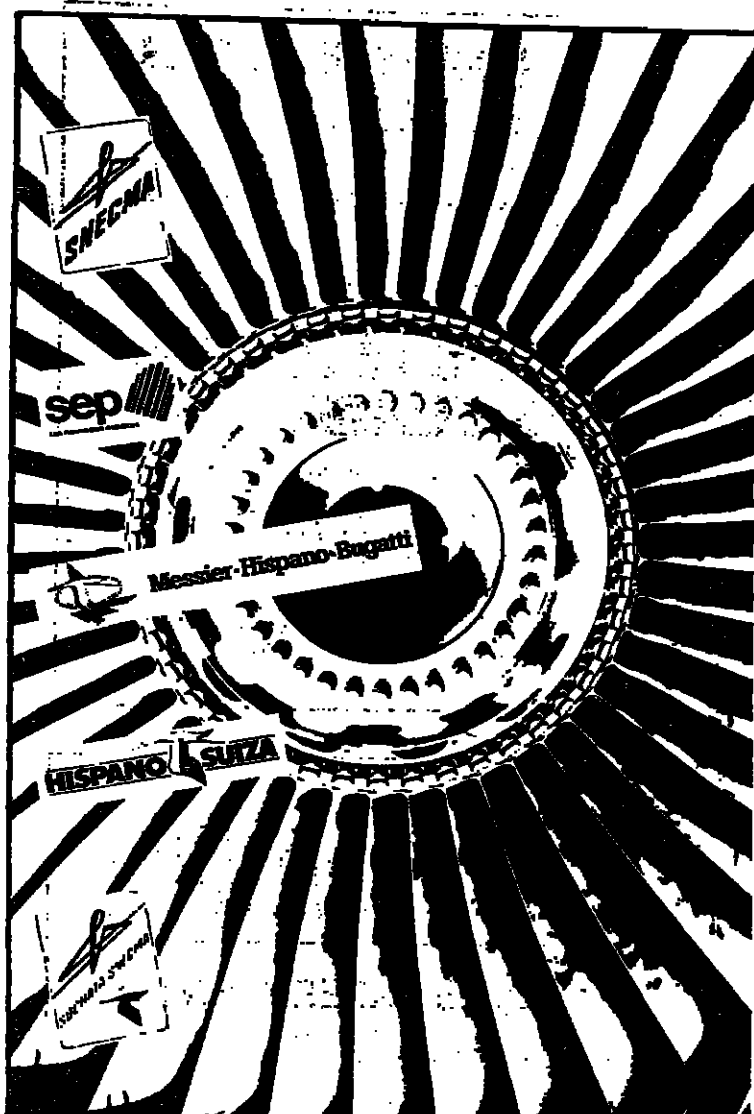
Merci de contacter nos conseils sous référence 1470.01. Confidentialité assurée.

IMP Consultants
Parc de la
Av. Côte de Nacre
14000 CAEN

كنا من النحل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**DES CADRES DE HAUT NIVEAU
POUR DES PRODUITS
DE HAUTE TECHNOLOGIE**

Pour concevoir, produire, vendre des produits de très haute technologie (moteurs d'avions, de fusées, trains d'atterrissage, inverseurs de poussoir...). Il nous faut des cadres de haut niveau technique, pour coopérer avec nos partenaires américains, allemands, anglais, belges, italiens... Il nous faut des cadres ayant le goût de l'aventure, l'esprit de découverte et le sens du défi... Afin de mettre en œuvre nos programmes d'avenir (moteurs du Rafale, de l'Airbus A 340, d'Airbus V, turboréacteurs à hélices rapides, moteurs combinés des avions hypersoniques de l'an 2000), nous recrutons des

INGENIEURS D'ETUDES
mécanique, matériaux, thermique, aérodynamique, combustion, automatismes, mesures...

INGENIEURS ELECTRONICIENS
étude, développement, essais, industrialisation de calculateurs embarqués.

INFORMATIENS
gestion, scientifique, temps réel, réseaux, logiciels embarqués, exploitation...

INGENIEURS QUALITE
méthodes, contrôle, approvisionnements...

INGENIEURS PRODUCTION
méthodes forge de précision, méthodes fabrication mécanique, CFAO, suivi des technologies de fabrication.

Débutants ou expérimentés, vous avez une formation supérieure école ou université, Bac + 4 minimum. La taille du Groupe SNECMA permet de réelles évolutions de carrière. Les postes sont à pourvoir en Région Parisienne. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie, avec vos prétentions à SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 bis Général Marcial Vain, 75724 PARIS CEDEX 15.

Réf. MBE

Réf. ME

Réf. MI

Réf. MQ

Réf. MP

**GROUPE
SNECMA**

AVIS DE CONCOURS

Le département de la Seine-Saint-Denis
organise le 9 octobre 1989 un concours sur titre pour la direction
de l'eau et de l'assainissement en vue de pourvoir

2 POSTES D'INGENIEURS PRINCIPAUX

1^{er} POSTE :

Profil :
le candidat sera affecté à la division entretien et exploitation des réseaux. Il devra avoir une formation de généraliste. Des connaissances dans le domaine de l'assainissement, de la ressource ou (et) de l'environnement seraient appréciées.

Mission :
les tâches confiées à ce jour concerneront le développement des nouvelles méthodes de gestion, et il sera amené à faire de nombreuses observations de terrain, de suivis d'interventions, de tests. Il devra avoir de solides qualités dans le domaine des relations humaines, de l'animation et de l'autonomie.

2^e POSTE :

Profil :
— formation en calcul béton armé et géotechnique;
— connaissance en hydraulique;
— connaissance de l'administration et de son fonctionnement.

Mission : ce cadre assurera :
— le suivi technique, administratif et financier des marchés publics,
— l'encadrement d'une équipe de surveillants de travaux.

La date limite d'inscription est fixée au lundi 11 septembre 1989 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats devront :
— être âgés de quarante ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours, sauf prorogation réglementaire,
— être de nationalité française,
— être titulaires d'un des diplômes donnant accès à l'emploi d'ingénieur principal.

Les demandes de participation établies sur papier libre, accompagnées d'un C.V., de la photocopie du diplôme et de deux enveloppes timbrées libellées aux nom et adresse du candidat, doivent être envoyées au :

**CONSEIL GÉNÉRAL, bureau de la formation permanente
et des concours, BP 193, 93003 Bobigny Cedex.**
Tél. : 48-95-69-28 ou 48-95-60-60, poste 55.510.

A l'écoute permanente des technologies les plus évoluées

Jeunes Ingénieurs

Participez aux grands projets informatiques
du Centre de Programmation de la Marine

Au sein de la Direction des Constructions Navales, le Centre de Programmation de la Marine conçoit, réalise et met en place les systèmes informatiques performants dont la flotte a besoin pour assurer ses missions : grands systèmes temps réel embarqués, outils d'aide à la décision et au commandement... Il renforce ses équipes et recherche des ingénieurs :

● **INFORMATIQUE TEMPS REEL**
(grands systèmes embarqués)
Réf. P 388/M

● **INTELLIGENCE ARTIFICIELLE**
(aide au commandement, systèmes experts,...)
Réf. P 389/M

● **ATELIER DE GENIE LOGICIEL**
(C, Ada, LTR,...)
Réf. P 390/M

● **TECHNIQUES NOUVELLES**
(calcul parallèle,...)
Réf. P 391/M

Les candidats, de formation grande école d'ingénieur ou 3^e ème cycle universitaire, sont motivés pour travailler dans un environnement technique de haut niveau, en constante évolution et entretenant des contacts étroits avec les chercheurs français et étrangers. Ils souhaitent très rapidement assumer des responsabilités importantes et se voir confier la réalisation concrète de projets intéressants ; par ailleurs, ils bénéficient d'un contexte formateur qui permet à leur potentiel technique d'évoluer.

Merci d'adresser C.V. avec lettre manuscrite, prétentions, et photo, en précisant la référence du poste souhaité à Bernard BEAUNOIR, SEMA-SELECTION, 16 rue Barbès 92126 MONTRouGE CEDEX.

SEMA SELECTION

Paris - Lyon - Toulouse

**CHEF DE PROJET
ORGANISATION**

Paris

Avec plus de 12.000 personnes et un C.A. de 9 milliards de Francs, nous sommes l'un des leaders du Textile Européen. Pour faire face à notre fort développement, nous recherchons un Organisateur à même de contribuer largement de par ses fonctions à l'amélioration de nos performances.

Responsable d'études de natures très variées (sociales, industrielles, commerciales...) auprès des divisions françaises et étrangères du groupe, vous conduirez vos missions en utilisant l'ensemble des méthodologies propres aux activités de conseil en organisation (analyse de valeur des services, budget base zéro, études de fonctions...). Autonome, vous agirez dans un univers de management interfonctionnel dans lequel de bonnes qualités de contact et d'adaptation alliées à de la réactivité et de la fermeté, vous permettront d'obtenir les informations nécessaires pour mener à bien ces diagnostics.

De formation ingénieur ou ESC, une première expérience d'au moins 5 ans en Cabinet d'Audit, d'Organisation ou entreprise, vous avez envie d'évoluer.

Vous pratiquez aisément l'anglais et au moins une seconde langue (allemand, espagnol...) et êtes disponible pour de fréquents déplacements, alors écrivez sous référence CPO/M7 à Dominique BALLARIN - DMC - 88, rue de Rivoli - 75004 Paris.

DMC

**LEADER
CHERCHE
LEADER**

Fort de plus de 1000 collaborateurs (ingénieurs et techniciens), notre SSII possède aujourd'hui un savoir faire incontestable en informatique scientifique et temps réel. Nous souhaitons confier la création, le développement et la responsabilité d'un nouveau centre de profit dans le domaine des prestations intellectuelles (régie et assistance technique) à un

COMMERCIAL ENTREPRENEUR

soucieux de mettre son expérience de PROFESSIONNEL DE LA VENTE DE SERVICES à l'épreuve de l'Entreprise. Le marché est identifié, les moyens logistiques et financiers sont importants, notre volonté de vous accueillir est forte : à vous de jouer. Votre intelligence, votre rigueur, votre énergie et votre volonté d'entreprendre doivent faire la différence, lors du premier contact que nous aurons ensemble.

**SYSECA
SELECTION**

Robert CUADRADO vous remercie de lui adresser personnellement votre candidature sous référence 470 - 315, bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD CEDEX

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur top niveau... faites carrière dans le courtage d'assurance

Le leader français du courtage d'assurance recherche, pour entretenir des relations privilégiées avec les plus grandes sociétés aéronautiques et spatiales, un

Ingénieur pour la "Division Risques Spatiaux"

Après une formation intense aux métiers de l'assurance, il est responsable d'un portefeuille de clientèle : aéronautique et spatiale... Il intervient sur des problèmes techniques et propose des solutions originales en matière de contrat d'assurance.

Ingénieur Sup Aéro, X, Centrale, ENST, SUPÉLEC, ESTACA, de 30/35 ans, doté d'un excellent sens de la négociation et du travail en équipe, il a une première expérience dans le monde aéronautique et spatial.

Ecrivez sous référence 906194/M.

Consultez aussi le MINITEL 3617 code KRIEF.



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Ingénieurs et Techniciens Supérieurs Electroniciens

Un Groupe International de tout premier plan, partenaire des Constructeurs Automobiles Européens et Américains, réalise en France de très forts investissements financiers et matériels, mais surtout en HOMMES et FEMMES de qualité, et offre des possibilités de carrière nationale et internationale à plusieurs Ingénieurs et Techniciens Supérieurs Electroniciens. Ils seront chargés de l'Etude et du Développement d'Équipements Electroniques destinés au contrôle Moteur (Injection, Allumage, etc...). Leur activité s'orientera vers :

- Le développement des logiciels : Analyse, codage, tests.
- L'intégration et mise au point des carburateurs, rédaction des documentations.

Ces postes clés, entre les Services Innovation et Applications Clients et en liaison permanente avec les Services correspondants, implantés à l'étranger, intéresseront des candidats ayant une bonne connaissance en Microprocesseurs, Développement de programmes en Assembleur - Micros. Une expérience en Electronique Automobile sera un atout supplémentaire. La taille de notre Groupe et notre politique de gestion des carrières doivent permettre à des candidats de valeur une évolution en relation avec leurs aspirations et leurs compétences.

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo et prétentions) sous référence 1645 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

JEUNES INGENIEURS DE PRODUCTION

Rejoignez un leader de l'équipement du territoire et de la lutte contre la pollution.

Notre groupe industriel - 2000 personnes/920 MF de CA - est spécialisé sur les marchés de l'équipement du territoire et la lutte contre la pollution, en position de leader sur ces créneaux. Il recherche pour ses usines de production de matériaux (30 unités au total) des jeunes ingénieurs de production. Il a pour rôle important dans les actions de modernisation des outils de production : automatisation, robotisation, informatique de production, nouvelles technologies. Ils doivent savoir gérer la production et avoir le souci constant de baisser les prix de revient par les méthodes, l'organisation, la gestion de qualité.

L'étendue des prérogatives sera fonction de l'étendue de leurs capacités et de leur expérience.

Evolution rapide vers un poste de Directeur d'Usine pour des candidats de valeur capables d'initiatives et d'autonomie. Ils doivent être entraînés d'hommes vers les objectifs de progrès fixés par la Direction.

Ingénieurs de formation mécanique, électricité, automatismes, hydraulique, vous avez une première expérience professionnelle. Cependant cette proposition reste ouverte à des débutants particulièrement motivés.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV photo et prétentions sous référence 3806 M à l'Agence PARTHENOPE - 67 Rue Dulong - 75017 PARIS - qui transmettra

SERNIT BORDEAUX PRENEZ LA DIRECTION D'UN PROJET PILOTE

Au sein du groupe FRANCE TELECOM, le Service National d'Informatique (SERNIT) a pour vocation de concevoir et mettre en œuvre les multiples applications informatiques de l'entreprise.

Dans le cadre de notre activité de suivi des logiciels, nous créons la fonction "Support et Services" qui prendra en charge la partie assistance et conseil aux exploitants et utilisateurs.

Notre Centre de Bordeaux qui expérimente ce concept en 1989 recherche le professionnel qui saura le concrétiser.

Définir, en collaboration étroite avec le Directeur du Centre et le responsable de la Division technique, les conditions opérationnelles de mise en œuvre de cette expérience est le premier aspect de votre mission. Par la suite, vous procéderez au démarrage, à la conduite et au développement du projet.

De formation Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce, vous avez 4/5 ans d'expérience dans le domaine de l'informatique. A l'ideal, vous avez exercé un encadrement technique dans le cadre d'activités de type Service après vente. Votre sens de l'organisation, votre capacité à analyser les besoins s'ajoutent à un réel goût des contacts et du service rendu.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil Citcom Sélection - 7, rue Sarrette - 75014 Paris - Tel : 43 21 83 61.

FRANCE TELECOM

UN AVENIR D'AVANCE

Votre champ d'action : les cinq continents

INGENIEURS ECP, ENPC, Mines, ENSH-Grenoble débutants ou ayant 2 à 3 années d'expérience H/F



COYNE ET BELLIER

INGENIERIE LEADER EN GRANDE HYDRAULIQUE ET EN GENIE CIVIL,

Vos options : la mécanique des sols, la mécanique des roches, l'hydraulique, le calcul scientifique. Un diplôme complémentaire d'une université française ou étrangère est un plus. Une première expérience en bureau d'études ou en entreprise de travaux publics, également.

Bien sûr, vous êtes à l'aise en anglais, éventuellement dans d'autres langues. Venez rejoindre une équipe d'études qui travaille aujourd'hui dans une trentaine de pays et dont le

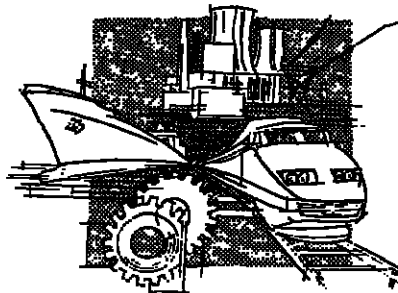
nom est synonyme d'innovation en aménagements hydrauliques, barrages et structures exceptionnelles depuis 40 ans. Aujourd'hui, l'innovation, c'est aussi utiliser l'informatique haut de gamme : nos logiciels sont exploités sur notre ordinateur vectoriel et parallèle.

Pour un premier contact, envoyez CV et photo à Guy Schaeffer, Directeur des Ressources Humaines - Coyné et Bellier - 5, rue d'Héliopolis 75017 Paris.

GECALSTHOM

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Ingénieur grande école option électrotechnique, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Votre connaissance des pays européens (Allemagne en particulier) et votre sens des responsabilités ont développé chez vous dynamisme, souplesse et rigueur. L'anglais et l'allemand parlés couramment sont nécessaires, l'espagnol serait un atout supplémentaire. Réf. ITC



Pour établissement des devis et suivi d'affaires Ingénieur grande école, option électrotechnique, vous avez 1 à 3 ans d'expérience dans le domaine du courant fort. Vous êtes un homme de contact, ouvert, pratiquant couramment l'anglais. L'espagnol lu et parlé serait un plus. Réf. ITC

De réelles possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes au sein d'un groupe résolument tourné vers l'avenir (28 milliards de francs de CA).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. du poste choisi au Service du Personnel - GECALSTHOM - Département TSO 25, rue des Bateliers, 93404 SAINT OUEEN Cedex.

TRANSFORMATEURS DE GRANDE PUISSANCE

Ingénieurs télécom, jouez chez Goupil, la carte télécom et réseaux !

GOUPIL la performance comme état d'esprit

Au sein du département télécom et Réseaux, votre mission de R. & D. consistera à prendre en charge des projets variés de développement de cartes et composants de télécommunication pour nos gammes de micro et mini ordinateurs.

Interface avec les équipes de développement logiciel, vous êtes autonome et responsable à part entière de votre projet depuis l'intégration des composants jusqu'à l'industrialisation du produit.

Ingénieur électronicien, votre première expérience de une à trois années vous a permis d'acquérir des connaissances en microprocesseurs et des notions de CAO (développement ASIC).

GOUPIL, 2^e constructeur informatique français, se diversifie et poursuit son développement dans de nombreux domaines : mini, micro, ingénierie, télécom, formation, en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions, sous réf. 132/M, à Annick Hellegouarc'h - SMT GOUPIL - 3, rue des Archives 94000 Créteil.

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



**REJOIGNEZ UNE ENTREPRISE
À LA POINTE DU PROGRES**

HURON GRAFFENSTADEN (425 personnes) est un important fabricant de machines-outils à commande numérique. Nous nous distinguons par la qualité de nos produits.

Investissements humains, recherche et développement, contribuent à accentuer notre position sur le marché. Dans le cadre de notre développement, nous renforçons notre Direction Technique par le recrutement d'un

INGENIEUR

de développement de périphériques machines-outils

À partir des exigences du marketing, vous définirez le type de réalisations possibles et rechercherez les constructeurs susceptibles de fournir des solutions d'exécution. Vous élaborerez les cahiers des charges, sous les aspects mécanique et automatisme, nécessaires à la réalisation, assurerez la conception des interfaces et le suivi global du projet jusqu'à sa mise au point. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur mécanicien ou électromécanicien (2 à 3 ans d'expérience souhaitée) ayant de très bonnes connaissances en automatisme.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) à HURON GRAFFENSTADEN - Direction du Personnel - 156, route de Lyon, 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN.

Nous réussissons car nous sommes exigeants, et notre première richesse est votre matière grise. Nos équipes le savent et trouvent dans notre entreprise de quoi développer leurs motivations. Performances technologiques, relations avec nos partenaires européens, c'est ce que propose notre DIVISION COMBUSTIBLE à des

**INGENIEURS
D'ETUDES NEUTRONIQUES**

qui auront pour mission :
- l'évaluation de la sûreté du cœur du réacteur nucléaire et du suivi neutronique,
- la gestion du combustible en liaison avec les organismes Recherche et Développement,
- le développement de produits nouveaux.
Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs ayant de préférence une spécialisation en génie atomique, et une bonne maîtrise de l'informatique appliquée.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV au GROUPE FRAMATOME, Service Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 Lyon, sous la réf. AW 186.



GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

SECURISCAN S.A. Groupe DARDEL-Technologies
Pour accroître le développement de son département Système Domotique, le Service Recherche et Développement recrute plusieurs :

**INGENIEURS
ELECTRONICIENS**

Ingénieurs débutants en Electronique (ENSI, ENIB, ENSEIHT, etc...), vous êtes âgés de 23-25 ans. Vous possédez des connaissances dans l'un des domaines suivants :

- Microprocesseurs
- Radiocommunication
- Electronique analogique
- Electronique numérique

La polyvalence de vos connaissances techniques, votre goût des initiatives et votre esprit d'équipe vous permettront d'intégrer une équipe nouvellement mise en place, chargée de l'étude des produits de la future génération et vous assureront une rapide évolution au sein de notre Groupe.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite au Groupe DARDEL, Direction du Personnel, Office n°57, 1-9 rue d'Arcueil, B.P. 675-92542 MONTROUGE Cédex.

AVIS DE CONCOURS
Le département de la Seine-Saint-Denis organise les 2 et 3 octobre 1989 un concours sur deux en vue du recrutement de

**6 INGENIEURS
SUBDIVISIONNAIRES**

Pour la direction de la voirie et des infrastructures

1 INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE
chargé du bureau d'études de la division opérationnelle n° 1

Pour la direction des bâtiments départementaux

MISSION :
Il sera chargé du suivi, depuis la phase programmation jusqu'à l'achèvement des travaux, des opérations de constructions ou de rénovations-exécution confiées par le département à des organismes intervenant dans le cadre de la procédure d'un mandat de maîtrise d'ouvrage.

PROFIL :
Le candidat devra avoir plusieurs années d'expérience dans le domaine du bâtiment tout corps d'Etat et posséder une pratique confirmée des procédures relatives aux marchés publics. Une connaissance de la loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique serait appréciée pour le recrutement.

Pour le service des moyens
1 INGENIEUR SUBDIVISIONNAIRE
pour les besoins du parc automobile

CEI AGENT :
- participera à la mise en place d'un garage départemental,
- assurera la gestion, l'entretien et le suivi d'un parc de 350 véhicules légers,
- procédera à l'acquisition et à la réforme des véhicules,
- encadrera une équipe de mécaniciens et de chauffeurs.
Une expérience dans le domaine de la gestion informatique des garages est très vivement souhaitée.

Pour le service départemental de l'informatique
3 INGENIEURS ANALYSTES

MISSIONS :
- Mise en œuvre des applications,
- définition des traitements,
- suivi de la réalisation avec participation,
- préparation et exécution des essais et simulations,
- conseils utilisateurs,
- remise en exploitation,
- suivi des démarrages,
- action de maintenance,
- gestion des données techniques « utilisateurs » et « société de services ».

PROFIL :
- expérience du poste souhaitée,
- connaissance des matériels BULL DPS7 et DPS8 souhaitée.
La date limite d'inscription est fixée au jeudi 7 septembre 1989 à minuit le cachet de la poste faisant foi.

Les candidats devront :
- être âgés de quarante ans au plus, au 1^{er} janvier de l'année du concours, sauf prorogation réglementaire,
- être de nationalité française et titulaire d'un diplôme donnant accès à l'emploi d'ingénieur subdivisionnaire.

Les demandes de participation établies sur papier libre, accompagnées d'un C.V., de la photocopie du diplôme et de deux enveloppes timbrées libellées aux nom et adresse du candidat, doivent être envoyées au :

CONSEIL GÉNÉRAL, bureau de la formation permanente et des concours, BP 183, 93003 Bobigny Cedex.

Téléphone : 48-95-69-28 ou 48-95-60-80, poste 55.510.

5.4.3.2.1.0

hispasat !

UN NOUVEL ESPACE
POUR FAIRE DECOLLER VOTRE TALENT

MATRA ESPACE et ses partenaires espagnols ont uni leurs efforts. Ils viennent d'être sélectionnés pour le programme de satellites de télécommunication HISPASAT. Après la conception du cerveau d'ARIANE et de l'informatique d'HERMES COLOMBUS, après la maîtrise d'œuvre des satellites scientifiques (HIPPARCOS), de télécommunication (TELECOM, INMARSAT, LOCSTAR...), MATRA ESPACE confirme sa position de leader. Nos Ingénieurs viennent de remporter une nouvelle victoire. La conquête du marché de l'espace est un sport d'équipe qui exige enthousiasme, créativité, rigueur et solidarité. Pour tenir ce challenge nous étoffons nos équipes.

**INGENIEURS GRANDES ECOLES
(X, MINES, CENTRALE, SUPELEC...)**

Vous êtes spécialisé en électronique, automatique, informatique, mécanique ou télécommunication, nous vous proposons de participer avec nous au développement de nos grands projets spatiaux européens et mondiaux. Une opportunité pour vous de venir développer votre créativité et votre savoir-faire pour évoluer vers des postes à responsabilité. Pour ces postes basés à Toulouse et Vélizy, la pratique de l'anglais est indispensable.

Vous souhaitez donner de l'espace à votre talent, contactez-nous sous référence 0012 - Marie-Josée Rebeyrat - MATRA ESPACE - 3 avenue du Centre-Centre de Montigny - 78182 Saint-Quentin en Yvelines.

MATRA ESPACE

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Ingénieur, MIAGE, débutant ou confirmé, participez activement à notre développement.

**EXXON
CHEMICAL**

La Société française EXXON CHEMICAL (6 milliards de F de CA dont 52 % à l'export. 1.300 personnes dont 375 ingénieurs et cadres) est filiale d'un des plus importants groupes internationaux et figure parmi les leaders mondiaux dans son domaine d'activité : la fabrication et la commercialisation de produits chimiques. Pour son service informatique de Paris-La Défense, elle recherche un :

Ingénieur analyste
polyvalent et de haut niveau

Dans un environnement informatique de pointe (LAG, atelier de génie logiciel) et en étroite relation avec les utilisateurs, vous prenez en charge la conception et le développement d'applications de gestion : financières, commerciales, logistiques. Jeune ingénieur Grande Ecole (option informatique) ou titulaire d'une MIAGE, la perspective de vous épanouir dans un environnement évolutif et performant, grâce à vos qualités de contact et vos compétences techniques, vous engage à présenter votre candidature que nous étudierons confidentiellement et avec la plus grande attention. La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite, sous réf. LM/519 J-K à notre conseil ALPHEE, à qui nous avons confié cette recherche.

3 rue de Vienne, 75008 Paris. Tél. 42.94.21.34.

Conseil de direction



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RHÔNE-POULENC CHIMIE INGENIEUR FABRICATION PROTOTYPES EXPERIMENTE (AM, INSA Mec, ENSMM...)

Bienvenue dans un monde de haute technologie

Cette usine est spécialisée dans la conception et la réalisation de pièces à partir de céramique et matériaux composites destinées au marché de l'automobile, de l'aéronautique...

Directement rattaché au responsable du service Recherche et Développement, vous êtes responsable avec votre équipe de 6 techniciens, de la réalisation en petite série de ces produits de haute technologie.

Ouvrier, innovateur, vous travaillez à l'amélioration et au développement de nouveaux produits en concertation étroite avec les concepteurs de ces prototypes. Vous intervenez sur l'aspect méthode de notre atelier moyenne série et proposez des solutions optimisantes.

Pour ce poste concernant la fabrication de produits de technologie de pointe, nous recherchons

un jeune ingénieur de type AM, ENSMM... ayant 4 ans d'expérience en atelier de précision, dans le domaine de l'usinage métal ou de l'injection plastique.

Vous souhaitez vous investir dans une société internationale tournée vers des objectifs d'Excellence.

Votre potentiel trouvera de nombreuses opportunités de carrière au sein de notre groupe qui occupe actuellement 8000 ingénieurs et cadres dans le monde.

Poste basé à TARBES.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. LM 18 S/2, à notre Conseil, ARCO, 18 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.



Notre Division spécialisée en connectique et câblage automobile, recherche pour son unité de SASSONNE (180 personnes) un :

Jeune Ingénieur A.M. - ENI - ENSI... Responsable de production

Proximité de Reims

Rendant compte au Chef de l'établissement et disposant de moyens de production performants (20 presses commandées par automate programmable), vous :

- animez et dynamisez un service de 50 personnes regroupant les fabrications, les méthodes et l'outillage,
- développez les projets d'évolution à 3 et 5 ans, proposez et gérez les investissements,
- assurez la prospective de la production en participant à l'industrialisation des nouveaux produits,
- améliorez la qualité des produits "série" en liaison avec les études, faites évoluer la maintenance des outillages.

Agé d'au moins 28 ans, ingénieur diplômé (A.M., ENI, ENSI...), vous justifiez d'une première expérience réussie en Production ou en Méthodes "industrielles". Une connaissance de la mise en œuvre des matières plastiques par injection (polyamides, PP, PC...) constituerait un atout supplémentaire de réussite dans la fonction.

Créatif, disponible, sachant communiquer, vous aspirez à devenir patron d'un outil de production en pleine évolution.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement, en mentionnant votre rémunération actuelle, sous référence 89223.



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

7, rue Monceau, 75008 Paris (1) 42.89.10.25



TOUT SAVOIR ET DIALOGUER

SAINT-GOBAIN

Recherche Scientifique Modélisation en Thermo Hydraulique

Docteur ou Ingénieur

Rhône Alpes

Vetrotex International, leader européen de la fibre de verre de renforcement recherche pour son centre de recherche et développement à Chambéry - 150 pers. - un Docteur ou un ingénieur, spécialiste en calcul numérique et thermo hydraulique pour l'intégrer à une petite équipe de recherche de base. Il y aura la responsabilité de réaliser, développer et exploiter les modèles mathématiques représentatifs des opérations de fibrage de la fibre de verre en liaison avec les milieux universitaires, les laboratoires d'expérimentation et les équipes de développement.

Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, appelez Télécarrrière aux heures de bureau.

Télécarrrière
65 av. de Wagram 75017 Paris

Réf.367

L'avenir au bout du fil

APPELEZ LE (16) 1 47 63 11 15

FICHET, leader sur le marché de la sécurité, recherche pour son Service Industrialisation des

JEUNES INGENIEURS

Vous serez chargé d'études ou de projets au sein des différents Services Etudes et Méthodes de nos usines françaises. Dans un premier temps, vous développerez des produits nouveaux ou optimiserez nos processus de fabrication, afin de mieux connaître nos métiers.

Vous évoluerez vers des responsabilités plus importantes dans la mise en œuvre de notre projet industriel. De formation ENSAM, ICAM, IDN, INSA... rigueur, autonomie et esprit d'équipe sont vos principales qualités et vous êtes avant tout un animateur.

Postes basés dans nos usines (près de REIMS, près du TREPOT, près de SEDAN).

Merci d'envoyer lettre, CV, photo sous réf. ID à FICHET BAUCHE 15/17, avenue Morane Soulier - 78140 Velizy.

LA SECURITE EN TETE ■ FICHET

Filiat d'un groupe industriel leader mondial dans son domaine d'activité recherche :

RESPONSABLE DE DIVISION

Nous sommes spécialisés dans le domaine hautement technique du transport d'énergie électrique. Nous souhaitons confier une de nos divisions (200 personnes, 550 millions de C.A.), située dans le Nord de la France, à un candidat désireux de s'affirmer à ce niveau de responsabilité.

La maîtrise de la fabrication dans tous ses aspects, de la logistique et du commercial, lui permettront par la suite de poursuivre son évolution dans le Groupe en France ou à l'étranger.

Cette fonction exige une formation d'ingénieur généraliste, la pratique courante de l'anglais et une expérience de 10 ans environ dans notre domaine d'activité.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 07493 à CONTESSA PUBLICITE, 20 avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Ingénierie à l'export

CLECIM

Ingénieur métallurgiste du groupe Spie Batignolles, nous réalisons 85 % de notre chiffre d'affaires à l'étranger.

Concepteur d'équipements pour la sidérurgie et les métaux non ferreux, nous travaillons dans un environnement de haute technologie, où l'innovation est permanente. Dans nos équipes de projet, nos jeunes ingénieurs prennent tout de suite des responsabilités opérationnelles.

INGENIEURS AUTOMATICIENS

Cergy-Pontoise et Région Lyonnaise

Intégré à notre Département Automatismes, vous intervenez dès la phase de conception et assurez la réalisation du projet : analyse, programmation, essais, suivi de sous-traitance. Vous participez aux mises en service sur site.

Vous êtes intéressé par le process, mobile géographiquement et vous parlez couramment l'anglais.

Ingénieur diplômé, vous débutez ou possédez une première expérience. Vous souhaitez évoluer vers des responsabilités de Chef de Projet : votre avenir est ouvert, aussi bien chez CLECIM que dans le groupe SPIE BATIGNOLLES.

Adressez votre dossier de candidature complet sous réf. NAO 018, à CLECIM, Service Gestion des Ressources Humaines, Parc Saint-Christophe, 95804 Cergy-Pontoise cedex.

CLECIM

Groupe Spie Batignolles

JAEGER

La Branche Instrumentation de MAGNETI MARELLI (Effectif de 11.000 personnes et CA 6 Milliards de F.), premier fabricant européen d'équipements de bord électroniques et électromécaniques pour l'automobile, recherche pour JAEGER sa principale filiale française (h/f) :

INGENIEURS SYSTEMES

Au sein de la Direction Technique située à Levallois-Perret, ils assurent la conception de systèmes électroniques embarqués destinés à l'automobile : tableaux de bord, ordinateurs d'habillage, systèmes de traitement et d'affichage d'informations de demain.

Réf. IS/M

De formation supérieure, ces ingénieurs ont une expérience industrielle minimale de 2 ans dans l'étude de produits électroniques.

Ces postes sont à pourvoir au sein d'un Groupe International pratiquant une gestion avancée des carrières, garante d'une évolution rapide pour un candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence choisie à Pierre STOFATI - Gestion des Cadres - JAEGER 2 rue Soudin - 92303 LEVALLOIS-PERRET



Ingénieur chimiste organicien

En vue de réaliser des études médicales, le Département de Biologie recherche pour son Service Hospitalier Frédéric Joliot à Orsay (Essonne) un ingénieur chimiste organicien.

De formation ingénieur chimiste (ENSI...), vous avez une expérience professionnelle de 1 à 5 ans et, si possible des connaissances en radiochimie.

Vous assurerez des études et des synthèses organiques de produits radiopharmaceutiques à l'aide d'isotopes à vie brève.

De plus, vous renforcerez l'encadrement de l'équipe de radiochimistes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + lettre) sous référence L.M. 11.07 à Christian CROUZEL - C.E.A. - SHFI - Place du Général Leclerc 91406 ORSAY.



La Filière Matière Grise

هكمان الاصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Pour son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime, 180 km de Paris) en région Normandie, la société française Exxon Chemical (1313 personnes dont 375 cadres et 69 expatriés), recherche de jeunes ingénieurs, généralistes ou diplômés en génie chimique.

**JEUNES
INGENIEURS
GRANDES
ECOLES**

**EXXON
CHEMICAL**

Que vous soyez diplômé de Centrale; des Mines, des Arts et Métiers, IDN, ENSIC, ENSCP, IGC... donnez libre cours à vos talents de jeune ingénieur.

Nous vous offrons la diversité des carrières et des fonctions multifacettes: ingénieur services techniques, ingénieur projets, ingénieur informatique, production, développement, management, planning...

Notre appartenance à un grand groupe international, notre volonté constante de progresser, notre souci de qualité totale, notre façon de vivre la chimie à l'actif vous laissent imaginer votre futur sous un angle peu ordinaire.

Pour en savoir plus, appelez au 14.42.27.40.27 de 9h à 19h et le samedi de 10h à 13h. Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre, photo) sous réf. M2, à François Levasseur, Ressources Humaines, SF EXXON CHEMICAL, BP 52, 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon.

(1) 42.27.40.27

Etablissement public qui construit, exploite et développe les Aéroports, recherche pour sa Direction Architecture et Ingénierie (Division Structures) à Orly

JEUNE INGENIEUR

Grande Ecole (CHEM ou CHEBAP souhaitée) très motivé par résistance des matériaux et calculs des structures (BA - BP - CM), pour être ingénieur spécialiste chargé d'affaires et animer équipe de production.

Anglais + connaissances informatiques souhaités.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous réf. LM, à Alain CARRIERE ADP - 291, bd Raspail - 75675 PARIS CEDEX 14.

GTI INFORMATIQUE, SSII spécialisée dans les communications informatiques, recherche pour son département :

**RESEAUX ET INTEGRATION
DE SYSTEMES, des**

**INGENIEURS
CONSULTANTS**

GRANDES ECOLES
ESIC, ENST, ENSIMAG, ENSEEIHT, INSF

Vous intervenez pour la conception et la mise en oeuvre de schémas directeurs de communication, dans les divers systèmes et réseaux de nos clients "Grands Comptes".

Vous avez une expérience de 2 à 4 ans minimum dans le domaine des réseaux locaux et des télécommunications en milieu hétérogène.

La maîtrise de l'environnement UNIX serait un plus. Poste à pourvoir dans nos agences de Paris et Toulouse.

Béatrice Bienvenu étudiera votre candidature en toute confidentialité et vous remercie d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous Réf. R 104 à :

GTI INFORMATIQUE
32, Boulevard de Vaugirard
75015 PARIS

GTI
INFORMATIQUE

L'informatique en action

**CSEE
DIVISION DEFENSE**

Dans le domaine de la DEFENSE, des COMMUNICATIONS et du TRANSPORT, la CSEE fait de la SECURITE son métier. Elle réalise 1,3 milliard de CA dont 25% à l'export et emploie 2500 personnes dont 550 ingénieurs et cadres. La Division DEFENSE, dans le cadre de son développement, recherche pour son Centre d'Etudes et de Recherche d'ORSAY (91) des collaborateurs à fort potentiel :

INGENIEUR ETUDES ASSERVISSEMENTS

chargé de la conception et de l'intégration d'asservissements numériques de systèmes électromécaniques embarqués. Ce poste qui évoluera rapidement vers une responsabilité technique de projet convient à un ingénieur CENTRALE, SUPELEC, SUPAERO, INP Grenoble ou INSA, débutant ou ayant une première expérience.

RESPONSABLE DE PROJET CONTRE-MESURES

ayant la responsabilité technique de projets dans le domaine des contre-mesures de systèmes d'auto-défense. Ce poste, qui évoluera vers une responsabilité d'encadrement d'une équipe, convient à un ingénieur Grande Ecole ayant une expérience de 5 ans dans ce domaine.

INGENIEUR BUREAU D'ETUDE MECANIQUE

chargé de la conception de systèmes mécaniques en dynamique et des calculs de résistance des matériaux associés. Il aura la responsabilité d'une équipe de projecteurs. Ce poste convient à un ingénieur de formation ARTS et METIERS ou équivalent ayant 3 à 5 ans d'expérience.

INGENIEUR INTEGRATION ET ESSAIS

chargé de la mise en place des moyens d'intégration de systèmes complexes et du suivi du bon déroulement des essais relatifs à ces matériels. Ce poste convient à un ingénieur de formation généraliste à dominante électronique et ayant 4 à 5 ans d'expérience.

INGENIEUR ETUDES ELECTRONIQUE DE PUISSANCE

chargé de la conception et de l'intégration d'amplificateurs et de convertisseurs de puissance destinés à des systèmes embarqués. Ce poste, qui pourra évoluer vers une responsabilité d'encadrement d'une équipe, convient à un ingénieur SUPELEC, ENSEEIHT ou ENSIEG ayant 3 à 5 ans d'expérience dans l'électronique de puissance. De bonnes connaissances des moteurs électriques seront également appréciées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions et photo), en précisant le poste de votre choix, à L.MOREL - CSEE - SRH/DEF - BP 80 - 91943 Les Ulis Cedex.

CSEE

Ensemble créons un avenir plus sûr.

**10 JEUNES INGENIEURS
VONT DEVENIR PATRONS**

Filiale du Groupe TENNECO, CASE POCLAIN représente 6 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 50 % à l'exportation, 5300 personnes, 6 sites de production.

En tête sur nos marchés au niveau mondial, 2^e constructeur de matériels agricoles, 1^{er} constructeur de tracto-pelles, nos investissements sont à la hauteur de nos ambitions : plus de 1 milliard de francs au cours des 3 dernières années en France.

Pour renforcer la compétitivité de notre usine de Saint-Dizier, optimiser notre organisation, nous recherchons de jeunes ingénieurs.

En prise directe avec le directeur de l'usine, vous dirigerez, épaulé par votre équipe de superviseurs, des unités de production d'environ 200 personnes. Vos responsabilités couvriront les fonctions capitales d'un manager : méthodes, maintenance, qualité, ordonnancement, gestion, animation.

Si vous avez la carrure d'un vrai patron, alors venez nous rejoindre.

**INGENIEURS
(ENI/INSA/UTC/ICAM/HEI...)
+ 3^e CYCLE GESTION
26/35 ANS
ANGLAIS IMPERATIF**

Animateur et gestionnaire, vous avez le tempérament d'un manager, vous êtes à l'écoute du client et possédez de solides compétences sur le plan technique, gestion, ressources humaines, alors venez réaliser vos ambitions dans un groupe industriel de dimension internationale.

Adressez votre candidature, lettre, CV, photo, sous référence CIH 06, à notre conseil MF RESSOURCES - 54 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75006 PARIS.

case

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

CONDUIRE DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS DANS UNE UNITE DE RHÔNE-POULENC CHIMIE

(Ing. Centrale, Mines, AM, ICAM...)

Bienvenue dans un monde de performance.

Cette usine est leader dans le traitement et la production des terres rares. Ces produits aux applications multiples dans des domaines technologiques évolutifs (électronique, nucléaire, luminescence...) nécessitent des améliorations constantes de notre outil de production.

Intégré à notre équipe du B.E. et en liaison étroite avec le terrain, vous serez responsable de différents projets travaux neufs, de leur conception à leur réalisation (avant-projet, devis, cahier des charges, appels d'offres, gestion des budgets).

Vous coordonnerez les actions à mener entre les différents services concernés (génie chimique, laboratoire, fabrication, achats...), vous animeriez vos équipes (dessinateurs, projeteurs, sous-traitants). Ainsi, homme de conception et d'innovation, vous êtes aussi un homme de communication ouvert au dialogue constructif et au travail d'équipe.

De formation Ingénieur Généraliste, vous avez une première expérience en BE que vous souhaitez valoriser aujourd'hui en menant de façon autonome des projets intéressants et variés.

Vous souhaitez intégrer une structure à taille humaine tout en participant aux objectifs d'Excellence d'une société internationale qui occupe actuellement 8000 ingénieurs et cadres dans le monde. Votre potentiel trouvera avec nous de nombreuses opportunités de carrière.

Poste basé à LA ROCHELLE.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. LM 18 T à notre Conseil : ARCO - 18, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

RHÔNE-POULENC

Vous êtes ancien interne CHU, Chef de Clinique ou équivalent et vous vous intéressez à la Pharmacologie Clinique. Vous avez une formation à la méthodologie des essais cliniques et à la statistique, et si possible, une pratique de l'informatique et une première expérience de l'Industrie Pharmaceutique.

SYNTHELABO RECHERCHE (L.E.R.S.)

vous propose un poste de :

Médecin Chef de Projet (h/f)

Pharmacovigilance

À la tête du Département de Recherche Clinique sous la responsabilité du Chef de Groupe vous serez chargé :

- de suivre les programmes de développement clinique (phase I à III) des nouveaux médicaments ;
- d'élaborer la section tolérance, les rapports d'études cliniques nécessaires aux données d'enregistrement international ;
- Homme ou femme de réflexion et de contact, vous avez des qualités d'expression écrite et de rigueur scientifique. Une excellente connaissance de l'anglais (écrit et parlé) est nécessaire.

Lieu de travail : PARIS 13ème.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 1821MO à LBW, 5 rue Laboulaye, 75017 PARIS qui transmettra.

SYNTHELABO RECHERCHE

(L.E.R.S.)



ESD - AUTOMATISMES

à l'avant-garde pour l'équipement du secteur tertiaire.

guichets automatiques bancaires, automates postaux, terminaux points de vente, gestion des transports (billetterie et systèmes de contrôle), informatique distribuée, recherche

INGENIEURS MECANICIENS

AM - INSA - ENSI...

ayant quelques années d'expérience :

• en CFAO, pour définition des méthodes d'utilisation et animation des systèmes de CFAO mécanique et électronique de la division (connaissance système CATIA appréciée), Réf. 3706

• en BUREAU D'ETUDES, pour étude et conception mécanique de matériels électroniques et électromécaniques destinés au secteur tertiaire. Réf. 3707

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

Matériels et logiciels professionnels d'avant-garde

Les dossiers de candidatures - précisant la réf. - sont à adresser à : DEVELOPEMENT qui transmettra.

DEVELOPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Débutants ou première expérience

Devenez un "pro" des composants électroniques

Diplômé d'une École d'Ingénieur, d'une Université ou d'une École de Commerce, votre tempérament de battant, vos qualités de contact et votre ambition vous orientent vers une activité commerciale.

Passionné par les technologies de pointe, vous souhaitez exploiter votre formation dans ce domaine. Nous vous proposons de rejoindre une équipe jeune et dynamique au sein de l'un des premiers groupes français de la Distribution de

composants électroniques professionnels. Après une formation à nos produits, vous assumerez et développerez une responsabilité de vente auprès de nos clients industriels, télécoms, informatique...

Anglais souhaitable. Localisation proche banlieue Sud de Paris.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo, prétentions sous réf. 58017 à Média-System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

FITEC COMPOSANTS



techniphone

La High-Tech à Aix-en-Provence

Le département des ETUDES développe ses activités en équipements embarqués et en systèmes d'acquisition et de téléconduite. Il recrute des :

■ **INGENIEURS HAUT NIVEAU**

■ **AGENTS TECHNIQUES CONFIRMES**

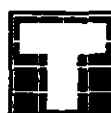
dans les domaines suivants :

• Informatique temps réel. Connaissance VMS-UNIX-OS9-VRTX-ARTK nécessaire

• Traitement du signal. Connaissance TMS 320 - DSP 56000.

Vous vous intégrerez dans nos équipes de développement et participerez à la conception de produits et systèmes dans le cadre de projets nationaux et européens. L'anglais est indispensable. L'activité et l'évolution de l'Entreprise permettent d'offrir des perspectives d'avenir.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 57706 à Média-System, 6/8 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.



T.MIS

CONSULTANTS

Filiale du Groupe TECHNOLOGIES

Notre vocation : les systèmes d'informations du management dans les grands groupes

project manager workbench

"Entrez de plain pied dans l'informatique nouvelle" (Base de Données Relationnelles, Langages de 4^{ème} Génération, Génie Logiciel...)

Ingénieurs Consultants

Débutants ou 1^{ère} expérience

Diplômés Grandes Ecoles ou équivalent

Vous serez, après une période d'intégration et de formation, responsables auprès de nos clients (Grands Groupes, Banques) de la conception et de la réalisation d'applications informatiques décisionnelles : Finance, Marketing, Production, Personnel ou de Missions de Conseil et d'Assistance à l'infocentre. Nous souhaitons rencontrer des candidats débutants ou ayant une première expérience de langages du type POCUS, NOMAD, RAMIS, SAS, ORACLE, INFORM, capables de dialoguer avec l'utilisateur final autant que de maîtriser les outils techniques.

Vos qualités de contact et d'adaptabilité vous permettront d'acquies rapidement une expérience concrète et diversifiée des applications de gestion ou industrielles à l'intérieur de l'entreprise, des techniques informatiques avancées ainsi que des relations directes avec nos clients.

Nous vous offrons d'évoluer dans une société en forte expansion centrée sur les marchés nouveaux de l'informatique. La rémunération fonction de l'expérience sera très motivante.

Merci d'envoyer un dossier de candidature (CV, photo...) à M^{me} Pierre BROULT - T.MIS Consultants, 84/88 bd de la Mission Marchand - 92400 Courbevoie - Tél. 48.04.70.70.



LA RESPONSABILITE OPERATIONNELLE DU VAL, A LILLE :

La compétence, l'autorité, la vivacité...



Le métro de Lille recherche un jeune ingénieur, RESPONSABLE DU VAL EN TEMPS REEL (chef PCC).

Il a pour mission de superviser l'exploitation du réseau, il anime, coordonne le personnel, veille au respect des règles de sécurité, prend les initiatives nécessaires en cas d'incident. Il participe aux analyses de ces incidents, aux études de réactualisation des procédures du VAL, à la formation des personnels.

Le candidat, outre une bonne formation de base (Ingénieur A&M ou équivalent), possède quelques années d'expérience acquises sur le terrain.

Ce sont ses qualités humaines : grande maîtrise de soi, esprit de synthèse et de décision, autorité naturelle, disponibilité, qui lui permettront de réussir dans ce poste essentiel dans l'exploitation du VAL.

Une formation au système de base du VAL lui sera assurée. L'anglais est nécessaire pour évoluer dans notre groupe. Merci d'adresser votre candidature sous référence 702/683 M à Françoise BARSIL.

centor 26, rue Henri Monnier 75009 Paris

PARIS 42 85 75 52, LYON 78 89 37 16, MULHOUSE 69 32 26 26

TOURNAI

Nous sommes une importante entreprise industrielle (CA 500 MF, 900 personnes), filiale d'un puissant groupe français.

Pour conserver notre avance technologique sur nos concurrents, nous avons engagé de sérieux investissements (réaménagement de notre process de fabrication, extension de la CAO à la totalité de nos pièces d'outillage). Pour nous accompagner dans notre développement, nous cherchons un

Jeune Ingénieur CAO

Rattaché au Responsable Méthodes, vous vous consacrez à la prise en mains totale de ce projet CAO ; vous établissez le cahier des charges, définissez, en liaison avec nos services financiers, les priorités d'investissements, travaillez directement avec nos fournisseurs d'outillages et bien sûr coordonnez l'ensemble de ce projet avec les différents services de l'usine.

Jeune Ingénieur (28-30 ans), généraliste ou mécanicien, vous avez une première expérience CAO acquise dans une entreprise mécanique ou d'outillage, et donc déjà une bonne connaissance des logiciels Catia et/ou Eucilde. Vous souhaitez rejoindre une entreprise qui peut réellement vous offrir les perspectives de carrière d'un groupe industriel de premier ordre.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CAO/MO/1078, à notre conseil : P.G. CONSULTANTS 21, rue Emile Zola, 37000 Tours.

P.G. CONSULTANTS

ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS TOULOUSE TOURS

LE JOINT FRANCAIS

une société du groupe HUTCHINSON

Notre département Caoutchouc de Précision (800 personnes, 220 M de CA) situé à St-Brieuc (22) mène sa structure Recherche Développement et recrute :

Ingénieur mécanicien spécialiste calcul scientifique

Après une période de formation au Centre de Recherche du Groupe HUTCHINSON, le candidat sera chargé du calcul mécanique par éléments finis appliqués aux pièces en élastomères. Il développera son activité en liaison avec l'équipe Recherche Développement et Commerciale et assurera un contact étroit avec nos clients.

Débutant ou avec quelques années d'expérience, vous êtes Ingénieur Mécanicien et possédez une bonne connaissance du calcul de structure.

Vous souhaitez débiter ou poursuivre votre carrière dans une Société en pleine croissance, filiale d'un Groupe leader international, dans la transformation du caoutchouc industriel.

Merci d'adresser lettre man., CV, photo et prétentions sous réf. MECA 8902 Service Relations Sociales - LE JOINT FRANCAIS - 5, rue Ampère - 22009 SAINT-BRIEUC

هكذا من الأصل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Conjuguer
génie mécanique et ingénierie**

INGENIEURS GENIE MECANIQUE

débutants ou première expérience

Une des toutes premières sociétés d'ingénierie française vous offre l'opportunité d'acquies une solide expérience en apportant votre savoir-faire de mécanicien à ses équipes composées de spécialistes en informatique, automatismes, génie chimique, génie civil, ... qui conçoivent des installations industrielles complexes en France et à l'étranger.

De formation ECP - ENSAM - ENSM - INSA - UTC..., vous participerez aux études de conception, à la mise au point et à l'intégration d'ensembles mécaniques variés : machines spéciales, machines tournantes, engins de manutention, robots, ... intégrés dans des réalisations industrielles fortement automatisées et dans un contexte CAO-DAO.

Poste basé en proche banlieue Ouest.

Si vous souhaitez saisir cette opportunité, adresser votre dossier de candidature, sous réf. 471 à notre conseil SYSECA SELECTION 315, bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CEDEX.



LES LABORATOIRES CASSENNE
recherchent pour leur DEPARTEMENT
DEVELOPPEMENT PHARMACEUTIQUE
situé à Cergy Pontoise

**Médecin immunologiste
expérimenté**

RESPONSABLE D'UN SERVICE DE PHARMACOLOGIE
ET TOXICOLOGIE ANIMALE POUR DES PRODUITS A
VISEE IMMUNOLOGIQUE.

- vous êtes capable de planifier des études dans le cadre du budget,
d'élaborer les protocoles et de les suivre en relation avec des expérimentateurs en France et/ou à l'étranger et de faire l'analyse des résultats.
- vous mettez en forme les dossiers d'expertises toxicopharmacologiques pour l'obtention des A.M.M.
- vous organisez les laboratoires et animaleries dans le respect des bonnes pratiques de laboratoire et de la réglementation.
Vous avez l'expérience du développement de médicaments en immunologie.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo et prétentions sous
référence 102M, ROUSSEL UCLAF, Service de Recrutement des
Cadres, 35, Bd des Invalides, 75007 PARIS

ROUSSEL UCLAF

Telemecanique les solutions
de progrès

Division "Acquisition de Données, Dialogue Homme-
Machine" recherche un

**INGENIEUR
MECANICIEN**

pour son Service
METHODES INDUSTRIALISATION

Vous possédez une expérience d'environ 5 ans dans le
process d'assemblage de cartes électroniques, à technologie
CMS, plus particulièrement orientée vers les composants de
type SO-FLAT - PACK-PLCC.

Vous avez par ailleurs de bonnes notions de transmission de
chaleur, métallurgie, conception de moyens d'assemblage de
produits électroniques.
La connaissance de l'anglais est nécessaire.

- Lieu de travail : Angoulême.
- Rémunération mensuelle brute minimale : 19 KF.

Adresser CV + photo à la Direction du Personnel et de la
Formation, Z.I. n° 3, 16340 L'ISLE D'ESPAGNAC.
Tél. 45.69.22.22.

Grand Prix
de l'innovation



Filiale du Groupe SCHNEIDER

Dans le cadre de son développement, le GROUPE FRAMATOME recherche un

**CHEF DE PROJETS
INGENIERIE**

Ingénieur ENSAM ou équivalent, vous avez acquis des compétences en génie civil et en calcul de
travaux lors d'une première expérience en études d'installations.
Sur des systèmes à haute technologie, vous serez chargé des études d'agencement, de la concep-
tion des circuits et de la planification des opérations.

Vous coordonnerez les différents intervenants, spécialistes internes, clients et fournisseurs.

Le poste est basé en région parisienne.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV au GROUPE FRAMATOME, Service Emploi, 10 rue
Juliette Récamier, 69006 LYON, sous la réf. BC066.



GROUPE FRAMATOME

Les technologies de l'essor.

JEUNES INGENIEURS CHANTIERS

10 milliards de francs de chiffre d'affaires, une implantation internationale forte mais surtout
plus de 20 000 chantiers sur le seul territoire français !

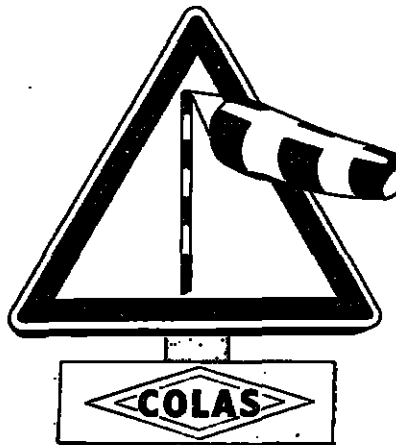
NOUS VOUS FAISONS DECOLLER

Tous nos chantiers sont autant d'opportu-
nités, de responsabilités et d'auto-
nomie pour de jeunes ingénieurs.

Vous serez d'abord initiés à ces techno-
logies qui font de nous le leader euro-
péen des travaux routiers.

Vous deviendrez ensuite le garant de la
rentabilité et du développement de vos
propres entités.

Vous saurez encadrer et motiver vos
équipes. Vous développerez progressi-
vement vos relations avec clients et four-
nisseurs.



La route avance

Alors, dès demain devenez entrepre-
neurs à part entière ! Chez COLAS nous
vous ferons décoller !

Après-demain ? Nos filiales françaises et
notre développement international
sauront ouvrir des opportunités élargies.

Ne tardez plus. Adressez votre dossier
de candidature sous référence M 94 à
Gisèle MULARSKI - COLAS - Service
Recrutement-Formation - 39, rue du
Colisée - 75381 Paris cedex 08.

CFAO :

**Le logiciel que nous avons conçu est
leader mondial. A vous de jouer...**

MATRA DATAVISION, c'est toujours une vision d'avance dans le domaine de la CFAO. EUCLID-1S, le logiciel
que nous avons conçu avec le CNRS, est devenu le logiciel n°1 mondial dans les applications
tridimensionnelles.
Des filiales aux Etats-Unis, au Canada, au Japon, en RFA, en Italie et en Grande Bretagne, des distributeurs
dans le monde entier... Pour accentuer notre développement, nous recherchons :

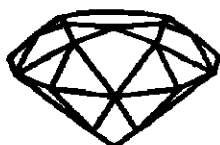
INGENIEUR COMMERCIAL

De formation BAC + 5, vous avez un bon niveau de culture industrielle (Bureau d'Etudes et Méthodes, Fabri-
cation). Votre expérience est double : technique et commerciale. Vous avez la connaissance générale du
tissu industriel mécanique avec un secteur particulier très bien connu comme l'aéronautique, la marine, l'au-
tomobile ou autres. Vos qualités : sens du contact, sens de l'initiative. Vous parlez l'anglais. Réf. IC/M

CHEF DE PRODUIT MARKETING

Agé de 30-35 ans, vous avez acquis une première expérience commerciale d'environ 3 ans dans le domaine
des stations de travail. L'informatique, la CFAO, l'environnement Digital vous sont familiers. Vos compéten-
ces ont été développées dans une entreprise internationale. Outre l'anglais courant, l'allemand serait un plus.
Déplacements fréquents. Réf. CPM/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à DRH - MATRA DATAVISION -
BP 716 - 31 avenue de la Baltique - 91961 Les Ulis.



MATRA DATAVISION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

"L'innovation... c'est aussi le service"

Digital, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information, vous ouvre ses portes à LYON :

Ingénieurs Logiciels Séniors Avant-Vente

Agence de LYON

Votre mission ? Intervenir auprès de nos clients afin de mieux diagnostiquer leurs besoins en termes de logiciel, participer à l'élaboration de cahiers des charges, définir des solutions, faire des présentations, des démonstrations, des benchmarks, assurer le suivi des actions avec les ingénieurs commerciaux et gérer les ressources nécessaires à l'accomplissement de leur tâche.



De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans divers domaines de l'informatique : • RESEAUX • MICRO-INFORMATIQUE : MS/DOS, RESEAUX LOCAUX DE PC ET COMMUNICATIONS AVEC ORDINATEURS CENTRAUX • BUREAUTIQUE • GESTION : SGBD, LAG...

Merci d'adresser vos lettre manuscrite et CV à M. Jacky GRADEL - DIGITAL 2, Boulevard du 11 Novembre 69626 VILLEURBANNE CEDEX sous référence MON 665.

Digital
Equipment
France

AGDE TECHNOLOGY

Entreprise dynamique
en pleine expansion
région lyonnaise

recherche

INGENIEUR CONFIRME en électronique de puissance

Vous serez responsable du développement d'une nouvelle gamme de produits. Vous devrez étudier, développer et industrialiser les premiers prototypes de cette nouvelle gamme. Après avoir franchi ces premières étapes avec compétence et efficacité, permettant de produire mieux et moins cher, pour produire plus, vous deviendrez alors responsable de ce nouveau département de AGDE TECHNOLOGY. Ce "Challenge", hors du commun n'est pas impossible à atteindre. Avant vous, d'autres ingénieurs particulièrement compétents ont relevé un même défi, avec nous. Ils sont maintenant à la tête de départements qui ont dépassé 40 MF dès la 3^{ème} année, avec des marges brutes souvent peu communes, dans ce même secteur de l'électronique de puissance. Pour aider cet ingénieur confirmé à développer cette nouvelle gamme de produits, nous recherchons également :

JEUNES INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS et TECHNICIENS EN ELECTRONIQUE

Si vous êtes jeunes, dynamiques, motivés, et surtout SI VOUS AVEZ ENVIE DE VOUS BATTRE, rejoignez vite notre équipe. Envoyez-nous rapidement votre lettre manuscrite + CV + prétentions à :

AGDE TECHNOLOGY - 69930 ST LAURENT DE CHAMOUSSET

CASABLANCA

Notre Société (260 personnes), filiale d'un des leaders mondiaux de l'Electronique de Loisirs implanté à Casablanca fabrique et commercialise des téléviseurs sous des marques de forte notoriété.

Nous offrons à un

JEUNE INGENIEUR

diplômé de l'enseignement supérieur (en électronique ou électromécanique) possédant si possible une première expérience et parlant couramment l'arabe marocain,

des responsabilités opérationnelles en PRODUCTION.

Il prendra en charge directement la fabrication et les méthodes et dirigera une équipe de 100 personnes.

Le développement et les performances de notre entreprise permettent d'offrir à un candidat de valeur, une évolution professionnelle motivante.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 94056, à :

HCA
1, place du Palais-Royal
75001 PARIS, qui transmettra

INGENIEURS DE L'ESPACE

Notre métier : l'ingénierie informatique dans le domaine de l'Espace et des Hautes Technologies. Avec une croissance soutenue et un résultat net annuel important depuis sa création, nous sommes, avec nos 400 ingénieurs, une des SSII les plus performantes du secteur scientifique, dans le groupe CGI Informatique.

Dans le cadre de nos missions de Conseil, de fourniture de Systèmes clés en main et d'Assistance technique, nos Agences recherchent des :

Ingénieurs débutants :

- Ingénieurs études théoriques : études et modélisation de systèmes aéronautiques;
- Ingénieurs Applications Temps Réel : conception et réalisation de simulateurs ou systèmes temps réel (Langages Ada, LTR3 et C);
- Ingénieurs Génie Logiciel : Développement d'outils d'Ateliers Logiciels (C, UNIX);

Ingénieurs expérimentés :

- Experts en Applications Bases de données (ORACLE, IDS2);
- Experts en Architecture de Réseaux (Systèmes hétérogènes);
- Experts en Méthode et qualité logiciel (Conseil, Audit, Assurance Qualité);
- Conseils à Maître d'œuvre, à forte expérience en intégration de systèmes.

Lieu de travail : Nos Agences de PARIS, AIX-EN-PROVENCE, TOULOUSE ET BREST.

Candidatures :

A adresser à CR2A, Direction des Ressources Humaines (joindre C.V., lettre manuscrite et photo) sous la référence n° 200.



CONCEPTION ET
REALISATION
D'APPLICATIONS
AUTOMATISEES

19, av. Dubonnet 92411 Courbevoie Cedex

INGENIEURS GRANDES ECOLES

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE GENIE LOGICIEL



Nous sommes une SSII de 76 personnes, implantée à Paris, Toulouse, Toulon, spécialisée en informatique industrielle et génie logiciel.

Votre formation d'ingénieur et votre expérience vous ont permis d'appréhender méthodologie et qualité logiciel. Nous vous proposons d'intégrer une équipe de spécialistes pour la réalisation de grands projets dans les domaines aéronautique, espace, automobile.

En plus des connaissances en langage ADA, C, PASCAL, ASSEMBLEUR, vous avez acquis des compétences dans les domaines TEMPS RÉEL, SGBD, LOGICIELS GRAPHIQUES, LOGICIELS EMBARQUÉS.

Enfin, votre personnalité favorisera votre évolution vers de nouvelles responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) à 3IP, 104, rue Casagary, 75015 PARIS.

L'AIR LIQUIDE

Spécialiste mondial des gaz industriels, nous offrons notre maîtrise technologique sur les marchés les plus porteurs : Industrie Alimentaire, Santé, Electronique, Espace, Chimie fine... Et cela dans plus de 50 pays industriels. Nous développons également nos activités en chimie fine et recherches.

INGENIEUR CHIMISTE CONFIRME FUTUR RESPONSABLE D'UN LABORATOIRE DE RECHERCHE...

Vous aurez plus particulièrement la responsabilité d'animer l'activité électrosynthèse organique, en participant à l'élaboration des projets de Recherche et Développement et en assurant leur bonne réalisation ainsi que leur transfert au stade industriel. A 35-40 ans environ, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs et avez complété votre formation de chimiste organicien par une thèse de Docteur Es Sciences ou de Docteur Ingénieur. Vous avez une expérience d'au moins cinq ans en synthèse organique acquise en milieu industriel ainsi qu'une bonne pratique de l'électrochimie préparative. Vous savez motiver une équipe. Si, de plus, vous avez le goût des contacts et de l'organisation, vous êtes fait pour ce poste basé à Châlon-sur-Saône.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo à P. VIREY, Responsable du Recrutement L'AIR LIQUIDE - 75, Quai d'Orsay - 75007 PARIS.

TOUT UN UNIVERS D'OPPORTUNITES



recherche pour assurer la coordination technique d'un projet de transmission vidéo aéroporté

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Bonne connaissance en radio, vidéo, mécanique. Anglois indispensable. Déplacements courts. Adresser C.V. et prétentions à EAS, Service du personnel Boite postale 51 - 93350 LE BOUGRET

TOURNAINE

Jeune Ingénieur Projet

Nous sommes une importante entreprise industrielle (CA 500 MF - 900 personnes), filiale d'un puissant groupe français. Nous réaménageons notre process de fabrication et recherchons aujourd'hui l'ingénieur qui manœuvrera ce projet.

Rattaché au Responsable Méthodes, il se consacrera exclusivement, pendant une durée de 3 ans, et après une prise de connaissance de l'usine en service de fabrication, à la conduite du projet : établissement du cahier des charges, en relation avec la fabrication, la maintenance, les services administratifs et financiers, négociation avec les fournisseurs, animation de la mise en oeuvre de l'ensemble avec les différents services et les fournisseurs.

Ce poste, tremplin à une carrière réellement évolutive s'adresse à un jeune ingénieur généraliste ou mécanicien ayant une première expérience méthodes, motivé par la conduite d'un grand projet et désireux d'évoluer dans un groupe industriel de premier ordre.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. IP/MQ/1069 bis à notre conseil : PG CONSULTANTS, 21, rue Emile Zola, 37000 Tours.



ANGERS BORDEAUX NANTES PARIS TOULOUSE TOURS

EURODATA INGENIERIE INFORMATIQUE

Jeune SSII au service d'unités de recherche de l'industrie pour des projets d'audiovisuel interactif, de temps réel, de télécommunications, recherche en création de postes.

INGENIEURS INFORMATIENS

confirmés ou débutants à fort potentiel

Ecrivez à EURODATA - 2 bis avenue Desfoux - 92100 BOULOGNE.

Notre dossier vous sera rapidement transmis.

هكنا من الاجل

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Acheteur Confirmé
Rejoignez le n°1 mondial
de l'imagerie médicale

GENERAL ELECTRIC CGR (6000 personnes, + 5 milliards de CA) est le pôle européen de GENERAL ELECTRIC MEDICAL SYSTEM, leader mondial de l'imagerie médicale.

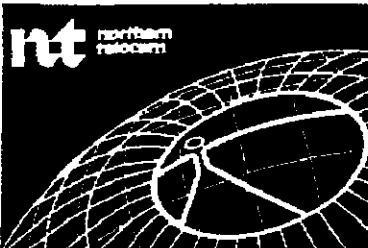
Mission : rattaché à la Direction Achats Europe, vous mettrez en place la procédure et les moyens d'achats pour les études et/ou le Manufacturing, procédez aux études de Marchés et aux Appels d'Offres, choisissez et négociez avec les fournisseurs, contrôlez le respect des approvisionnements.

Profil : diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieur, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans les achats. C'est un potentiel qui, doublé d'une ambition justifiée est un élément indispensable dans notre groupe qui requiert par ailleurs compétence, imagination, disponibilité, maîtrise parfaite de l'anglais.

Pierre GROISY, Responsable Ressources Humaines, étudiera le dossier de candidature que vous voudrez bien lui adresser sous référence IA-A - GE CGR - 52 Boulevard Gallieni 92133 Issy-les-Moulineaux.



General Electric CGR



Ce symbole représente
l'Univers numérique
intelligent, la structure
imaginée par Northern
Telecom pour une
société de l'information
où les télécommunications
deviendront le
cadre universel de
toutes les interactions
humaines.

Tout choix intègre une part de hasard.
Voici l'occasion de faire exception à la règle.

Vous n'êtes pas de ceux qui déterminent leur avenir sur un coup de tête. Nous vous invitons à considérer NT MERIDIAN pour débiter. Et de choisir, avec de bonnes raisons de ne pas vous tromper. Forte de l'expérience d'un groupe international, leader dans le domaine des télécommunications entièrement numériques,

NT MERIDIAN possède la maîtrise des technologies les plus en pointe (réseau à intégration de services, combinaison voix-données...). Une politique largement axée sur la Recherche et le Développement (plus de 10 % du CA investis) confirme notre avance dans ces domaines.

JEUNES INGENIEURS
(X, Centrale, Supélec, Sup'telecom...)
débutants - 1ère expérience

Aujourd'hui, nous créons un centre de R & D à Marne-la-Vallée. Il sera le fer de lance de notre expansion en France et en Europe, dans le domaine des autocommutateurs privés. Rejoindre nos équipes de concepteurs pour développer des applications intelligentes dans les télécoms, c'est choisir un

créneau en constante évolution, à vocation internationale. C'est, concrètement, se former auprès de professionnels confirmés pour évoluer rapidement et prendre sa place dans la croissance de NT MERIDIAN. C'est bien s'inscrire dans une perspective d'avenir, toute réflexion faite.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous la référence IRD/117/LM à :
NT MERIDIAN
41-49 avenue de la Garenne - 92310 Sèvres

ntm

**REJOIGNEZ
UN GROUPE BTP
HORS
DU COMMUN**

Nous recherchons pour intégrer au sein de notre division française basée à Paris une équipe constituée d'un :

CHEF DE GROUPE PROJET

de formation L.S.T.P./AM/Centrale, avec une expérience BTP d'au moins 5 ans dans une fonction similaire. Réf. P 195/LAM

RESPONSABLE PLANNING

de formation E.S.T.P./AM/Centrale, avec une expérience BTP d'au moins 5 ans dans une fonction Ingénieur Projet ou Ingénieur d'Affaires. Réf. P 200/LAM

RESPONSABLE FINANCE/C.d.G.

de formation HEC/ESSEC/ESC ou Ingénieur BTP, avec une expérience d'au moins 5 ans dans le suivi et contrôle de gestion gros chantiers. Réf. P205/LAM

Ces postes nécessitent la maîtrise de l'anglais.

Si vous recherchez quelque chose de différent, si vous êtes capable de vous remettre en question et de convertir votre savoir-faire, venez rejoindre ce "Groupe de Professionnels" qui vous fera partager son enthousiasme.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel en précisant la réf. choisie à notre Conseil :
34, rue du Colisée - 75008 PARIS

Pour avoir plus d'informations sur ce poste, consultez Forjob, Minitel 48.75.10.10 code MORENO

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



GROUPE CERAM
BP 120, SOPHIA ANTIPOLIS
06561 VALBONNE CEDEX

Dans le cadre du développement de ses enseignements de pointe, le CERAM, implanté à Sophia Antipolis, recherche :

- **ARCHITECTE RESEAUX (anglais souhaité)**
- **INGENIEUR SYSTEME**
- **SPECIALISTE EN POLITIQUE GENERALE**
- **SPECIALISTE EN MARKETING**

Ressortissant de la CEE, diplômé de l'enseignement supérieur (BAC + 5), il présentera une première expérience européenne (professionnelle ou pédagogique), dans les domaines demandés.

Adresser C.V. et lettre de motivation à :

CERAM - BP 120 - Sophia Antipolis - 06561 VALBONNE CEDEX

CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE NICE COTE D'AZUR

SOYEZ "JUSTE-A-TEMPS" !

Eclairage Numéro 1 mondial de l'éclairage, nous détenons la moitié du marché français. Disposant de moyens hautement mécanisés, notre centre international de DUON (300 personnes) est spécialisé dans la fabrication de lampes : 130 millions par an dont 30 % pour l'exportation. Nous mettons actuellement en place une organisation logistique en juste-à-temps.

**INGENIEUR PRODUCTION/
LOGISTIQUE**

Vous êtes ingénieur et vous avez une 1^{ère} expérience en fabrication. Vous souhaitez compléter votre formation par une expérience logistique opérationnelle avant de prendre en charge la responsabilité d'une fabrication : vous assurerez l'optimisation de l'organisation juste-à-temps, développerez une politique de partenariat avec nos fournisseurs et organiserez la planification à court et moyen terme pour le marché national et l'exportation. réf. : L/M.

Pour ces deux postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable. De nombreuses possibilités d'évolution au sein du groupe vous seront offertes. Les entretiens commenceront le 1er août. Merci de nous indiquer vos disponibilités pendant cette période.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. du poste choisi, à Antoine Mériaux, Compagnie Philips Eclairage, BP 59, 21062 Longvic Cedex.

"Philips en France, c'est un C.A. de l'ordre de 24 milliards, plus de 25 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production, dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".



PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.



Ingénieur Technico-Commercial
radiotéléphonie européenne

Téléphonie, commutation et réseaux d'entreprise, communication de l'écrit et de l'image, radiotéléphonie... MATRA COMMUNICATION est présent sur tous les grands marchés de la communication d'entreprise. De par son avance technologique, MATRA COMMUNICATION y joue un rôle clé. C'est dans le domaine de la radiotéléphonie que vous interviendrez.

De formation ingénieur électronicien, vous avez exprimé votre talent dans les services techniques ou la production pendant quelques années. La pratique de l'anglais serait un atout majeur. Vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités. C'est ce que nous vous proposons.

Ingénieur technico-commercial pour la division systèmes radiotéléphonie, vous organisez, planifiez, et coordonnez les nouveaux projets de la téléphonie européenne : Pan Européen, Rubis... Dans le cadre de cette fonction, vous entretenez des contacts avec des interlocuteurs de renom.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ITR/M à Isabelle Villette - MATRA COMMUNICATION - BP 26 - rue J.-P. Timbaud - 78392 Bois d'Arcy Cedex.

MATRA COMMUNICATION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PARIS

Une opportunité rare pour un jeune Ingénieur de talent.

Important cabinet-conseil en propriété industrielle renforce son équipe par un :

JEUNE INGENIEUR EN ELECTRONIQUE

pour assister et représenter dans son domaine de compétence la clientèle française et étrangère de ce cabinet.

30-35 ans, vous êtes électronicien de formation, conseil en brevets d'invention, ou sur la liste d'aptitude, et mandataire agréé auprès de l'OEB.

Vous parlez et écrivez très couramment l'anglais et avez si possible de bonnes connaissances en allemand.

Vous souhaitez intégrer une structure bénéficiant d'une haute notoriété due à sa compétence et son dynamisme.

Merci de faire parvenir C.V. + prétentions, sous la référence SY/LM1, à



michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

Votre MISSION : la MAÎTRISE de l'AUTOMATISME

Jay Electronique, résolument orientée vers l'innovation (10 % du CA consacré à la recherche), poursuit son fort développement sur le marché de l'Optoélectronique, la Radiofréquence, les Hyperfréquences et les Ultrasons.

Sur un site exceptionnel, au cœur de l'Europe Technologique, nous recrutons, pour renforcer notre équipe "Recherche et Développement" :

INGENIEUR ELECTRONICIEN INGENIEUR RADIOELECTRONICIEN CONFIRMES OU DEBUTANTS

Diplômés d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (ENSI...), vous maîtrisez l'électronique fondamentale (analogique, digitale) et les systèmes informatiques associés au développement des microprocesseurs.

Des connaissances en optoélectronique seront un atout supplémentaire.

Nous vous offrons d'évoluer au sein de petites équipes jeunes et fortement qualifiées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) à



"La Maîtrise de l'Automatisme"

Service du Personnel, BP 57, 38701 LA TRONCHE Cédex.

ESPACE

Notre Activité Spatiale participe à la plupart des programmes en cours de développement en Europe (Hermès, Columbus, Ariane, Spot...).

Nous renforçons nos équipes techniques pour faire face à la croissance importante de ce secteur.

Nous recherchons des :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou avec une première expérience.

Vous êtes performants en électronique digitale ou analogique.

Vous souhaitez travailler au sein de petites équipes projets pour concevoir et développer des équipements embarqués de haute technologie (traitement de l'information ou conditionnement d'énergie).

Ces postes sont à pourvoir à Valence.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence AEE/EL2 au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Verne - 26027 VALENCE cedex.



L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES
D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE recherche

CHEFS DE PROJETS CONFIRMES

Pour refondre ses systèmes d'informations dans un contexte technique et relationnel nouveau avec son réseau de distribution et assumer des responsabilités importantes dans son service informatique (IBM 3090 - MVS - CICS).

Une expérience informatique de plusieurs années est nécessaire pour ce poste. Des connaissances du secteur de l'assurance ou du secteur tertiaire seraient appréciées. Ce poste, basé à Paris, vous offre de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2020 CP JL à Mme IMBERT - Groupe VICTOIRE - Division des Ressources Humaines - 52, rue de la Victoire - 75009 Paris.



UNION CARBIDE FRANCE
RECHERCHE POUR SA DIVISION CHIMIE-PLASTIQUES

INGENIEUR DE VENTE

FORMATION INGENIEUR CHIMISTE

Vous êtes âgé de 30 à 40 ans et vous avez au moins 3 à 5 ans d'expérience dans la vente et le marketing de résines pour peintures, encres et adhésifs. Vous parlez couramment l'anglais. Nous vous offrons une ambiance internationale avec des possibilités de carrière en France et en Europe, une intégration dans une équipe commerciale solide et la responsabilité d'un secteur d'activité, une rémunération motivante et une voiture de fonction.

Ce poste est basé en Région Parisienne dans la Banlieue Sud.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions UNION CARBIDE FRANCE

Service du Personnel, 4, place des Etats-Unis, 94518 RUNGIS.



P.M.E. - SECTEUR DES RADIOCOMMUNICATIONS
FILIALE D'UN GROUPE DIVERSIFIÉ

recherche

INGENIEUR EN ELECTRONIQUE

● Expérience 2 à 3 ans en radiocommunications mais une candidature de débutant à fort potentiel sera examinée.

● Anglais souhaité.

● Dans une PME dynamique, leader sur son créneau, il assurera les responsabilités suivantes :

- Support technique auprès de la clientèle et de la force de vente ;
- Encadrement de techniciens de laboratoire et de S.A.V. ;
- Développement de nouveaux produits.

Adresser c.v. et lettre manuscrite s/n° 8 435 à :
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

ACOUSTIQUE, MÉCANIQUE VIBRATOIRE

Vous êtes ingénieur d'une grande école ou d'une université

Vous vous intéressez à une des disciplines suivantes :

Acoustique du bâtiment, acoustique industrielle, bruit dans l'environnement, vibrations, bruit des machines, acoustique active, dynamique des structures, traitement du signal...

Vos connaissances sont sanctionnées par un diplôme complémentaire, doctorat ou DEA, ou par une expérience dans une société de services dans un domaine proche.

Vous avez une bonne pratique de l'anglais.

Nous vous invitons à participer au développement de notre groupe, qui fait partie d'une société internationale de services spécialisée dans des domaines de pointe et qui est représentée dans dix villes d'Europe.

Votre candidature est à adresser, avec lettre manuscrite et photo, s/n° 8440, à :

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

NUCLÉIDES SA GROUPE AÉROSPATIALE

Leader en durcissement nucléaire de systèmes

recherche

DES INGENIEURS D'ETUDES

- Électroniciens, pour travaux d'analyse de schémas d'équipements. Une expérience minimum de 3 ans en conception analogique est demandée. Pratique de la CAO appréciée.

- Électroniciens pour participer à des travaux de simulation numérique. Deux ans d'expérience et connaissances en informatique exigées.

Veuillez adresser vos C.V. et prétentions à :

NUCLÉIDES SA, BP 117, 91944 LES ULIS CEDEX.



- TRAITEMENTS D'IMAGES
- SYSTEME TEMPS REEL
- TRAITEMENT DU SIGNAL
- RESEAU
- BASES DE DONNEES



Nous vous proposons de vous intégrer dans notre équipe d'INGÉNIEURS SPÉCIALISÉS pour participer à notre nouvelle expansion.

Merci d'adresser CV et prétentions
à : telsa informatique, 8, Bd. Jean Jaurès, 92100 BOULOGNE.

FTT-ALPHAMERIC est la filiale française d'un groupe anglais créé en 1983 spécialisée dans la conception de systèmes d'informations de salles de marchés. Nos références sont à la hauteur de notre savoir-faire : BPCE, Société Générale, Indosuez...

Nous recherchons un :

Chef de projet

● Profil technico-commercial, ingénieur ou équivalent. Sens des contacts humains. Anglais parfait. Expérience 2 à 8 ans.

● Pour missions de coordination des moyens informatiques et des ressources humaines dans d'importants projets bancaires. Disponible très rapidement.

● Expérience appréciée en :

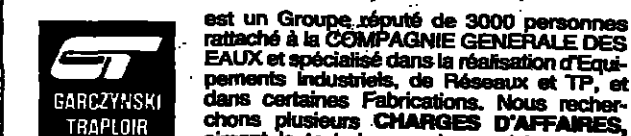
- informatique financière
- matériel et logiciel Digital Equipment
- distribution Vidéo et numérique.

● Rémunération très motivante.

Merci d'envoyer votre candidature détaillée, sous la réf. CP7 à Léon LAGOUGE - STERIA SELECTION - 147, rue de Courcelles - 75017 PARIS - Tél. 47.63.11.83.



Ingénieurs débutants, mécaniciens, électriciens, TP... à profil d'entrepreneur



est un Groupe réputé de 3000 personnes rattaché à la COMPAGNIE GENERALE DES EAUX et spécialisé dans la réalisation d'équipements industriels, de Réseaux et TP, et dans certaines Fabrications. Nous recherchons plusieurs CHARGES D'AFFAIRES, aimant la technique mais aussi la gestion, l'animation d'équipes sur le terrain, les contacts Clients. Nous leur confierons des postes complets, aux contenus variés, qu'ils assumeront avec une grande autonomie. Ils y acquerront une excellente formation, notamment à la gestion et au management, avant d'être orientés vers des responsabilités de Direction d'Unité. Postes basés dans une grande et agréable ville universitaire de l'Ouest, desservie par TGV et Autoroutes. Merci d'adresser votre dossier, sous référence LM 95, à : Cabinet de Gestion - 34, Bd Hausmann - 75009 Paris.

Ch. A. de Gastines

conseil de direction

"LE SPÉCIALISTE DES RECRUTEMENTS POUR L'INDUSTRIE"

Constructeur de véhicules
sous-marins télécommandés et
ensembles automatisés recherche
pour son unité d'études de



Ingénieur système confirmé

formation grande école et possédant 5 à 10 ans d'expérience en :

- études et projets électroniques, informatique temps réel, électronique embarquée, systèmes automatisés
- ingénieur d'affaire et/ou devis, prospection et relations clients, avant-projets, devis et propositions

Adresser C.V. à SOCIÉTÉ ECA - ZI TOULON est BP 242 83078 TOULON cedex.

Société de traitement de déchets
leader national cherche son :

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Rattaché au directeur technique.

Ses missions :

- Mise au point de techniques nouvelles ;
- Assurer le marketing de ces procédés et les relations publiques avec l'Administration.

Sa formation :

- Solides bases en chimie ;
- Expérience de 5 à 10 ans, de préférence dans le traitement des déchets industriels ;
- Bonne connaissance du milieu industriel et de l'Administration ;
- Expérience en marketing et relations publiques.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo s/n° 8399 à :

LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

**SECTEURS
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BUREAU DES PROGRAMMES FRANCO-ALLEMAND

Situé à Rueil-Malmaison (92), est un établissement conjoint des deux Ministères de la Défense (FRANCE et RFA) chargé de conduire auprès de l'industrie, des Programmes de missiles réalisés en coopération. Nous recherchons pour un système d'armes anti-aérien un

**JEUNE INGÉNIEUR
ELECTRONICIEN**

Vous serez plus particulièrement chargé de suivre, dans le cadre d'une coopération internationale, le développement de nouveaux matériels électroniques, optiques, optiques et leurs interfaces avec d'autres équipements.

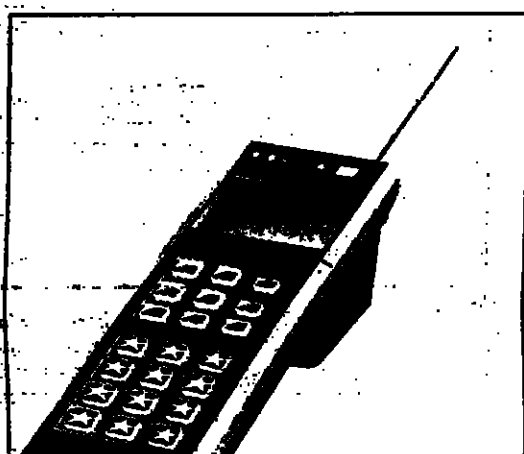
**LES QUALITÉS QUE NOUS
RECHERCHONS ?**

Sens du contact à tous niveaux, esprit d'analyse et de synthèse, sens des

responsabilités et de l'initiative.

Une bonne pratique de la langue anglaise et/ou allemande serait très appréciée.

Si cette opportunité vous motive, adressez votre candidature à Thierry HURET Responsable de Recrutement SEFT - 18, rue du Docteur Zamenhoff - 92131 ISSY-LES-MOULINEAUX, qui traitera votre dossier sous réf. BPFA/LM/IMO



Alcatel Radiotéléphone conçoit et installe des réseaux et systèmes de radiotéléphone publics et privés. Elle a été choisie en France, en Allemagne, en Finlande et aux Pays Bas pour être le fournisseur du futur réseau de radiotéléphone numérique européen. Notre direction productive et informatique recherche un

Ingénieur CAO

Vous assurez le fonctionnement de nos outils CAO tant sous l'aspect "système" (UNIX) que sous l'aspect "applicatif". Vous améliorez les outils existants par des développements spécifiques (langage C). Vous intervenez dans les domaines électronique,

circuits imprimés et mécanique. Ingénieur informaticien ayant des connaissances en électronique, vous avez 1 à 3 ans d'expérience ou vous êtes débutant et vos stages vont ont donné un premier contact avec la CAO.

ALCATEL

RADIOTÉLÉPHONE

La passion de communiquer

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Benoît de Fournoux, 56 av. Jean Jaurès, 92707 Colombes cedex.



**Le centre technique
des industries
mécaniques**

600 personnes.
A la pointe des nouvelles
technologies,
recherche

INGÉNIEUR

**ANALYSES
PHYSIQUES**

Jeune Ingénieur, diplômé d'une Grande Ecole, vous possédez des connaissances en métallurgie, physique des matériaux et mécanique.

Nous vous proposons de développer et faire avancer des techniques d'analyses novatrices.

Votre mission sera de proposer aux industriels des méthodes d'investigation performantes.

Ce poste est basé à 35 mn au nord de Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo au : CETIM - Département Personnel et Relations Sociales BP. 67. 60304 Senlis Cedex.

CONTEXTE

*Ingénieurs Composants:
notre croissance,
votre avenir*

Rejoignez nos équipes d'ingénieurs composants au sein de nos divisions Ordinateurs Personnels et Réseaux, et devenez notre expert technique en composants semi-conducteurs VLSI (ASIC, ...), pour les sites industriels de Grenoble et de Lyon.

Responsable des recommandations technologiques auprès de nos laboratoires, garant de la qualité et de la fiabilité de nos composants, vous qualifiez nos fournisseurs et vous développez avec eux des relations suivies. Vous capitalisez tant sur vos compétences techniques que sur vos atouts relationnels.

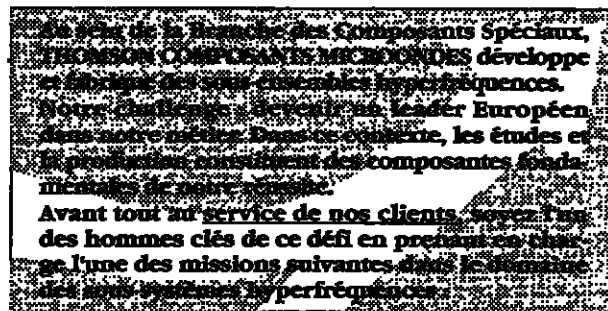
Ce poste, à dimension internationale, s'adresse à des ingénieurs de formation électronique ayant une première expérience industrielle.

Hewlett-Packard France, Ressources Humaines, 38053 Grenoble Cedex 09.



**HEWLETT
PACKARD**

**Les sous-systèmes hyperfréquences, l'AsGa :
des secteurs d'avenir en plein développement**



CHEF DE PROJET

Sous l'autorité du Responsable de l'activité, vous animez des équipes de projet au niveau de la conception et de son prolongement en production, assurez le soutien du service commercial dans les relations techniques avec les clients et élaborez les propositions. Ingénieur électronicien, votre dynamisme, votre tempérament de leader d'équipe et votre expérience de 2 à 3 ans chez un équipementier (militaire ou télécom) font de vous le candidat idéal que nous attendons. Ref. 01201

INGÉNIEUR D'ETUDE

Vous êtes chargé, sous la Direction d'un Chef de Projet, de l'étude de sous-systèmes hyperfréquences et vous animez une équipe de techniciens. Débutant ou avec une expérience de 1 à 2 ans, vous êtes Universitaire ou diplômé d'une école d'ingénieurs en électronique. Ref. 01202

**TECHNICIENS DE REGLAGE/
MESURES D'OSCILLATEURS**

Dans le cadre d'une fabrication de produits "sur mesure", vous assurez la réalisation des objectifs de livraison, procédez aux mesures et définissez les actions correctives, contribuez à la résolution des problèmes rencontrés. Vous avez complété votre formation générale, de type BTS ou DUT, par une formation complémentaire en hyperfréquences/microondes. Ref. 01198

Nous vous remercions de prendre contact avec Christian ANDRIEU, en lui adressant lettre manuscrite, CV et prétentions en précisant la référence choisie à : THOMSON COMPOSANTS MICROONDES DMH - 29, Avenue Carnot - 91300 MASSY.



THOMSON

ALSACE

Une ligne électrique sous le Rhin

La ligne à haute tension de 30 kilomètres qui doit relier le sud du Haut-Rhin à Bâle et permettre de vendre le courant de la centrale nucléaire de Fessenheim à la Suisse est remise en cause.

Le conseil général du Haut-Rhin a catégoriquement repoussé le projet proposé par le délégué régional de l'énergie, qui prévoyait la construction d'une ligne à 400 kilovolts. Il a suggéré que la ligne soit immergée dans le Rhin ce qui est techniquement possible. EDF répond que cette proposition serait « d'un coût sans commune mesure avec celui du projet actuel ». Le préfet du Haut-Rhin a suspendu la procédure administrative et demandé à EDF de « mettre à l'étude des solutions alternatives ».

PAYS DE LA LOIRE

Le bateau des enfants

Comme au bon vieux temps, un trois-mâts goélette de 39 mètres a appareillé, le 30 juin, du célèbre quai de la Fosse pour un voyage triangulaire : Nantes-Gorée-New York et retour. A bord du *Messager de Nantes* (c'est le nom du bateau), quatorze enfants de tous pays, dont deux petits Nantais, emmenés par Médéric du monde et qui vont solennellement, le 26 août, au siège des Nations unies demander que la Déclaration des droits de l'enfant, adoptée par l'ONU en 1959, soit définitivement ratifiée.

« Plus tôt que de jeter un voile sur la traite des Noirs, qui fit la fortune de la ville, assumons ce passé pour mieux préparer l'avenir d'une société fraternelle », a déclaré Jean-Marc Ayrault, le nouveau maire de Nantes, en présentant cette action.

BRETAGNE

L'Île-et-Vilaine ne se trouve pas belle

Pierre Méhaignerie, président du conseil général de l'Île-et-Vilaine, veut changer le nom de son département, comme veulent le faire les Côtes-du-Nord, qui souhaitent s'appeler les Côtes d'Armor.

« L'Île-et-Vilaine n'a pas de chance avec les rivières qui traversent son territoire : l'Ille, la Rance et la Vilaine. On a bien pensé « Ille-et-Rance » mais c'est encore plus vilain que « Ille-et-Vilaine », a déclaré Pierre Méhaignerie qui lance un appel à « l'imagination des habitants du département » en précisant que toutes les propositions seront « examinées dans les prochains mois ». Petite difficulté : comment changer l'appellation du département sans modifier son numéro ministériel - le 35 - qui résulte de sa place dans l'alphabet ?

Les trésors des bibliothèques

Ouverte le 15 juin au château des ducs de Rohan à Pontivy, l'exposi-

BONNE nouvelle pour les élus locaux : ils vont recevoir de l'État une somme de 4,8 milliards de francs de vacances, particulièrement substantielle. C'est le 4 juillet que Michel Chasse, ministre du budget, l'a officiellement annoncé à Jean-Pierre Fourcade qui venait, le matin même, d'être élu pour six ans président du conseil des finances locales.

3,87 milliards de francs : tel est le montant de la rallonge ou, plus exactement de la régularisation, que les élus locaux vont toucher au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour l'année 1988. Cette DGF, instituée par une loi de 1979, fait, en début d'année, l'objet d'une prévision qui est corrigée au cours de l'année suivante en fonction de l'évolution économique et précisément des recettes de TVA (sur lesquelles elle est indexée) que perçoit l'État. Comme la conjoncture a été fort bonne et que les impôts ont eu un rendement abondant, les collectivités locales vont percevoir automatiquement, en vertu de la loi, leur part du pécule.

A cela s'ajoute un bonus au titre d'autres transferts financiers de l'État, qu'il s'agisse de la dotation pour le logement des instituteurs, la formation professionnelle, ou de la

LA RÉFORME DES FINANCES LOCALES

L'indexation à l'index

compensation des charges liées à la décentralisation. Au total, donc, ce sont près de 4,8 milliards de francs que le gouvernement va devoir inscrire à un prochain collectif budgétaire. La petite histoire retiendra que l'un des membres les plus en vue du Comité des finances locales (créé en 1979), le maire de Puy-Guilhem, dans le Puy-de-Dôme, content de l'annonce, est aussi l'homme qui devra dessiner les cordons de la bourse de l'État... Michel Chasse (1).

Le gouvernement de Michel Rocard, comme du reste celui de Jacques Chirac, estime que l'État, « coïncé » par cette loi de 1979 - qui indexe la DGF sur les ressources de TVA aux taux en vigueur il y a dix ans - est vraiment trop bon prince. Bref, d'une année sur l'autre, les transferts aux collectivités auront progressé de plus de 7 %. Au moment où l'État s'impose des sacrifices et érige en dogme la rigueur budgétaire, il faut changer le système (2). D'autant que dans la perspective de l'harmonisation européenne la France va devoir réviser, le plus souvent à la baisse, ses taux actuels de TVA. Alors, sur quelle valeur économique calculer et indexer la DGF qui, en 1989, non

compte la régularisation, est évaluée à 80,1 milliards de francs ? Sur l'indice des prix, suggère de manière simpliste la direction du budget. Qu'on ne touche en rien au système actuel ! avertissent pour leur part les élus communistes.

Devant une assistance très académique qui regroupait des élus de toutes tendances et d'anciens ministres, comme le conseiller Bernard Bosson, le gaulliste Yvon Bourges, et dans une atmosphère conviviale, Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a, le 4 juillet, donné quatre précisions utiles sur les projets qu'il a remis au gouvernement.

« Le principe de l'indexation de la DGF garantissant aux collectivités une progression annuelle ne saurait être remis en cause ;

« La révision des valeurs locatives servant de base au calcul des impôts locaux (procédure très longue) va être engagée ;

« Un projet de loi de nature à simplifier la perception des ressources de taxe professionnelle entre les communes riches et les communes démunies sera déposé, notamment pour ce qui concerne l'Île-de-France ;

« Des solutions seront proposées pour favoriser la coopération intercommunale, étant entendu qu'il faut traiter de manière différenciée les communes et les bourgades rurales, les villes moyennes, et enfin les grandes agglomérations.

Le Comité des finances locales, présidé par un expert auquel n'échappent aucune manœuvre ou velléité des fonctionnaires de Bercy pour récupérer, ici ou là, quelques centaines de millions de francs, a démontré qu'il était l'ancêtre adéquat pour tester tout projet de réforme ou d'ajustement des finances locales. « Vous et vos collègues, vous savez dépasser les clivages politiques », a lancé Pierre Joxe à Jean-Pierre Fourcade. Et le maire (UDF) de Saint-Clément, ancien ministre des finances, lui a répondu : « Un grand apaisement s'est instauré progressivement, depuis dix ans, dans les rapports entre l'État et les collectivités. Il faut préserver cet esprit de partenariat ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Le Comité est composé de vingt-cinq élus et onze fonctionnaires.

(2) L'ensemble des transferts financiers de l'État représente le tiers des ressources des collectivités locales.

région Nord-Pas-de-Calais, Bordeaux, Nancy et Strasbourg.

Un certain nombre de grandes entreprises devraient s'associer à cette démarche et rejoindre le groupe des collectivités locales : la Compagnie générale des eaux, Dumez-GTM, Bull, les groupes Havas et KBMG (premier groupe international de conseil en gestion informatique et comptabilité).

LORRAINE

Le danger luxembourgeois

Tout en soulignant « la nécessité d'accroître la mobilisation et la sensibilisation des Lorrains dans la perspective de l'échéance de 1993 », le Comité économique et social de la région Lorraine met en garde dans un récent rapport les risques pour l'économie lorraine de l'entrée en vigueur, le 1^{er} juillet 1990, de la directive introduisant une libéralisation complète des mouvements de capitaux dans la CEE, avec la suppression de tous les contrôles et les restrictions en matière de change.

« La Lorraine étant voisine du Luxembourg, qui peut être considéré comme un paradis fiscal, affirme le comité, l'attraction exercée sur l'épargne liquide peut provoquer une évasion de capitaux lorrains. On mesure les avantages offerts par le grand-duché, en observant qu'aucune des déclarations n'y est exigée, à la différence de la France, pour l'ouverture d'un compte nominatif ou d'un compte anonyme (interdits dans l'Hexagone) ».

Le comité observe encore qu'un Luxembourg les banques gèrent 1 200 milliards de francs avec mille deux cents personnes, contre 85 milliards de francs en Lorraine avec le même effectif. Pierre Dap, président du CES de Lorraine, affirme qu'il ne faut donc pas sous-estimer « la capacité des banques grand-ducales à nous concurrencer ».

La menace doit être prise d'autant plus au sérieux, dit-il, que « la fiscalité française de l'épargne, très compliquée, prévoit des prélèvements oscillant entre 27 % et 34 %, alors que les revenus de l'épargne ne sont pas imposés au Luxembourg ». Le prélèvement de 10 % instauré en RFA le 1^{er} janvier dernier a entraîné une fuite des capitaux, évaluée à 120 milliards de DM, rappelle Pierre Dap, pour qui seule la création d'une zone franche en Lorraine peut éviter à la région, « encore convalescente », une nouvelle perte de substance de son économie.

POITOU-CHARENTES

L'avenir des villes intermédiaires

Entre les grandes métropoles promises à un avenir européen et la jacchère, se lève une nouvelle race de collectivités locales qui revendiquent leur place au soleil des Douze : ce sont les villes « intermédiaires ». Elles se sont manifestées lors d'un récent séminaire à Poitiers qui a permis un échange de vues constructif entre urbanistes, universitaires et sociologues de plusieurs pays. On y rencontrait, par exemple, un enseignant hollandais, un cher-

cheur du ministère des travaux publics d'Athènes, un professeur madrilène, le directeur de l'urbanisme de la généralité de Catalogne, un professeur de l'université de Coimbra, un consultant irlandais, un enseignant de Bonn, un autre de Milan... sans compter de nombreux spécialistes de l'Hexagone.

« Par opposition aux villes moyennes, qui se définissent uniquement en nombre d'habitants, précise le chercheur lyonnais Jean-Claude Lavigne, les villes intermédiaires ont des stratégies qu'elles mettent en œuvre pour occuper une place dans la nouvelle Europe de 1992. » L'objet de cette rencontre pluriville était précisément de les recenser. Elles touchent à l'aménagement urbain, qui doit se préoccuper autant des équipements que de l'habitat, à la formation, sans laquelle il ne saurait y avoir d'avenir durable, à l'image que la ville doit donner d'elle à l'extérieur comme à l'intérieur... A ce propos, on a beaucoup mis l'accent sur l'authenticité du message et la nécessité, pour les habitants, de s'y retrouver.

Enfin, l'ambition de ces cités peut passer par deux types de réseaux : le réseau des acteurs économiques propre à chaque ville, qui peut intégrer non seulement les entreprises mais aussi les comités d'entreprise, et les réseaux de villes à l'exemple de celui qui a été constitué par les quatre chefs-lieux de Poitou-Charentes : Poitiers, Niort, La Rochelle et Angoulême.

PROVENCE ALPES-CÔTE D'AZUR

Robot nouveau

La société Interbus implantée depuis deux ans et demi sur la zone

industrielle de La Seyne, dans le Var a présenté un robot démonteur télécommandé, mis au point et construit dans ses ateliers employant une cinquantaine de personnes, pour la plupart ingénieurs et techniciens de haut niveau.

Le PMI (plate-forme mobile d'intervention) est un engin télécommandé de 250 kilos se déplaçant sur chenilles (afin de franchir tous les obstacles) à la vitesse de 7 kilomètres à l'heure grâce à des batteries lui conférant une autonomie de quatre heures.

Le conducteur de l'engin peut suivre les opérations et les orienter grâce à deux caméras vidéo qui lui transmettent des images sur un pupitre de pilotage avec lequel il maîtrise les déplacements, la saisie et l'éloignement de colis pouvant atteindre 15 kilos.

L'entrée de ce robot n'aura pas échappé aux responsables d'aéroports français et étrangers, qui s'intéressent déjà à PMI, dont le premier exemplaire a été commandé par le ministère de l'Intérieur. D'autres commandes en provenance de la Protection civile et de services de police étrangers (pays du Maghreb et Arabie saoudite notamment) sont attendues par la société, qui, dans un premier temps, compte produire une trentaine de PMI par an.

« Mais nous travaillons déjà sur un autre modèle », précise Jean-Marie Roelens, le jeune PDG d'Interbus, dont les robots sous-marins furent remarqués lors de l'exploration du Titanic. « Une nouvelle génération est en route, avec un robot qui ne devrait pas excéder 30 kilos et qui pourrait être transporté à la main jusqu'à des carlingues des avions ». Les démineurs pourraient alors travailler en parfaite sécurité, y compris dans des situations d'intervention très précises.

RHÔNE-ALPES

L'économie du vin à Grenoble

L'université des sciences sociales de Grenoble vient de signer une convention avec l'Association universitaire internationale du vin (AUIV).

Cette convention donne naissance à un diplôme supérieur de recherche internationale en gestion, marketing et économie du secteur des vins et eaux-de-vie. Une première en quelque sorte, puisqu'il s'agit du seul et unique diplôme universitaire traitant de ce domaine en France.

Il s'inscrit en outre dans un contexte d'actualité : l'ouverture et la coopération européenne, car mené avec la collaboration des universités de Grenoble, Barcelone et Milan.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :

José Luchini, Michel Lévesque, Jean-Louis Thé, Christian Toul.

Coordination : Jacques-François Simon.

LA RÉUSSITE DU PARC DES AVENIÈRES

De l'argent belge pour des loisirs à la française

ILS se sont amusés comme des fous, les officiels qui, le 21 juin, ont inauguré la nouvelle attraction du parc de loisirs des Avenières, dans l'Ain. Embourbés six par six sur des réseaux de couloirs, ils ont dévalé comme des sauteuses d'un équipement populaire déjà vieux d'une décennie.

La journée du 21 juin restera néanmoins comme une date dans l'histoire touristique locale et nationale. Elle officialise l'arrivée sur le marché des loisirs d'un important investisseur étranger. Il s'agit de Eddy Méus, un Belge de soixante-trois ans, ancien agronome colonial converti il y a déjà dix-sept ans dans l'industrie des parcs d'attraction.

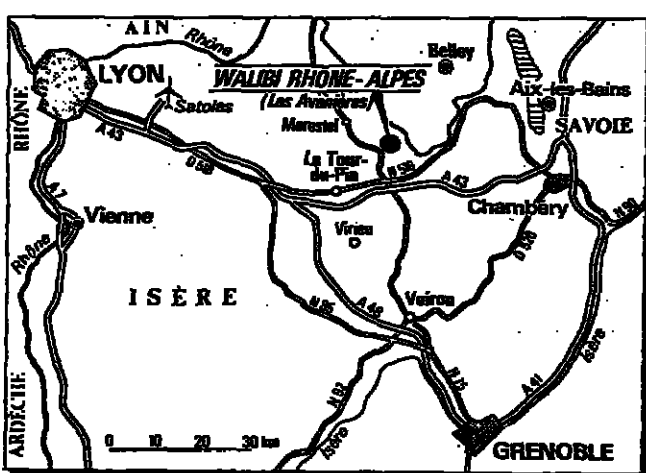
Le pari d'Eddy Méus

Ce flamboyant amateur de pipe est propriétaire de trois installations dans la région de Bruxelles : Hétorium, un musée de cire ; Mini-Europe, un parc de monuments en miniature ; Walibi, l'un des centres d'amusement les plus populaires d'Europe. Un million quatre cent mille visiteurs, dont 30 % de Français, sont attirés s'y distraire l'an dernier. La société qui gère Walibi a pris une telle dimension qu'elle a été introduite à la Bourse de Bruxelles en juin 1988. Un joli placement : depuis lors les trois cent mille titres émis ont augmenté de 80 % !

Celui qui appelle déjà le « roi du tourisme d'un jour » parle à pré-

sent sur la France. Dès 1981, il avait racheté un petit parc de loisirs, baptisé Avenirland, qu'une famille locale avait tenté de lancer sans grand succès aux Avenières, sur une douzaine d'hectares. Une mauvaise affaire gravée de servitudes des forains concessionnaires, que Méus a mis six ans à liquider.

Enfin maître chez lui, l'entrepreneur belge a agrandi son espace de 18 hectares et y a installé en deux ans pour 50 millions de francs de nouvelles attractions : parmi celles-ci un grand huit vertigineux et les



« rapides » inaugurés le 21 juin. Les amateurs n'ont pas bougé. En 1988 on a enregistré sept portes d'Avenirland rebaptisé Walibi-Rhône-Alpes cinquante mille entrées de plus que l'année précédente.

Ambitieux, Eddy Méus espère en totaliser cinq cent mille à la fin de 1989, réaliser pour la première fois des bénéfices et investir encore 80 millions de francs dans les cinq prochaines années. Objectif affiché : recevoir à Walibi huit cent mille visiteurs dont cent cinquante

mille étrangers accourus de Suisse, d'Allemagne et d'Italie.

Déjà le parc est une bonne affaire pour la commune des Avenières et ses trois mille cinq cents habitants : des routes élargies, un budget amélioré par les taxes professionnelles et des emplois pour les jeunes du pays. Walibi mobilise vingt-cinq employés permanents et deux cents saisonniers. Bien d'avantage si la courbe des entrées continues à grimper. Tout compte fait, un centre d'amusement vaut bien une petite usine. La pollution en moins et l'agrément en plus. Aussi les élus locaux commencent-ils à ouvrir les yeux. « Bravo et merci monsieur Méus », s'est exclamé Alain Moyne Bressard, député UDF de l'Ain et vice-président du conseil général. Vous êtes désormais un des acteurs de notre économie. Nous aurons beaucoup à faire ensemble. » Première conséquence : les itinéraires conduisant au parc vont être enfin balisés sur les autoroutes du secteur.

Rhône-Alpes en retard

La région Rhône-Alpes serait-elle en train de s'apercevoir qu'en dépit de son exceptionnelle situation de carrefour européen elle s'est laissée distancer sur le marché des parcs d'attraction par l'Île-de-France, la Provence-Côte d'Azur et même par la Lorraine ? En tout cas

les grandes sociétés qui travaillent avec les collectivités locales ont bien vite repéré la présence d'Eddy Méus. La Lyonnaise des eaux a pris 25 % dans la société qui développe Walibi-Rhône-Alpes. Elle a invité l'investisseur belge à entrer pour 10 % dans le capital du parc de la Tison d'Or qui va ouvrir à Dijon et à en être le conseiller technique. De son côté le conseil général de Lot-et-Garonne s'est associé avec Eddy Méus pour créer à Agen un parc de loisirs, investissement prévu : 100 millions de francs. Ouverture en 1992.

L'entrepreneur belge avoue qu'il est très sollicité. Une demi-douzaine de villes moyennes le pressent de venir chez elles dresser ses chapeaux de paille. La plaquée Eddy lève les bras au ciel : « Attention, dit-il, les parcs sont des équipements coûteux, difficiles à gérer, nécessitant de vrais professionnels. Le marché est déjà bien encombré. Ne rêvez pas ».

Les parcs de loisirs ne sont pas la panacée du développement local. Dans ce domaine, l'avantage revient à ceux qui ont démarré les premiers, qui se sont installés au bon endroit et qui investissent avec prudence. « Walibi n'a pas la prétention d'être le plus grand parc de France, dit Eddy Méus, seulement le premier de ceux qui gagneront de l'argent. » Les élus de la région, qui se réjouissent des modes et des aventures, ont apprécié.

MARC AMBROISE-RENDU.

Économie

SOMMAIRE

■ La France est décidée à pousser les feux pour la réalisation de l'union économique et monétaire européenne (lire page 40).

■ Le gouvernement va accorder en 1990 5 milliards de francs de dotation en capital aux sociétés nationales du secteur industriel, dont 3 milliards que se partageront Bull et Thomson (lire ci-dessous).

■ Le ministre du travail, M. Solisson, a nommé un médiateur dans l'affaire des dix militants CGT de Renault (lire page 40).

■ Il faut interdire l'achat direct d'actions par les dirigeants de sociétés, déclare au Monde M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP (lire page 42).

■ Tirée par les exportations et l'investissement, la croissance française pourrait encore atteindre 3,5 % en 1989, d'après l'INSEE (lire page 39).

Les fastes ne peuvent faire oublier le fond des problèmes. On peut, certes, être choqué de voir vingt-huit chefs d'Etat du tiers-monde et sept dirigeants de nations industrielles discuter dans le cadre de festivités grandioses de la pauvreté et de la dette — 1 300 milliards de dollars — du tiers-monde. Les rencontres, multiples avant le sommet traditionnel des Sept, du 14 au 16 juillet, devraient malgré tout confirmer une percée conceptuelle, tardive mais réelle, de la part des « riches ».

Après avoir longtemps cru pouvoir gérer la crise de la dette, qui a éclaté à l'été 1982 par la quasi-faillite du Mexique, les pays industriels ont fini par reconnaître la portée stratégique d'un problème qui bloque la croissance et menace la démocratie dans un nombre impressionnant de pays en développement. Depuis le précédent sommet à Toronto, il y a un an, la nécessité d'une action coordonnée a fini par l'emporter. L'intermède des élections américaines, sans doute, retardé la mise en œuvre d'une politique qui cherche à s'attaquer de front à l'endettement, quitte à abandonner de vieux tabous, comme le remboursement intangible de tout emprunt. Mais les grandes lignes de cette nouvelle approche, fondée sur l'effacement pur et simple

de la dette des pays du tiers-monde, sont désormais claires, le cas des pays les plus démunis, généralement africains, endettés auprès des gouvernements, étant soigneusement dissocié de celui des pays « à revenu intermédiaire » amenés à trouver une solution avec des créanciers privés.

Le cas des pays à revenu intermédiaire

A l'approche du « sommet » de l'Arche, les décisions se sont multipliées pour donner toute sa crédibilité à la nouvelle stratégie de réduction de la dette à laquelle ont œuvré Français, Américains et Japonais.

Le président François Mitterrand avait créé l'événement en annulant la dette publique de trente-cinq pays parmi les plus pauvres, à l'occasion du sommet francophone de Dakar, en mai dernier. Sous réserve de l'approbation du Parlement, 16 milliards de francs devraient ainsi être effacés à partir du 1^{er} janvier. Le président George Bush a renchéri la semaine dernière en décidant d'annuler pour 1 milliard de dollars (6,30 milliards de francs) la dette publique de seize nations parmi les plus démunies d'Afrique.

Le cas des pays à revenu intermédiaire est plus complexe. Les gouvernements créanciers et les organismes multilatéraux, FMI et Banque mondiale en première ligne, ont confirmé leur volonté d'aider les pays débiteurs et les banques créancières à trouver, au cas par cas, des solutions. Une fois de plus le coby de cette stratégie, le Mexique, parviendra-t-il à un accord à la veille du sommet de Paris ? Le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, qui a pesé de tout son poids dans les discussions pour amener les banques américaines et, par ricochet, les autres institutions créancières à faire un effort substantiel, a de toute évidence besoin d'un succès sur ce terrain. Les dernières nouvelles sont encourageantes (le Monde daté 9-10 juillet). Le Mexique peut espérer une réduction de 35 % du fardeau de sa dette, un allègement de 3 milliards de dollars de ses remboursements annuels. Une avancée sur le Mexique ouvrirait sans doute la voie à un accord d'un type similaire avec les Philippines. La présidente Cory Aquino ne manquera pas d'œuvrer en ce sens lors de sa visite à Paris, qui débute mardi 11 juillet.

Dernière des deux « poids lourds » de l'endettement, d'autres pays, dont le Maroc, espèrent bénéficier d'un traite-

ment favorable. Sans oublier les pays de l'Est. Si le président Bush n'a promis qu'une aide modérée à la Pologne, chacun est aujourd'hui persuadé que, accord avec le FMI ouvrant la voie à des crédits de la Banque mondiale, un aménagement de la dette publique et privée de Varsovie pourra être bouclé à l'automne.

Eviter le favoritisme

Il n'empêche que les moyens à mettre en œuvre, au travers des organismes multilatéraux pour garantir directement ou non une réduction de la dette bancaire des pays à revenu intermédiaire, paraissent d'ores et déjà trop importants pour que cette stratégie soit utilisée pour tous ceux qui en ont besoin. L'idée française de créer un fonds alimenté par la création de droits de tirages spéciaux (DTS) retrouve un certain écho. Certains continuent de voir dans cette création monétaire un danger inflationniste. Un risque pourtant mineur, ce fonds ne devant être utilisé qu'en cas de défaut de paiement des débiteurs. Financer la nouvelle stratégie de la dette pour éviter tout favoritisme ne s'annonce pas aisé. En amonçant une nouvelle tranche de 30 milliards de dollars d'aide

financière au tiers-monde à partir de 1990 et selon des modalités encore très floues, le Japon ne pourra apporter qu'une réponse partielle.

Les sept « pays riches » parviendront-ils à surmonter leurs dernières hésitations et à apporter aux nations endettées un message suffisamment ferme pour les engager à poursuivre sur la voie difficile de l'assainissement économique ? De crainte de voir à nouveau les paroles l'emporter sur les actes, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, a, mercredi 5 juillet, dénoncé l'écart qui se creuse entre le Nord et le Sud : le revenu moyen par habitant des nations industrielles est cinquante fois supérieur à celui des pays les moins développés.

Il appartiendra aux Sept de calmer les inquiétudes de leurs interlocuteurs, en renforçant la nouvelle stratégie de réduction de la dette, mais aussi en optant pour une concertation économique suffisamment crédible pour espérer un jour une réduction des taux d'intérêt comme une libéralisation des échanges commerciaux, deux éléments essentiels à la croissance du tiers-monde. Mesurées à cette aune, les festivités de Paris paraissent se révéler décevantes.

F. Cr.

AFFAIRES

5 milliards de francs de dotation en capital en 1990

Les groupes industriels publics pourraient constituer des holdings

Les groupes industriels nationaux recevront environ 5 milliards de francs comme dotation en capital dans le budget 1990. Un chiffre en légère augmentation par rapport à 1989 (4,1 milliards de francs), mais très en retrait par rapport à certaines évaluations des besoins en fonds propres des nationalisées qui atteignent 10 à 12 milliards de francs par an. Quoiqu'il en soit, les ministères des finances et de l'industrie sont tombés d'accord pour « mettre le paquet » sur l'électronique : Thomson et Bull se partageront une enveloppe de 3 milliards de francs.

Le ministère des finances classe le secteur public industriel en trois catégories :

- Dans la première, les entreprises — Usinor-Sacilor, Renault, Orkem — sont considérées comme convalescentes, mais comme elles ont reçu beaucoup d'argent de l'Etat ces dernières années, leurs demandes pour 1990 sont qualifiées d'« injustifiées ».

- La deuxième catégorie comprend Pechiney et Rhône-Poulenc, que le ministère de Bercy entend sans doute à court terme. L'entreprise vient de réaliser une opération lourde avec le rachat d'American National Can, pour lequel elle a bénéficié de 1 milliard de francs de fonds publics. Il lui faut du temps pour le digérer. Quant à Rhône-Poulenc, « il a un projet d'acquisition, on verra », indique-t-on Rue de Bercy. Dans l'enveloppe des 5 mil-

liards, un bon milliard est d'ailleurs mis en réserve pour de telles occasions, impossibles à programmer à l'avance.

- La troisième catégorie enfin correspond aux secteurs de pointe : la SNECMA (moteurs d'avion), et surtout Thomson et Bull. Le groupe de M. Gomez a besoin de recapitaliser sa filiale d'électronique grand public et d'accroître ses recherches dans la télévision haute définition. Il doit recevoir aussi des aides publiques pour sa participation dans le programme JESSI sur les composants électroniques des années 1995. Quant au groupe informatique Bull, il doit poursuivre l'assainissement de son bilan, mais surtout passer à une vitesse supérieure, notamment en envisageant des acquisitions (le Monde du 29 juin).

An ministère de l'Industrie, on affirme qu'en réalité aucune répartition précise n'est encore faite entre les groupes, même si l'on veut privilégier aussi l'électronique. En outre, on espère encore obtenir un peu plus de 5 milliards au total.

Surtout, les services de M. Fauroux estiment que les 500 millions de francs envisagés pour la SNECMA devraient être pris dans une autre enveloppe, celle entreprise relevant de la tutelle du ministère de la Défense.

Quant aux banques dont le besoin « objectif » de fonds propres est dicté par l'application du « ratio Cooke » — rapport entre les engagements et les fonds propres que les grandes banques doivent respecter en 1992 — rien n'est prévu pour 1990. Les récentes opérations sur la BNP (apport de titres UAP) et sur le Crédit lyonnais (1,5 milliard de la Caisse des dépôts) ont permis de mettre les ratios des banques à

niveau pour 1990. « Pour la suite, nous avons le temps », dit-on Rue de Bercy.

Au-delà de ces querelles traditionnelles en période d'arbitrages budgétaires, le gouvernement va devoir se prononcer sur le financement à plus long terme des groupes nationalisés. Le débat qui a opposé MM. Bérégovoy et Fauroux est clos : il n'y aura pas de privatisation partielle, a tranché le président de la République (le Monde du 15 juin). Toutefois, la répétition chaque été des discussions budgétaires qui privent les groupes d'une perspective à long terme et les inévitables bagarres sur l'épaisseur des enveloppes ont convaincu certains au gouvernement et à l'Elysée qu'il fallait trouver une solution. Leurs réflexions portent actuellement sur la création de plusieurs sociétés holdings qui regrouperaient les participations de l'Etat dans les sociétés nationales. Le modèle évoqué est celui de l'ERAP, structure tampon entre l'Etat et Elf Aquitaine. Ces holdings ne seraient que des coquilles financières sans pouvoir de gestion. Mais leur avantage est de pouvoir jouer les intermédiaires : elles emprunteront des sommes qu'elles reverseront au capital de leurs filiales (Thomson, Rhône-Poulenc...) dont les bilans seront ainsi assainis et dont les besoins seront débudgétés. L'idée n'est pas nouvelle puisqu'elle avait déjà été évoquée lors de la campagne pour l'élection présidentielle par M. Bérégovoy lui-même, mais elle avait été repoussée car on avait alors craint de créer des « superholdings » comme l'IRI en Italie, qui regroupent les participations industrielles de l'Etat. Le projet renaît aujourd'hui.

CLAIRE BLANDIN
et ERIC LE BOUCHER.

CONJONCTURE

Transactions courantes

Déficit de la France en avril

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 3,3 milliards de francs en données brutes et provisions au cours du mois d'avril après avoir été excédentaire de 600 millions en mars (chiffre révisé).

Après corrections des variations saisonnières, les paiements courants ont été déficitaires de 4 milliards de francs en avril, alors qu'ils avaient été excédentaires de 4,1 milliards en mars.

Pour les quatre premiers mois de l'année, la balance des paiements courants est excédentaire de 2,5 milliards de francs, après corrections des variations saisonnières contre + 3,6 milliards pour la même période de 1988.

Six Japonais parmi les dix hommes les plus riches du monde

Six des dix hommes les plus riches du monde sont japonais, mais ce sont encore les Etats-Unis qui ont le plus grand nombre de milliardaires en dollars (cinquante-cinq milliards contre quarante et un au Japon), selon les estimations sombres du magazine américain Forbes.

Pour la troisième année consécutive, M. Yoshiki Tsutsumi, dirigeant du groupe ferroviaire Seibu, demeure le Crépus mondial avec une fortune évaluée à 15 milliards de dollars (près de 100 milliards de francs). Avec 800 millions de dollars de moins, on trouve son compatriote, M. Taiichi Mori, propriétaire de soixante-douze immeubles de bureaux à Tokyo. Loth derrière arrive le premier Américain,

M. Sam Walton, créateur de la chaîne de magasins Wal Mart (8,7 milliards de dollars). Viennent ensuite les frères canadiens Reichmann qui sont à la tête d'un empire immobilier d'une valeur de 8 milliards de dollars.

En tête des pays de la CEE, on trouve la famille néerlandaise Brummeyer (treizième, avec 5 milliards de dollars), le constructeur automobile italien M. Giovanni Agnelli (seizième, avec 3,7 milliards de dollars), juste avant la famille d'éditeurs ouest-allemands Mohr. A la vingtième place avec plus de 3 milliards de dollars, les cadés de la drogue colombienne, avec, à leur tête, M. Pablo Escobar Gaviria qui se mêle à sa façon aux grands de ce monde.

Pargest rachète les Relais Bleus

Les illusions de la franchise dans l'hôtellerie deux étoiles

Le tribunal de commerce de Paris a décidé que la chaîne hôtelière deux étoiles les Relais bleus, en redressement judiciaire depuis le 2 février, serait reprise par le groupe Pargest pour la somme de 25 millions de francs.

En rachetant les quarante Relais bleus, Pargest (quatre-vingts hôtels une étoile Baladins et onze Interhotels deux étoiles) se hisse à la quatrième place des hôteliers français derrière Accor, Wagons-lits et la Société du Louvre.

A l'instar de Raoul Glaber qui, en l'an mil, estimait que la France se « couvrirait d'une blanche robe d'églises », on peut affirmer qu'aujourd'hui le pays se pare d'une vaste panoplie d'hôtels neufs, dits économiques, de « deux étoiles ». Citons de France, Campanile, Ibis, Relais Bleus, Baladins, Primera, ils portent des noms plaisants qui évoquent des chemins de campagne et des joies champêtres. Enseignes vertes ou bleues, joies meubles en bois clair, un confort élémentaire mais suffisant, une élégance sobre mais agréable, que demander de plus ?

Tous disposent d'une quarantaine de chambres, d'un restaurant conçu pour une cinquantaine de convives, parfois d'une ou deux salles de réception. Ce qui les différencie fondamentalement de l'hôtellerie classique, c'est que la plupart d'entre eux fonctionnent en franchise.

La franchise, appliquée par une multitude de marques dans les domaines les plus divers de la distribution, des chocolats aux produits de beauté en passant par le prêt-à-porter, le mercerie et les arts ménagers, prend une ampleur nouvelle à

travers le service, catégorie dans laquelle se place l'hôtellerie.

La France a vu son parc hôtelier vieillissant se renouveler dans les années 60, grâce à MM. Dubry et Pélissier, les inventeurs avec Novotel de la « chaîne intégrée » trois étoiles. En 1974, les mêmes promoteurs lancent l'hôtellerie deux étoiles avec Ibis. L'unité moins grande demande moins d'investissements. Le marché est porteur. Arrivent à la suite Campanile, puis, en 1979, Climat de France, deux chaînes créées successivement par M. Bernard Mignard. L'idée de la franchise vient de lui.

Investissements lourds et revenus légers

Une bonne étude de marché permet de choisir un emplacement, de trouver un terrain. Le franchiseur apporte sa technique, son expérience, son savoir-faire et surtout la renommée de son enseigne. Le franchisé, lui, fournit d'abord une partie des fonds, puis son travail. La formule paraît équilibrée. Pourtant quelques déboires de bilan, ces dernières années dans les chaînes hôtelières deux étoiles, ont fait douter de la formule.

« L'hôtellerie est une dévoreuse de capitaux, et la franchise reste un bon moyen de pallier ce besoin », dit M. Pierre Dardaine, président d'Amotex, association des hôtels et motels économiques, qui regroupe la plupart de ces chaînes. On pourrait la comparer à la sidérurgie, sans elle demande des investissements lourds et donne des revenus qui sont légers.

« La franchise hôtelière tend à devenir un produit financier pour des gens qui souhaitent investir », explique M. Chantal Zimmer, déléguée générale de la Fédération française de la franchise. « Dans le cas d'un hôtel deux étoiles, le franchisé achète un outil de travail, un métier, une expérience et surtout une enseigne qui va lui apporter une clientèle plus vite que s'il ouvre un hôtel seul. Si l'emplacement est bon, s'il travaille bien, s'il sait se faire dire chaque jour par la clientèle, il n'y a pas de raison que cela ne fonctionne pas ».

Encore faut-il que le franchiseur ait fait ses preuves, que son enseigne soit porteur, qu'il ait une structure financière lui permettant de soutenir ses franchises. Et que l'opération proposée soit rentable. Pour qu'un hôtel « tourne » il doit justifier d'un taux d'occupation de 60 % sur toute l'année. « Pas seulement pendant la période commerciale de la ville ou le mardi et le mercredi », dit M. Philippe Brizon, directeur général de la chaîne Ibis, dont les jugements sont sévères. Or ce n'est pas toujours le cas au début, et parfois cela ne l'est jamais. Les investisseurs savent que les trois premières années sont déficitaires, mais les années suivantes ? C'est là que les fonds propres doivent être suffisants ».

Pour Philippe Brizon, le premier maître du franchisé hôtelière c'est d'être lui-même hôtelier. Chez Ibis, la moitié des établissements sont en filiale directe et appartiennent au groupe : « Quand on prend une décision, on est concerné autant que le franchisé », dit-il. Chez Climat de France, dont le dépôt de bilan il y a trois ans a mis en doute la formule, dix-huit hôtels sur cent trente et un seulement sont gérés par le groupe.

« Le franchiseur doit faire la preuve de son savoir et surtout de sa prudence », dit M. Alain Jacob, directeur général adjoint de Climat. La mise de fond, pour que l'entreprise soit viable, devrait être de 20 à 25 %, de l'investissement total. Pour ce genre d'hôtel, il faut au départ 2 millions à 2,5 millions de francs. C'est déjà un patrimoine... »

Mais pas inévitable. Un petit héritage, la vente d'un pavillon, quelques économies et les fonds sont réunis. Le Français étant individualiste dans l'âme, et traversant son vent des crises d'identité professionnelle, surtout quand vers la cinquantaine il se sent menacé d'un licenciement, les franchiseurs n'ont aucun mal à recruter des partenaires.

Saturé ou non ?

Alors pourquoi ces facilités ? Le risque principal de la franchise de services nait de ce que le franchiseur voit dans la vente de son enseigne un profit immédiat et risque de se désintéresser de la suite. C'est alors la fuite en avant, le montage d'un nombre d'affaires élevé sans se préoccuper de la rentabilité de chaque établissement. Le franchiseur se transforme en promoteur immobilier et le jeu devient dangereux. D'abord pour lui : plus le nombre d'hôtels se multiplie, plus le siège social doit être important, et bientôt il ne peut plus en supporter les charges. Ensuite pour le franchisé : si son hôtel ne réalise pas les performances attendues, son investissement est perdu.

Et pourtant on se bouscule sur ce créneau. « Aujourd'hui, on voit fleurir une multiplication de ces hôtels, c'est à se demander s'il n'y a pas un mythe de l'hôtellerie deux étoiles », se demande M. Philippe Brizon. « Le marché commence à être saturé », confirme M. Alain Jacob. Mais les discours ne sont pas les mêmes et l'optimisme se partage : « Tout est encore à faire en hôtellerie », affirme M. Alain Doia. Cela revient beaucoup plus cher de restaurer un hôtel traditionnel que d'en construire un nouveau, et le parc dit « de préférence », en France, est entièrement à remplacer... »

Ce qui laisse à penser que le filon hôtelière n'est pas encore tari en France. Ne parlo-t-on pas, désormais, du marché porteur des hôtels une étoile ?

MARYSE DUFAUX.

كتاب النحل

Économie

La croissance française et le chômage

(Suite de la première page.)

De telles erreurs correspondent très concrètement à plus de 100 milliards de francs de richesses qui seront produites en plus de ce qui avait été escompté et qui pourront aller — et qui vont aller, devrait-on dire — soit à l'investissement, soit à la consommation des ménages.

Non seulement la croissance économique est forte et se prolonge dans le temps, mais ses moteurs sont éminemment sains : investissement des entreprises et exportations à l'étranger. L'INSEE avait prévu une progression de 2,3 % des dépenses d'équipement au cours du premier semestre 1989 : nous en sommes à + 3,9 % sur cette période. Pour les ventes à l'étranger, les prévisions étaient de 2,8 % au cours des six premiers mois et nous venons de réaliser 6,7 %. Du coup, les dépenses d'investissement des entreprises devraient croître, selon l'INSEE, de 7,1 % cette année, après déjà 7,7 % en 1988 et 8,2 % en 1987, ce qui représente au total 25 % de progression en volume sur trois ans. Pour les entreprises du seul secteur concurrentiel (qui ne comprend pas les grandes entreprises nationales), l'augmentation des dépenses d'investissement serait de 8,9 % cette année après 11 % en 1988 et 7,3 % en 1987, soit au total 30 % en volume.

L'économie française commence-t-elle à recueillir le fruit de ses importantes dépenses d'équipement ? L'INSEE annonce un arrêt des pertes de parts de marché à l'étranger et même de légers gains pour les produits manufacturés fabriqués en France, probabilité qui, si elle se vérifiait, marquerait fin à une désintégration continue enregistrée depuis 1985. Les exportations françaises progresseraient ainsi de 9,2 % cette année en volume, soit un peu plus vite que la demande mondiale (+ 8,7 %).

Ces très bons résultats, s'ils étaient confirmés, s'expliqueraient non seulement « par une demande mondiale toujours très active quoique ralentie — du fait des États-Unis — mais aussi par une amélioration de notre compétitivité-prix ». La France recueille là le résultat des efforts consentis en matière de salaires depuis 1982. Notre compétitivité repose — sur

une évolution des coûts salariaux plus favorable chez nous que chez nos principales partenaires au cours des dernières années ».

La hausse du dollar est évidemment venue conforter la compétitivité des prix français. Cette analyse renforce la position de ceux qui — comme M. Bérégovoy — s'arrogent sur une politique salariale dure et refusent pour l'instant un nouveau partage des surpluses de richesse dégagés par les entreprises, en d'autres termes refusent la remontée de la part des salaires par rapport à celle des profits dans le partage de la valeur ajoutée.

Des arguments qui seront probablement très discutés par les salariés à la rentrée, mais auxquels M. Bérégovoy pourra opposer les très nombreux emplois créés par « l'économie française depuis deux ans : deux cent mille cette année, prévoit l'INSEE, soit autant qu'en 1988, mais surtout — et c'est là un point nouveau et fort important — l'industrie française, qui ne cessait d'en perdre, en créant ». D'une façon générale, les emplois créés dans l'industrie comme dans les services semblent plus stables, plus solides, comportant plus de contrats à durée indéterminée. « Le dynamisme de l'emploi apparaît amplement suffisant pour absorber la croissance de la population active, et même pour faire reculer le nombre de chômeurs ». Le chômage s'écarterait ainsi sensiblement de la barre des 10 % de la population active pour revenir aux environs de 9,7 %.

L'amélioration de la situation en termes d'activité et d'emploi risque-t-elle d'engendrer des déséquilibres majeurs ? La hausse des prix a été rapide au premier semestre (+ 2,1 %) du fait, notamment, des augmentations des prix de l'énergie, des matières premières et de la hausse du dollar. Ces phénomènes ne joueront plus — ou probablement pas — au second semestre, et l'INSEE estime — malgré des tensions persistantes sur l'alimentation (1) — que la hausse des prix ne sera que de 1,5 % au second semestre, soit au total + 3,7 % entre le début et la fin de 1989, après + 3,1 % en 1987 et en 1988.

Quant au commerce extérieur, son déficit ne devrait pas dépasser, selon l'INSEE, 45 milliards de francs (soit 10 milliards de francs de plus qu'en 1988), ce qui peut paraître surprenant alors que l'INSEE annonce une amélioration de nos parts de marché à l'étranger, mais s'explique par une dégradation des termes de l'échange : les prix de nos importations — du fait de l'énergie — progressent plus vite que les prix de nos exportations. C'est en volume, et non pas en valeur, que notre commerce extérieur s'améliore.

Comme l'année 1988, l'année 1989 apparaît rétrospectivement comme une véritable réussite.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) La hausse des prix des produits alimentaires atteindrait 2,4 % au premier semestre, puis encore 2 % au second semestre, soit au total 4,4 % sur l'année, après 2,4 % en 1988 et 1,4 % en 1987. La déflation est là très nette.

	1988	1989
Ressources de la nation		
• PIB	+ 3,8	+ 3,5
• Importation	+ 8,1	+ 7,6
Emplois des ressources de la nation		
• Consommation des ménages	+ 2,8	+ 2,6
• Investissement total	+ 7,3	+ 3,8
• Exportations	+ 9,7	+ 7,1
Prix de détail		
en moyenne annuelle	+ 2,7	+ 3,6
en glissement (janv./déc.)	+ 3,1	+ 3,7
Pouvoir d'achat du taux de salaire horaire		
en moyenne annuelle	+ 0,7	+ 0,5
en glissement	+ 0,1	+ 0,9

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNE PRIORITÉ : LA VALORISATION DE VOTRE CAPITAL UNE SICAV : ECUREUIL CAPITALISATION

Pour réaliser un projet d'investissement dans quelques années, l'Ami Financier vous propose un placement simple pour valoriser votre capital à moyen ou long terme : la Sicav Ecureuil Capitalisation.

UN PLACEMENT D'ACTUALITÉ

- Faisant partie de la nouvelle famille des Sicav de capitalisation, Ecureuil Capitalisation est une Sicav obligatoire ; elle donne la priorité absolue à la plus-value et, à compter du 1^{er} octobre 1989, ne distribuera aucun revenu.
- Pas de souci de gestion, les intérêts produits par votre placement sont réinvestis et viennent accroître la valeur de votre capital.

UNE FISCALITÉ FAVORABLE

- Ne percevant pas de revenus, vous ne payez aucun impôt pendant la durée de votre placement.
- Lors de la revente d'actions, vous n'êtes soumis qu'à la fiscalité réduite ou nulle applicable aux plus-values.

UNE FORMULE SOUPLE

- Votre capital reste disponible à tout moment, sans frais.
- La valeur de l'action est peu élevée (2000 F, à l'origine) et le montant minimal de la première souscription est limité à 5 actions.
- La commission de souscription n'est que de 1 %.

L'Ami Financier
Caisse d'Épargne Ecureuil

Sicav gérée par Ecureuil Gestion
filiale des Caisses d'épargne et de prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations

VOILÀ

Nous sommes à Paris.

450^e ANNÉE

Nous aussi célébrons

200 ans après la révolution

BANQUE
PARIS

Économie

SOCIAL

Chargé du dossier par le président de la République

M. Jean-Pierre Soisson désigne un médiateur dans l'affaire des dix militants CGT de Renault

Chargé par le président de la République du dossier des dix militants CGT licenciés de Renault-Billancourt, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a désigné un « M. Bons Officiers » dans la soirée du lundi 10 juillet. Le médiateur choisi est M. Jean Laverne, inspecteur général des affaires sociales, qui a été conseiller technique de M. Jacques Delors en 1981 au ministère de l'Économie. Sa mission consiste, a précisé M. Soisson, « à rechercher dans le cadre des lois les bases d'un règlement de la situation actuelle », sans qu'aucun délai soit fixé.

« J'entends contribuer à un apaisement », a déclaré le ministre du travail, qui a rappelé que la décision du Conseil constitutionnel annulant

l'amnistie pour les « dix », « a privé de toute base juridique une procédure de réintégration de droit » de ces militants. « Cette décision s'impose aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles en vertu de l'article 62 de la Constitution. »

M. Soisson a aussi souligné que « le gouvernement ne peut se substituer aux dirigeants de l'entreprise en leur imposant de réintégrer les intéressés » et rappelé que la région Renault dispose de l'autonomie de gestion. Toutefois, interrogé par TFI, un peu plus tard, le ministre a fait une suggestion. Il a émis l'hypothèse qu'un nouvel emploi pourrait être proposé aux « dix » de Billancourt « dans une filiale ou dans une autre entreprise ». Mais, a-t-il ajouté, le gouvernement n'a « nul moyen » de contraindre M. Raymond Lévy, président de la Régie, si celui-ci ne souhaite pas une réintégration.

Renault-Billancourt, M. Jean-Pierre Quilgars, a affirmé que ceux-ci étaient « prêts à prendre toutes les dispositions adéquates, notamment dans le cadre des festivités du Bicentenaire » pour obtenir gain de cause : si le président de la République ne donnait pas une réponse « positive », « il ne pourra pas y avoir de commémoration sans les véritables sans-culottes dans la rue pour notre réintégration et celle des autres militants syndicaux ».

En revanche, le comité exécutif de la CGC « dénonce par avance toutes initiatives tendant à exercer par la menace de l'émeute un chantage inadmissible », en rappelant que « deux cadres ont été roués de coups ». Il « n'accepte pas qu'un mouvement revendicatif, si légitime soit-il, puisse donner lieu à des violences ». En refusant de respecter la décision judiciaire, le PCF et la CGT assumeraient une lourde responsabilité s'ils continuaient à troubler l'ordre public.

Quant à M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, il affirme : « Le syndicalisme ne peut pas être au-dessus de la loi. La CGT est sur une pente dangereuse, qui ne porte pas une bonne image du syndicalisme ». La CFDT, souligne-t-il, n'est pas favorable à « un syndicalisme de désespoir qui conduit à considérer l'agression comme une force d'argument. Mais personne ne peut se réjouir que des militants soient licenciés pour cause d'activité syndicale. Ils sont chaque année dix à douze mille dans ce cas. Il faudrait revoir la loi sur la protection des syndicats délégués de façon qu'un syndicaliste puisse exercer ses responsabilités ».

Enfin, M. Marc Blondel, pour Forces nouvelles, se montre extrêmement prudent : « Si des militants FO étaient licenciés pour activité syndicale, je me battrais bec et ongles pour obtenir leur réintégration. Maintenant, je n'ai jamais conseillé aux militants de commettre des exactions et des violences. » Mais il observe que « nous assistons bien dans plusieurs entreprises au réveil d'une certaine forme d'antisindicalisme ».

Par ailleurs, M. Bernard Pêcheur, conseiller social du président de la République, qui avait déjà reçu les « dix » de Billancourt par le passé, a refusé, le 10 juillet, de recevoir une délégation du syndicat CGT de Billancourt et l'a orientée vers le ministère du travail. Cette délégation voulait déposer une pétition en faveur des « dix », qui a recueilli cinquante et un mille signatures. De plus, les services du premier ministre n'ont pas répondu, lundi, à une demande d'entretien de M. Louis Vianet, numéro deux de la CGT.

Le bureau confédéral de la CGT, dans un appel à la manifestation du mercredi 12 juillet, a voulu élargir le débat : « Sans action, il n'existerait plus rien depuis longtemps », déclare-t-il, en se référant à l'accord conclu à La Ciotat.

« La manifestation du mercredi 12 juillet n'est pas un chantage, mais un moyen de pression affirmé banderoles déployées. Nous manifestons ce jour-là parce qu'il y a besoin de faire entendre du plus profond du pays la voix des salariés qui demandent que justice soit respectée », a déclaré M. Louis Vianet, secrétaire de la CGT. Mais l'un des dix militants CGT licenciés de

Les Douze vont créer un observatoire de l'emploi

Pour leur première réunion sous la présidence française, les ministres du travail des douze pays de la Communauté se sont retrouvés le 10 juillet à Aix-en-Provence, ville dont M. Jean-Pierre Soisson est le maire.

Au cours de cette séance informelle, les douze ministres, Grande-Bretagne comprise, se sont accordés sur la procédure devant conduire à une charte sociale européenne. Les « conclusions orales » ont été adoptées par un vote à l'unanimité, a précisé M. Soisson. Un projet sera élaboré par la Commission, après consultation des partenaires sociaux, qui au cours d'une prochaine réunion en octobre sera soumis aux Douze.

M. Jean-Pierre Soisson a saisi l'occasion pour préciser les « priorités sociales » de la France pendant les six mois de sa présidence, notamment sur l'emploi et la formation professionnelle. Un rapport annuel pourrait être publié sur la situation de l'emploi en Europe. Les pays membres se sont mis d'accord sur le principe de la création d'un observatoire européen de l'emploi.

● ETATS-UNIS : Dure grève des mineurs. — Une grève sauvage, observée depuis un mois par trente-sept mille mineurs américains a subi un tour violent, lundi 10 juillet, avec l'explosion d'une bombe et des échanges de coups de feu, qui n'ont pas fait de victimes. La bombe a explosé à Castledale (Virginie), détruisant un bureau ambulancier d'une filiale de la minière Pittston qui est à l'origine du conflit à propos d'une convention collective. Par ailleurs, on signalait des échanges de coups de feu entre piquets de grève et services de sécurité dans deux mines de Virginie Occidentale. Le 27 juin, un juge fédéral avait déclaré cette grève illégale, et le syndicat, dont trois dirigeants sont emprisonnés, est menacé de faillite par des amendes doublant tous les jours. — (AFP.)

AGRICULTURE

Après les orages de la semaine dernière

M. Nallet annonce des aides aux agriculteurs du Sud-Ouest

Le ministre de l'Agriculture, M. Henri Nallet, a annoncé, lundi 10 juillet à Duras (Lot-et-Garonne), « des mesures spécifiques et rapides » (dans les dix jours) pour venir en aide aux victimes des violents orages qui se sont abattus sur le Sud-Ouest la semaine dernière. « J'ai la conviction que les procédures habituelles ne suffiront pas, quelle que soit la décision du gouvernement sur l'état de catastrophe naturelle », a déclaré M. Nallet, venu se rendre compte par lui-même des dégâts subis aux confins de la

Gironde, du Lot-et-Garonne et de la Dordogne.

« Il est évident qu'il faudra des procédures spécifiques pour une situation spéciale », a poursuivi le ministre, qui devait nommer dès mardi un inspecteur général de l'Agriculture pour coordonner les estimations des dégâts dans les trois départements. « Pour aller très vite, s'il est encore indiqué, nous avons besoin d'une grande transparence, d'une estimation fiable et précise des dégâts subis par chaque agriculteur, afin de pouvoir ajuster les

aides dont les uns et les autres ont besoin. »

M. Raymond Lacombe, président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), a demandé, mardi sur France-Info, que les régions touchées soient considérées comme victimes de « catastrophes naturelles », car les décisions annoncées par M. Nallet ne seront pas suffisantes. Il demande « des mesures nationales prévues dans le cadre de l'Etat pour venir en aide à tous les sinistrés ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RÉORIENTATION DU PORTEFEUILLE ET CHANGEMENT DE NOM DE LA SICAV ECUREUIL PRIVATISATIONS

Dès 1988 quelques grandes valeurs non privatisées ou privatisables ont été introduites dans le portefeuille d'Ecureuil Privatisations pour tenir compte de la réduction du champ d'investissement initial.

Le Conseil d'administration d'Ecureuil Privatisations a souhaité poursuivre cette orientation et a décidé, le 29 mars dernier, d'élargir le portefeuille à l'ensemble des grandes valeurs de la bourse française.

Pour cette raison, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, réunie le 29 mars, a modifié la dénomination de la Sicav en :

ECUREUIL INVESTISSEMENTS

La Sicav Ecureuil Investissements est désormais destinée à toute personne qui souhaite investir commodément en titres des grandes sociétés françaises.

L'Ami Financier
Caisse d'Épargne Ecureuil

Sicav gérée par Ecureuil Gestion
filiale des Caisses d'épargne et de prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations

Crédit formation

La CGC et la CFDT demandent à M. Laignel de « surseoir » à la concertation

Par un communiqué publié le 10 juillet, M. André Laignel, secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, a fait savoir qu'il commençait sur-le-champ ses consultations des partenaires sociaux pour l'extension aux salariés des bénéfices du crédit formation déjà prévu pour les moins de vingt-cinq ans. Une série de rencontres était prévue les 11 et 12 juillet avec les organisations syndicales et patronales « pour leur proposer l'ouverture d'une négociation », mais la CFDT et la CGC manquaient au rendez-vous.

Un peu plus tard, les deux centrales syndicales expliquaient leur absence en demandant à M. Laignel de « surseoir » à une consultation qu'elles jugeaient précipitée. Favorable à « un traitement négocié du crédit formation », la CFDT préférait rencontrer le CNPF avant de négocier avec les pouvoirs publics. A propos d'un sujet « suffisamment important », la CGC souligne qu'elle « ne peut concevoir de traiter à la va-vite d'éventuelles modifications sans avoir pu étudier les propositions pour lesquelles nous avons été prévenus quelques heures à l'avance ».

Pour mettre en place le crédit formation, le gouvernement envisage, en fait, de rénover la formule existante du congé individuel de formation (CIF) en l'utilisant prioritairement pour amener les salariés au niveau du CAP. Le CIF, qui n'a jusqu'à présent pas connu le succès, servit porté de 25 000 bénéficiaires à 2 500 sous le CAP, à 50 000 sur une année pleine. Les incitations financières de l'Etat devaient être définies en fonction des efforts consentis par les employeurs et les salariés.

● MÉTÉO : plus d'un mois de grève. — Les techniciens de la Météo, en grève depuis le 6 juin, ont décidé lundi 10 juillet de reconstruire leur mouvement pour au moins vingt-quatre heures, rappelant que le préavis de grève qu'ils ont déposé reste valable jusqu'au 20 juillet. Leurs revendications restent les mêmes : un nouveau statut, une augmentation de leurs effectifs, une meilleure formation et la revalorisation de leurs salaires.

Europe 1993

La réunion des ministres des finances de la CEE

La présidence française veut pousser les feux de l'Union économique et monétaire

La présidence française, ainsi que la Commission européenne, sont décidées à pousser les feux de l'Union économique et monétaire (UEM), à maintenir une pression politique pour que la double orientation arrêtée par le Conseil européen de Madrid soit mise en œuvre sans faiblesse. Cette orientation consiste à jeter la première étape du programme de l'UEM le 1^{er} juillet 1990 et à préparer la conférence intergouvernementale, qui devra décider les réformes institutionnelles nécessaires pour passer à la deuxième étape. Tel est le principal enseignement de la réunion des ministres des finances des Douze, le 10 juillet, à Bruxelles.

Conseil européen des 8 et 9 décembre à Strasbourg. « Notre volonté est d'arrêter toutes les décisions concernant la première étape, avant la fin de l'année, les Etats membres ayant ainsi six mois pour s'adapter », a résumé M. Bérégovoy. Quant à la conférence intergouvernementale, M. Christophersen a estimé qu'elle « pourrait tout à fait être préparée en un an ».

Les déséquilibres des échanges

Comme pour anticiper ce qui se passera à partir du 1^{er} juillet 1990, lorsque la première étape aura démarré, les ministres des finances ont eu, en séance restreinte, un échange de vues de trois heures sur leurs politiques économiques.

Sur le fond, l'échange de vues a principalement porté sur les déséquilibres du commerce extérieur, lesquels, avec la réurgence de l'inflation, constituent l'un des — rares — points sombres de la situation économique dans la CEE. La RFA accumule des excédents massifs ; la majorité des autres Etats membres enregistrent, au contraire, essentiellement à son égard, des déficits très lourds.

Comment les corriger ? « Il y a eu unanimité pour estimer qu'une modification des parités de change n'était pas d'actualité », a souligné M. Bérégovoy. Pour éviter les risques de méprise, toujours possibles lorsque de tels sujets sont abordés, il a répété que, si, d'aventure, le mark réévaluait, le franc suivrait. « Au moment où la France a pratiquement maîtrisé son inflation, alors qu'au mois de mai, seul du groupe des Sept, le Japon a fait mieux qu'elle, alors que, depuis le début de l'année, l'écart des taux d'inflation avec la RFA a été ramené à 0,6 point, la consolidation de la monnaie n'a jamais été aussi essentielle à la réussite de notre politique économique. La bonne santé de la monnaie française est un facteur positif pour la réussite de l'union économique et monétaire », a commenté le ministre français.

PHILIPPE LEMAITRE.

Nouvelles propositions de M^{me} Scrivener pour réaliser l'harmonisation fiscale

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

L'idée de la Commission européenne d'appliquer dans chacun des Etats membres une retenue à la source de 15 % sur les intérêts des obligations et des dépôts bancaires est morte depuis que la RFA a rejoint le camp des adversaires de la formule. Comment la remplacer de telle manière que la libération complète des mouvements de capitaux au 1^{er} juillet 1990 ne revienne pas à « organiser l'Europe de la fraude » ?

M^{me} Christine Scrivener, la commissaire compétente, a soumis lundi aux ministres des finances un document informel où elle suggère cinq « pistes » pour renforcer la coopération entre les administrations fiscales. Elle exclut la déclaration par les établissements financiers des revenus de l'épargne : une telle obligation exigerait la levée du secret bancaire, ce que refusent catégoriquement des pays comme le Luxembourg.

Les nouvelles propositions de Bruxelles, dans l'esprit des auteurs, n'ont de sens que si elles s'accompagnent d'une diminution des taux imposés par les pays qui, comme la France ou la Belgique, connaissent la taxation la plus élevée. Elles ne pourront avoir cependant qu'une portée limitée. Elles ne satisfiront pas complètement les Français, qui continuent à grogner, mais il est très probable que, faute de pouvoir espérer mieux, ils se contenteront, moyennant une présentation politique à peu près satisfaisante, d'une solution aussi minimale.

1. — La Commission suggère de faire un effort au plan national pour inciter les contribuables à déclarer les revenus de l'épargne. L'idée est de les responsabiliser, c'est-à-dire en réalité de leur faire peur en les infor-

mant de manière précise de leurs obligations et des risques encourus s'ils s'y dérobent. Il pourrait par exemple leur être demandé, comme cela se fait en RFA, de remplir et de signer des formulaires distincts concernant les revenus de l'épargne. En France, ces derniers sont déclarés par les banques, mais après le 1^{er} juillet 1990 l'incitation ainsi personnalisée par Mme Scrivener pourrait jouer pour les comptes ouverts à l'étranger.

2. — Le renforcement de l'assistance mutuelle : une proposition datant de février 1989 invite les administrations nationales à ne plus faire obstruction aux demandes d'information présentées par les pays partenaires. Mme Scrivener suggère d'élargir le champ d'application de cette directive.

3. — Le suivi des mouvements de capitaux : sans pour autant contrecarrer la libération prévue, les Douze pourraient instaurer une déclaration des mouvements de capitaux dépassant un certain montant.

4. — La généralisation de l'échange judiciaire : la Commission invite les Etats membres à tous signer la convention du Conseil de l'Europe, y compris le protocole concernant les infractions fiscales.

5. — La coopération internationale : la libération des mouvements de capitaux jouera aussi à l'égard des pays tiers. La Commission voudrait relancer les négociations en vue d'instaurer une coopération fiscale avec les Etats-Unis, le Japon et peut-être, en premier lieu puisqu'ils s'intéressent tant au marché unique, avec les six voisins de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Ce document de la Commission sera examiné par les ministres des finances à l'automne.

Ph. L.

... par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



"Ambition et solidité"

Extraits de l'exposé du Président Guy Dejouany à l'Assemblée Générale des Actionnaires

L'Assemblée Générale Mixte réunie le jeudi 29 juin 1989 sous la présidence de Monsieur Guy Dejouany a approuvé les comptes de l'exercice 1988. Dans son allocution, Monsieur Dejouany a notamment souligné :

1988 : DÉVELOPPEMENT EXCEPTIONNEL

- Un chiffre d'affaires de 85,2 milliards de francs (contre 52,7) réalisé dans un périmètre de 890 sociétés consolidées et avec un effectif de 138.000 personnes.
 - Un résultat consolidé (part du Groupe) de 1375 millions de francs en progression de 31,3%, soit un quasi triplement en 4 ans.
 - Une marge brute d'autofinancement (MBA) de 7180 millions de francs, en hausse de 68%.
 - Un rendement sur fonds propres de 18,8%.
 - Une distribution de dividendes de 433 millions de francs, en augmentation de 24,2%.
 - Des dépenses d'investissements de 14,6 milliards de francs.
- Tels sont les éléments clés de cette année 1988, dont le caractère exceptionnel est très largement évident.
- Trois événements me semblent avoir été les plus importants : l'entrée de la Société Générale d'Entreprises (SGE) dans notre Groupe; le volume tout à fait exceptionnel de nos investissements; l'internationalisation de nos métiers.

SGE, situation bénéficiaire

Les prises de commandes du Groupe SGE, dans son ensemble, ont été voisines, en 1988, de 25 milliards de francs, contre 23,6 milliards à structure comparable l'année précédente, en progression de 5 à 6%. Le chiffre d'affaires a été de 32,8 milliards.

Les efforts de réorganisation réalisés au cours des dernières années et développés depuis le 1^{er} juillet 1988, le bon niveau des activités de l'année, particulièrement dans le secteur des travaux routiers, ont permis à la Société Générale d'Entreprises, de retrouver une situation bénéficiaire.

En 1989, la SGE dans toutes ses divisions poursuit son effort d'organisation et de développement qui va la faire passer, dès cette année, de la situation d'entreprise en voie de redressement à l'état d'entreprise redressée. Un bon résultat de l'ordre de 250 millions de francs est attendu, l'espère 300 pour ma part.

Le retrait définitif de Saint-Gobain du capital de la SGE, complète, avec un niveau de participation porté à un peu plus de 75%, notre position d'actionnaire principal et confirme notre volonté de donner à la SGE, en quelques années, la position de premier Groupe d'entreprises européennes de grands travaux.

Importante progression des investissements

Quatorze milliards six cents millions de francs d'investissement sont un montant qui sort réellement de l'ordinaire. Il représente près de deux fois le nombre correspondant de 1987.

Dans cet ensemble de 14,6 milliards, le volume des investissements industriels a atteint 5.800 millions de francs, dont 1 milliard à l'étranger. Il englobe une augmentation de 25% des investissements du domaine concédé (de l'ordre de 1,5 milliard) et une progression sensible de ceux des grandes entreprises de travaux (1,3 milliard de francs environ pour le Groupe SGE).

C'est évidemment l'augmentation spectaculaire des investissements financiers (8,8 milliards de francs contre 4,1) qui illustre le mieux notre évolution.

Le développement international du Groupe a mobilisé 5 milliards de francs environ dont 3,3 en Europe. C'est en Grande-Bretagne, notre position dans diverses sociétés privées de distribution d'eau, dans TVS et dans Parkersell, mais aussi en Allemagne avec G+H Montage, aux Etats-Unis avec Sierra Spring et en Belgique avec Electrafina. En Belgique, aux côtés du Groupe Bruxelles-Lambert, dont la participation est de 40%, la Compagnie avec une participation très voisine de 20%, est devenue un actionnaire codirigeant de la société Electrafina. Cette participation conforte nos positions dans un pays où nos intérêts sont déjà nombreux et anciens et constitue un nouveau point d'appui de notre expansion européenne.

Le reste de notre effort a concerné, notamment : les investissements liés à la prise de contrôle de la Société Générale d'Entreprises 1,1 milliard et au développement de celle-ci, la croissance de nos nouveaux secteurs d'activités (particulièrement dans le domaine de la communication, 750 millions de francs environ), la vive expansion de la plupart de nos secteurs traditionnels (propreté et énergie thermique, 462 millions de francs), mais aussi le renforcement de nos participations dans le capital de nos grands partenaires industriels et financiers, et particulièrement dans celui de la Compagnie de Saint-Gobain.

Internationalisation de nos métiers

La Compagnie s'est dotée, l'an dernier, en investissant 5 milliards de francs hors de France, des moyens propres à développer davantage l'internationalisation de ses métiers de base dans le cadre de services publics et collectifs. Cette internationalisation est le résultat d'un effort entrepris il y a une dizaine d'années, mais qui n'a trouvé ses pleins effets que tout récemment : notre chiffre d'affaires hors de France qui n'était que de 5 milliards de francs en 1985, a dépassé 16 milliards cette année. Il continue sa progression en 1989.

Cette pénétration qui semblait naguère moins difficile dans l'énergie thermique et la propreté que dans les métiers de l'eau, s'est étendue à presque tous nos secteurs d'activités, en fonction parfois de certaines occasions ou situations particulières (le développement dans la gestion des services d'eau est très intense en Grande-Bretagne, il s'agit d'un changement structurel et profond), mais aussi et surtout parce que l'approche multiservices qui est la nôtre permet de créer le plus grand nombre d'occasions et de chances, avec sa gamme d'activités diversifiées et son bipôle services-entreprises.

Cette pénétration peut être illustrée par le nombre des agents du Groupe qui opèrent maintenant hors de France (34.000 contre 17.000 en 1987). En 1988, elle s'est réalisée principalement en Europe (6,9 milliards de chiffre d'affaires) mais le développement de notre présence en Amérique du Nord (4,1 milliards de francs et 7.000 agents) est toujours régulier et vigoureux.

1989 : 90 MILLIARDS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Notre Groupe devrait, sauf opérations nouvelles imprévisibles actuellement, réaliser un chiffre d'affaires consolidé supérieur, ou un peu supérieur, à 90 milliards de francs. Progrès modéré et de consolidation donc, après les 61% de croissance de 1988. Le chiffre d'affaires à l'étranger ne serait pas très éloigné de 20 milliards de francs.

Du côté des résultats, je confirme les indications données à notre réunion de presse du mois de Mars. Résultat (part du Groupe) prévu en début d'année : 1.600 millions de francs; résultat probable : 1.650 millions de francs; espoir : il n'est pas interdit de faire un peu mieux.

La M.B.A. de 1988 (7.200 millions de francs) ayant débordé mes pronostics les plus optimistes, je me borne à souhaiter son maintien aux environs du niveau de 1988.

Quant aux investissements, ils seront inférieurs à leur niveau record de l'an dernier, mais ils représenteront encore une masse importante. Pour le premier semestre, leur montant a sans doute été voisin de 6 milliards. Globalement, je m'attends à un montant d'investissements compris entre 11 et 12 milliards de francs.

- Eau : Pour nos services de distribution d'eau, l'année 1989 se déroule de manière satisfaisante. Un certain rebondissement des ventes d'eau peut être espéré, malgré le ralentissement conjoncturel de la conquête de nouveaux contrats.
- Énergie : En matière d'énergie thermique, la saison de chauffage, terminée en avril dernier, s'est déroulée pour le Groupe dans des conditions satisfaisantes. Nos entreprises de travaux électriques sont elles aussi en situation satisfaisante avec la poursuite d'une croissance externe maîtrisée et le bon niveau d'activité de la plupart des industries, nous prévoyons en 1989, un chiffre d'affaires proche de 7,5 milliards et un résultat de l'ordre de 100 millions de francs.
- Propreté : Avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 4.500 millions de francs et un résultat espéré de 180 millions de francs, ce secteur de la propreté confirmera en 1989 la place importante qu'il a conquise parmi nos métiers de base.
- Télévision par câble : Où en sommes-nous à ce sujet au milieu de l'année 1989 et comment notre optimisme doit-il être amené et organisé? On peut prévoir de manière sûre que le nombre

d'abonnés sera de 100.000 en fin d'année, le rythme des abonnements nets étant actuellement de 1.100 à 1.300 par semaine. A ces nombres s'ajoutent déjà 45.000 usagers "collectifs" auxquels nous délivrons un service minimum de programmes, ce nombre étant susceptible de progresser de manière importante au cours des prochains mois. Il faut aussi compter actuellement (principalement à Nice) plus de mille raccordements hôteliers, répartis entre plusieurs établissements et qui délivrent un service audiovisuel très complet. Malgré leur réelle progression, ces chiffres montrent bien que le câble est encore, six ans après l'établissement du Plan Câble, au tout début de son développement et qu'il est toujours à la recherche : d'une notoriété véritable, difficile à établir rapidement dans un pays qui dispose d'une bonne richesse de programmes délivrés gratuitement (ou presque) par voie hertzienne; d'un calendrier d'établissement progressif de son équilibre économique.

Il ne faut pas tirer des conclusions pessimistes de cette situation. Ces difficultés de croissance sont inhérentes au sujet lui-même, tous les autres pays ont connu ces délais et des montées en charge relativement lentes. Et dans les réseaux câblés, plus que dans d'autres domaines, la dimension du temps, familière à notre Groupe, doit être prise en compte.

- **Chaînes thématiques** : Nous avons fait beaucoup d'efforts pour produire des programmes propres, des programmes spécifiques; nous disposons actuellement de quatre programmes thématiques de bonne qualité que nous continuons à développer. Nous en aurons huit à la fin de l'année. Nous poursuivons vigoureusement cette action, qui est pour nous prioritaire.

- **Radiorécepteur** : Nous fondons de très grands espoirs sur la réussite et le développement de ce téléphone mobile qui est aussi pour nous une ambition européenne.

- **Transports** : Nous progressons rapidement, dans le secteur des transports en commun. Ce domaine devrait se développer, notamment à l'échelle européenne et nos modes de gestion pourront y être utiles.

- **Santé** : L'hospitalisation privée connaît actuellement une large mutation technique et appelle d'importantes évolutions, même au plan réglementaire et tarifaire. Nous cherchons à être un des vecteurs de modernisation et d'organisation du secteur.

- **C.N.I.T.** : Le nouveau Centre des Nouvelles Industries et Technologies, ouvrage d'une dimension et d'une ambition exceptionnelles qui prend le relais de l'ancien CNIT, offrira notamment avec 200.000 m² environ de surface développée sur onze niveaux, une importante infrastructure de convivialité. Nous attendons beaucoup, directement et indirectement de ce très important investissement.

Une entreprise du Troisième Type

En conclusion le Président a notamment indiqué :

- Deux évidences :
- la première est la bonne santé générale du Groupe et le dynamisme de ses marchés, qui le mettent en situation d'espérer, un très fort effet de levier dans la décennie prochaine. Il proviendra, bien probablement, de la valorisation attendue de nos implantations européennes et de notre secteur de la communication,
 - la seconde évidence est le changement de taille et de rythme de croissance - désormais acquis - en France et à l'étranger, dans nos métiers traditionnels comme dans ceux d'avenir. Au profil bien classique de nos capacités d'adaptation, de ténacité, et de rapidité d'intervention, semble s'associer maintenant une image d'ambition et de solidité plus apparente que dans le passé.
- Restons attentifs à développer, en toutes circonstances, le meilleur professionnalisme et à cultiver nos originalités assez profondes qui imprègnent aussi notre mode de fonctionnement et notre organisation. S'il existe un jour une catégorie de sociétés, d'entreprises du Troisième Type, je crois que nous ferons partie de ce groupe-là.

Paiement du dividende

Il a été décidé de verser un dividende net par action de 30 Francs, ce dividende sera mis en paiement à compter du 17 juillet 1989. Les actionnaires auront la faculté de se faire payer le dividende soit en espèces, soit en actions de la Compagnie. Cette option pourra être exercée entre le 17 juillet et le 22 août 1989 inclus. Le prix d'émission de l'action pour le paiement du dividende en actions est de 1734 Francs.

Marchés financiers

BOURSE DU 11 JUILLET

Compan- ies	VALEURS	Cours préfé.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compan- ies	VALEURS	Cours préfé.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -	Compan- ies	VALEURS	Cours préfé.	Précéd. cours	Dernier cours	% + -
3806	C.N.E. 25 +	5700	5700	5770	+ 0.85	1119	B.N.F. 25 +	1110	1120	1125	+ 0.80	108	Edo Bay Mines	80 20	87 80	87 80	+ 1.00
1119	B.N.F. 25 +	1110	1120	1125	+ 0.80	1213	C.E.F. 25 +	1210	1220	1210	-	1118	De Beers	96 40	96 40	96 40	- 0.42
1213	C.E.F. 25 +	1210	1220	1210	-	1227	Edo Bay Mines	1225	1235	1235	+ 0.81	1119	De Beers	1115	1115	1115	- 0.42
1227	Edo Bay Mines	1225	1235	1235	+ 0.81	1247	Thames T.P.	1245	1255	1255	+ 0.80	1247	De Beers	1245	1245	1245	- 0.42
1247	Thames T.P.	1245	1255	1255	+ 0.80	1255	Edo Bay Mines	1255	1265	1265	+ 0.80	1255	De Beers	1255	1255	1255	- 0.42
1255	Edo Bay Mines	1255	1265	1265	+ 0.80	1265	Thames T.P.	1265	1275	1275	+ 0.80	1265	De Beers	1265	1265	1265	- 0.42
1265	Thames T.P.	1265	1275	1275	+ 0.80	1275	Edo Bay Mines	1275	1285	1285	+ 0.80	1275	De Beers	1275	1275	1275	- 0.42
1275	Edo Bay Mines	1275	1285	1285	+ 0.80	1285	Thames T.P.	1285	1295	1295	+ 0.80	1285	De Beers	1285	1285	1285	- 0.42
1285	Thames T.P.	1285	1295	1295	+ 0.80	1295	Edo Bay Mines	1295	1305	1305	+ 0.80	1295	De Beers	1295	1295	1295	- 0.42
1295	Edo Bay Mines	1295	1305	1305	+ 0.80	1305	Thames T.P.	1305	1315	1315	+ 0.80	1305	De Beers	1305	1305	1305	- 0.42
1305	Thames T.P.	1305	1315	1315	+ 0.80	1315	Edo Bay Mines	1315	1325	1325	+ 0.80	1315	De Beers	1315	1315	1315	- 0.42
1315	Edo Bay Mines	1315	1325	1325	+ 0.80	1325	Thames T.P.	1325	1335	1335	+ 0.80	1325	De Beers	1325	1325	1325	- 0.42
1325	Thames T.P.	1325	1335	1335	+ 0.80	1335	Edo Bay Mines	1335	1345	1345	+ 0.80	1335	De Beers	1335	1335	1335	- 0.42
1335	Edo Bay Mines	1335	1345	1345	+ 0.80	1345	Thames T.P.	1345	1355	1355	+ 0.80	1345	De Beers	1345	1345	1345	- 0.42
1345	Thames T.P.	1345	1355	1355	+ 0.80	1355	Edo Bay Mines	1355	1365	1365	+ 0.80	1355	De Beers	1355	1355	1355	- 0.42
1355	Edo Bay Mines	1355	1365	1365	+ 0.80	1365	Thames T.P.	1365	1375	1375	+ 0.80	1365	De Beers	1365	1365	1365	- 0.42
1365	Thames T.P.	1365	1377	1377	+ 0.80	1377	Edo Bay Mines	1377	1387	1387	+ 0.80	1377	De Beers	1377	1377	1377	- 0.42
1377	Edo Bay Mines	1377	1387	1387	+ 0.80	1387	Thames T.P.	1387	1397	1397	+ 0.80	1387	De Beers	1387	1387	1387	- 0.42
1387	Thames T.P.	1387	1397	1397	+ 0.80	1397	Edo Bay Mines	1397	1407	1407	+ 0.80	1397	De Beers	1397	1397	1397	- 0.42
1397	Edo Bay Mines	1397	1407	1407	+ 0.80	1407	Thames T.P.	1407	1417	1417	+ 0.80	1407	De Beers	1407	1407	1407	- 0.42
1407	Thames T.P.	1407	1417	1417	+ 0.80	1417	Edo Bay Mines	1417	1427	1427	+ 0.80	1417	De Beers	1417	1417	1417	- 0.42
1417	Edo Bay Mines	1417	1427	1427	+ 0.80	1427	Thames T.P.	1427	1437	1437	+ 0.80	1427	De Beers	1427	1427	1427	- 0.42
1427	Thames T.P.	1427	1437	1437	+ 0.80	1437	Edo Bay Mines	1437	1447	1447	+ 0.80	1437	De Beers	1437	1437	1437	- 0.42
1437	Edo Bay Mines	1437	1447	1447	+ 0.80	1447	Thames T.P.	1447	1457	1457	+ 0.80	1447	De Beers	1447	1447	1447	- 0.42
1447	Thames T.P.	1447	1457	1457	+ 0.80	1457	Edo Bay Mines	1457	1467	1467	+ 0.80	1457	De Beers	1457	1457	1457	- 0.42
1457	Edo Bay Mines	1457	1467	1467	+ 0.80	1467	Thames T.P.	1467	1477	1477	+ 0.80	1467	De Beers	1467	1467	1467	- 0.42
1467	Thames T.P.	1467	1477	1477	+ 0.80	1477	Edo Bay Mines	1477	1487	1487	+ 0.80	1477	De Beers	1477	1477	1477	- 0.42
1477	Edo Bay Mines	1477	1487	1487	+ 0.80	1487	Thames T.P.	1487	1497	1497	+ 0.80	1487	De Beers	1487	1487	1487	- 0.42
1487	Thames T.P.	1487	1497	1497	+ 0.80	1497	Edo Bay Mines	1497	1507	1507	+ 0.80	1497	De Beers	1497	1497	1497	- 0.42
1497	Edo Bay Mines	1497	1507	1507	+ 0.80	1507	Thames T.P.	1507	1517	1517	+ 0.80	1507	De Beers	1507	1507	1507	- 0.42
1507	Thames T.P.	1507	1517	1517	+ 0.80	1517	Edo Bay Mines	1517	1527	1527	+ 0.80	1517	De Beers	1517	1517	1517	- 0.42
1517	Edo Bay Mines	1517	1527	1527	+ 0.80	1527	Thames T.P.	1527	1537	1537	+ 0.80	1527	De Beers	1527	1527	1527	- 0.42
1527	Thames T.P.	1527	1537	1537	+ 0.80	1537	Edo Bay Mines	1537	1547	1547	+ 0.80	1537	De Beers	1537	1537	1537	- 0.42
1537	Edo Bay Mines	1537	1547	1547	+ 0.80	1547	Thames T.P.	1547	1557	1557	+ 0.80	1547	De Beers	1547	1547	1547	- 0.42
1547	Thames T.P.	1547	1557	1557	+ 0.80	1557	Edo Bay Mines	1557	1567	1567	+ 0.80	1557	De Beers	1557	1557	1557	- 0.42
1557	Edo Bay Mines	1557	1567	1567	+ 0.80	1567	Thames T.P.	1567	1577	1577	+ 0.80	1567	De Beers	1567	1567	1567	- 0.42
1567	Thames T.P.	1567	1577	1577	+ 0.80	1577	Edo Bay Mines	1577	1587	1587	+ 0.80	1577	De Beers	1577	1577	1577	- 0.42
1577	Edo Bay Mines	1577	1587	1587	+ 0.80	1587	Thames T.P.	1587	1597	1597	+ 0.80	1587	De Beers	1587	1587	1587	- 0.42
1587	Thames T.P.	1587	1597	1597	+ 0.80	1597	Edo Bay Mines	1597	1607	1607	+ 0.80	1597	De Beers	1597	1597	1597	- 0.42
1597	Edo Bay Mines	1597	1607	1607	+ 0.80	1607	Thames T.P.	1607	1617	1617	+ 0.80	1607	De Beers	1607	1607	1607	- 0.42
1607	Thames T.P.	1607	1617	1617	+ 0.80	1617	Edo Bay Mines	1617	1627	1627	+ 0.80	1617	De Beers	1617	1617	1617	- 0.42
1617	Edo Bay Mines	1617	1627	1627	+ 0.80	1627	Thames T.P.	1627	1637	1637	+ 0.80	1627	De Beers	1627	1627	1627	- 0.42
1627	Thames T.P.	1627	1637	1637	+ 0.80	1637	Edo Bay Mines	1637	1647	1647	+ 0.80	1637	De Beers	1637	1637	1637	- 0.42
1637	Edo Bay Mines	1637	1647	1647	+ 0.80	1647	Thames T.P.	1647	1657	1657	+ 0.80	1647	De Beers	1647	1647	1647	- 0.42
1647	Thames T.P.	1647	1657	1657	+ 0.80	1657	Edo Bay Mines	1657	1667	1667	+ 0.80	1657	De Beers	1657	1657	1657	- 0.42
1657	Edo Bay Mines	1657	1667	1667	+ 0.80	1667	Thames T.P.	1667	1677	1677	+ 0.80	1667	De Beers	1667	1667	1667	- 0.42
1667	Thames T.P.	1667	1677	1677	+ 0.80	1677	Edo Bay Mines	1677	1687	1687	+ 0.80	1677	De Beers	1677	1677	1677	- 0.42
1677	Edo Bay Mines	1677	1687	1687	+ 0.80	1687	Thames T.P.	1687	1697	1697	+ 0.80	1687	De Beers	1687	1687	1687	- 0.42
1687	Thames T.P.	1687	1697	1697	+ 0.80	1697	Edo Bay Mines	1697	1707	1707	+ 0.80	1697	De Beers	1697	1697	1697	- 0.42
1697	Edo Bay Mines	1697	1707	1707	+ 0.80	1707	Thames T.P.	1707	1717	1717	+ 0.80	1707	De Beers	1707	1707	1707	- 0.42
1707	Thames T.P.	1707	1717	1717	+ 0.80	1717	Edo Bay Mines	1717	1727	1727	+ 0.80	1717	De Beers	1717	1717	1717	- 0.42
1717	Edo Bay Mines	1717	1727	1727	+ 0.80	1727	Thames T.P.	1727	1737	1737	+ 0.80	1727	De Beers	1727	1727	1727	- 0.42
1727	Thames T.P.	1727	1737	1737	+ 0.80	1737	Edo Bay Mines	1737	1747	1747	+ 0.80	1737	De Beers	1737	1737	1737	- 0.42
1737	Edo Bay Mines	1737	1747	1747	+ 0.80	1747	Thames T.P.	1747	1757	1757	+ 0.80	1747	De Beers	1747	1747	1747	- 0.42
1747	Thames T.P.	1747	1757	1757	+ 0.80	1757	Edo Bay Mines	1757	1767	1767	+ 0.80	1757	De Beers	1757	1757	1757	- 0.42
1757	Edo Bay Mines	1757	1767	1767	+ 0.80	1767	Thames T.P.	1767	1777	1777	+ 0.80	1767	De Beers	1767	1767	1767	- 0.42
1767	Thames T.P.	1767	1777	1777	+ 0.80	1777	Edo Bay Mines	1777	1787	1787	+ 0.80	1777	De Beers	1777	1777	1777	- 0.42
1777	Edo Bay Mines	1777	1787	1787	+ 0.80	1787	Thames T.P.	1787	1797	1797	+ 0.80	1787	De Beers	1787	1787	1787	- 0.42
1787	Thames T.P.	1787	1797	1797	+ 0.80	1797	Edo Bay Mines	1797	1807	1807	+ 0.80	1797	De Beers	1797	1797	1797	- 0.42
1797	Edo Bay Mines	1797	1807	1807	+ 0.80	1807	Thames T.P.	1807	1817	1817	+ 0.80	1807	De Beers	1807	1807	1807	- 0.42
1807	Thames T.P.	1807	1817	1817	+ 0.80	1817	Edo Bay Mines	1817	1827	1827	+ 0.80	1817	De Beers	1817	1817	1817	- 0.42
1817	Edo Bay Mines	1817	1827	1827	+ 0.80	1827	Thames T.P.	1827	1837	1837	+ 0.80	1827	De Beers	1827	1827	1827	- 0.42
1827	Thames T.P.	1827	1837	1837	+ 0.80	1837	Edo Bay Mines	1837	1847	1847	+ 0.80	1837	De Beers	1837	1837	1837	- 0.42
1837	Edo Bay Mines	1837	1847	1847	+ 0.80	1847	Thames T.P.	1847	1857	1857	+ 0.80	1847	De Beers	1847	1847	1847	- 0.42
1847	Thames T.P.	1847	1857	1857	+ 0.80	1857	Edo Bay Mines	1857	1867	1867	+ 0.80	1857	De Beers	1857	1857	1857	- 0.42
1857	Edo Bay Mines	1857	1867	1867	+ 0.80	1867	Thames T.P.	1867	1877	1877	+ 0.80	1867	De Beers	1867	1867	1867	- 0.42
1867	Thames T.P.	1867	1877	1877	+ 0.80	1877	Edo Bay Mines	1877	1887	1887	+ 0.80	1877	De Beers	1877	1877	1877	- 0.42
1877	Edo Bay Mines	1877	1887	1887	+ 0.80	1887	Thames T.P.	1887	1897	1897	+ 0.80	1887	De Beers	1887	1887	1887	- 0.42
1887	Thames T.P.	1887	1897	1897	+ 0.80	1897	Edo Bay Mines	1897	1907	1907	+ 0.80	1897	De Beers	1897	1897	1897	- 0.42
1897	Edo Bay Mines	1897	1907	1907	+ 0.80	1907	Thames T.P.	1907	1917	1917	+ 0.80	1907	De Beers	1907	1907	1907	- 0.42
1907	Thames T.P.	1907	1917	1917	+ 0.80	1917	Edo Bay Mines	1917	1927	1927	+ 0.80	1917	De Beers	1917	1917	1917	- 0.42
1917	Edo Bay Mines	1917	1927	1927	+ 0.80	1927	Thames T.P.	1927	1937	1937	+ 0.80	1927	De Beers	1927	1927	1927	- 0.42
1927	Thames T.P.	1927	1937	1937	+ 0.80	1937	Edo Bay Mines										

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (selection)

VALUES	Emission Price Incl.	React net	VALUES	Emission Price Incl.	React net	VALUES	Emission Price Incl.	React net
A.A.A.	1004 86	980 34	France-Index Stock	107 27	104 13	Paradise Reactions	174 40	170 18
A.C.I.	232 70	228 47	France-America	438	418 10	Parade	672 08	652 48+
Action France	551 57	531 44	France-Orleans	454 12	448 82	Pharm. Payments	240 85	245 31+
Action-Industries	847 25	823 86	France	483 05	468 82	Pharm. Insulation	732 80	689 59
Aedifrance	626 94	603 92	France-France	404	104 33	Pharmaceutical	1168 10	1106 10
A.S.F. Action (ex-CP)	1230 18	1170 58	France-Nigeria	1233 43	1169 36	Pharmaceutical-Team	7040 68	7040 68
A.S.F. 5000	844 94	829 21+	France-Portugal	27 83	27 83	Pharmaceutical-1	5523 82	5523 82
A.S.F. 501	8052 14	8032 14	France-Syria	29	29 29	Pharmaceutical-2	8530 15	8530 15
A.S.F. 5010	119 16	116 20	France-Tunisia	34 32	33 32	Pharmaceutical-3	112 48	110 42
A.S.F. 5015	430 03	423 01	France-Tunisia	10034 09	10034 09	Pharmaceutical-4	10851 40	10849 70
A.S.F. 5020	126 08	121 64	France-Tunisia	243 37	240 07	Pharmaceutical-5	111 18	108 21
A.S.F. 5025	1062 31	1076 94	France-Tunisia	808 28	87 35	Pharmaceutical-6	2284 28	2284 28
A.S.F. 5030	10246 86	10246 86	France-Tunisia	30 16	29 16	Pharmaceutical-7	122 70	119 10
Alyon	676 67	652 12+	France-Tunisia	4278 35	4287 68	Pharmaceutical-8	167 08	164 61
Alph	208 01	200 54	France-Tunisia	559 84	556 31+	Pharmaceutical-9	5485 99	5481 67
AL.T.O.	176 18	180 18	France-Tunisia	11780 28	11808 18	Pharmaceutical-10	1184 33	1185 33
Amst-Gas	6084 05	5788 94+	France-Tunisia	11820 18	1144 57	Pharmaceutical-11	276 01	262 22
Amphib	832 08	814 46	France-Tunisia	57883 75	57720 40	Pharmaceutical-12	218 21	206 02
Amphib-Gas Court House	5489 25	5478 28	France-Tunisia	163 33	163 33	Pharmaceutical-13	276 01	262 22
Amphib-Gas	1141 30	1141 30	France-Tunisia	1780 78	1148 37	Pharmaceutical-14	591 09	585 15
Amphib-France	362 47	340 78	France-Tunisia	10036 85	10036 85	Pharmaceutical-15	527 44	500 33
Amphib-France	1416 57	1374 15	France-Tunisia	12378 44	12378 31+	Pharmaceutical-16	11634 31	11632 33
Amphib-France	110 08	107 26	France-Tunisia	618 61	601 57	Pharmaceutical-17	524 05	504 47
Amphib-France	1658 18	1638 18	France-Tunisia	232 43	231 72	Pharmaceutical-18	1874 58	1874 58
Amphib-France	227 85	223 85	France-Tunisia	237 43	237 43	Pharmaceutical-19	5531 47	5525 64
Amphib-France	122 01	122 01	France-Tunisia	24 13	23 12	Pharmaceutical-20	10231 36	10231 36
Amphib-France	128 48	122 85	France-Tunisia	238 23	238 23	Pharmaceutical-21	725 08	714 31
Amphib-France	2558 40	2548 74	France-Tunisia	206 12	206 12	Pharmaceutical-22	1487 05	1484 80
Amphib-France	1018 69	1001 57	France-Tunisia	367 61	341 30	Pharmaceutical-23	1421 05	1421 05
Amphib-France	1081 33	1061 33	France-Tunisia	265 26	262 26	Pharmaceutical-24	882 52	882 52
Amphib-France	33 33	32 47	France-Tunisia	428 27	428 27	Pharmaceutical-25	418 08	408 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F. & Co. Inc.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	Sum 5000	418 08	408 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	Sum 5000	418 08	408 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	Sum 5000	418 08	408 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	Sum 5000	418 08	408 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	Sum 5000	418 08	408 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	232 43	231 72	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	237 43	237 43	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	24 13	23 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	238 23	238 23	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	206 12	206 12	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	367 61	341 30	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	265 26	262 26	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	428 27	428 27	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	144 12	137 94	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	198 05	187 18	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-Tunisia	97 12	95 17	S.I.F.	625 08	605 08
CP Incl ASF Action			France-T					

Cote des changes

[illegible]

Marché libre de l'or

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
5-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La crise politique en Israël. 4 Incidents de la Méditerranée. 5 Témoinages sur les troubles entre la Mauritanie et le Sénégal. 6 La visite de M. George Bush en Pologne. 7 M. Aquino en voyage officiel à Paris.	8 Radioscope de l'Assemblée nationale et du Sénat : II. — La recherche d'une thérapie. 9 A. Amiens, le premier adjoint (CDS) accuse un socialiste de malversation.	10 Les suites de la controverse sur le « mémoire de l'eau » : le docteur Benveniste maintient pour le moment dans ses fonctions à l'INSERM. 12 Sports : le Tour de France cycliste. 15 à 17 Bicentenaire.	18 Zola, photographe à Orsay. — Le <i>Roméo et Juliette</i> de Dussapin à Montpellier. 19 L'avenir bancal de la Trés Grande Bibliothèque. — Communication : les quotidiens régionaux face à l'appétit des groupes.	38 La dette du tiers-monde et le sommet de Paris. 40 Un médiateur désigné dans l'affaire des « dix » de Renault. 42 Un entretien avec M. Jean Peyrelevade. 43-45 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 24 à 36 Carnet 14 Journal officiel 14 Météorologie : en grève. Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 20	● Admissions aux grandes écoles RES 3615 tapers LEMONDE ● Les offres d'emploi du Monde EMPLOI 3615 tapers LM

Les fêtes du Bicentenaire

Forte participation de la Légion étrangère au défilé du 14 juillet

Sans être aussi exceptionnel que pouvait le laisser croire la célébration du Bicentenaire de la Révolution, le défilé militaire du 14 juillet, qui commencera à 10 h 30 sur les Champs-Élysées, à Paris, devrait être l'un des plus importants par les effectifs mobilisés et la variété des matériels présentés. Au total, plus de 5 200 hommes défilent à pied, près de 320 blindés descendront les Champs-Élysées pendant que 120 hélicoptères de l'armée de terre et 130 avions de l'armée de l'air ou de l'aéronautique navale emprunteront l'axe Étoile-Concorde.

C'est probablement l'impressionnant défilé aérien, si le temps le permet, qui retiendra l'attention, avec 250 avions et hélicoptères réunis, soit plus de deux fois le nombre des appareils du défilé de l'an dernier. En particulier, les Parisiens pourront apercevoir des Jaguar de guerre électronique ou de frappe au laser (avec des missiles AS-30 L), des Mirage-2000 N destinés à la frappe nucléaire préstratégique (avec les missiles ASMP) et des C-130 Hercules achetés aux États-Unis pour le transport logistique à longue distance. De même, ils pourront voir grosso modo la moitié des hélicoptères anti-chars ou des hélicoptères de manœuvre (notamment le dernier-né, le super-Puma) que la 4^e division aéromobile est capable de mettre en œuvre au profit de la

Force d'action rapide (FAR) pour des interventions de la France en Europe et outre-mer.

An sein du défilé à pied, les Parisiens devraient remarquer les commandos de recherche et d'action dans la profondeur, qui dépendent de la 11^e division parachutiste, et les équipes de recherche du 13^e régiment de dragons parachutistes (RDP), dont la spécialité est d'aller rechercher l'information dans la profondeur du dispositif adverse.

Placé sous le thème « l'armée de la nation : des hommes et de la haute technologie », le défilé militaire devrait néanmoins, cette année, être marqué par une forte participation de la Légion étrangère, avec notamment le 1^{er} régiment étranger de cavalerie et des détachements porteurs de l'emblème des neuf autres régiments qui composent actuellement la Légion étrangère. Cette participation marque le cinquantième anniversaire du défilé de la Légion étrangère sur les Champs-Élysées. C'est, en effet, le 14 juillet 1939 que le 1^{er} régiment étranger, l'unité la plus ancienne de la Légion étrangère, a défilé pour la première fois à Paris, en képi blanc et avec ses « pionniers ».

Préside par M. François Mitterrand, ce défilé du 14-Juillet 1989 a été prévu pour durer environ une heure.

Légereté

Le service postal sera donc arrêté le samedi 15 juillet, comme, bien entendu, le vendredi 14 et le dimanche 16. Résultat : les abonnés des quotidiens seront privés pendant deux jours consécutifs, sinon trois, de leur journal. Cette décision, qui est bien évidemment à inscrire au chapitre de la légèreté, pénalise gravement la presse et ses lecteurs. Prise sans consultation des organisations professionnelles, elle renouvelle l'erreur commise, en 1978, par le gouvernement Raymond Barre, lequel avait dû, en compensation, assurer une distribution postale le lundi 14 août, cette année-là férié et chômé. Peut-on encore espérer qu'elle sera rapportée ?

A. F.

A Lille

Plainte contre X après la mort d'un automobiliste

L'épouse d'un automobiliste, Alain Dussert, quarante et un ans, victime le 30 juin d'un malaise dans le centre de Lille au volant de son véhicule et qui devait mourir le lendemain au centre hospitalier régional où il avait été admis, a déposé plainte contre X, lundi 10 juillet.

M^{me} Dussert estime en effet que les secours ne sont pas intervenus avec la promptitude et la rigueur nécessaires. Selon elle, le 30 juin, vers 17 heures, alors que Alain Dussert, après un malaise, avait provoqué un accrochage avec un autre véhicule, les pompiers et la police arrivés sur les lieux n'ont pas eu affaire à un individu en état d'ébriété, auraient refect de le transporter à l'hôpital.

Les policiers, après avoir conduit Alain Dussert au commissariat central pour le placer en cellule de détention, ont ensuite, le lendemain matin, fait appel à un praticien de SOS-Médecins pour évaluer le taux d'alcoolémie du conducteur. Ce médecin, arrivé au commissariat, près de deux heures après l'accrochage, et diagnostiquant, non pas un état d'ébriété mais des troubles neurologiques « anormaux », ordonnait le transfert immédiat de l'automobiliste au CHU de Lille où, les spécialistes déclaraient, vers 21 heures, une embolie cérébrale.

Alain Dussert, déjà victime d'un infarctus il y a deux ans, devait succomber à l'infarctus sans avoir repris connaissance et alors, semble-t-il, qu'une prise de sang effectuée conduisit à un taux d'alcoolémie nul.

A nos lecteurs alsaciens

En raison d'impératifs techniques dus à la mise en route de notre nouvelle imprimerie d'Ivry, il ne nous est pas possible d'assurer cette semaine à nos lecteurs alsaciens le service de notre édition spéciale Strasbourg. Nous les prions de bien vouloir accepter nos excuses.

(Publicité)
L'ESPAGNE EN TRAIN
Voyager sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE
A PARTIR DE 510 F
Renseignements : RENFE
1, av. Marceau, 75116 PARIS
Tél. : 47-23-52-01

Le nouveau plan d'épargne retraite prévoit une période de blocage de dix ans

Le nouveau plan d'épargne retraite mis au point par le ministère de l'Économie et des Finances, en remplacement du PER créé par M. Balladur en juin 1987, pourrait être rendu public au cours des prochains jours.

Dans ses grandes lignes, le nouveau produit d'épargne s'apparenterait beaucoup au plan d'épargne logement. Les épargnants s'engageraient à verser chaque année, pendant au moins dix ans, une somme minimale qui pourrait être de 2 400 francs. La décision n'a pas été prise de savoir si ces versements annuels seraient plafonnés. A la fin du plan, l'épargné pourrait « sortir » soit en capital, c'est-à-dire en remboursant sa mise en une seule fois (capital et intérêts), soit sous forme de rente, c'est-à-dire de sommes touchées mensuellement jusqu'à son décès.

Les intérêts versés chaque année et qui seraient capitalisés seraient totalement exonérés d'impôts sur le revenu, pendant toute la durée de constitution du plan, de même qu'ils seraient exonérés à la « sortie » du plan. Les taux d'intérêt versés par les banques ou les compagnies d'assurances seraient libres, mais garantis : il y aurait donc concurrence entre les établissements, à l'instar de règles assurant la sécurité des épargnants. De même, le portefeuille dans lequel seraient placés les fonds investis serait complètement libre dans sa constitution : actions, obligations, valeurs immobilières. Les épargnants ayant souscrit à un PER-Balladur pourraient, à leur choix, soit le convertir sous forme de nouveau produit d'épargne, soit l'écarter, soit le faire résilier.

Dernière caractéristique importante : une prime annuelle de 1 000 à 1 200 francs pourrait être versée par l'État aux épargnants ne payant pas d'impôts sur le revenu et à ceux dont le revenu serait imposé à un taux marginal ne dépassant pas 30 %. Cette prime serait versée, qui semblerait le nouvel instrument à un plan d'épargne populaire, les discussions se poursuivraient avec Matignon, qui craint le coût de cette mesure pour les finances publiques au cours des années à venir.

ARGENTINE

Le nouveau chef d'état-major : un ennemi des militaires

Le président de la République, le péroniste Carlos Menem, a nommé, lundi 10 juillet, le général Isidro Caceres, en remplacement du général Francisco Gassino, comme chef d'état-major. L'officier promu avait été publiquement critiqué par le colonel Mohamed Sadek, actuellement détenu pour avoir commandé, en décembre 1988, une ultime rébellion militaire contre M. Alfonsín pour le contraindre à mettre un terme aux procès intentés à des officiers impliqués dans la « sale guerre » contre la subversion. — (Rester.)

Sur le vif

Rois et roitelets

Coucou, me revole ! Je viens de prendre huit jours de vacances avant d'affronter la folle semaine du Bicentenaire, et je repars aussitôt après. Ils ne sont pas arrangés en mon absence, dites-moi, mes chers, ils sont d'un lourd, je vous raconte pas. Ce matin, à la conférence, voilà qu'ils se réveillent, les mecs, ils se frottent les yeux, ils s'aperçoivent brusquement qu'aucun souverain n'assistera au jubilé jubié de mon Mini. Pourquoi il les a boudés, ses cousins et ses cousines du gotha international : Margrethe II, Carl Gustav XV, XVI ou XVII, je sais plus, le Grand-Duc, la Queen, Juan Carlos, la princesse Caroline, tout ça ? C'est pas des démocrates, peut-être ?

Non, ce manque de tact ! Soit, j'étais. A la sortie, j'épingle mon copain du service étranger : — Tu voudrais tout de même pas qu'on invite des rois et des reines à commémorer une révolution qui a fait rouler les têtes de Louis Capet et de sa sœur d'Autriche dans le panier de la guillotine ? — Ah ! parce que tu crois qu'il y en aura pas, des rois, au balcon de l'hôtel Crillon, le

14 juillet ? Et Mobutu, d'après toi, c'est qui ? — C'est le chef du... — Du Zaïre, oui, c'est ça. Et du Gabon à l'Ouganda, j'essaierai de dire, les droits de l'homme, la démocratie, conpate pas. Le Sénégal excepté, c'est tout parti unique et compagnie.

Où, mais bon, ils sont pauvres, les pauvres ! Ils ont rien à bouffer, ils vivent dans des... — Dans des palais dont l'âge n'a aucune idée. Les beignottes en or, et le reste, c'est pas des rois, c'est des roitelets. Il est allé jusqu'à se faire construire une basilique cloacale, la réplique de Saint-Pierre de Rome, dans son village natal en Côte-d'Ivoire, Houphouët-Boigny, même qu'il a demandé au pape de venir l'inaugurer.

Bon, t'en auras, alors, les prapriétés loges, places de la Concorde, des monarques, de quoi tu te plains, des monarques stupides, des monarques de droit divin, des monarques comme j'y en ai plus nulle part ailleurs. Qu'est-ce que t'as contre eux, en peut savoir ? La couleur de leur peau ? T'es sûr, ça te gêne, le noir, ça te gêne, ça gêne les défilés.

CLAUDE BARRAUTE.

● **GRÈVE DES IMPÔTS :** — Un deuxième agent des impôts de Marseille, en grève de la faim, M. Léon Cho, a été hospitalisé lundi 10 juillet. Depuis le 5 juin, la grève des services des impôts s'étend. Les syndicats FO, CGT, CFDT et SNUI ont appelé à un rassemblement le 11 juillet à Paris, gare de Lyon et devant les préfectures de province. Dans le même temps, l'administration retrouvera la CGC, FO, la CFCT et la CFDT pour la préparation du budget 1990. La CGT n'a pas été invitée.

● **RDA :** M. Erich Honecker est sorti de l'hôpital. — Le numéro de

ses allégements, M. Erich Honecker, qui avait quitté précipitamment Buzarest, samedi 8 juillet, lors du sommet du pacte de Varsovie, pour raison de santé, est sorti de l'hôpital lundi, selon l'agence officielle est-allemande ADN. M. Honecker, âgé de soixante-deux ans, avait été hospitalisé dans un service de soins intensifs réservé aux hauts dignitaires du régime, où il aurait reçu un traitement pour des coliques néphrétiques. — (AP.)

Le numéro du « Monde » daté 11 juillet 1989 a été tiré à 517 745 exemplaires.

Entre Bastille et Opéra Bastille

La clef de la liberté

Le président des États-Unis, M. George Bush, qui, avant le sommet des Sept à Paris doit assister aux cérémonies du Bicentenaire, remettra, provisoirement, à M. François Mitterrand la clef de la Bastille. Cette clef en fer d'un vingtième de centimètres avait été offerte par le marquis de La Fayette au président George Washington à titre de remerciement pour l'aide apportée aux révolutionnaires français par les États-Unis. Depuis, cet objet historique est exposé au Musée Washington de Mount-Vernon (Virginie).

M. Bush remettra la clef à M. Mitterrand le 13 juillet au soir lors de la cérémonie d'inauguration de l'Opéra Bastille, où elle sera exposée jusqu'au 22 juillet, avant que d'être restituée à l'État américain.

M. Giscard d'Estaing à l'Élysée :

« Faire avancer l'union de l'Europe »

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a été reçu, mardi 11 juillet, par M. François Mitterrand. Au terme d'un entretien en tête à tête de plus d'une heure au palais de l'Élysée, le président de l'UDF a déclaré : « Le président de la République va exercer, pendant les six prochains mois, la présidence du conseil européen au nom de la France. Je suis venu lui dire que, dans l'opposition, nous sommes prêts à contribuer à faire avancer l'union de l'Europe ».

L'ancien président de la République, qui rencontrait le chef de l'État à l'Élysée pour la deuxième fois depuis la réélection de M. Mitterrand, a refusé de répondre aux questions des journalistes. Il est monté dans sa voiture, que deux gendarmes en civil de l'Élysée ont dû pousser dans la cour d'honneur du palais pour la faire démarrer.

EN BREF

● **CHINE :** arrestation d'un responsable étudiant et d'un théoricien du PCC. — M. Li Honglin, un théoricien mandaté réformiste, et le dirigeant étudiant Wang Dan ont été arrêtés par la police. M. Li a été interpellé le 7 juillet à Fuzhou (Fujian). Proche de l'ancien secrétaire général du PCC Hu Yaobang, ancien dirigeant du bureau d'études de l'histoire du PCC, un des anciens responsables du département de la propagande du comité central du PCC, il était l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Tampère sur la théorie et les quatre « lames » dans la Chine d'aujourd'hui*. L'arrestation de M. Wang Dan a été révélée par la police à un journaliste de Taïwan qui vient d'être expulsé de Chine.

A découvrir d'urgence, UN VRAI TRÉSOR : DES MILLIERS DE COUPONS "MODE" (ET DÉCORATION) — Des tissus de toutes sortes, y compris de vraies raretés, des métrages épatants pour une jupe, une robe, une blouse, un bermuda, un blazer, etc. — Ou pour des rideaux, des coussins, des jolies de lit... — Dans toutes les plus belles quincailleries, lin, polyester, laine, coton, etc.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

QUE FAIRE AVEC OU SANS LE BAC ?
Tout sur les 25 000 formations et les 3 000 établissements de l'enseignement supérieur.
36.15
LE TUDIANT



NEXT PORTRAIT D'UN ORDINATEUR DE GENIE

SVM publie un dossier complet sur le nouvel ordinateur de Steve Jobs, le père du Macintosh. Quelles sont les innovations de NEXT ? Pourquoi ses choix technologiques vont-ils obliger les autres constructeurs à réagir ? Pourquoi après NEXT, ne pourra-t-on plus concevoir, programmer ou utiliser un ordinateur de la même manière ?

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Bancs d'essai : — COMPAQ DESKPRO 386-33 — IBM PS/2 8555
- Comment créer son studio musical.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE